

هكذا من الأصل

débats

EMPLOI

On n'a pas fini de se battre sur le nombre des chômeurs. Lionel Stoléru demande un discours-vérité et que l'on s'attaque aux racines profondes du mal. Marie Logo disserte, de son côté, sur le bon et le mauvais usage des travaux d'utilité collective (TUC).

Le purgatoire

Le chômage ne doit pas être traité comme une calamité naturelle contre laquelle on ne peut rien d'autre que soulager les victimes

par LIONEL STOLÉRU (*)

NOUS ne laisserons pas le gouvernement entonner l'hymne à la moisson en ces termes : « Françaises, Français, vous avez semé dans la rigueur, voici mûrir les beaux épis de la moisson et déjà le chômage baisse en 1985 », car ce discours est faux.

Quand on nous dit « l'inflation baisse », nous disons oui. Quand on nous dit « le chômage baisse », nous disons non.

Et nous voulons un discours-vérité sur l'emploi.

La vérité, c'est qu'il y a eu en 1985 moins d'emplois disponibles et plus de candidats pour les occuper. Comment, avec plus de candidats pour moins d'emplois, le chômage peut-il baisser ?

La vérité, c'est que le paradis de l'emploi se vide, que l'enfer du chômage se remplit peu, et que c'est au purgatoire du sous-emploi (TUC, congés-conversion, etc.) qu'on se bouscule, ce que les chiffres officiels masquent complètement. La réponse officielle, selon laquelle on n'a pas changé le thermomètre après 1981, ne veut rien dire car le problème est qu'on plonge le même thermomètre dans un mélange différent.

La vérité, c'est que l'économie française créait 100 000 emplois par an avant 1981, qu'elle en détruit 100 000 par an depuis, et que nous sommes ainsi revenus au niveau du 1^{er} juin 1976.

La vérité, c'est que toute la philosophie socialiste depuis cinq ans est de traiter le chômage comme une calamité naturelle contre laquelle on ne peut rien d'autre que soulager la misère des vic-

times, ce qui est bien mais insuffisant, voire hypocrite quand on est soi-même en partie responsable du drame. Que dirait-on d'un pyromane allant soigner les brûlés de l'incendie qu'il a allumé ? Peut-on à la fois faire galoper le SMIC trois fois plus vite que les salaires et verser ensuite des larmes de crocodile sur les jeunes chômeurs que l'on a ainsi fabriqués ?

Sur trois fronts

La vérité, c'est qu'il faudra bien, un jour, s'attaquer aux causes du chômage par un traitement économique, au lieu de se contenter d'en soigner les effets par un traitement social. C'est un langage d'effort qu'il faut tenir sur le thème « Travailler mieux pour travailler tous », à la place du discours démobilisateur « Tra-

vailler moins pour travailler tous ».

La vérité, c'est qu'il faudra courageusement lutter sur trois fronts pour attaquer les racines profondes du chômage :

- Retrouver la croissance, c'est-à-dire faire aussi bien que nos partenaires, aux alentours de 3 % par an.

- Rééquilibrer le marché de l'emploi en détaxant l'emploi (la France détient le record mondial des charges sur l'emploi), en assouplissant le SMIC des jeunes, en donnant de la flexibilité aux contrats de travail, aux licenciements, à l'aménagement du temps de travail sur l'année, en cassant le monopole de l'ANPE, en simplifiant la vie des PME.

- Redéfinir la notion d'emploi, en remplaçant le travail noir par les activités légales de particulier à particulier, en don-

(*) Ancien secrétaire d'Etat.

Comment tuer la poule aux œufs d'or ?

Les TUC ont fait leurs preuves, mais il ne faut pas les détourner de leur objet

par MARIE LOGO (*)

LES TUC font recette. Depuis l'été, un flux continu de 200 000 jeunes bénéficie de la formule.

Combien, à l'issue de leur TUC, ont-ils trouvé un emploi ? Au ministère, les rapports des préfets sont épluchés, département par département, et le tout est croisé avec une enquête IFOP conduite en octobre et en novembre.

Voici les résultats : 30 % des anciens TUC ont trouvé un emploi ; 20 % sont entrés en stage qualifiant, en apprentissage ou retournés dans le système scolaire ; 15 % sont au service national, ou en situation diverse d'insertion ; 35 % sont de retour à l'ANPE.

Soit, pour trois jeunes sur cinq, une issue positive. Pour un jeune sur trois seulement, le retour à la case départ. Compte tenu des effectifs en cause (plus de 80 000 sorties recensées à la date des enquêtes), de l'âge du public (aucun des sortants n'a plus de vingt-deux ans) et de la situation du marché de l'emploi, c'est là peut-être le score le plus fort jamais enregistré dans la série des programmes comparables.

Il n'est plus guère de responsables aujourd'hui pour demander l'abrogation des TUC. On ne parle, au contraire, que de consolider le dispositif, de l'élargir et de le diversifier. L'affreux petit canard est devenu la poule aux œufs d'or.

Et voilà justement ce qui peut faire peur.

La première tentation consiste à vouloir en faire un système fourre-tout. Pourquoi ne pas étendre la formule aux moins jeunes, aux femmes en difficulté, aux chômeurs de longue durée, à tous les nécessiteux du quart-monde ? La proposition n'est pas nouvelle. Dès la fin de l'année 1984, Pierre Méhaignerie exposait à Michel Delebarre les avantages d'une formule qui lui permettrait de donner une activité à tous les chômeurs de sa ville de Vitry, et lui proposait d'en partager les charges avec l'Etat. A l'époque, le gouvernement avait su dire non, au motif qu'une indemnisation de 1 200 F, voire 1 700 F par mois, si elle peut être proposée à des jeunes qui vivent encore chez leurs parents pour la plupart, et sous réserve que ce ne soit que pour une période d'attente aussi courte que possible, représente, pour des hommes et des femmes chargés de famille, une forme d'assistance tout à fait insuffisante, à la limite de l'indécence.

Et voilà justement ce qui peut faire peur.

Le système EIL fonctionne depuis plusieurs années, au bénéfice d'associations, de structures coopératives, de collectivités locales. A quelles conditions pourrait-on l'élargir et l'aménager au bénéfice des entreprises ?

A la simple condition suivante : que l'entreprise d'accueil, soit parce qu'elle se crée, soit parce qu'elle développe une technologie nouvelle, soit parce qu'elle investit dans la recherche, soit parce qu'elle diversifie ses produits, ou pour toute autre raison, s'engage à créer, dans un délai fixé, un nombre d'emplois fonction de celui des travailleurs que l'Etat met gratuitement à sa disposition pour six mois, un an ou dix-huit mois.

La forme est celle de l'EIL. L'esprit est celui des engagements de développement. Soixante-quinze mille entreprises se sont créées en 1985. Elles auraient pu, avec un tel dispositif, conduire deux fois plus vite leur croissance et permettre à quelques dizaines de milliers de chômeurs supplémentaires de trouver l'emploi de leurs compétences.

Les TUC n'ont rien à faire dans les entreprises. Mais cela ne veut pas dire que l'Etat, et encore moins les chômeurs, n'ont rien à y faire.

(*) Pseudonyme d'un haut fonctionnaire.

Le second scénario

La seconde tentation, devant le succès du dispositif, consiste tout simplement à vouloir s'en servir pour fournir de la main-d'œuvre gratuite aux entreprises. Au motif que là, au moins, les jeunes découvriraient ce que c'est que le « vrai » travail, et pourraient enfin mettre le pied dans le monde économique réel.

Que l'on sache, les entreprises ne sont pas dépourvues de possibilités pour faciliter, aujourd'hui, l'accès des jeunes à ce « vrai » travail. Il doit rester encore, sur les trois cent mille places, cible et enjeu de l'accord d'octobre 1983, quelque deux cent vingt mille contrats de qualification et stages d'initiation à souscrire. Et les TUC n'ont quand même pas épongé la totalité des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans à la recherche d'un emploi. Pourquoi alors ne pas utiliser l'outil qu'on s'est donné à soi-même ? Ce contre quoi se sont mobilisés tous les petits patrons du bâtiment ou de l'entreprise forestière deviendrait-il tout à coup la demande même des employeurs ?

Il semble qu'en réalité ceux-ci y regardent à deux fois. Qui ne voit, en effet, les biais qu'on introduit dans les coûts de production et dans le jeu de la concurrence si l'Etat, à ses frais, met à la disposition de n'importe quelle entreprise (celles où la vigilance syndicale serait évidemment la moins active) ce type de travailleurs ? Mais il convient peut-être d'abandonner ce problème aux experts du libéralisme...

Comment l'Etat pourrait-il donc à la fois aider les chômeurs (et pas seulement les jeunes) et les entreprises ?

Entreprises ? Le point de départ de la recherche des modèles au-delà de nos frontières : nous disposons d'un produit bien à nous, l'emploi d'initiative locale (EIL), qui pourrait, lui, sans risque de dénaturation, s'ouvrir sur une nouvelle version, l'emploi d'initiative économique (EIE).

De quoi s'agirait-il ? L'Etat intervient en prêt de main-d'œuvre mettrai, pour un temps, un ou plusieurs travailleurs qualifiés (et qu'il paierait au niveau de cette qualification) (1) à la disposition d'une entreprise quelconque, sous réserve que celle-ci soit créatrice d'emplois.

Le système EIL fonctionne depuis plusieurs années, au bénéfice d'associations, de structures coopératives, de collectivités locales. A quelles conditions pourrait-on l'élargir et l'aménager au bénéfice des entreprises ?

A la simple condition suivante : que l'entreprise d'accueil, soit parce qu'elle se crée, soit parce qu'elle développe une technologie nouvelle, soit parce qu'elle investit dans la recherche, soit parce qu'elle diversifie ses produits, ou pour toute autre raison, s'engage à créer, dans un délai fixé, un nombre d'emplois fonction de celui des travailleurs que l'Etat met gratuitement à sa disposition pour six mois, un an ou dix-huit mois.

La forme est celle de l'EIL. L'esprit est celui des engagements de développement. Soixante-quinze mille entreprises se sont créées en 1985. Elles auraient pu, avec un tel dispositif, conduire deux fois plus vite leur croissance et permettre à quelques dizaines de milliers de chômeurs supplémentaires de trouver l'emploi de leurs compétences.

Les TUC n'ont rien à faire dans les entreprises. Mais cela ne veut pas dire que l'Etat, et encore moins les chômeurs, n'ont rien à y faire.

(*) Pseudonyme d'un haut fonctionnaire.

« GÉRER LA FRANCE COMME UNE ENTREPRISE » de Bernard Krief et Jacques Darmon

Un acte de foi

La moda est à la découverte de nouvelles recettes pour organiser la société. Dans la France de vieille tradition jacobine, les idées se bousculent pour ou contre l'Etat. La décentralisation, l'individu sont maintenant appréhendés comme des inventions. Les solutions se multiplient à travers une abondante production littéraire économique-politique. Et « si l'on gère la France comme une entreprise » avec son capital, son personnel, ses produits, ses clients et son management ?

C'est la question à laquelle répondent deux auteurs qui ont mêlé leurs expériences pourtant bien diverses : l'un, Bernard Krief, homme de communication réputé, l'autre, Jacques Darmon, polytechnicien, énarque, PDG de Thomson-Informatique, qui a aussi appartenu à l'administration et aux cabinets ministériels.

Pour nos auteurs, la gestion de l'Etat en France relève simplement du « bricolage de génie » et non des techniques modernes. La démarche insolite qu'ils conduisent s'accompagne d'une sorte de mise à plat lucide du système étatique français, qui en fait mieux apparaître les lacunes et les blocages, depuis le principe monarchique du sommet jusqu'au plus humble et irresponsable des fonctionnaires.

Manifestement inspirés, sinon séduits par la mode américaine, Krief et Darmon ont cependant bien senti la difficulté de la transposer en France. Désétatiser, décentraliser, innover sont leurs maîtres mots mais aussi émulation, concurrence, dialogue et enfin responsabilité et motivation sans oublier « management ». Avec un pouvoir central dégraisé, les auteurs proposent même un nouvel organigramme pour un gouvernement d'une douzaine de ministères. — Krief et Darmon, à travers ce livre iconoclaste et optimiste, font un acte de foi dans les capacités de citoyens mus par un moral de gagnier.

ANDRÉ PASSERON.

* Bernard Krief et Jacques Darmon : Gérer la France comme une entreprise. J.C. Lattès, 240 pages.

COURRIER DES LECTEURS

Trois Palestiniens contre Chicharanski

Dans votre numéro du 21 février 1986, en page 6, figure une publicité aussi sophistiquée que cocardeuse.

S'adressant à Nathan (Anatoly) Chicharanski, l'auteur de la publicité lui reproche de prendre, en émigrant en Israël, la place de trois Palestiniens expulsés. Avec un tel compte, les trois millions ou plus d'Israéliens juifs vont bientôt occuper la place d'une dizaine de millions de musulmans partis d'Israël en 1948 pour laisser la place aux armées des envahisseurs arabes venues pour exterminer la population juive.

(...) Je ne puis qu'en constater la duplicité. Sous couvert de prendre Chicharanski à partie, c'est bel et bien aux Soviétiques et peut-être à l'opinion publique occidentale, qu'il veut abuser, que l'auteur s'adresse : Soviétiques, gardez les juifs dans vos goulags et nous reprendrons

notre projet de 1948 L. Occidentaux, ne manifestez plus votre solidarité avec les juifs soviétiques car ils viennent, en Israël, prendre la place de malheureux musulmans. (...)

Il suffirait de si peu de chose pour que le problème des réfugiés palestiniens trouve une issue heureuse : que les pays arabes concernés et Israël se réunissent autour d'une table de négociations. A l'ordre du jour : le problème des réfugiés palestiniens d'une part, le problème, d'autre part, des juifs originaires des pays arabes obligés de quitter ces pays pour ne pas y vivre en citoyens de seconde zone, et surtout dans la crainte qu'ils étaient d'être victimes de nouveaux pogroms tels ceux décrits par un de vos lecteurs, David Littman, dont vous reproduisez la lettre dans votre numéro du 25 février 1986. Et ce n'est pas Israël qui refuse de s'asseoir à la table des négociations !

GERARD MARX (Jouy-en-Josas).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 659572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laroux (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme

des lecteurs du Monde, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Verdet.

Correspondant en chef : Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-23-91-82, 45-23-91-71

Tél. MONDIPUB 266 136 F

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 375 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 120 pes. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 65 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 \$; Portugal, 110 esc. ; Roumanie, 226 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Yougoslavie, 110 ml.

ABONNEMENTS

RP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 288 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 536 F

ÉTRANGER (par mandat)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 388 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 888 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine ou mieux avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter tout les numéros propres au capital de l'imprimerie.

Impression de « Le Monde » : 7, rue des Italiens, PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

étranger

LE SORT DE MICHEL SEURAT ET L'ATTITUDE DE PARIS A L'ÉGARD DE BAGDAD ET DE TÉHÉRAN

L'incertitude persiste

(Suite de la première page.)

M. Seurat a jugé que ces négociations allaient trop lentement et a critiqué la manière dont avait agi le gouvernement français, estimant qu'il aurait fallu aller plus vite et confier, dès le début de l'affaire, le dossier à l'ambassade de France à Beyrouth. « Je sais, a-t-elle dit, que les responsables de l'ambassade ont été tenus à l'écart et que les informations dont ils disposaient provenaient en majorité des familles des otages ».

Elle a exhorté le gouvernement français à prendre très au sérieux les menaces des ravisseurs, expliquant notamment : « Avec ces gens-là, on ne rigole pas et c'est ce que le gouvernement ne veut pas comprendre. La prochaine fois, je suis convaincue qu'il veut en liquider ».

un, puis deux, puis trois, puis quatre parce qu'ils veulent en finir. Il faut que le gouvernement fasse quelque chose. Mais l'épouse de Michel Seurat a aussi insisté pour que la presse arrête de parler de l'affaire des otages français du Liban : « Plus on parle, plus cela fait monter les enchères, et c'est exactement ce que veut le Djihad islamique », a-t-elle déclaré.

A Beyrouth et à Paris, certains font valoir que la thèse du chantage exercé sur Paris ne serait pas dans la manière du Djihad islamique, dont les communiqués se sont en général révélés exacts. Le Docteur Reza Raad, médecin français d'origine libanaise, qui fut un des émissaires de Paris au Liban dans l'affaire des otages, estime ainsi

qu'il y a « de fortes présomptions » que les ravisseurs aient effectivement assassiné Michel Seurat « puisqu'il le disent ».

Le doute sur le sort du chercheur pourrait subsister longtemps. A deux reprises, déjà, un groupe clandestin libanais a annoncé « l'exécution » d'otages dont les corps n'ont jamais été retrouvés : ce fut le cas, en octobre dernier, pour le diplomate américain William Buckley, puis, en février, pour un juif libanais, le Dr Elie Hallak. La situation est d'autant plus confuse que le Djihad islamique ne peut être considéré comme une organisation au sens strict : ce serait plutôt une appellation, le nom générique que prennent différents groupes rassemblant des intégristes islamiques.

Le gouvernement français a, d'autre part, tenu à réfuter les critiques de sa politique au Proche-Orient formulées dans le communiqué du Djihad islamique, notamment à l'endroit du soutien de Paris à l'Irak. Le ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, a expliqué que la politique française « se poursuivait ». Le premier ministre, M. Laurent Fabius, a déclaré, de son côté, qu'il avait reçu des assurances, « au plus haut niveau du gouvernement irakien », selon lesquelles les deux ressortissants irakiens expulsés de France à Bagdad, le 19 février dernier, étaient vivants. Dans son communiqué, le Djihad dénonçait cette expulsion et assurait qu'un des hommes avait été « exécuté ». — (AFP, Reuter.)

LES VENTES D'ARMES A L'IRAN

Les explications du ministère de la défense ne répondent pas à toutes les questions

Pour justifier son intention d'engager des poursuites judiciaires contre la société Luchaire, qu'il accuse d'avoir exporté illégalement des munitions d'artillerie en Iran, le gouvernement français, par la voie du ministère de la défense, a expliqué, jeudi 6 mars, que sa bonne foi avait été surprise, faisant référence à l'industriel et au transporteur impliqués dans cette affaire.

Excluant toute responsabilité des administrations chargées de contrôler le commerce des armes en France, le ministère de la défense a affirmé que la société Luchaire avait en quelque sorte trompé sa vigilance en lui présentant des documents falsifiés. Selon le ministère, celle-ci utilisait une autorisation délivrée par la commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre (CIEEMG), le 13 septembre 1984, pour des ventes d'obus au Brésil, a déclaré, le 7 janvier 1986, à Cherbou, des obus de 155 millimètres à destination d'un pays avec lequel elle n'avait pas été autorisée à commercer. Le nom de ce pays n'est pas précisé par le ministère. Des révélations de la presse ont cependant permis d'apprendre, la semaine dernière, que le pays destinataire était l'Iran.

La société Luchaire, qui, outre des munitions, fabrique des béliers, des châssis de voiture, des matériels électroniques, des matériaux composites et des contenants, faisait l'objet d'une surveillance depuis plusieurs mois, si l'on en croit le ministère de la défense. Elle était suspectée de possibles détournements de destination. A titre conservatoire, ajoutait-on de même source, il avait été obtenu de la CIEEMG, qui délivre les autorisations gouvernementales de prospection, de négociation, puis de signature des marchés à l'étranger, de prononcer des avis défavorables aux demandes présentées par la société Luchaire dès le milieu de l'année dernière.

Pour le compte du premier ministre, la CIEEMG et la direction des affaires internationales de la délégation générale pour l'armement (DGA), qui dépend du ministère de la défense, analyse, chaque année, en moyenne 15 000 à 20 000 demandes présentées par des industriels français de l'armement à l'exportation.

« Acte de confiance »

Si les avis de la commission ont été favorables et lorsque le marché est exécutable avec le pays étranger, le client, le fournisseur impliqué est, ensuite, dans l'obligation d'adresser à la CIEEMG un certificat de destination finale établi sous sa propre responsabilité. « C'est un acte de confiance entre l'industriel et nous », explique-t-on au ministère de la défense.

Dans le cas des cargaisons d'obus livrées à l'Iran, alors qu'elle était justifiée, selon le ministère, par un document de l'industriel mentionnant la destination, une vérification des certificats présentés a été engagée.

et, à la fin de février dernier, les autorités brésiliennes ont indiqué que les certificats étaient des faux. En l'absence de tout commentaire de la société, on en est réduit à la seule information donnée par le ministère de la défense, selon laquelle le président-directeur général de Luchaire, M. Daniel Dewavrin, a reconnu les faits qui lui sont reprochés. C'est la raison pour laquelle le ministère de la défense a annoncé, jeudi 6 mars, son intention d'engager des poursuites judiciaires pour violation de la réglementation sur l'exportation des matériels de guerre. De nouvelles vérifications vont être menées, dans les prochains jours, sur l'ensemble des documents justificatifs présentés depuis deux ans par la société.

Complicités

Ces poursuites judiciaires ne préjugent pas la prise éventuelle de sanctions administratives contre Luchaire. Ces sanctions sont de plusieurs ordres, comme l'interdiction (temporaire ou définitive) d'exporter des armes, l'obligation de passer par un intermédiaire mieux contrôlé (comme les officiers de commercialisation) pour vendre à l'étranger, ou comme l'interdiction de fabriquer des armements.

Les précisions fournies par le ministère de la défense n'ont pas pour autant mis un point final à cette affaire, qui est encore loin d'avoir été totalement éclaircie par les explications ainsi données de source officielle. Luchaire passe, en effet, pour être une société sérieuse, bien cotée en Bourse, qui devrait réaliser, selon les comptes provisoires de 1985, un chiffre d'affaires de 2,6 milliards de francs et un bénéfice de 35 millions de francs dans un secteur fortement concurrentiel.

On imagine mal, dans cette situation, des responsables engager leur responsabilité dans ce qui apparaît, aujourd'hui comme un trafic illicite, sur la foi de documents tronqués ou truqués.

En avançant que Luchaire était sous surveillance depuis plusieurs mois, mais que le pot aux roses n'a été découvert qu'au début de 1986, le ministère de la défense critique implicitement, même s'il s'en défend, le travail de contrôle de la CIEEMG. En effet, comme le témoignent des indiscretions de la presse, les livraisons d'obus à l'Iran étaient connues depuis le début de l'année dernière, avec des mouvements de cargos entre Cherbou et Bandar-Abbas durant le dernier trimestre de 1984. L'autorisation d'exporter pour le Brésil date du reste de septembre 1984.

Contrairement à ce qu'affirme le ministère de la défense, Luchaire n'a peut-être pas pu surprendre aussi durablement toutes les bonnes fois officielles. En certaines circonstances, la politique du « pas vu, pas pris » inspire bien des complicités, à plusieurs niveaux, dans le commerce international des armes.

JACQUES ISNARD.

L'AFFAIRE DES DEUX IRAKIENS EXPULSÉS

A qui la faute ?

Une faute, à tout le moins : plus personne ne le conteste. Mais sans responsabilité désignée. Tel est l'énigmatique mystère qui entoure toujours l'expulsion de deux opposants irakiens vers leur pays, le 19 février. L'absence, persistante, de commentaire officiel du ministère de l'Intérieur ne contribue guère à l'éclaircir, tandis que, à son tour, M. Madeleine Terrasson, l'avocat des deux irakiens, décide de ne plus parler, comme si elle en avait trop dit. On ne saurait pourtant se satisfaire de cette erreur sans coupable : en confrontant les diverses explications possibles ou suggérées, il est permis de dégager quatre scénarios.

● **Un silence des irakiens.** — C'est la version des services de la place Beauvau, reprise jeudi par M. Roland Dumas. Après les attentats parisiens, il y eut, le 12 février, seize-quinze interpellations réalisées par le DST, sur commission rogatoire du juge d'instruction, M. Alain Marsand. Elles débouchèrent sur seize décisions administratives d'expulsion en raison de la « nature des activités » des intéressés sur le territoire français.

Parmi ces seize, quatre irakiens. Ils optèrent pour diverses destinations : au premier choix, l'un au Paraguay, l'autre à Téhéran, les deux autres à Londres. Refus de la Grande-Bretagne. L'un des irakiens concernés demande alors d'être envoyé en Syrie, ce qui est fait. Celui qui avait demandé l'Iran présente à temps un recours — accepté — devant l'OFPPRA, en tant que « réfugié politique » : il est aujourd'hui assigné à résidence en France. Restent Hamza Hadi Fawzi, qui avait demandé Londres, et Khatir Al Din, qui désirait le Paraguay.

Les deux pays ayant refusé, les services de police assurent qu'en l'absence de « second choix » des intéressés, l'Irak leur est proposé, sans qu'ils émettent d'indications contraires. Les mêmes services affirment avoir vérifié auprès de l'ambassade d'Irak que ces personnes ne faisaient l'objet d'aucune recherche dans leur pays. Cette version est totalement contredite par l'avocat, qui certifie que, deux heures avant leur expulsion, ses clients avaient clairement indiqué leur refus d'aller en Irak. Cette thèse se heurte par ailleurs à un fait précis, confirmé jeudi par le ministre des relations extérieures. « Les deux hommes n'ont protesté qu'au moment de monter dans l'avion (Irakian Airlines) », a en effet déclaré M. Roland Dumas. D'ordinaire, de tels refus de dernière minute sont pris en compte par les fonctionnaires qui accompagnent les expulsés. Ce ne fut pas le cas.

● **Un retard des avocats.** — Bien que, de part et d'autre, on veuille aujourd'hui apaiser la polémique, au ministère de l'Intérieur, on a d'abord affirmé que les défenseurs n'avaient pas alerté à temps les autorités. Il est vrai que le recours formulé par M. Terrasson auprès de l'OFPPRA n'est parvenu que le lendemain des expulsions, alors qu'il fut formulé dans les délais pour un autre irakien. Mais l'avocat certifie avoir prévenu, la veille de l'expulsion, M. Bruno Genevois, directeur des libertés publiques et des affaires juridiques au ministère de l'Intérieur. M. Genevois le nie et assure qu'il fut jamais question, lors de cette conversation, du sort des deux irakiens.

Pourtant, cela ne change rien au fond de l'affaire : qu'il y ait eu ou non maladresse des avocats, le ministère devait savoir à quoi s'en tenir sur le profil politique des deux

irakiens. L'un d'eux avait même déjà été arrêté par le DST en 1982, après un attentat contre l'ambassade d'Irak à Paris. La DST avait donc pu s'agiter d'irakiens chéris, opposants au régime du président Saddam Hussein. C'est même la raison de leur arrestation et de leur expulsion, puisqu'il leur était reproché, entre autres, de traduire en français, à destination de la population immigrée, des textes de propagande chiite. Comment se fait-il alors qu'aucun feu rouge ne se soit allumé quand la destination choisie fut l'Irak et ce d'autant plus que ce sont des fonctionnaires de la DST qui ont convoyé les deux irakiens jusqu'à l'aéroport ?

● **Une négligence d'un service ou du cabinet.** — C'est l'hypothèse la plus communément admise par nos interlocuteurs. Le climat dans lequel ont lieu ces expulsions — une tipiste aux tentatives parisiennes — fait que l'on a sans doute sous-estimé la dimension politique de l'affaire aux divers échelons concernés. La question des otages français au Liban, la guerre Iran-Irak, n'étaient pas forcément dans toutes les têtes. Les politiques se seraient mal compris avec les irakiens ou n'ont pas voulu les comprendre : le cabinet n'a pas suivi

de près le déroulement concret des opérations : ce fut l'erreur dramatique. Reste un mystère : pourquoi M. Pierre Joxe, qui n'est d'ordinaire pas tendre pour les faiblesses de son administration, se refuse-t-il à désigner clairement le niveau de responsabilité ? Parce qu'il y eut aussi négligence de membres du cabinet ou d'une direction centrale ?

● **Un coup tordu.** — Dernière hypothèse, séduisante car elle expliquerait l'embarras du ministère, mais peu prise au sérieux par les divers acteurs. Des membres d'un service de police, exaspérés du peu de résultats de la rafle du 12 février et sollicités par l'ambassade d'Irak, ont-ils voulu faire un exemple expéditif, sans penser aux conséquences pour les otages français au Liban ? Ou bien certains fonctionnaires de la DST étaient-ils convaincus que ces opposants irakiens étaient en fait des « infiltrés », travaillant pour leur pays au sein de l'opposition chiite réfugiée en France ? Et, l'ayant cru, auraient-ils voulu, malgré leurs dénégations, les renvoyer à leur employeur ? Et se seraient-ils trompés ? Une version romanesque, difficile à accepter et d'ailleurs démentie par M. Roland Dumas.

EDWY PLENEL.

SELON LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

Plus de cent mille prisonniers politiques sont détenus dans soixante centres en Irak

Intervenant au nom de la Fédération internationale des droits de l'homme, devant la commission des droits de l'homme de l'ONU réunie à Genève, M. Yves Laurin a dressé un tableau particulièrement inquiétant de la situation des droits de l'homme en Irak, et demandé à la commission de se saisir des cas des deux opposants irakiens expulsés de France vers Bagdad, le 19 février dernier. Voici de larges extraits de son intervention :

« Les attentats, les arrestations, la torture, les mauvais traitements, les exécutions sommaires, les déportations massives sont des pratiques largement employées en Irak où la loi condamne à la peine capitale quiconque adhère à un mouvement islamique ou soutient des idées islamiques ».

« Ces dernières années, plusieurs dizaines de personnalités religieuses ou politiques ont été tuées par attentat. (...) Deux groupes entiers de populations en particulier liées aux familles Al-Hakim et Al-Barzani font l'objet de mesures discriminatoires, de mise en détention et d'exécution ».

« Au mois d'octobre 1985, plusieurs centaines de personnes comprenant des femmes, des vieillards et des enfants appartenant aux familles de la tribu Al-Barzani ont été incarcérées dans les prisons de Mossoul, Kirkouk et d'Arbil ».

« Apparaissant, au mois d'août et au début du mois de septembre 1985, un millier d'enfants kurdes âgés de huit à quatorze ans auraient été arrêtés et internés dans des camps et des prisons. En outre, l'armée détruit systématiquement au Kurdistan les villages — à ce jour, quatre-vingts ont été rasés — lorsqu'un combat au lieu à proximité ».

« Au début de l'année 1984, le village d'Al-Jalal, au centre de l'IRAK,

avait été également entièrement anéanti ».

« Depuis l'année 1983, dix-sept membres de la famille Al-Hakim ont été exécutés et le sort des membres de cette famille emprisonnés, plus de soixante-dix, apparaît d'autant plus préoccupant que la FIDH n'a jamais pu recevoir de réponses à ses demandes d'enquête présentées à deux reprises, au mois de juillet et au mois de décembre 1985 auprès des autorités irakiennes (...) ».

« Bien qu'il soit difficile de connaître le nombre des prisonniers politiques en Irak, il est certain que ceux-ci sont plus de cent mille, répartis dans soixante centres de détention. « Il est à cet égard avéré que de nombreux détenus sont soumis à la torture et à des traitements inhumains et que des exécutions sommaires de prisonniers ont eu lieu au mois de novembre 1985 dans les prisons de Mossoul, d'Abou-Ghraib et de Kirkouk. Enfin, les autorités irakiennes portent atteinte à la liberté de culte et ont, à ce jour, fermé quatre-vingt-six centres religieux, dont les responsables ont été tués ou exécutés ».

« Dans de telles conditions, la décision des autorités françaises, prise le 19 février, d'expulser vers l'Irak deux opposants irakiens, Hamza Fawzi et Hassan Khatir Al Din a mis en péril la vie de ces exilés et a méconnu et violé gravement les règles du droit d'asile ».

« Selon les informations reçues par la Fédération internationale des droits de l'homme, Hamza Fawzi aurait été exécuté à Bagdad après avoir été arrêté dès son arrivée ».

« Les autorités irakiennes, bien que démentant cette exécution, ont indiqué que les deux opposants pouvaient encourir la peine de mort ».

« La FIDH demande à la Commission des droits de l'homme de se saisir d'urgence de cette question et d'intervenir à cet effet auprès du gouvernement irakien pour recevoir les précisions et les garanties nécessaires ».

M. FABUS : « Face à la barbarie il faut être totalement implacable »

« Quand il s'agit de barbarie, la seule attitude possible est d'être totalement implacable », a déclaré M. Laurent Fabius, jeudi 6 mars à Radio-France-Haute-Normandie. Le premier ministre estime que l'exécution d'un otage « serait un acte de véritable barbarie ». Il n'a pas voulu préciser ce qu'il entend par une attitude « implacable » de la France. M. Fabius a indiqué, d'autre part, que la France avait reçu des assurances émanant du « plus haut niveau du gouvernement irakien » selon lesquelles les deux irakiens expulsés de Paris vers Bagdad sont vivants.

Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux relations extérieures, a déclaré jeudi à Tarbes : « Il faut laisser faire le gouvernement et le ministre qui, personnellement, en est chargé le dossier. M. Roland Dumas. Dans le passé, il y a eu des membres du gouvernement qui aussi le président de la République après l'attentat contre les soldats français qui sont allés à Beyrouth, a-t-elle ajouté. Il est possible que nous apprenions dans quelques heures qu'une telle décision est prise. (...) Il ne faudrait pas qu'une manœuvre malsadroite puisse avoir le résultat inverse de celui qu'on recherche ».

Modération de l'opposition

Dans l'opposition, les commentaires restent extrêmement discrets. M. François Léotard, qui participait jeudi à un débat organisé par Radio-Monte-Carlo avec M. Paul Quilès, ministre de la défense, a remarqué : « Je ne suis pas en accord avec la politique que l'on a menée par le gouvernement au Proche-Orient, mais je n'utiliserai pas la possibilité d'offense de l'assassinat d'un citoyen français au Liban pour faire quelque polémique que ce soit ».


M. Jacques Chirac, président du RPR, a simplement souhaité, jeudi à Limoges, que « nous finissions par trouver les moyens — ce qui est extrêmement difficile de négocier avec des gens qui sont des fanatiques — pour qu'ils reviennent à un peu plus de raison et de respect des droits de l'homme ».

M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a estimé enfin que le gouvernement devrait lever le secret sur les négociations pour la libération des otages : « Cela fait quand même trop longtemps que ça dure. Il faut savoir avec qui l'on discute, comment les questions sont posées et, en conséquence, déterminer la réponse qui s'impose. (...) J'ai entendu Dumas dire : nous faisons, nous faisons, nous faisons, mais il y a des mois et des mois que ça dure. (...) Je pense que maintenant on ne peut pas rester dans cette situation sous prétexte du secret des négociations ».

● **Prises d'otages : la France en appelle à l'ONU.** — La délégation française à la commission des droits de l'homme des Nations unies, qui siège à Genève depuis le 3 février (Le Monde du 5 février), s'inspirant de la résolution n° 579 du Conseil de sécurité sur les prises d'otages, a décidé de déposer un projet de résolution qui « condamne sans équivoque, quels qu'en soient les auteurs et les circonstances, la prise en otage de toute personne, qu'elle soit ressortissante d'un Etat sur lequel on entend exercer des pressions ». Le secrétaire général des Nations unies est invité à désigner, chaque fois qu'un Etat le lui demandera, un représentant spécial dont la mission serait de négocier « la libération immédiate des personnes détenues en otage ». — (Corresp.)

Michel TOURNIER

de l'Académie Goncourt



La goutte d'or

roman

« Je me demande ce qui est le plus à admirer dans ce titre : ou la richesse de la réalité captée, ou les moyens qui la transmutent et font de ce roman d'aventures un conte, une féerie, une œuvre d'art. » Jacqueline Piatier/Le Monde

GALLIMARD nrf

« Je me demande ce qui est le plus à admirer dans ce titre : ou la richesse de la réalité captée, ou les moyens qui la transmutent et font de ce roman d'aventures un conte, une féerie, une œuvre d'art. » Jacqueline Piatier/Le Monde

هكذا من الأصل

مكذبا من الأصل

EUROPE

LES CHANGEMENTS A LA DIRECTION DU PC SOVIÉTIQUE

M. Gorbatchev a mis en place « l'équipe de l'an 2000 »

De notre correspondant

Moscou. — M. Mikhaïl Gorbatchev a surpris personne avec son discours de clôture du XXVII^e congrès. Mais il a d'abord annoncé l'événement en procédant à un nouveau remaniement des organismes dirigeants du Parti communiste soviétique. Il aurait pu se contenter de retouches mineures. Leonid Brejnev, au précédent congrès, en 1981, avait fait reconduire, en bloc, toute la direction.

Peut-être pour éviter l'impression d'immobilisme suscitée par le XXVI^e congrès, sûrement pour se doter d'un levier efficace, M. Gorbatchev a modifié profondément la composition du secrétariat du parti et recréé au sommet de la hiérarchie une sorte de « troïka ». Trois hommes sont en effet membres à la fois du secrétariat et du bureau politique. Outre le secrétaire général lui-même, il s'agit de MM. Yegor Ligatchev et Lev Zaïkov.

Ces trois « super-dirigeants » sont, selon le protocole du parti, totalement au-dessus des autres. M. Gromyko, qui n'est que le chef de l'Etat, et qui commence à faire figure d'opposant bougon, défendeur des vieilles valeurs chamboulées par tous ces jeunots, est incontestablement un cran en dessous.

M. Zaïkov est entré directement au bureau politique, sans avoir à faire satisfaction comme sapient. Cela le situe évidemment très loin des simples mortels, comme

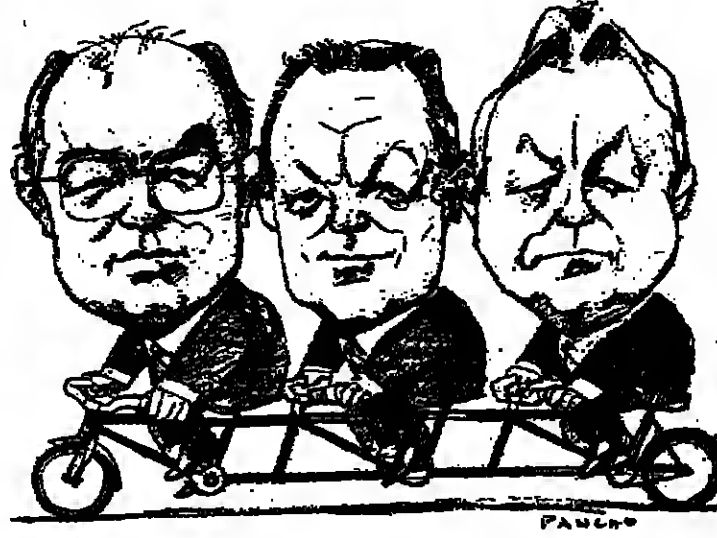
MM. Youri Soloviev et Nikolai Siloukov, auxquels ce « stage » est imposé. M. Soloviev a remplacé M. Zaïkov à la tête de l'organisation régionale du parti à Leningrad. L'histoire récente des « patrons » de Leningrad mérite d'être rappelée. M. Zaïkov lui-même succédait à M. Grigori Romanov, limogé brutalement en juillet dernier.

Parmi les suppléants du bureau politique, on remarquera le départ de deux octogénaires, MM. Boris Ponomarev et Vassili Kouznetsov.

Le premier prend, visiblement à regret, sa retraite à quatre-vingt un ans.

Le second, qui assurait quand il le fallait, avec une sérénité quasi chinoise l'intérim à la tête de l'Etat, semble presque content de s'en aller à quatre-vingt-cinq ans. Tous deux retrouvent néanmoins au Comité Central un siège qu'ils occupent respectivement depuis trente et trente-quatre ans respectivement.

Le remue-ménage est plus spectaculaire au secrétariat du parti. M^{me} Alexandra Birioukova, une ancienne ouvrière de textile, née en 1929, fait son entrée. Son passé de syndicaliste ne laisse pas augurer un « poids » politique considérable, mais sa présence permet de montrer aux Soviétiques et au reste du monde que le « numéro un » est féministe. Qu'on se le dise. M^{me} Birioukova est la première femme à monter si haut depuis qu'Ekaterina Fountseva, qui avait eu droit en plus à un strapontin au politburo, avait



été élevée par Khrouchtchev à la double dignité de secrétaire, puis de ministre de la culture. Des nostalgiques continuaient régulièrement à fleurir la tombe de cette dernière à Novodievitchi, le cimetière de la nomenklatura.

Une extraordinaire rotation de personnel

M. Anatoli Dobrynine est une autre sorte de vedette. Il devrait s'occuper de la politique étrangère au secrétariat. Cela fera beaucoup de monde dans l'établissement diplomatique et on observera sans doute dans les

mois à venir de subtils partages de plates-bandes. Il y a le ministre, M. Chevardnadze. Il y avait M. Ponomarev pour les relations internationales du parti. M. Dobrynine devra trouver sa place.

M. Alexandre Yakovlev, qui fit jadis scandale en rompant des lances avec les partisans du courant néoslavophile, toujours vivace, s'occupe, comme il en a l'habitude, de la propagande. M. Gueorgui Razoumovski devrait garder son poste-clé, la gestion des cadres de la haute nomenklatura. M. Vadim Medvedev (à ne pas confondre avec deux autres Medvedev, célèbres ceux-là, pour leurs activités ou écrits dans la dissidence) est officiellement chef du département de la science et de l'éducation.

Il y a donc onze personnes au secrétariat. C'est la moyenne habituelle, mais ce ne sont plus les mêmes qu'il y a cinq ans. Il ne reste, du secrétariat élu par le XXVI^e congrès, que... MM. Gorbatchev, Dolguikh et Zimianine. On connaît la brillante carrière du premier. On ne sait pas très bien ce que fait le second, qui s'occupait jadis de l'industrie lourde. M. Zimianine a plus non plus un profil très net.

M. Gorbatchev est, comme disent les Américains, un « survivant ». En comparant la situation entre les XXVI^e et XXVII^e congrès, on ne peut s'empêcher de remarquer que tous les grands ténors d'il y a cinq ans ont disparu, physiquement ou politiquement, sauf lui. C'est un phénomène curieux.

L'extraordinaire rotation de personnel à laquelle on a assisté, « en haut », est pratiquement achevée, ou alors il faudra commencer à évincer les nouveaux arrivants. M. Gorbatchev a mis en place des « organismes dirigeants » qui devraient, si tout se passe bien pour eux et pour lui, être encore là, pour l'essentiel, en l'an 2000. Tel est le résultat le plus tangible de ce XXVII^e congrès.

DOMINIQUE DHOMBRES.

M. Lev Zaïkov : le « numéro trois »

La soudaine élévation de M. Lev Zaïkov est bien dans le « style Gorbatchev ». Ce « mangeur d'acier », qui a fait toute sa carrière à Leningrad, était monté à Moscou le 1^{er} juillet dernier. Le nouveau « numéro un » le voulait à son secrétariat du parti. Il vient de lui offrir, à l'occasion du vingt-septième congrès, un siège au bureau politique.

M. Zaïkov n'est sans doute pas uniquement là pour exercer la tutelle du parti sur l'économie. Son curriculum vitae autorise à penser qu'il veillera aussi au développement de l'industrie de défense soviétique. Au moment où M. Gorbatchev se réserve devant l'opinion mondiale le rôle de propagandiste inlassable d'un plan de désarmement nucléaire total d'ici à l'an 2000, il n'est pas intéressant de noter cette promotion d'un ancien du génie militaire.

A soixante-deux ans, M. Zaïkov est plus proche par son âge de M. Ligatchev que de M. Gorbatchev. Ce dernier forait donc presque figure de benjamin de cette « troïka ». La répétition des compétences semble la suivante : la « numéro un », comme de juste, le droit de toucher à tout ; M. Ligatchev, le « numéro deux », s'occupe de l'idéologie, sujet sérieux ici, des cadres et du mouvement communiste international.

La porte-parole habituel du Kremlin, M. Leonid Zimianine, explique en souriant, jeudi soir, qu'il ne fallait pas mettre de « numéros » aux dirigeants soviétiques. « Lev Zaïkov », beaucoup fait à Leningrad, ajoutait-il. Il a l'expérience des constructions mécaniques, il a fait ses preuves au secrétariat du parti. Mikhaïl Gorbatchev, dans son discours, remarque que le facteur principal,

ce sont les qualités politiques. Celles-ci ont permis à Lev Zaïkov d'être élu membre du Politburo. Voilà donc un homme qui a toutes les qualités. Economiste (avec l'expérience inimitable des « constructions mécaniques »), fin politicien, bon organisateur au secrétariat du parti, etc. Malgré les réticences de M. Zimianine pour cette formulation, on peut, en écoutant ce panégyrique, le qualifier bel et bien de « numéro trois ». La fonction elle-même n'est définie nulle part. M. Zaïkov bricole cependant en réalité des attributions de M. Grigori Romanov, un des grands limogés du nouveau régime.

M. Romanov avait venait de Leningrad. Lui aussi était membre du bureau politique et du secrétariat. Il n'est allé au parti de sa gloire au travers de la route de M. Gorbatchev.

D. Dh. [Lev Zaïkov, né en 1923, est successivement adjoint (à l'âge de dix-sept ans) puis contremaître, chef d'atelier et chef de production, avant de devenir directeur d'une usine de Leningrad. Entre-temps, il a adhéré au parti, en 1957, et fréquenté l'Institut des ingénieurs économes de Leningrad. En 1971, il est directeur d'une usine de recherches scientifiques et de production (et héros du travail socialiste), puis occupe des fonctions politiques à Leningrad (président du comité exécutif de la ville et député). Il accède au comité central en mars 1981, devient premier secrétaire de la région de Leningrad en juin 1983, avant d'être nommé secrétaire du comité central en juin 1985. C'est-à-dire sous le règne de M. Gorbatchev — qu'il avait accompagné, en tant que responsable des industries d'armement, lors d'une rencontre avec les chefs militaires en juin-juillet 1985 à Minsk.]

M. Dobrynine : un monument de Washington

Anatoli Dobrynine aura représenté son pays aux Etats-Unis pendant près d'un quart de siècle. Il a remis ses lettres de créance au président John Kennedy en mars 1962, dialogué avec six occupants de la Maison Blanche et joué un rôle-clé dans les relations américano-soviétiques. La haute stature et le sourire jovial de ce fils d'un plombier des environs de Moscou étaient devenus une des constantes du monde diplomatique washingtonien, dont il était le doyen depuis 1975.

Ce n'est toutefois pas seulement sa longévité qui a valu au diplomate de soixante-six ans de tenir une place exceptionnelle dans l'établissement politique aux Etats-Unis. Rompant avec le froid de ses prédécesseurs, il n'a su cultiver des relations personnelles avec de nombreux hommes politiques et, de 1962 à 1981, il a souvent joué un rôle d'intermédiaire officiel entre la Maison Blanche et le Kremlin, au grand dam de ses homologues américains en poste à Moscou.

Les présidents et secrétaires d'Etat ont vanté son intelligence et sa connaissance des dossiers. M. Malcolm Törn, un ancien ambassadeur américain à Moscou, a dit de lui qu'il est « un des diplomates les plus capables du vingtième siècle ». Se carrière d'ambassadeur à Washington avait mal commencé et ne semblait pas le prédisposer au rôle d'interlocuteur privilégié des autorités américaines. En 1962, pendant la crise des missiles, il avait affirmé au président Kennedy et à son frère Robert

que son pays n'avait pas de missiles à Cuba. Lorsque le secrétaire d'Etat Dean Rusk lui en présenta, un peu plus tard, les preuves, il plaide l'innocence et jura qu'il avait été tenu dans l'ignorance par le Kremlin.

La Maison Blanche ne tint pas rigueur à ce joueur d'échecs hésitant, puisqu'elle continua à l'utiliser comme principal canal de communication avec Moscou pour résoudre la crise.

Pendant deux années, M. Dobrynine a eu un accès facile à la Maison Blanche et au département d'Etat, mais en 1981, avec l'arrivée au pouvoir de M. Reagan, les choses avaient quelque peu changé. Le secrétaire d'Etat Alexander Haig avait révoqué la privilège, dant M. Dobrynine était le seul à disposer de pénétrer discrètement au département d'Etat par un garage souterrain.

[M. Anatoli Dobrynine est né le 11 novembre 1919. Diplômé de l'Institut académique de Moscou et de l'école diplomatique du ministère des Affaires étrangères, où il commence sa carrière en 1946, il est envoyé pour la première fois à Washington en 1952, comme conseiller d'ambassade, avant de revenir pour deux ans au ministère, puis d'occuper pendant trois ans (de 1957 à 1960) un poste de secrétaire général adjoint de l'ONU. Après un nouveau et bref séjour au ministère à Moscou, il est nommé ambassadeur à Washington, poste qu'il a occupé jusqu'à son départ en mars 1985. Sa carrière dans le parti a suivi une progression régulière depuis son adhésion en 1945. Il est devenu membre suppléant du comité central en 1965, membre de plein droit en avril 1971.]

Boris Ponomarev : un effacement à retardement

Un vieux de la vieille... Boris Ponomarev n'a jamais été plus qu'un exécutant, mais il a mis au service des directions successives du Kremlin un sens combiné de la discipline et de l'orthodoxie qui lui ont permis d'approcher les records de la longévité politique en URSS.

Membre du comité exécutif du Komintern dès 1937 — sous Staline, — il avait pris en 1955 la direction du département des relations internationales du comité central, qu'il vient seulement d'abandonner. Ancien stalinien, il avait su être en temps opportun khrouchtchevien, brejnevien, etc. Mais surtout, peut-être, l'homme de Souloïev, personnage dont l'influence fut déterminante pendant plusieurs décennies au Kremlin.

C'est à ce titre qu'il se fait sinon le gardien, du moins le porte-parole de l'orthodoxie,

dénonçant sans nuances toutes les formes de « déviationisme ». Ainsi lui doit-on d'avoir qualifié l'eurocommunisme de « concept inventé par la bourgeoisie » et, un peu plus tôt, cette forte formule selon laquelle « le prétendu socialisme démocratique [est] incompatible avec le socialisme scientifique ».

A quatre-vingt-un ans, Boris Ponomarev est la représentation typique de la génération qui est aujourd'hui prise de la main dans les organes dirigeants du PC soviétique. Agent essentiel des relations entre Moscou et les PC étrangers, son effacement survient comme à retardement, alors que ce qu'on appelle encore le « mouvement communiste international » ne ressemble plus guère à ce qu'il était au début de sa carrière.

A. J.

Les nouveaux secrétaires

M^{me} BIRIOUKOVA

Née en 1929, M^{me} Birioukova a travaillé durant les années 50 dans plusieurs entreprises de production textile de Moscou. Devenue en 1968 secrétaire du conseil fédéral central des syndicats, elle est entrée au comité central du PC comme membre suppléante en 1971, puis comme membre à part entière en 1976. Elle est, depuis mai 1985, vice-présidente des syndicats de l'URSS.

M. YAKOVLEV

Agé de soixante-deux ans, M. Yakovlev est un universitaire de formation. Membre du PC depuis 1944, il devient dans les années 60 l'un des responsables du service d'agitation et de propagande du parti, dont il assume la direction par intérim de 1970 à 1973. Une disgrâce — il se heurte à un courant « panslave » dans la direction soviétique — lui vaut d'être nommé ambassadeur au Canada, où il demeure en poste pendant dix ans. Rappelé à Moscou en 1983 par Youri Andropov, il prend la direction de l'Institut pour l'économie mondiale et les relations internationales. Il est, depuis août 1985, chef du service de propagande du comité central.

M. MEDVEDEV

Né en 1929, M. Medvedev est diplômé en sciences économiques de

l'université de Leningrad, où il a ensuite enseigné jusqu'à la fin des années 60. Membre du parti depuis 1952, il entame une carrière politique, d'abord à Leningrad, puis dans les services du comité central à Moscou comme adjoint au chef du service de la propagande. Devenu recteur de l'Académie des sciences sociales, il avait été nommé en 1983 à la tête du service du comité central chargé de la science et des établissements d'enseignement.

M. RAZOUMOVSKY

M. Razoumovski, né le 19 janvier 1936, commence sa carrière comme agrariste dans un kolkhoze, mais entre très rapidement dans l'appareil du parti, d'abord comme premier secrétaire des Jeunesses communistes dans un district de Krasnodar, puis comme secrétaire de comité du parti dans une direction agricole, toujours dans le territoire de Krasnodar. Député au Soviet suprême à partir de 1970, il passe deux ans dans les services du comité central à Moscou (1971-1973) avant de retrouver des fonctions à Krasnodar, comme président du comité exécutif du territoire. Après un nouveau séjour à Moscou au complexe agraire industriel du conseil des ministres (à une époque où M. Gorbatchev dirige l'agriculture soviétique), il

est nommé en 1983 premier secrétaire du parti pour le territoire de Krasnodar, avant de regagner la capitale en juin 1985, cette fois comme chef du service du travail d'organisation du comité central.

DEUX

NOUVEAUX SUPPLÉANTS AU BUREAU POLITIQUE

M. SILIOUKOV

Né en 1929, M. Siloukov est originaire de Minsk, où il a fait la plus grande partie de sa carrière après avoir obtenu un diplôme de l'Institut de mécanisation de l'agriculture. Nommé en 1974 vice-président du comité d'Etat au plan (Gosplan), il revient à Minsk en janvier 1983, à l'époque de Youri Andropov, comme premier secrétaire du PC de Biélorussie.

M. SOLOVIEV

M. Soloviev, né en 1925, est entré au PC en 1955 après des études à l'Institut des transports ferroviaires de Leningrad. Il a fait une grande partie de sa carrière dans l'organisation du parti de cette ville, à l'exception d'un bref passage à Moscou entre mars 1983 et septembre 1984 comme ministre de la construction industrielle. Il était devenu, en juillet 1985, premier secrétaire de l'organisation du parti pour la région de Leningrad.

L'AFFAIRE DE LA LOGE P 2 EN ITALIE

Cinq ans d'enquête parlementaire pour un maigre résultat...

De notre correspondant

Rome. — Conclusion à la sauve, le jeudi 6 mars, pour une affaire qui avait, des mois durant, occupé la une de l'actualité italienne : celle de la P 2, cette loge maçonnique dévoyée dont les fils étaient détenus par le Vénérable M. Licio Gelli, aujourd'hui en fuite. Cinq ans, presque jour pour jour, après la découverte dans une villa toscane d'une liste comportant près de mille noms, tous plus prestigieux les uns que les autres, et vingt et un mois après qu'une commission parlementaire eut conclu qu'il s'agissait bien là du fief de « Propaganda 2 », la Chambre a approuvé un texte demandant au gouvernement de faire tous ses efforts pour mettre la main sur le vénérable et de prendre toutes mesures pour éviter le renouvellement d'un tel scandale.

Pourquoi nura-t-il fallu tant de temps pour que le montage accouche finalement d'une souris ? Le « Palais », comme on dit ici, c'est-à-dire l'establishment politique, avait-il tellement peur que l'onde de choc n'atteigne tel ami ou telle relation ? Ou était-ce la crainte qu'une telle affaire soit

par trop symbolique d'un système où des pouvoirs plus ou moins occultes laissent occuper l'espace laissé libre par des gouvernements congénitalement faibles ?

Toujours est-il que le contraste est saisissant entre le tohu-bohu des années 1981 et 1982 et les bancs laissés à peu près vides par les parlementaires durant les diverses séances consacrées ces derniers mois à la P 2 !

Quels éléments retenir du rapport de la commission d'enquête, présidée par la démocrate-chrétienne, M^{me} Tina Anselmi, ainsi que des rapports dits « de minorité » rédigés par des parlementaires en désaccord avec tout ou partie du document officiel ?

Premier point : la P 2 fut bien un produit, fût-il défectueux, du Grand Orient italien. La loge Propaganda était, en effet, celle qui réunissait des maçons qui, pour diverses raisons, ne devaient être connus que du grand-maître. C'est en 1970 que Licio Gelli s'en était vu confier la gestion. Son pouvoir avait ordi an fil des ans, en raison de complexes jeux d'influence.

Autre point : la commission parlementaire tiendrait pour

« authentique et crédible » la liste de noms retrouvée chez M. Gelli : pour moitié des hauts fonctionnaires — dont, alors, la fleur des services secrets —, cent dix-neuf hauts responsables des finances et du Trésor, quatre préfets, deux directeurs et secrétaires généraux de nombreux ministères, des juges de haute volée, etc. Et pour les autres, des hommes d'affaires, des directeurs de banque, des journalistes, un grand éditeur — sans oublier trente-six parlementaires, deux ministres et le secrétaire général alors en activité du Parti social-démocrate.

Au carrefour des scandales

On trouve la P 2 au carrefour de la plupart des scandales qui ont gravement secoué la péninsule dans les années 70, mais son objectif politique a changé au cours des années. Clairement associée au début des années 70 au projet d'instaurer en Italie une « démocratie forte » face au « désordre social », elle s'applique, à partir de 1976, à prendre possession des rouages-clés de la société. Sans doute d'abord pour ériger « un mécanisme de garantie » en réponse à l'entrée du PC dans la sphère du pouvoir — à

l'époque du « compromis historique » — puis, à la fin, par simple goût de puissance.

Le rapport de minorité du radical M. Teodori reproche vivement à la majorité démocrate-chrétienne-socialiste-communiste de la commission Anselmi d'avoir occulté les liens ayant existé, au moins à partir du milieu des années 70, entre la P 2 et la quasi-totalité de la classe politique. Dans un texte officiellement publié par la Chambre des députés, M. Teodori a pas bésité à écrire que « la loge mérite Andreotti comme chef ».

Le 12 décembre dernier, des magistrats de Bologne, enquêtant sur l'attentat à la bombe qui a provoqué la mort de quatre-vingt-cinq personnes dans la gare de cette ville le 2 août 1980, ont notamment mis en cause Licio Gelli. Le vénérable maître aurait été, en cette affaire, le point de jonction entre des groupes d'extrême droite et une « structure secrète » dont étaient membres notamment le général Musumeci et le colonel Belmonte, alors respectivement numéro deux et trois des services secrets italiens, tous deux aujourd'hui détenus.

JEAN-PIERRE CLERC.

EUROPE

AFRIQUE

Espagne

Le climat politique se tend à l'approche du référendum sur l'OTAN

De notre correspondant

Madrid. — On se croirait revenu aux pires moments de l'époque de la transition vers la démocratie. Cette remarque inquiète d'un directeur de journal madrilène rend bien compte de l'atmosphère qui règne aujourd'hui dans la capitale espagnole, à quelques jours du référendum par lequel le pays décidera, le 12 mars, de son éventuel maintien dans l'OTAN.

Dix ans après la mort de Franco, on croyait la démocratie solidement ancrée et incontestée, et voilà que les Espagnols se laissent à nouveau saisir par leurs vieux démons. La campagne de rumeurs « déstabilisatrices », comme on dit à Madrid, bat son plein dans la presse et les milieux d'extrême droite, atteignant même le roi. D'aucuns regardent à nouveau avec préoccupation en direction des socialistes, un réflexe qui semblait pourtant appartenir au passé. Les Cascajares président les pires mésaventures au système démocratique si le « non » venait à triompher le 12 mars prochain.

Le climat politique ne cesse de se détériorer : jamais, depuis le début de la législature, les relations n'avaient été aussi tendues entre les socialistes au pouvoir et le parti de l'opposition conservatrice. L'Alliance populaire, qui n'est que le langage que l'on croit oublié, s'accroît mutuellement de chercher à « déstabiliser » le régime. L'opposition qualifie les socialistes d'« antidémocratiques » parce qu'ils ont organisé un référendum qu'elle juge « plébiscitaire ». Les socialistes, en retour, lui décochent la même épithète parce qu'elle a conseillé à ses électeurs de boudier les urnes.

Les secteurs conservateurs veulent-ils vraiment, aujourd'hui, comme l'affirme le gouvernement, ébranler les fondements mêmes du système ? On pourrait parfois être tenté de le croire : ainsi lorsque la presse conservatrice, représentant les thèses de l'extrême droite, accuse les socialistes de chercher à établir « une dictature parlementaire ». On lorsque l'Alliance populaire lance

une campagne destinée à mettre en doute la transparence du scrutin du référendum. Une campagne à laquelle elle a d'ailleurs dû rapidement renoncer : la gauche a en beau jeu de lui répliquer qu'un parti où les anciens collaborateurs de Franco occupent tant de postes-clés était mal venu de donner des leçons en la matière.

Catastrophisme

Cette « escalade de la tension » justifie-t-elle les inquiétudes de certains observateurs ? Certes, on a aujourd'hui intérêt, dans les deux camps, à grossir le trait : du côté de l'Alliance populaire, pour tenter de prouver que la convocation du référendum constituait un acte « irresponsable ». Du côté des socialistes, parce que le recours à un certain « catastrophisme » ne peut qu'inciter les électeurs à voter « oui ».

Le gouvernement, effectivement, semble désormais décidé à dramatiser la campagne, et point sous un jour de plus en plus sombre l'avenir de l'Espagne en dehors de l'OTAN. Cette stratégie est le fruit de la préoccupation : malgré une campagne massive, notamment à la télévision, d'où les adversaires de l'Alliance sont pratiquement écartés, les socialistes n'ont conscience qu'ils n'ont pas réussi, jusqu'ici, à renverser la vapeur : trois sondages publiés le 6 mars dans des quotidiens de Madrid et Barcelone annoncent tous une victoire du « non », avec une marge oscillant entre 10 % et 3 %.

Les adversaires de l'OTAN, au contraire, font tout de leur côté, par-dramatiser la situation. Notre victoire le 12 mars, soulignent-ils, ne peut avoir qu'une seule conséquence : le gouvernement respectera le verdict des électeurs et dénoncera le traité de l'Atlantique nord, une décision qui n'aurait en définitive, rien, d'apocalyptique. Mais bien malin, en fait, qui peut prédire aujourd'hui avec certitude ce qui se passera en Espagne au lendemain du 12 mars !

THÉRIY MALINAK.

Grande-Bretagne

Des conseillers municipaux travaillistes ont été condamnés en justice pour leur gestion

De notre correspondant

Londres. — Les malheurs des conseillers municipaux de Liverpool s'accumulent : la Haute Cour vient de condamner trente-deux d'entre eux à cinq ans d'« incapacité » et à payer chacun près de 8 000 livres (30 000 F) pour avoir refusé l'annulation de la loi de 1982, tenant les élus locaux pour responsables personnellement des impôts excessifs de l'insituation dont ils ont la charge.

Protestant contre cette décision, M. Derek Hatton, l'un des leaders du groupe travailliste à l'hôtel de ville de Liverpool, a déclaré : « Nous sommes seulement coupables d'avoir créé des emplois, construit des logements et essayé de réduire les impôts ». M. Hatton est un niveau national le chef de file du mouvement trotskiste « Militant » qui fait actuellement l'objet d'une procédure d'exclusion au sein du Parti travailliste (le Monde du 26 février).

Le jugement de la Haute Cour frappe également quarante-huit conseillers du bourg de Lambeth à Londres, appartenant aussi à l'extrême gauche du Labour. A moins que les intéressés n'obtiennent gain de cause en appel, la mesure d'« incapacité » signifie qu'il leur sera interdit de participer à la gestion municipale, notamment à Sheffield, risquant d'être condamnés prochainement de la même façon et pour les mêmes raisons.

Cette affaire relance un débat au sein du Labour dont le leader, M. Neil Kinnock, ne semble pas du tout disposé à venir en aide aux personnes visées par ces poursuites. M. Kinnock rappelle les avoir mises en garde contre une attitude de rébellion qu'il jugeait excessive, même s'il s'est engagé à faire annuler la nouvelle législation conservatrice au cas où le Parti travailliste reviendrait au pouvoir.

FRANCIS CORNU.

Pologne

Peines aggravées, nouvelles inculpations

Deux miliciens ont été condamnés, mercredi 6 mars, à des peines de six et quatre ans de prison par le Cour suprême de Pologne pour avoir commis des attentats à l'explosif à des militants de Solidarité (ils leur avaient remis contre rémunération, les listes des prisonniers politiques et leurs lieux de détention, à l'époque de « l'état de guerre »). Les deux hommes, Adam Nodysz, un capitaine de la milice, et Piotr Siedlinski, avaient été condamnés à l'automne à des peines de trois ans et un an et demi, mais le procureur a fait appel à maxima, selon une procédure désormais couramment appliquée en Pologne.

La même méthode a été utilisée à l'encontre d'un sympathisant de Solidarité, condamné le 6 mars en appel à un an de prison ferme par un tribunal de Gdansk. Il avait été arrêté en février 1985, mais acquitté six

mois plus tard, les seules pièces à conviction découvertes chez lui pour ébranler l'accusation d'« activités susceptibles de troubler l'ordre public » étant un talkie-walkie pour enfants (un jouet) et du papier carbone. La cour d'appel a fait valoir dans ses attendus que l'inculpé « travaillait pour Solidarité », puisque deux personnalités très connues du syndicat dissous, Andrzej Gwizda et Anna Wlasczynowska, avaient assisté à son procès.

D'autre part, l'un des dirigeants clandestins du mouvement, M. Bogdan Bonarski, trente-sept ans, arrêté en janvier dernier, a été formellement inculpé de « préparatifs visant à renverser par la force le pouvoir populaire ». Il risque dix ans de prison, tout comme les cinq membres de la KPN (Confédération pour une Pologne indépendante) dont le procès se poursuit à Varsovie. — (AFP.)

Autriche

La polémique sur le passé militaire de M. Waldheim

La controverse sur le passé de M. Kurt Waldheim, ancien secrétaire général de l'ONU et candidat à l'élection présidentielle autrichienne du 4 mai prochain, que le New York Times avait accusé d'avoir participé à des massacres de partisans yougoslaves et à la déportation de juifs grecs pendant la seconde guerre mondiale, tend à s'apaiser quelque peu à Vienne. Le candidat socialiste à l'élection, M. Kurt Steyrer, a déclaré qu'il jugeait « regrettable » la polémique ainsi déclenchée. De même pour l'actuel président, M. Rudolf Kirchschläger. Un éditeur de Washington, toutefois, a indiqué jeudi, qu'il envisageait de retirer de son catalogue le dernier livre de M. Waldheim, *Dans l'œil du cyclone*, dont on lira ci-dessous le compte rendu.

« Dans l'œil du cyclone »

La vie publique est parfois pleine d'ironie cruelle : en intitulant son livre de souvenirs d'ancien secrétaire général de l'ONU *Dans l'œil du cyclone*, M. Kurt Waldheim n'imaginait sans doute pas que la campagne présidentielle autrichienne, que tout annonçait seréne, le placerait, effectivement, au cœur d'une tempête politique. Dans son esprit, le cyclone, en question, c'était l'actualité mondiale, et non la controverse, au demeurant déjà ancienne, sur son passé dans la Wehrmacht, dans laquelle il avait été mobilisé comme tout citoyen autrichien en âge de porter les armes, après l'Anschluss.

Il est vrai que M. Waldheim est, sur son activité durant ces dernières années de guerre, d'une certaine discrétion — mais tel n'était évidemment pas l'objet du livre. Il explique que sa mobilisation « présentait un avantage imprévu : un civil dont les opinions et les activités étaient suspectes se voyait mieux traité lorsqu'il était soldat, et l'unité formée protégeait contre la Gestapo et les nazis ». Au point que « certains officiers (...) critiquaient librement le système nazi... ». Pour le reste, on apprend simplement que la 45^e section de reconnaissance de la division de Haute-Autriche, où vivait le jeune Kurt, fut envoyée sur le front de l'Est, où lui-même fut blessé avant d'être « déclaré mort pour le front », ce qui lui permit de reprendre ses études de droit.

M. Kurt Waldheim livre à ses lecteurs, sans les accabler sous les détails fastidieux, beaucoup d'indications amusantes ou utiles sur de nombreux dirigeants passés et actuels. Et, tout en résistant à la tentation de tout ramener à l'anecdote, il se garde d'oublier que les hommes d'Etat sont avant tout des hommes. On des femmes : Golda Meir, Indira Gandhi, Margaret Thatcher en témoignent parmi d'autres. Qu'il soit d'ailleurs permis de regretter, à cet égard, l'absence d'un index des noms cités.

On est-ce, au fond, que le secrétaire général de l'ONU ? Un homme doté de plus de pouvoirs que ne le croit le grand public, à la tête d'un système qui, lui, en a moins qu'on ne le pense généralement. Mais un système dont le bilan, quarante ans après la conférence de San-Francisco, est loin d'être aussi négatif que ne le prétendent ses détracteurs. Ce qui n'exclut parfois ni les déceptions — ainsi cette affaire des otages de Téhéran, par l'évocation de laquelle s'ouvre le livre — ni même, éventuellement, l'amertume devant une certaine impuissance. Sentiment que semble, aujourd'hui, partager son successeur, M. Perez de Cuellar.

BERNARD BRIGOLEUX.
* Dans l'œil du cyclone, de Kurt Waldheim (traduction et adaptation d'André Lewin). Editions Alain Moreau, 418 p., 59 F.

D'une manière générale, d'ailleurs, M. Waldheim entremêle l'autobiographie au sens strict et l'évocation de crises politiques majeures — de la guerre du Kippour à l'affaire des otages américains de Téhéran, en passant par le débarquement turc à Chypre ou l'invasion de l'Afghanistan, le drame des réfugiés, ces « millions d'épaves », ou la tragédie libanaise, — à la connaissance au cours de ses deux mandats onusiens. S'y ajoutent un certain nombre de considérations sur ce que peuvent ou ne peuvent pas faire les Nations unies pour tenter d'empêcher les guerres et de résoudre les conflits pacifiquement. On lira à ce sujet avec un profit particulier le chapitre intitulé : « L'impossible gestion », dont les conclusions sont heureusement moins pessimistes que cette formulation pourrait le laisser attendre.

La « montée des périls »

L'évocation de la vie privée du jeune Kurt Waldheim, qui rêvait déjà de la Ballhausplatz (le Quai d'Orsay autrichien), alors que se préparait l'annexion de son pays, et à qui la pauvreté à laquelle était réduit un père notoirement anti-nazi rendait plus difficile encore les études nécessaires pour y parvenir, n'est pas la partie la moins instructive du livre, même si ni ses détracteurs ni ses partisans ne doivent s'attendre à y trouver de quoi alimenter la polémique actuelle. Ces souvenirs personnels ont, entre autres mérites, celui de rappeler que le secrétaire général de l'ONU, en dépit du caractère éminemment public de sa fonction, est aussi le ressortissant d'un pays donné, marqué par son histoire et l'image qu'il en a.

De ce point de vue, avoir grandi dans cette Autriche de la « montée des périls », puis être entré aux affaires étrangères de Vienne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, n'est certainement pas neutre. Si l'on peut dire, puisque l'une des premières grandes affaires dont le jeune diplomate Waldheim eut à s'occuper activement, dans l'ombre de son ministre, fut l'élaboration du traité quadripartite de 1955 inaugurant le concept de « neutralité active », qui marque, aujourd'hui encore, la politique extérieure de son pays.

Plutôt que de se lancer dans une véritable galerie de portraits,

LA GUERRE DU TCHAD

Les Libyens ont vivement reproché à leurs alliés d'avoir lâché pied

(de notre envoyé spécial)

N'Djamena. — Les Forces armées nationales tchadiennes (FANT) ont regagné, jeudi 6 mars, au lendemain de la nouvelle offensive des troupes libyennes du GUNT, les positions qu'elles occupaient avant le déclenchement des combats, dans la zone de Kalaï-Oum-Chalouba. Le bilan définitif de ces affrontements n'était pas encore connu jeudi soir, mais il s'avère que les assaillants ont subi de lourdes pertes, comme ce fut le cas lors de la première offensive du 10 au 14 février. Les FANT auraient eu une dizaine de morts, ainsi qu'environ cinquante blessés, qui ont été rapatriés sur N'Djamena. Les prisonniers — 360, selon un bilan provisoire — commencent également à être acheminés vers la capitale.

En face, l'ANL (Armée nationale de libération) aurait laissé plus de cent morts sur le terrain. Cette disproportion entre les pertes des deux camps — confirmée de sources diplomatiques occidentales — s'explique par la tournure qu'ont prise les combats. La colonne chargée d'attaquer en ligne directe la base de Kalaï, et qui a rebrousse chemin à l'annonce de l'approvisionnement des éléments venant de Oum-Chalouba, a en effet été rattrapée et décimée par les unités des FANT. Cette guerre du « razzo », où les combattants foncent dans le désert à bord de leurs Tnynta, n'accorde que peu de chances aux fuyards, et l'un imagine sans peine leur sort lorsque les militaires libyens ont rattrapé peu à peu, par groupes, leurs ennemis.

Une course-poursuite

Les FANT se sont livrés à cette course-poursuite en remontant jusqu'à 100 kilomètres au nord sur l'axe Kalaï-Tito et 82 kilomètres sur l'axe Kalaï-Fada, soit jusqu'au Ouadi-Chili, cette vaste dépression nue et désolée, à l'ouest de Fada et où, avant cette offensive, étaient stationnées les lignes avancées du GUNT.

Selon des sources militaires tchadiennes qui ont eu connais-

sance des rapports des interrogatoires des prisonniers, M. Goukouni Oueddei s'est rendu lui-même jusqu'au Ouadi-Chili pour haranguer, avant le début de l'offensive, les éléments qui devaient participer aux combats. Ceux-ci, pour beaucoup d'entre eux, avaient déjà participé à la bataille du 10 au 14 février.

Selon les mêmes sources, les troupes de l'ANL qui remontaient vers le nord après la contre-offensive des FANT à Oum-Chalouba, le 13 février, se sont fait arrêter par les unités libyennes à environ 30 kilomètres au sud de Fada, celles-ci leur interdisant l'accès à l'importante base qu'est devenue cette localité. Les officiers libyens leur ont vivement reproché d'avoir abandonné sur le terrain d'importantes quantités de matériel. M. Goukouni Oueddei se serait donc rendu à la fin pour régler ce problème et tenter de convaincre ses propres troupes, dont le moral se serait au plus bas, de repartir à la bataille.

Les FANT ont, d'autre part, été surpris de constater à quel point, dans cette nouvelle offensive, les troupes de l'ANL étaient dépourvues de matériel offensif lourd. Selon les militaires tchadiens, 3 ou 4 automitrailleuses Casavel seules appuyaient les véhicules tout-terrain des éléments libyens. L'un d'eux a été récupéré par les FANT et un second a été détruit.

En outre, cette fois-ci, des éléments des FAP (Forces armées populaires) de M. Goukouni Oueddei et des CDR (Conseil démocratique révolutionnaire) de M. Achekh Ibn Omar (la composante armée la plus importante du GUNT), ont participé directement aux combats. Leurs véhicules, a-t-on appris, portaient sur leur carrosserie les mentions « ANL » et « Jeisch » (armée, en arabe). La participation des CDR dans les affrontements, estiment les militaires tchadiens, montre bien que les Libyens font désormais appel à toutes leurs réserves tchadiennes et que si celles-ci continuent à essuyer des défaites, l'armée de Tripoli devra tôt ou tard s'engager elle-même dans les combats.

LAURENT ZECCHINI.

Avec IBERIA, dans le monde vous êtes toujours quelqu'un.



IBERIA, compagnie aérienne internationale, dessert 21 villes d'Europe, 15 villes du Moyen-Orient et d'Afrique, 27 villes d'Amérique du Nord et du Sud, ainsi que Tokyo et Bombay à partir du 1^{er} mai 1986. IBERIA, grande compagnie par son réseau et par sa flotte, est aussi une très grande compagnie par la chaleur et la qualité de son accueil.

Spécialiste des vols long-courriers, elle offre, par son service, des conditions de voyage exceptionnelles, conçues pour le confort et l'agrément de ses passagers.

QUELS QUE SOIENT VOS VOIS OU LA CLASSE CHOISIE, IBERIA VOUS REÇOIT TOUJOURS COMME UN AMI.

IBERIA
LIGNES AÉRIENNES D'ESPAGNE

هكذا من الأصل

فكزا من الأصل

AMÉRIQUES

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 9 MARS EN COLOMBIE

Un outsider trouble la quiétude bipartite

De notre envoyé spécial

Bogotá. — « Pouvoir populaire », dit la banderole. On se croirait, vu l'étiquette et l'endroit — Primavera, un des quartiers « lumpen » de Bogotá — dans quelque meeting révolutionnaire. En fait, Pouvoir populaire est l'un des nombreux déguisements sous lesquels se présente, aux élections législatives du 9 mars, le vieux Parti libéral, principale formation de Colombie, qui a oublié depuis longtemps ses idées réformatrices pour défendre, à l'égal du Parti conservateur, le statu quo économique et social, ainsi qu'un système politique que les dirigeants eux-mêmes qualifient de « démocratie restreinte ». Ailleurs, c'est au nom de l'« intégration populaire », du « progressisme libéral égalitaire », de l'« insurrection libérale », que des libéraux sollicitent un siège de sénateur, de représentant à la Chambre, de député à une assemblée départementale ou de conseiller municipal. Autant de masques pour un organisme sclérosé. M. Ernesto Samper, le leader de Pouvoir populaire, ne triche pourtant qu'à moitié avec les mots. Jeune intellectuel progressiste comme il en existe encore dans le parti, il aspire à rénover de l'intérieur la vieille machine à capter les voix, à distribuer les emplois et les prébendes.

A Primavera, il ne s'attendait guère. Quelques mnts sur les « minorités » qui ont toujours gouverné le pays « contre les intérêts de la majorité », puis la caravane de Pouvoir populaire repart. La campagne s'est déroulée sans fièvre, et les violences, s'il y en a eu, ont été, comme toujours, du fait de la guerre sans merci que se livrent l'armée et les guérilleros du M-19 dans les montagnes de l'intérieur.

Pourquoi les Colombiens auraient-ils la fièvre ? S'ils sont fidèles à leurs habitudes, ils ne seront guère qu'un peu plus du 30 % à voter dimanche, dans une sorte de premier tour d'un tournoi qui se terminera en mai, avec l'élection du successeur du président Betancur. L'abstentionnisme est une tradition dans le pays. Trop de campagnes enclavées, trop de paysans analphabètes, trop de scepticisme surtout

quant aux vertus du bulletin de vote. Deux partis, depuis près de trente ans, se partagent le pouvoir. Que ce soit un libéral ou un conservateur qui accède à la présidence, il est tenu, de par la Constitution, d'offrir des ministères au parti concurrent. La répartition se fait à tous les niveaux de l'administration publique. Le gouvernement gouverne sans opposition. Le système est si bien bûlé que les intrus n'ont eu, jusqu'à présent, aucune chance de succès.

Pourtant... Pourtant, les signes de changement — au moins à terme — ne manquent pas. Deux millions et demi de nouveaux inscrits cette année, deux fois plus que lors du précédent scrutin, ce qui peut modifier la répartition des voix. Un outsider qui trouble de plus en plus la quiétude bipartite, M. Luis Carlos Galán, leader d'un nouveau libéralisme, en dissidence de l'ancienne formation. Enfin l'entrée dans le jeu électoral des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), le mouvement de guérilla communiste, par le biais d'une union patriotique où les cadres du PC dominent, sans doute, mais qui compte aussi quelques guérilleros « reconvertis ».

Plus que jamais, l'espoir d'un renouveau politique s'incarne dans la personne de M. Galán, qui est de loin le plus populaire des trois principaux candidats à la présidence, mais qui a contre lui la puissance des appareils traditionnels, dont l'électorat « captif » représente jusqu'à présent plus de 80 % des votants. Il a comme atouts sa jeunesse (quarante-deux ans), ses dons d'orateur, et une volonté de changement qu'il exprime de façon précise, argumentée, n'hésitant pas à braver les tabous d'une société contrôlée par l'oligarchie, où l'armée est une puissance de fait.

Il a dominé haut la main un débat télévisé qui l'a opposé, il y a deux semaines, au candidat présidentiel du Parti conservateur, M. Álvaro Gómez Hurtado. Alors que ce dernier s'est souvent esquivé dans ses réponses, M. Galán a insisté sur le rôle social de l'Etat, et déplore son absence dans bien des régions. Ce qui explique, selon lui, le développe-

ment de la guérilla et du trafic des stupéfiants. Interrogé sur l'attitude à adopter face au M-19 lors de la prise du palais de justice en novembre dernier, il a déclaré que l'Etat ne pouvait « pas être impuissant », mais qu'il ne pouvait pas non plus « être brutal ». A l'inverse du président Betancur, il aurait, lui, dialogué pour sauver les otages. Il est un critique constant du système en place, qui consiste, nous dit-il, « à répartir les privilèges ». Le développement de la démocratie permettrait à la gauche, selon lui, d'« occuper sa place, sans recourir aux armes ». S'il veut réformer le libéralisme du dehors, c'est qu'un sauvetage interne lui paraît impossible. Il reconnaît avoir rallié à son mouvement que peu de cadres du vieux parti, mais il compte sur le renouvellement de l'électorat, « de plus en plus urbain, de plus en plus indépendant à l'égard des formations traditionnelles », pour changer les règles du jeu et assurer ses succès.

Vers l'élection présidentielle

En 1982, le nouveau libéralisme avait obtenu 11 % des voix. Il peut progresser le 9 mars, mais les moyens lui manquent pour remettre en cause l'hégémonie des libéraux et des conservateurs. « Si Galán fait un bon score », dit M. Rafael Rivas Posada, l'un des directeurs du Parti libéral, cela voudrait dire qu'il nous a pris des voix et cela aura une influence psychologique pour l'élection présidentielle en mai.

Les libéraux ont des raisons de trembler, en effet. Leur candidat au Palais Nariño, M. Virgilio Barco, a rien d'un rassembleur de foules, d'un catalyseur d'énergies. Agé de soixante-quatre ans, mais en apparence dix de plus, il bredouille en public et exprime avec mollesse ses idées. Le contraste est frappant avec le président sortant, M. Betancur, qui pèche plutôt par excès de rhétorique, et avec son rival du nouveau libéralisme. En outre, M. Barco passe pour un parfait représentant de l'establishment et un ami fidèle des Etats-Unis, ce qui lui donne une image droitière sans doute simpliste, car, sur bien des points, il a des positions ouvertes favorables au progrès.

S'il est élu, il proposera d'amender la Constitution pour mettre fin à la répartition des ministères entre libéraux et conservateurs, et débâcher — sa moins partiellement — la vie politique, en permettant l'existence d'une opposition. Une telle réforme ne pourra, de toute façon, concerner que son successeur, en raison des délais qu'exigerait son adoption.

L'approche des élections à quel point peut ralentir la « guerra sucia » (la guerre sale) que les services de répression mènent contre la gauche marxiste, armée ou a.o. Cette guerre s'était soldée, à la fin de l'année dernière, par l'assassinat du chef politique de l'EPL (Armée populaire de libération), Oscar Williams Calvo — pourtant sorti du maquis — puis par l'« exécution » de son frère. Des menaces de mort avaient été envoyées à des dirigeants communistes, à des défenseurs des droits de l'homme, ainsi qu'à des journalistes. Un tel climat avait amené les principaux leaders de l'Union patriotique à plonger dans la clandestinité.

En moins d'un an d'existence, l'organisation politique des FARC a perdu environ deux cents militants, assassinés par des commandos paramilitaires, non donné aux troupes à la solde des syndicats patronaux et à ceux des services secrets de l'armée. Pourtant, les FARC ont déposé les armes et signé une trêve avec le gouvernement. Elles ont participé à la vie politique et ont participé au processus électoral. La stratégie communiste a survécu pour l'instant à toutes les manœuvres d'intimidation. Une semaine avant le scrutin de dimanche, les FARC ont prolongé pour un temps indéfini le cessez-le-feu signé en mars 1984. L'Union patriotique est présente un peu partout dans le pays, et espère faire élire dix à dix parlementaires au lieu des deux communistes qui siègent actuellement.

Si la guerre sale s'est ralentie, c'est pour reprendre son cours ordinaire, qui finit par ne plus scandaliser personne ici. En réponse aux opérations sanglantes de la guérilla, l'armée et la police ne font plus, depuis longtemps, de prisonniers. Elles assassinent ceux qu'elles torturent au préalable, et qui ne sont pas forcément des guérilleros, mais aussi des syndicalistes agricoles. Comme l'Argentine des généraux, la Colombie a ses « disparus » : cinq cent vingt jusqu'en septembre dernier, selon le comité permanent pour la défense des droits de l'homme. Depuis l'arrivée de M. Betancur au pouvoir, il y a eu environ cinq cents exécutions « extra judiciaires » par an — comme on dit en langage prudent. CHARLES VANHECKE.

M. Jean-Claude Duvalier est assigné à résidence dans les Alpes-Maritimes

De notre correspondant

Le président haïtien déchu, M. Jean-Claude Duvalier, accompagné de sa femme Michèle et de leurs six enfants, a quitté Tallahassee en voiture, vendredi 7 mars, peu avant 3 heures du matin, en direction du sud de la France. M. Jean-Claude Duvalier, qui a été assigné à résidence dans le département des Alpes-Maritimes, séjournera à Grasse, où il est arrivé en fin de matinée.

Nice. — Une splendide propriété de 2 hectares, « la Tourbière », a été louée au nom de M. Jean-Claude Duvalier à un ressortissant hollandais, M. Hubertus Nijssen. Ce domaine, situé dans un quartier excentré de l'agglomération grasse, comprend une maison pri-

pale d'une dizaine de pièces avec piscine et tennis, ainsi qu'une maison de gardiens. Accessible par une seule voie se terminant en cul-de-sac, elle sera surveillée conjointement par les services de gendarmerie et un escadron de CRS. L'ex-président à vie d'Haïti y séjournera avec son épouse, ses six enfants, sa sœur, son beau-frère et deux domestiques.

A la préfecture des Alpes-Maritimes, on rappelle que M. Duvalier est toujours sous le coup d'un arrêté d'expulsion en date du 14 février, « qui n'a pu être exécuté ». « Juridiquement, indique-t-on, son statut l'autorise à circuler librement dans le département, mais cette possibilité se heurte à des problèmes de sécurité évidents ».

L'arrivée de Bédé-Do dans sa commune a été jugée « inopportune » par le maire (rad.-soc.) de Grasse, M. Hervé de Fontmichel. En revanche, le député (RPR) et maire de Nice, M. Jacques Médéric, président du conseil général des Alpes-Maritimes, a estimé que « la Côte d'Azur a une longue tradition d'asile ». « Nous avons accueilli, a-t-il déclaré, des quantités de réfugiés de toutes origines, ainsi que beaucoup de révolutionnaires de gauche. Nous devons nous distinguer des peuples non civilisés et ne pas tomber dans les travers que nous reprochons aux autres. » G. P.

AMNISTIE GÉNÉRALE EN HAÏTI

En Haïti, le Conseil national de gouvernement (CNG) a décrété, le mercredi 5 mars, une amnistie générale. Les autorités haïtiennes ont ainsi libéré deux cent trente-quatre prisonniers de droit commun détenus au pénitencier de Port-au-Prince.

Cette décision fait suite à une révolte des détenus de droit commun qui avait éclaté mardi dans l'établissement, et la police avait fait usage de grenades lacrymogènes et tiré des coups de feu en l'air pour ramener le calme.

Le CNG a, d'autre part, mis en garde le secteur ouvrier contre les « arrêts de travail intempestifs » dans les entreprises industrielles.

Ces grèves touchent aussi le secteur public, comme la douane de la capitale, qui demande le départ de son directeur, accusé de liens avec l'ancien régime, ou encore les chauffeurs d'autobus, qui demandent une nouvelle baisse du prix du gas-oil.

ASIE

Philippines

L'ancien chef du PC se dit prêt à aider M^{me} Aquino

De notre envoyé spécial

Manille. — L'un pense reprendre l'enseignement et l'autre retourner dans sa province natale pour y travailler la terre. Mais tous deux se disent prêts à coopérer avec M^{me} Aquino. Le premier est José Maria Sison, ancien secrétaire général du Parti communiste, l'autre Bernabé Buscayno, alias commandant Dante, fondateur de la Nouvelle Armée du peuple (NPA), bras armé du PC, qui opère désormais dans la majorité des provinces du pays et compte près de seize mille hommes.

Quelques heures après leur libération et après avoir rendu visite à M^{me} Aquino, José Maria Sison et Bernabé Buscayno, en compagnie de deux autres cadres du PC considérés comme des chefs de la guérilla et d'une dizaine de prisonniers politiques récemment sortis de prison, ont tenu, mercredi 5 mars, une conférence de presse. Dans l'auditorium du collège Saint-Joseph, face à une assistance composée de bon nombre de religieuses enjonnées et applaudissant, José Maria Sison, qui, pour la première fois, a admis publiquement avoir été le chef du PC (il l'avait toujours nié au cours de son procès), a déclaré : « En peu de jours, M^{me} Aquino a fait beaucoup pour la restauration de la démocratie aux Philippines. » Et il s'est déclaré prêt à aider la nouvelle présidente si elle avait besoin de lui.

Issu d'une famille de propriétaires terriens de la région d'Iloilo, neveu d'un évêque et frère d'un banquier, José Maria Sison a été formé par les jésuites. Après un bref passage dans les rangs de l'Action catholique, il découvre le marxisme et il devient l'un des maîtres à penser de la nouvelle gauche philippine des années 60.

Expulsé du moribond PKP, premier parti communiste créé dans les années 30, il crée, en 1968, le Parti communiste marxiste-léniniste. L'influence de la pensée de Mao ne sera jamais entièrement remise en cause par les communistes philippins, même après que la Chine, en 1975, ait cessé de leur apporter son soutien. Interrogé sur l'attitude des chefs de la NPA à l'égard du gouvernement Aquino, M. Sison a répondu : « Je ne peux parler en leur nom (il a été arrêté en 1977), mais je pense qu'en tant qu'individus ils doivent se réjouir de voir la démocratie restaurée ».

La libération des quatre prisonniers politiques considérés par l'armée comme les plus dangereux et dont, symboliquement, les garants sont des membres du gouvernement (M. Arroyo, secrétaire de la présidence, dans le cas de M. Sison) ou des membres de la famille Aquino (Dona Aurora, la mère de Ninoy Aquino, dans le cas de Buscayno) témoigne de la volonté de la nouvelle présidente de faire prévaloir, en dépit des réserves émises par les militaires, la politique de réconciliation nationale.

M^{me} Aquino les a accueillis dans son bureau en leur disant : « Je suis désolé du temps qu'a pris votre libération. » Elle a promis une amnistie générale en faveur des insurgés communistes à condition qu'ils déposent leurs armes. Au cours de leur entretien avec la présidente, les deux anciens chefs communistes auraient dit à M^{me} Aquino qu'ils pourraient éventuellement jouer un rôle d'intermédiaire.

L'ancien chef de la NPA affirme volontiers désormais : « Ma révolution s'est terminée il y a dix ans avec mon arrestation » et « les causes de la rébellion philippine (injustices, pauvreté, exploitation) exis-

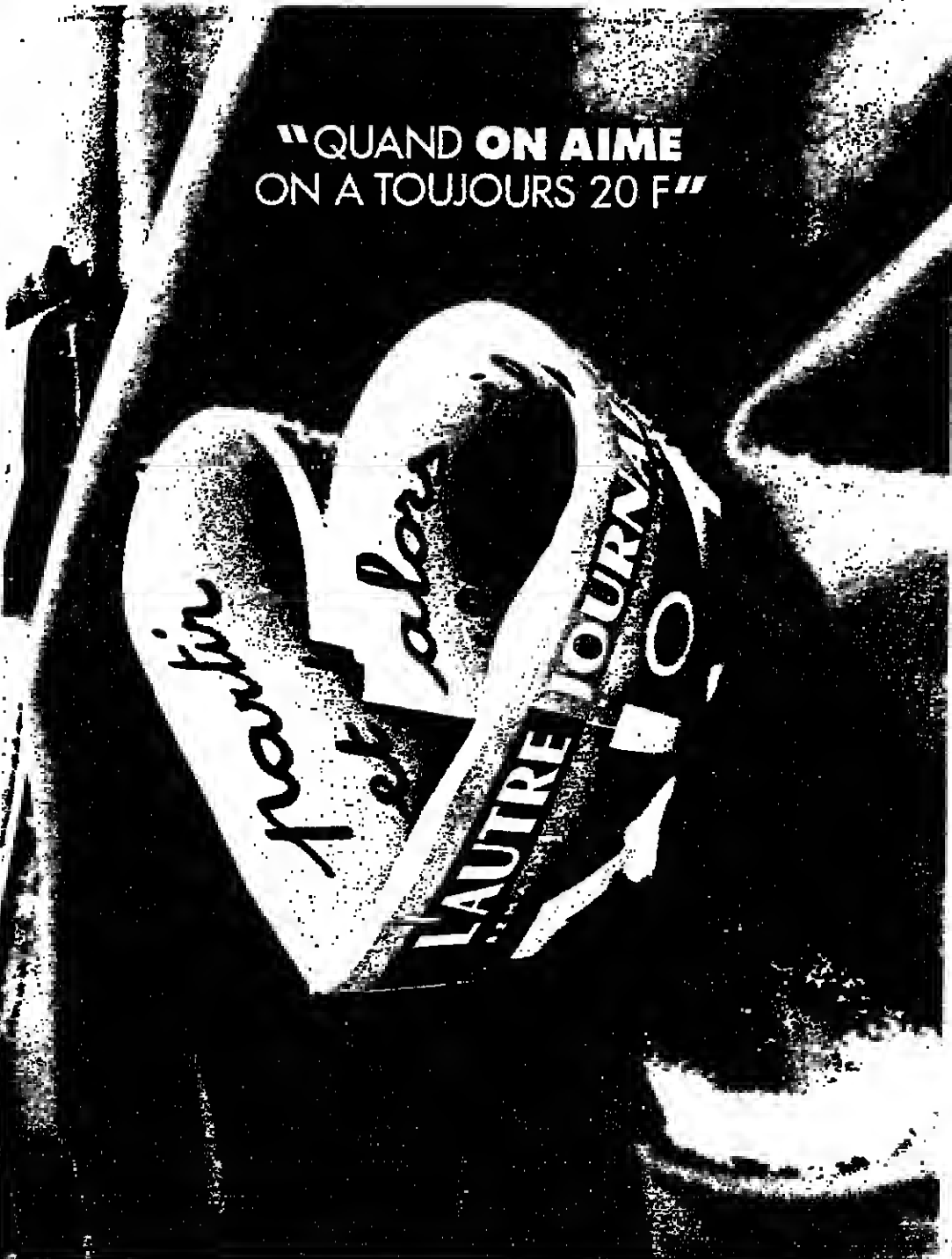
tent toujours ». Fils de paysans pauvres de la province de Tarlac, lié dès l'enfance à un ancien chef des Hukos (frebelles communistes des années 40-50), devenu par la suite un simple brigand, M. Buscayno avait commencé à organiser la Nouvelle Armée du peuple en mars 1969, avec une cinquantaine de militants des provinces de Tarlac et de Pampanga. Mais il estime aujourd'hui que la NPA devra réviser sa stratégie pour tenir compte de la nouvelle politique du gouvernement.

M^{me} Aquino a annoncé la création d'une commission des droits de l'homme et de la réconciliation, qui sera présidée par l'ancien sénateur José Diokno, grande figure de la défense des libertés sous M. Marcos et avocat des prisonniers politiques (dont José Maria Sison). Cette commission sera chargée de négocier un cessez-le-feu avec la NPA.

Ph. P.

MOINS DE 189 F... ils baissent le pantalon

Ce pantalon en flanelle, doublé : ces vestes en woolmark, lambert, ou 808 F, ces costumes en Tassu Dornella à 960 F, ces vêtements italiens autrichiens à 730 F sont vendus actuellement avec des remises, progressives qui vous permettent des achats de qualité à des prix incroyables. Même dans les grandes villes. Jusqu'à 82. Aux Entrées du Marais (M^{me} Saint-Basile-Prost) 3, rue du Port-Saint-Choux, M^{me} du mardi au samedi, de 10 h à 19 h.



L'AUTRE JOURNAL CHAQUE MERCREDI
UN AUTRE JOURNAL, UN NOUVEL HEBDO !

politique

UN SONDAGE SOFRES
POUR «LE MONDE» et RTL

Les Français sont favorables à la cohabitation mais ne croient pas qu'elle durera

I. - L'ATTITUDE DE M. MITTERRAND DE L'OPPOSITION ET DE M. BARRE

En cas de victoire de l'opposition aux prochaines élections législatives, souhaitez-vous que M. Mitterrand :

	COMPARAISON							
	1973	1977	Mars 1986	PC	PS	UDF	RPR	FN
Nomme premier ministre un leader de l'opposition	25	43	38	20	44	41	34	17
Provoque la dissolution de l'Assemblée nationale pour qu'il y ait de nouvelles élections législatives	30	18	20	45	30	7	12	12
Démisionne pour qu'il y ait une élection présidentielle	20	19	27	14	10	43	46	62
Sans opinion	25	20	15	21	16	9	8	9
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Si le RPR et l'UDF remportent une nette victoire en mars 1986, souhaitez-vous :

	Ensemble des Français	Sympathisants de l'UDF et du RPR
Qu'ils refusent de gouverner tant que M. Mitterrand reste président de la République	21	27
Qu'ils acceptent de gouverner sous la présidence de M. Mitterrand pour appliquer leur programme	65	65
Sans opinion	14	8
	100 %	100 %

M. Raymond Barre a déclaré que, personnellement, il refuserait la confiance à un gouvernement RPR-UDF pour obtenir le plus vite possible le départ de M. Mitterrand. Vous, personnellement, approuvez-vous ou désapprouvez-vous la position de M. Barre ? :

	Ensemble des Français	Sympathisants de l'UDF et du RPR
Approuve	25	35
Désapprouve	51	44
Sans opinion	24	21
	100 %	100 %

Tout est en place, si l'on suit les indications de ce sondage, pour une sorte de Yalta intérieur entre MM. Mitterrand et Chirac ; mais M. Barre pourrait bien sortir vainqueur d'une répartition des rôles qui dégèrerait en conflit.

Le premier élément de ce partage est d'abord le principe même de son acceptation. L'opposition doit accepter de gouverner sous la présidence de M. Mitterrand. Cette opinion est celle d'une forte majorité de personnes interrogées ; elle est même partagée par une aussi forte majorité (65 %) de sympathisants de l'UDF et du RPR. Ils ne sont que 21 % pour l'ensemble des Français et 27 % pour les sympathisants de l'opposition à rallier l'idée chère à M. Barre d'une grève des premiers ministres pour contraindre le président à remettre son mandat en jeu. Fort logiquement, bien que moins

nettement, l'attitude de M. Barre est majoritairement désapprouvée, tandis que celle des baristes n'est considérée comme un obstacle à la bonne marche d'un gouvernement d'opposition (55 %, contre 20 %, pensent que le RPR et l'UDF pourront gouverner malgré la position de M. Barre). Les choix des autres dirigeants de l'opposition, et notamment de M. Chirac, qui est à la tête de la formation la plus puissante, sont donc en accord avec le sentiment dominant.

En revanche, l'opinion ne suit ni M. Chirac, ni M. Giscard d'Estaing lorsqu'ils laissent penser que les attributions du président se verraient réduites au profit d'un premier ministre devenu tout puissant, (n'est-ce pas M. Giscard d'Estaing qui parlait de reléguer M. Mitterrand au château de Rambouillet ?). Or les Français se montrent en la matière légalistes et fidèles à une vision classique (bien que contestable) de la République, distinguant un « domaine réservé » — défense, politique extérieure — au président de « l'intendance » (politique économique, politique sociale...). Cette opinion, qui est également celle des sympathisants du RPR et de l'UDF, fait du chef de l'Etat, et non du premier ministre, le « chef de l'exécutif », et lui accorde même le pouvoir de nommer les ministres. Voilà donc M. Mitterrand bien armé, et conforté dans son refus

de voir remettre en cause « les compétences de sa fonction ».

M. Barre, n'a cependant pas perdu la partie. Plusieurs indications sont de nature à le conforter, du moins à l'encourager. Le jugement *a priori* sur la cohabitation est négatif. Elle est décrite par avance comme une période « plutôt négative » pour la France. Le pronostic sur sa durée est également pessimiste. Et, dans l'hypothèse la plus communément admise, celle d'un conflit entre président et premier ministre, les solutions choisies sont d'ordre politique (une élection présidentielle, 32 % ; un changement de premier ministre, 23 % ; une dissolution, 18 %), et non institutionnelles (18 % seulement pensent nécessaire de réformer la Constitution).

Cette élection présidentielle anticipée, à laquelle aspire M. Barre, est d'ailleurs le choix du cœur des électeurs de l'opposition. En cas de victoire de celle-ci, les sympathisants du Front national, fortement, ceux du RPR, majoritairement, ceux de l'UDF faiblement, appellent de leurs vœux une démission du président et une élection présidentielle. Ainsi M. Barre, qui risque fort de se trouver bien essouffé au soir du 16 mars, ne manque pas, lui non plus, d'une réelle assise dans l'opinion.

PAUL-JACQUES TRUFFAUT, JEAN-MARIE COLOMBANI.

II. - LE CONTENU DE LA COHABITATION

Selon vous, en cas de cohabitation, qui doit être le vrai chef de l'exécutif : M. Mitterrand ou le premier ministre de droite ? :

	Ensemble des Français	Sympathisants de l'UDF et du RPR
M. Mitterrand	50	24
Le premier ministre de droite	36	64
Sans opinion	14	12
	100 %	100 %

Concrètement, qui de M. Mitterrand ou du premier ministre de droite devrait :

	M. Mitterrand	Le premier ministre de droite	Sans opinion
Décider de la politique économique	100 %	32	51
Décider de la politique étrangère	100 %	56	28
Décider de la politique sociale	100 %	27	53
Choisir les ministres	100 %	46	41
Mener les négociations avec les chefs d'Etat et de gouvernement étrangers	100 %	66	20
Prendre les décisions de défense nationale	100 %	61	24
Nommer les principaux responsables de l'administration (préfets, ambassadeurs, directeurs de ministères, etc.)	100 %	39	43
Représenter la France au sommet des grands pays occidentaux ou aux sommets européens	100 %	67	19

Croyez-vous que la période de la cohabitation sera finalement plutôt positive pour la France ou plutôt négative ? :

Une période plutôt positive	35
Une période plutôt négative	41
Sans opinion	24
	100 %

Comment les choses devraient-elles se passer, selon vous, en cas de conflit grave entre M. Mitterrand et le premier ministre de droite ? :

M. Mitterrand démissionne et il y a une élection présidentielle	32
M. Mitterrand change de premier ministre	23
M. Mitterrand dissout l'Assemblée nationale et il y a de nouvelles élections législatives	18
Il y a un référendum pour modifier la Constitution actuelle	18
Sans opinion	9
	100 %

III. - LE JUGEMENT SUR LA COHABITATION ET SES CHANCES DE DURÉE

Pensez-vous que la cohabitation entre M. Mitterrand et la nouvelle majorité RPR-UDF :

Pourra durer jusqu'à l'élection présidentielle de 1988	37
Qu'elle n'ira pas jusque-là	46
Sans opinion	17
	100 %

Estimez-vous qu'en intervenant dans la campagne électorale comme il le fait M. Mitterrand reste dans son rôle ou sort de son rôle ? :

Il reste dans son rôle	48
Il sort de son rôle	36
Sans opinion	16
	100 %

LA FICHE TECHNIQUE DE LA SOFRES

- Sondage effectué pour : Le Monde et RTL.
- Date de réalisation : du 27 février au 4 mars 1986.
- Echantillon national de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population française âgée de dix-huit ans et plus.
- Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

M. Rocard est confiant dans ses chances pour la prochaine élection présidentielle

Resté jeudi 6 mars d'une tournée électorale d'une semaine en Martinique et en Guadeloupe, M. Michel Rocard s'est replongé, le soir même, dans la campagne métropolitaine, en venant à Grand-Synthe, près de Dunkerque, apporter son soutien à M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, tête de liste régionale et placé en position d'éclat sur la liste législative du PS dans le département du Nord.

Le hasard est malicieux. Au fil de la semaine que M. Michel Rocard vient de passer aux Antilles, il a semé sur le chemin de l'ancien ministre des traces du passage, en décembre dernier, de M. François Mitterrand : en Guadeloupe, M. Rocard a dormi non seulement dans la somptueuse résidence du Gosier, comme le président de la République, mais aussi dans le même lit. Plus d'une fois, M. Rocard a signé, dans une mairie de campagne, un livre d'or où son paraphe s'inscrivait juste après celui du chef de l'Etat, quand il n'était pas, comme à Petit-Bourg, sur le même page. Dernière impertinence du destin, quelqu'un, lors d'une pause-rafraîchissement à Pointe-à-Pitre, toujours en Guadeloupe, a confié un pli à M. Rocard. L'enveloppe contenait une lettre destinée à l'actuel occupant de l'Elysée.

Ces rendez-vous imprévus avec l'ombre du président n'ont pas pour autant éclairé M. Rocard sur les intentions de M. Mitterrand pour l'élection présidentielle. Cette incertitude ne semble pas entraver sa confiance en ses chances ni sa détermination. Dans l'esprit de l'ancien ministre, qui « refuse obstinément » de s'exprimer sur l'après-16 mars, les acquis de la législature — quant à la modernisation du socialisme français — ne seront définitivement consolidés qu'au travers de l'élection présidentielle. D'où l'intention, évidente, de M. Rocard — qui se juge le père, au moins spirituel, de cette modernisation — d'être en toute hypothèse candidat à l'Elysée. La détermination de l'ancien ministre ira-t-elle, le cas échéant, jusqu'à l'opposer à un François Mitterrand

Auparavant, lors de sa tournée dans les DOM des Antilles, M. Rocard, sans toutefois s'exprimer ouvertement sur cette question, s'était montré confiant sur son avenir de « présidentiable », tout en menant, pour le PS, une campagne axée sur les enjeux régionaux. Les indépendantistes de Guadeloupe, qui ont perturbé récemment des réunions de l'opposition, n'ont pas réagi à la visite dans l'archipel

de M. Rocard, alors même que l'entourage de l'ancien ministre avait craint une manifestation de leur part, mercredi, dans la commune de Sainte-Rose. L'Union générale des travailleurs guadeloupéens (UGIG), principale composante syndicale de l'UPLIG (indépendantiste) ne s'est pas rendue au rendez-vous que lui avait proposé M. Rocard, comme il l'avait fait pour les autres syndicats de Guadeloupe.

s'il le faut, M. Rocard est prêt à croiser le fer.

Reste M. Laurent Fabius. Au temps de sa splendeur, son image occultait celle de M. Rocard, qui appartenait alors à son gouvernement. Pourtant, les rocardiens ont toujours affirmé que M. Fabius n'est pas, pour eux, un sujet d'inquiétude. Il n'y a pas de raison qu'ils aient changé d'avis, alors que la situation du premier ministre est moins favorable aujourd'hui.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

« la raison au secours du cœur »

Dans le Nord :

De notre correspondant

Grand-Synthe. — M. Michel Rocard a saisi, jeudi 6 mars, l'occasion d'une réunion publique dans le Nord, à Grand-Synthe, pour réaffirmer son attachement à la tradition et aux grandes valeurs du socialisme. C'est Jules Guesde, Jean Jaurès, Roger Salengro, Léon Blum, Augustin Laurent, saluant son « vieil ami et camarade Pierre Mauroy », il a évoqué cette « gauche qui apporte non seulement un combat fraternel, mais aussi les seules vraies réponses aux questions de l'humanité se posent toujours, qui sont celles de la justice, de la démocratie et du progrès ».

« Liberté, justice, solidarité, volonté » : ce sont ces valeurs qui définissent, aux yeux de M. Rocard, le socialisme. Des valeurs dont il regrette qu'elles ne soient pas suffisamment affirmées dans cette campagne électorale : « Le socialisme serait-il passé de mode, interrogé-t-il ? S'agit-il de notions désuètes ou dépassées ? Evidemment non, alors pourquoi être si timorés ? »

Et l'ancien ministre de poursuivre : « Nous avons d'autant plus de raisons de mettre l'accent sur nos valeurs que, sur les autres sujets, et notamment l'attitude à égarer, nous n'avons plus à faire nos preuves ». M. Rocard voit encore une autre raison pour les socialistes de mettre en avant les valeurs qui sont les leurs, dans la montée de l'extrême droite et d'un « idéal sécuritaire [qui] imprègne nombre de discours de la droite dite parlementaire ».

« Il y a, a expliqué l'ancien ministre, deux voies d'accès au socialisme : on y vient « par un mouvement viscéral » ou bien « dans un

JEAN-RENÉ LORE.

مكذبا من الأصل

هكذا من الأصل

POLITIQUE

Propos et débats

M. Georges Marchais : ignoble

M. Georges Marchais s'est élevé avec force, jeudi 6 mars à Tulle (Corrèze), contre cet amalgame ignoble à son égard « il y aurait des parts convenables... le PS, le RPR et l'UDF... et puis il y aurait le Pén et les communistes... ». Cet amalgame est l'injure la plus grave que l'on puisse faire à un militant... a-t-il affirmé.

La jour même, à « Face au public » sur France Inter, il a souligné que le PC ne sera jamais une force d'appoint et noté que Laurent Fabius a fermé le premier la perspective d'un nouvel accord avec le Parti socialiste.

M. Giscard d'Estaing : l'objectif final

La suppression totale du contrôle des changes doit être l'objectif final, déclare M. Valéry Giscard d'Estaing dans un entretien accordé à l'Expansion daté 7-20 mars. Il explique : « Si la France veut se hisser au niveau de ses concurrents, il faut que l'on sache, à l'intérieur et à l'extérieur, que la gestion de sa monnaie se fait selon des règles comparables à celles des pays libres. »

Mme Lalumière : ambiguïtés

Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat chargée des affaires européennes, interrogée sur l'éventualité de la désignation de M. Chaban-Delmas, à Matignon a déclaré jeudi 6 mars à Tarbes : « Je ne vois pas comment M. Chaban-Delmas peut concilier ses idées de nouvelle société avec bon nombre d'éléments de la plate-forme UDF-RPR (...). Il y a là toute une série d'ambiguïtés, voire de contradictions et jusqu'à présent M. Chaban-Delmas n'a pas donné la clé du problème. »

M. Chirac : conditions

M. Jacques Chirac a déclaré, jeudi 6 mars, à Limoges que « si l'on respecte la loi de la démocratie, c'est-à-dire la volonté populaire et le loi de la République, c'est-à-dire la Constitution, quel que soit le résultat des élections, la France assumera ses responsabilités, ce qui veut dire qu'elle sera gouvernée. »

Le président du RPR a précisé d'autre part qu'il « n'avait pas posé de conditions au président de la République » lors de son passage à « L'heure de vérité » sur A 2 mais qu'il avait dit qu'il était prêt à accepter la fonction, ce qui est différent.

M. Mauroy : additions et soustractions

M. Pierre Mauroy a déclaré, jeudi 6 mars à Clermont (Oise), qu'il ne se réjouissait pas du tassement du PC : « Les communistes ont des difficultés, leur parti se tasse mais je ne m'en réjouis pas. A gauche quand on veut battre la droite, il nous faut faire des additions et jamais des soustractions si on désire qu'à la fin, le compte y soit. »

Mme Garaud : adversaires-partenaires

Mme Marie-France Garaud, tête de liste aux élections législatives à Paris, a estimé jeudi sur Europe 1 que le président de la République a repris la main parce que les hommes qui sont en face de lui ne veulent pas la rupture, non pas directement à cause du pays, mais parce qu'ils ne veulent pas d'une élection présidentielle.

M. Mitterrand, a-t-elle poursuivi, sachant que ses adversaires-partenaires ne veulent pas la rupture, est, malgré les apparences, dans une position de force et il va l'exploiter : il a d'ailleurs commencé.

Mme Laguille : aucun mal

Mme Ariette Laguille, porte-parole de Lutte ouvrière, a estimé jeudi soir à Orléans que les politiciens de gauche essayent de ressembler à ceux de droite et que « Fabius, lui, n'a aucun mal. »

MM. JOSPIN, MERMAZ, HERNU ET POPEREN A LYON

Les roses pourpres de Gerland

De notre envoyé spécial

Lyon. — Sous le coupola bleu et or qui donne au Palais des sports de Gerland des allures de vaisseau spatial à la Spielberg, Lionel Jospin entre. La foule est debout, sept mille à huit mille personnes. Et la foule chavire et elle scande : « On va gagner, on va gagner. » Comme à un bon vieux match de basket-ball, Jospin devant, les autres derrière. Ou comme pour une rencontre PS - reste du monde...

On va gagner. Un meeting, c'est d'abord cela : une manière d'illusion lyrique, l'opéra de famille vaguement exorciste et plutôt incantatoire, le fleur au fusil, la trouille au ventre. Un meeting, cela peut tromper comme un grand coup de cymbales dans le désert ou un roulement de tambour pour couvrir les coups ; et cela peut tromper énormément.

Celui-là non. Il se passe visiblement quelque chose au PS. Il se passe quelque chose pour le PS qui n'est pas quantifiable en termes de résultats électoraux, mais bien réel. La famille socialiste n'a plus peur, surtout pas d'elle-même. Elle n'a plus honte et d'abord plus des siens. Ce parti politique est dans le sens de la marche, ou s'y croit. Ce qui, pour un meeting, revient au même.

Trois ministres, tous les candidats des huit départements Rhône-Alpes, et cette foule, des militants assurément, y croit, elle aussi, avec la foi du charbonnier. Fini ce jeudi soir à Lyon le temps des socialistes rase-murilles dénigrant presque pardon de l'être encore, drapés en poches et illusions sautes vineigrette. La foule faite saine, et cela n'est pas la moindre détail, de centaines de jeunes est repartie cette fois comme en 1914 ou plutôt comme en 1981, sous ses couleurs : socialiste et fière de l'être.

Les roses pourpres de Gerland ont fait à Lionel Jospin un joli brin de conduite. Et le patron du Parti socialiste, tout ému, a été par cette formidable assemblée, est venu élever, au-delà de l'espérance, une discrète certitude. L'espérance bien évidemment est ce qu'il s'opère en dix jours le ratournement, la « divine » surprise. L'espérance, insensé ou non, de voir, selon Lionel Jospin, « votre force de

conviction entraîner tous ceux qui s'interrogent encore, qui sont disponibles et hésitants ». Un grand coup de clairon donc pour une mobilisation générale. La mobilisation n'est pas la victoire. Mais la victoire est encore possible, n'a cessé de répéter, et avec lui tous les autres. Lionel Jospin, bien que de très classique. On les imaginait mal, lui, Louis Mermez, Jean Popperen, Charles Hernu, conviant leurs troupes à une déroute pour le 16 mars.

Mais au-delà de l'espérance devenue course contre la montre, ou simple fable, la rose et la pendule, — « dix jours pour convaincre, dix jours pour gagner », — une certitude se dessine nettement dans les propos des uns et des autres : celle aujourd'hui de voir un Parti socialiste fort. Assez fort pour digérer demain l'éventuelle défaite et en appeler rapidement.

« La gauche, c'est mieux »

Ce thème est apparu sans trop le dire dans l'intervention de Jean Popperen, — l'homme qui se résume mal, mais se résume, à la cohabitation avec Charles Hernu — dix au jus, M. Popperen — l'homme qui, ce jeudi, tombe dans les bras de Roger Hanin, choc évident de deux cultures, montait à la tribune pour tailler quelques crupières à la droite. M. Popperen est un tribun. Et, à commencer par M. Charles Pasqua, « triste penseur de l'ennemi », chacun de ceux qui péroraient de plus haut que nous, de leurs 14 % d'inflation, a eu droit, dans l'opposition, à son paquet. L'essentiel du discours pourtant était ailleurs : « L'espérance, dit M. Popperen, hérite encore, mais déjà la certitude a quitté l'autre camp. Ce n'est pas encore la victoire, mais nous savons que ce ne sera pas la défaite. Le fait nouveau, inéffable, quel qu'il arrive le 16 mars (...) est que le changement tranquille est de notre côté. »

Ces propos, sur un Parti socialiste qui en somme ne pourrait plus perdre, hormis les élections, se doublent d'ailleurs d'un très net avertissement en direction du patronat et de M. Gattaz : « M. Gattaz en redemande, moins d'impôts, moins de charges fiscales, le droit de licencier sans contrôle, de passer au sautoir

flexible. Comme si seul le monde du travail devait supporter le poids du redressement. »

Ce thème est apparu dans l'allocation de M. Louis Mermez : « Le PS a reconquis son électeur, les Français sont en train de redécouvrir François Mitterrand et de se rassembler autour de lui. » Il est venu bien évidemment dans l'intervention de Lionel Jospin.

Le premier secrétaire du PS fit d'abord son métier de socialiste : vendra du socialisme à une salle parfaitement consentante et disposée à le suivre dans ses conclusions. En trois points : « conception de la société, situation politique, équipe dirigeante » — et deux mouvements, droite et gauche, Lionel Jospin rendit son verdict. Son « que choisir ? » du conservateur politique est formel : « La gauche, c'est mieux. » Il fit ensuite son métier de leader, c'est-à-dire distiller quelques phrases assassines sur les leaders de droite.

Par classification. Ce qui fut le moins vint avec une intervention très nette sur le thème de la cohabitation et sur ce que M. Jospin appelle « la fausse tranquillité d'un certain nombre d'élus » devant cette perspective. Il l'affirma à ceux qui pourraient imaginer accepter une majorité de droite puisqu'ils auront un président de gauche pour les protéger : c'est une illusion, presque une naïveté, en tout cas une profonde méconnaissance de nos institutions (...). Le président incarne l'Etat, il doit être l'ordre mais il est aussi et fondamentalement un acteur de la vie politique, la clé de voûte de nos institutions et la chef d'un exécutif à deux têtes.

Conclusion : alors évidente : « Il n'est pas possible qu'un premier ministre de droite soit le premier ministre de François Mitterrand. Il y a à droite une volonté d'abaisser le président de la République. Croyez-vous qu'il accepte d'être abaissé dans ses fonctions, d'être humilié sans réagir ? La réponse est non. » Au détour d'une phrase, plus tard, M. Jospin affirmait « parler en son nom personnel » sur ce sujet. Comme s'il avait commis une gaffe. Ou comme s'il feignait d'en avoir commis une. En toute hypothèse, il n'eut point l'air de le regretter vraiment. La salle non plus.

PIERRE GEORGES.

MM. FABIUS ET LANG A ROUEN

« Bravo, Laurent ! Merci, Jack »

De notre envoyé spécial

Rouen. — M. Laurent Fabius ? « Non seulement un homme de l'avenir, mais un homme d'avenir. » C'est M. Jack Lang qui le dit. Et, de ce dernier, M. Fabius affirme : « C'est le plus remarquable ministre de la culture que la France ait connu depuis longtemps. » C'est à M. Lang que le premier ministre avait demandé de venir ouvrir le principal meeting de sa campagne en Seine-Maritime, le jeudi 6 mars à Rouen, choix significatif à la fois de l'entente entre ces deux proches de M. François Mitterrand — « Bravo, Laurent ! » — « Merci, Jack » — et de la cote que s'est acquise le ministre de la culture sur les tréteaux de cette campagne.

M. Lang a mis sa fougue au service de M. Fabius, d'abord, pour défendre le premier ministre contre les attaques de M. Charles Pasqua. Le président du groupe RPR du Sénat avait, la veille, à Caen, accusé M. Fabius, alors ministre du budget, d'avoir, en raison de ses attaches familiales (son père était anti-quaire), exécuté les œuvres d'art de l'impôt sur les grandes fortunes. Après avoir rappelé, sur Europe 1, que M. Fabius était hostile à cette exécution, imposée finalement par le président de la République et à laquelle il était lui-même favorable, le ministre de la culture a dénoncé en M. Pasqua « le protecteur du SAC, ce service parallèle lié à des crimes de sang, à des trafics, à des scandales financiers », et mis en garde contre le « retour à la République des combines et des trafics d'influence... »

M. Lang a étendu sa charge, ensuite, à l'ensemble de l'opposition, en faisant valoir, contre l'hypothèse de la cohabitation, que la France « a besoin d'une unité de conception, de direction et d'impulsion », et en affirmant que les dirigeants de la droite « ne peuvent pas se voir en peinture ». « Ils veulent se faire la peur, a-t-il dit. Si, par malheur, ils l'emportent, le coq n'aurait pas chanté, le 17 mars au matin, que

déjà ils auraient sorti leurs couleurs. » Pour M. Lang, il faut « faire en sorte que ces élections soient comme le deuxième tour d'une élection majoritaire dans laquelle le Parti socialiste serait arrivé en tête au premier tour. »

M. Fabius a, lui aussi, soigné l'opposition, sans jamais nommer son chef de file en Seine-Maritime, M. Jean Locantet, désigné seulement d'une périphrase : « la droite défrichée ». Selon le premier ministre, il y a, dans la perspective d'une victoire de l'opposition le 16 mars, « la droite fongueuse, à la corrézienne, qui pose quatre conditions : la droite planétaire, à la Chamalières, qui pose trois conditions ; et la droite lyonnaise, la donneuse de leçons, qui en pose une seule, mais c'est — excusez du peu — que le président s'en aille ! ». « Tous ces gens-là, a-t-il dit, se trompent de République. Il n'appartient à personne de poser des conditions au président élu par tous les Français. »

Attaqué, dans ce département, par le PCF et géré par des petites listes — notamment par une liste écologiste à l'identité incertaine (Le Monde du 6 mars) — M. Fabius a lancé : « Lorsqu'il s'agit de décider, et non plus de revendiquer, c'est autour de nous que les choses s'organisent. »

PATRICK JARREAU.

Vu d'Israël : l'important, c'est Mitterrand...

De notre correspondant

Jérusalem. — Ils sont venus, ont vu — et se sont fait voir. Mais ont-ils vaincu les derniers doctes de leurs bêtes ? Qu'importe ! Mieux valait tard que jamais... découvrir l'Etat hébreu. Ravis et un brin goguenards, les Israéliens ont donc vu défiler chez eux, depuis deux ans, tous les témoins de l'opposition française, naguère trop affairés pour s'offrir une escapade en Terre sainte. Pèlerins très spéciaux, attentifs et échevelés, Valéry, Jacques Raymond et les autres ne pourront plus du moins, revenus au pouvoir, plaider l'ignorance. Ils auront eu le temps de se faire sur place une religion.

Les experts israéliens, qui observent à la loupe le monde politique français, savent distinguer, à droite, entre les fidélités de toujours — celles d'Alain Poperen ou de Simone Veil par exemple — et les amitiés prometteuses, entre une sympathie de fraîche date et une ferveur ancienne. Parmi les jeunes loups, la palme revient sans doute à François Léotard, venu souvent ici retremper sa foi chrétienne et afficher un zèle pro-sioniste militant.

Le grand public israélien, à qui ces nuances échappent, retient surtout l'évidence : François Mitterrand est un ami sincère, quoique exigeant, du peuple juif, et ce dernier risque de perdre un change. « Vous savez où vont mes sympathies. Ce n'est pas un secret », nous disait, il y a peu, en souriant, le premier ministre, M. Shimon Peres. Assurément.

La vieille amitié qui l'unit au chef de l'Etat joue un rôle décisif sinon dans le changement de climat intervenu dès 1981, du moins dans le désir de resserrer les liens entre Paris et Jérusalem, tel qu'il se manifeste depuis l'avènement en Israël d'un cabinet d'union nationale à direction travailliste. Le locataire de l'Elysée semble devoir y rester encore pour deux ans, et il n'entend pas renoncer à conduire la diplomatie française : voilà deux bonnes raisons pour qu'on ne s'inquiète pas outre mesure en Israël de l'échec du 16 mars.


Du reste, les divergences entre la gauche socialiste et la droite gaulliste et giscardienne sur le dossier « Proche-Orient » ne sont plus ce qu'elles furent. Les hommes politiques français des deux bords s'accrochent aujourd'hui sur quelques idées-forces : la garantie de l'existence d'Israël dans des « frontières sûres et reconnues », l'engagement de négociations directes entre les parties en conflit, l'association de l'O.L.P. aux pourparlers de paix, l'évacuation des territoires occupés, le droit des Palestiniens à disposer d'une patrie. Bref, un large consensus règne sur ce chapitre. Le reste est affaire de climat, de sensibilité et d'attaques personnelles. Mais combien de socialistes furent, au début de la régence — avant d'accepter la « ligne Mitterrand » — aussi sévères envers Israël en « pro-palestiniens » que les leaders de la droite ?

On a beaucoup reproché aux « présidentiables » de l'opposition d'être venus en Israël pêcher les voix juives. Certes. Mais la couleur du « vote juif » — s'il existe — est-elle si criante ? Qui est dupe, dans l'élection ? En vérité, les chefs de la droite ont aussi jugé bon de faire le voyage pour recycler leur connaissance du dossier proche-oriental. Aucun ne pouvait faire moins que leur rival socialiste. Quant au vote des doubles nationaux résident en Israël, il est insignifiant : à peine 2500 Franco-Israéliens prirent part à l'élection présidentielle de 1981 (et soutirent massivement M. Mitterrand).

Deux ministres seulement visitèrent Israël à titre officiel entre 1967 et 1981, une vingtaine depuis. Rien ne prouve que ce rythme se ralentira spectaculairement après le 16 mars. La France, socialiste ou non, n'a plus les mêmes égards pour le monde arabe. Au fond, les relations bilatérales pourraient pâtir beaucoup plus de la relève prévue pour octobre prochain en Israël. Car la reprise en main des affaires par le Likoud risque de tuer les derniers espoirs de paix. D'ici là, d'éventuels ministres de la droite française auront tout de même à Jérusalem glaner quelques conseils sur l'art de cohabiter.

J.-P. LANGELLIER.

FRANÇAIS ET IMMIGRÉS



MICHEL HANNOUN
L'AUTRE COHABITATION

Président de la Ligue

L'HARMATTAN

CHUTE DE CHEVEUX PAS DE MIRACLE

Lors d'un entretien gratuit, Dominique LAVIGNE s'entretient avec vous, d'en trouver les raisons et de vous apporter des solutions.

INSTITUT TECHNIQUE CAPILLAIRE, 231, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.
Tél. 42-60-63-02. — Sur rendez-vous du lundi au vendredi de 10 h 30 à 19 h 30.

JAMBOREE MONDIAL 1937 et 1947

badges et insignes

Bernard B. MILLER, 565 West End Ave.
New York, N.Y., 10024 U.S.A.

"Le témoignage exceptionnel d'un grand défenseur de nos aînés"



JOSEPH FRANCESCHI
L'ILLESSE

CARRE

WANT TRAVAIL
CORSAIRE DIRECT

IQ

VENTREDI 7. SAMEDI 8. DIMANCHE 9 mars.

MANTEAUX

14500	23800	16850
4800	7850	
6450	8350	4850
4850	9800	3850

WIRI

POLITIQUE

M. LE PEN A L'HELIPORT DE PARIS

Variations sur la sécurité

Près de six mille personnes ont assisté, le jeudi 6 mars, à l'héliport de Paris (Issy-les-Moulineaux), au rassemblement de clôture des « Six jours de Paris », campagne de forums et de réunions publiques qu'avait organisé, du 1^{er} au 6 mars, sous le même chapiteau, le Rassemblement national, dénomination électorale du Front national.

Avant M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, tête de liste du Rassemblement national pour les élections législatives et régionales à Paris, orateur principal souvent ovationné par la foule des militants et sympathisants rassemblés, M. Edouard Frédéric-Dupont a pris la parole.

Député de Paris, maire du septième arrondissement, deuxième sur la liste législative de M. Le Pen, M. Frédéric-Dupont, qui fête cette année son demi-siècle de vie publique, s'est déclaré « fier d'être le compagnon de Jean-Marie Le Pen » et « heureux de poursuivre le combat à ses côtés ». A M. Le Pen revient, a affirmé M. Frédéric-Dupont, « le mérite d'avoir soulevé le premier le problème de l'insécurité et celui de l'immigration », avant d'opposer cette attitude ou « palmarès du crime » qui est aussi, d'après lui, le « palmarès de Badinter ».

M. Frédéric-Dupont a encore fait le panégyrique de « la famille, la patrie, le travail : tout cela est considéré par les intellectuels de gauche manipulés par les communistes comme des propos séditeux ».

« Nous avons gagné, s'est ensuite félicité M. Le Pen, le pari de Paris (...), contre la décadence, la lâcheté, le renoncement, pour la liberté et l'espérance », avant de consacrer près de quatre-vingt-dix minutes à de longs développements sur les aspects intérieurs ou extérieurs de la « défense de la France ».

M. Le Pen propose, en effet, de redonner à l'Etat « sa place, toute sa place, rien que sa place (...), donc essentiellement sa fonction de

civile, inégalement assurée, estime-t-il, en cas de péril nucléaire.

M. Le Pen aborde ensuite les problèmes de défense pour critiquer longuement les thèses stratégiques en vigueur et recommander la « définition d'une stratégie nouvelle », consistant à « compléter » la « dissuasion stratégique » par « une véritable dissuasion nucléaire tactique » assurée par « le développement de l'arme à neutrons ».

M. Le Pen dénonce ensuite la conjugaison de la natalité en France et en Europe et de l'explosion démographique du tiers-monde, qu'il relie à la question de l'immigration. « Si les armées du Kaiser, en 1914, étaient venues en chapeau noir au lieu de casque à pointe, une feuille d'embauche à la main, les aurais-nous laissés passer ? », interroge M. Le Pen, qui conclura son discours par un hommage à la jeunesse : « C'est pour elle que nous nous battons, pour lui rendre espoir, pour lui rendre courage ».

Dans ce long discours, qui se veut souvent technique, peu d'attaques directes contre la « bande des quatre » (« le spectacle des mêmes chevaux de bois qui tournent depuis vingt-cinq ans est assez affligeant ») et deux sollicitations seulement de la fibre affective de l'auditoire. Au début de son exposé, M. Le Pen passe à son doigt une alliance qui aurait été donnée au Front national, en guise de soutien, par une personne âgée du septième arrondissement de Paris : « Que cette vieille dame inconnue et pauvre sache que ce soir le cœur de Paris a battu pour elle ! ».

Au terme de son discours, M. Le Pen fait allumer des milliers de briquets et observer une minute de silence pour « le jeune chômeur de vingt-sept ans assassiné à Beaucourt pour avoir osé dire qu'il allait voter pour Le Pen et le Front national. Ce soir, il est pour nous le déchirant symbole du danger qui menace nos familles et notre patrie ».

MICHEL KAJMAN.

UNE COMMUNAUTÉ COURTISÉE

Les revendications arméniennes font l'unanimité des grands partis politiques

Les partis politiques se sont familiarisés, depuis quelques années, avec l'histoire et les préoccupations de la communauté arménienne. La pression terroriste de l'Arménie (ASALA) n'a pas été étrangère à cette évolution.

La présence au pouvoir des socialistes, qui avaient établi, de longue date, des liens avec cette communauté de trois cent mille personnes concentrée pour une bonne part dans les villes, qu'ils administrèrent (Marseille, Grenoble jusqu'en 1983, Vienne, Villeurbanne, Alfortville), a en pour conséquence que la question arménienne a trouvé une place dans la diplomatie française. Les autres partis politiques — ceux de l'opposition — ont dû se déterminer à leur tour.

L'action des socialistes, approuvée largement au sein de la communauté arménienne, ne l'est pas unanimement. Tout en admettant que le gouvernement a œuvré pour la reconnaissance internationale du génocide de 1915, certains absorbent que cet engagement, souligné par le discours que M. François Mitterrand avait prononcé à Vienne le 7 janvier 1984, a été compensé par des gestes d'apaisement envers la Turquie, alliée de la France au sein

de l'OTAN, dont les autorités persistent à nier la réalité des massacres commis il y a soixante et onze ans.

La fermeté du gouvernement envers le terrorisme, qui avait fait huit morts et une quinzaine de blessés le 15 juillet 1983 à l'aéroport d'Orly, entraîne, aussi, des critiques de la part de certaines tendances du militantisme arménien. Le Mouvement national arménien (MNA) reproche au gouvernement l'arrestation de dirigeants de l'ASALA, fraction dissidente de l'ASALA, réputée hostile aux attentats commis sur le sol français. Les reproches faits aux socialistes se résument ainsi : désireux de continuer à bénéficier électoralement de la sympathie des Arméniens et d'espérer les attentats de l'ASALA, ils ont accompli quelques actes symboliques, mais sans prendre réellement fait et cause, contre la Turquie, pour la revendication arménienne.

Double langage

L'accusation de double langage a été exprimée, lors d'une confrontation organisée par Solidarité franco-arménienne le 18 février à Paris, par M. Patrick Devedjian, maire d'Antony. Représentant le RPR, M. Devedjian, qui avait été l'un des avocats des auteurs de la prise d'otages du consulat de Turquie à Paris en septembre 1981, a admis le retard des partis de droite sur la question arménienne. Avoir été choisis comme porte-parole du RPR pour ce débat — à côté de MM. Georges Sarre pour le PS, Guy Ducloux pour le PCF et André Santini pour l'UDF — était, selon M. Devedjian, la preuve de l'évolution de son parti.

Le maire d'Antony a mis en cause M. Roland Dumas pour des propos rapportés par le journal *Le Canard Enchaîné* et par le ministre des Relations extérieures, propos selon lesquels le génocide arménien était « une malheureuse épisode qui a fait des victimes de part et d'autre ». « Pour tout Arménien », a souligné M. Devedjian, la reconnaissance du génocide est fondamentale. Les juifs

ne supporteraient pas que l'on puisse nier Auschwitz, et ils auraient raison ».

M. Sarre a fait observer que, à l'immobilisme des gouvernements précédents, avaient succédé, depuis 1981, plusieurs initiatives françaises sur le plan international et, pour la première fois, dans le discours de M. Mitterrand à Vienne, la reconnaissance officielle du génocide par le président de la République française. M. Ducloux a souligné, pour sa part, qu'il est, au nom du groupe communiste, le seul député qui, chaque 24 avril, journée souvenir du génocide, interroge le gouvernement sur son action vis-à-vis de la Turquie. Le PCF, auteur d'une proposition de loi sur la reconnaissance du génocide, insiste, évidemment, sur la mise en cause du régime d'Ankara et du comportement de ce pays membre de l'OTAN. M. Santini, enfin, a déclaré positif le vote, soutenu par la France à la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, du rapport Whitaker sur le génocide, qui mentionne celui des Arméniens.

En fait, sur les aspirations propres aux Arméniens dans leur ensemble, il y a, aujourd'hui, unanimité des partis politiques. Ces derniers sont tous favorables à ce que l'enseignement de la langue arménienne, déjà introduit, soit développé dans les lycées et, dans les universités des régions où vit cette communauté. Ils approuvent le souhait d'un enrichissement des relations entre la France et la République soviétique d'Arménie, « seul foyer national arménien » existant aujourd'hui, étant entendu que l'ouverture d'un consulat à Erevan doit, selon M. Devedjian, s'accompagner de la revendication de la liberté de circulation pour les citoyens de l'Arménie soviétique. Tous, enfin, estiment que le génocide de 1915 doit être reconnu sur un plan international et par les autorités d'Ankara.

Autre chose est de savoir dans quelle mesure cette exigence doit conditionner les relations entre la France et la Turquie. Pour les communistes, c'est simple ; pour les autres, c'est à voir.

P. J.

LA FAIT FRANÇAIS dans le monde

LA FRANCE 3^e SUPERPUISSANCE.

Les Anglo-Saxons, les Russes et nous, influence de la France dans le monde : culturelle, linguistique, économique, financière et scientifique. Données, tableaux de poids : les armes, les changes et les politiques. Édition : 2^e édition nationale actualisée (tous secteurs).

DOM-TOM, l'Afrique et les 40 pays d'expression française. 160 pages, 200 fr.

FRANÇOIS DE PREUIL

CHATEAU DE PREUIL

49560 NUEL-SUR-LAYON

Enfin les éditions, les politiques et les militaires commentent à l'actualité. Il y a, dans ce livre, une page pour l'actualité, la culture, la science, la littérature et l'histoire. Mais le plus intéressant est de voir l'actualité commentée par la Nouvelle-Calédonie, quel que soit son statut, de même dans la République.

AVANT TRAVAUX
PAR AUTORISATION PREFECTORALE (loi du 30.12.1906)

LIQUIDATION TOTALE

VENDEMI 7, SAMEDI 8 MARS
DIMANCHE 9 mars, et jours suivants...

MANTEAUX VISON			
Vison pastel	38750	14500	Vison dark
Vison dark	32750	23800	Vison pastel
Vison dark	28750	16850	Vison dark
MANTEAUX			
Ragondin	8450	4800	Marmotte
Castor couleurs	14750	7850	Zorinos
VESTES			
Castor longs poils	10350	6450	Mouton
Loup et Renard	12850	6350	Renard d'Asie
Vison (petites tailles)	9750	4650	Renard roux
Opossum	6750	4850	Vison dark
Marmotte	14750	9600	Mouton
Renard bleu	7350	3850	Chevrette
galonné	14750	8250	Vison Kohi-noir hstré

Manteaux longs du Soir			
Vison pastel blanc	85000	35000	Vison luninaire
Renard roux, noir	75000	30000	Lynx
Int. Castor	8750	4200	Vison dark
Pelisses			
PELISSES Whipcord, int. LAPIN, col Mouton	14350	6500	
PELISSES hommes, int. LAPIN col Opossum	4450	2350	
ANORAKS	3250	1450	5850
Agneau réversible	3250	1450	3250
HAUTE FOURRURE			
Vison Blackglama	85000	55000	14350
Chat Lynx	145000	75000	4450
Pékan	72350	35000	5850
Zibeline	120000	55000	3250
MANTEAUX			
Vison blanc	75000	48000	14350
Lynx canadien	110000	65000	4450
Castor Oyster	51850	27000	5850
et Renard	42050	28750	3250
Vison tourmaline	42050	28750	3250
VESTES			
Vison dark Saga	36750	24500	

BOLEROS
Vison blanc 18750 13000

FOURRURES GEORGE V

40, Av. George V. Paris. 8^e

Magasin ouvert sans interruption de 10h. à 19h.

مَكْرَا مِنْ الْأَصْلِ

OUTRE-MER

Empoignades en tout genre

A l'exception de la Martinique, où l'union de la gauche (qui a provoqué celle de la droite) apparaît comme une exceptionnelle bizarrerie dans le contexte politique national, le scrutin du 16 mars se caractérise, dans les territoires et les départements d'outre-mer, par une série d'empoignades en tout genre.

C'est en Polynésie française, où l'empire de M. Gaston Flosse, président du gouvernement territorial, provoque des réactions de plus en plus vives de la part de ses adversaires, et à la Réunion, où une nouvelle génération d'élus locaux secoue le cocotier, que

les rivalités ont suscité le plus grand nombre de listes législatives (sept ici et là). En Nouvelle-Calédonie, en revanche, la course est moins d'avance puisque le FLNKS a déclaré forfait en se prononçant pour un « boycottage passif » des élections, laissant le champ libre à la liste de Rassemblement pour la Calédonie dans la République dirigée par le député RPR sortant, M. Jacques Lafleur. La liste indépendantiste modérée formée par le mouvement LES (Libération kanake socialiste) et celle de M. François Noé, chef de file des Pins, en rupture avec le Front national, ne parais-

sent pas en mesure d'empêcher le RPCR - allié aux partisans locaux de M. Le Pen - d'enlever les deux sièges à pourvoir.

Dans trois archipels, le vote aura lieu, comme auparavant, au scrutin majoritaire uninominal à deux tours. A Mayotte (1 siège), le député sortant, M. Jean-François Hory (MRG), s'est effacé devant l'arrivée d'un ancien conseiller de M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République, M. Henry Jena-Baptiste (CDS), d'origine martiniquaise, qui combattra la liste de l'UDF, en concurrence avec quatre autres

listes, dont une du RPR. A Saint-Pierre-et-Miquelon (1 siège), le député apparenté socialiste sortant, M. Albert Pen, maire de Saint-Pierre, subira l'assaut de quatre concurrents. A Wallis-et-Futuna, le député RPR sortant, M. Benjamin Brial, voit son siège convoité par trois autres candidats.

Dans les quatre DOM (Guadeloupe, Guyane, Martinique, la Réunion), les élections régionales marqueront le renouvellement des assemblées déjà élues au suffrage universel et à la proportionnelle en février 1983.

Polynésie française: contre la « République fée »

De notre envoyé spécial

Papeete. — Un drapeau, une langue : toute la différence. L'un, rouge et blanc avec, au milieu, une pirogue polynésienne symbolisée, flèche, sur un pied d'égalité, à côté du drapeau français. L'autre, cette mélodie sirupeuse que chuchotent, en signe de bienvenue, trois Polynésiens torse nus. Ainsi accueilli, le visiteur qui débarque à l'aéroport de Faa'a, sur l'île de Tahiti, doit oublier ses lectures. S'évader de toute cette littérature qui, depuis les *Immémoriaux*, de Victor Segalen, nous conte cette perte d'identité qui fait Tahiti frêle et ambiguë, frauduleusement charmante sous un exotisme de commande.

Sans doute. Mais quel territoire français d'outre-mer bénéficie aujourd'hui, de ces deux symboles, l'unité linguistique et l'emblème national, qui disent une communauté et un territoire ?

Et, pour forcer la différence, il y a aussi le fonctionnement de la police de l'air et des frontières qui vous assaille de questions insolites, avec cet accent dénotant le « demi », mi-Polynésien, mi-Européen. « Journaliste ? Vous êtes invité par qui ? » « Par personne. » « Mais vous allez écrire des articles sur quoi ? » « Je ne sais pas, je verrai. » « Vous vous foutez de moi, ou quoi ? Il faut une autorisation ici pour faire des reportages, c'est un territoire ! »

Comment ne pas être convaincu, alors, que la Polynésie française, régie par un nouveau statut d'autonomie interne depuis septembre 1984, a bien désormais son statut-quo ? Comment ne pas pressentir l'émergence d'un pouvoir local, par-delà les liens de dépendance économique et stratégique, que résume le Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP), la bombe et l'argent qui l'accompagne, fabriquant depuis les années 60 l'aisance artificielle de Papeete ? Comment, surtout, trouver meilleur cliché pour introduire ce sur quoi l'on est justement venu enquêter : l'irrésistible ascension de M. Gaston Flosse, président du gouvernement territorial, député RPR à l'Assemblée européenne.

Sus à l'affairisme, au pouvoir personnel, voire à la dictature ! Divisée, partant à la bataille en ordre dispersé — deux listes indépendantes, quatre autonomistes, l'opposition n'en entonne pas moins le même refrain. Le procès est à la mesure du enjeu : deux sièges de députés certes, mais aussi l'Assemblée territoriale, dissoute avant le terme prévu, 1987, à la demande de M. Flosse, dont la majorité s'effritait, et pour laquelle on votera donc aussi le 16 mars.

Régnait politiquement ? Excès du verbe électoral ? Pas tout à fait. Car l'opposition dispose d'un tout nouveau procureur général qui ne peut être assimilé à la classe politique traditionnelle, volontiers versatile. A trente-sept ans, M. Quito Braun-Ortega vient d'entrer en politique, aux côtés de trois vieux routiers, MM. Emile Versaudon, Milou Elib et Jacques Graña, sur une liste d'Union pour la Polynésie française. La biographie de cet homme d'affaires prospère, favorable dans le passé à M. Flosse, n'en fait guère un extrémiste.

« Gaston Flosse était mon instituteur, je me rappelle encore des paires de claques qu'il m'a données », confie-t-il, en souriant, dans son luxueux bureau du port de Papeete, dont il est l'un des administrateurs. Mais l'ancien élève a d'autres griefs, plus essentiels : « La politique économique du territoire est d'abord à intérêt personnel. Il y a pourtant urgence : trois mille jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail et seulement deux tiers à la moitié trouvent un emploi. Si ça continue à ce rythme, dans cinq ans, nous aurons une révolution. »

Fin janvier, à la tribune du congrès de l'Union pour la Polynésie française, « Quito » lance sa croisade, sans fioritures : « Si les Polynésiens acceptent de suivre cet avenir jusqu'au bord du précipice, alors cet homme assouffé de pouvoir et d'argent les poussera jusqu'au fond du gouffre. Nous savons tous,

en effet, que Gaston Flosse veut l'indépendance et que celle-ci nous mènera à la misère et à la tyrannie au à la révolution. (...) Imaginez ce que deviendrait alors la Polynésie : une République banane — ou plutôt une République fée — comme certaines dictatures africaines. »

C'est à s'y rien comprendre. Voici que les formations autonomistes d'hier, combattues par un Gaston Flosse, vilipendient aujourd'hui un indépendantisme masqué en la personne de M. Flosse, président du gouvernement territorial. Renversion des symboles : l'opposition plaide la « pause institutionnelle », l'application stricte du nouveau statut — mais rien que le statut, — tandis que M. Flosse plaide, lui, le caractère « évolutif » dudit statut.

C'est qu'il va vite, M. Flosse. Le 7 novembre 1985, devant l'Assemblée territoriale, il abat ses cartes. Après avoir vanté « la volonté du peuple polynésien de prendre en main résolument les destinées de notre pays », il plaide « l'approfondissement et l'amélioration » de l'autonomie interne. Qu'est-ce à dire ? Tout, sauf « la défense, la justice, la monnaie et la plus grande part des relations extérieures [qui] doivent seules demeurer de la compétence de l'Etat ».

Tout et encore plus : « Allons même encore plus loin (...). Est-il inconcevable d'imaginer (...) un type d'organisation dans lequel cette double compétence, l'Etat et le territoire, serait exercée par le président du gouvernement territorial ? (...) Enfin la clé de voûte de l'édifice institutionnel, telle que la connaît notre majorité, me paraît être l'élection du président du gouvernement au suffrage universel direct. Car nul n'est mieux placé que le peuple polynésien pour dési-

gner sans intermédiaire le président de la Polynésie française. »

L'opposition n'en est toujours pas revenue : un Flosse élu au suffrage universel, cumulant les prérogatives de l'Etat et de territoire ! Le leader du Tahora Huiatira (Rassemblement populaire) a ainsi pris une longueur d'avance. Aussi M. Flosse reste-t-il serin sous les attaques : « Un ban statut d'autonomie interne, avec des compétences élargies, c'est le moyen de consolider les liens avec la France », explique-t-il, en assurant que « M. Chirac et d'autres responsables du RPR sont d'accord avec mes arguments ».

Quant aux critiques personnelles, aux accusations d'affairisme, à ces sobriquets dont l'opposition le gratifie — « Flocasse », « Monsieur 10 % », — il les balaye d'une pichenette : « Ils calament, sans preuves. Cela ne me dérange pas, aucun autre parti ne peut rivaliser avec nous. »

Organisée à l'américaine, gadgets gratuits en prime, le dernier congrès du Tahora impressionne en effet. T-shirts, ballons, badges, sièges : tout ici est orange, la couleur du fœi, emblème du rassemblement, un régime de bananes à cuire. FEI, ce sont aussi les initiales d'une des dernières créations du gouvernement territorial : Fonds d'entraide des îles, qui distribue aides, équipements, fournitures aux archipels désertés, ceux qui, au-delà des îles du vent (Tahiti et Moorea), forment sans doute la décision électorale. La mauve tombe, c'est le FEI qui régit, or le fœi, la couleur orange, c'est M. Flosse et son Tahora... Une habileté qui, pour l'opposition, est à elle seule un programme, la preuve de l'irrésistible marche de la « République fée ».

EDWY PLENEL.

POINT DE VUE

Inventer une politique nouvelle

par CLAUDE MEINDOUSSE (*)

OUTRE-MER, la constat de l'état économique et social est rattaché et ambigu, tandis que le contexte politique est marqué par la pérennité lancinante de la question de l'indépendance. La réponse à apporter à cette situation doit être réaliste, logique et morale.

Il convient, en effet, de tenir pour permanentes l'irréductibilité de la sensibilité indépendantiste qui existe en chaque individu, et donc de la frange indépendantiste extrémiste qui l'exprime : l'insupportable déni de la nation à opérer le double rattachement de l'appareil économique qui permettrait de ramener à des chiffres voisins de ceux de la métropole les taux de sous-emploi outre-mer, et du système de protection sociale, domaines dans lesquels on constate que le décalage avec la métropole n'a cessé de croître ; le vote majoritaire des habitants de l'outre-mer de demeurer citoyens français.

A partir de ces données, deux conclusions essentielles peuvent être tirées :

— La première est que l'indépendance ne peut être fixée comme l'aboutissement d'une politique sauf qu'il s'agit de modifier au préalable les dispositions constitutionnelles qui permettent de « l'octroyer » sans l'accord préalable des « populations concernées ».

— La seconde est que le « rattachement » économique, social et culturel, avec un bout de course l'absorption complète des individus et des collectivités dans l'ensemble national, constitue un égal leurre. Ne serait-ce que parce que la métropole vient de démontrer, depuis quarante ans, qu'elle n'en avait pas la volonté : ainsi qu'il a été noté au sujet des DOM, le décalage s'est constamment accru en ce qui concerne la protection sociale de l'individu, et les dépenses publiques par habitant y sont en 1985 inférieures d'un bon tiers à ce qu'elle sont en métropole.

Il faut donc inventer une politique nouvelle de l'outre-mer et l'articuler autour d'un certain nombre de principes forts.

Il convient tout d'abord de permettre à chacune de ces terres de

sortir, lorsqu'elles le souhaitent, du cadre institutionnel « département » ou « territoire » dans lequel elles se sentent trop souvent enfermées.

Ouvrir et garder en permanence grande ouverte la porte des possibilités. Et ne pas lier le destin d'une terre à un cadre. Encore moins au devenir d'une autre, ou d'autres terres avec lesquelles elle serait censée être liée.

Ainsi, offrir tous les statuts possibles à chaque dda territoire concerné. Allant de la plus profonde intégration à l'autonomie la plus grande avec des retours possibles.

Et inventer à ce stade une ultime étape — avant l'indépendance — pouvant effectivement — pourquoi pas ? — être dénommée « Etat-associé ». Ce statut se caractériserait par le maintien de la nationalité française aux habitants, une compétence résiduelle de l'Etat central en matière de monnaie, de défense, de justice et de relations extérieures. Et le contractualisation complète des rapports en matière de développement. Ce qui implique alors, pour celles des terres qui auront fait ce choix (y en aura-t-il ?), un décloisonnement du système national de garantie et de protection économique et sociale des individus.

Pour la moralisation du système et la clarté des choix, leur véritable liberté et la mise en responsabilité de leur population, il faudra que toute avancée vers plus d'autonomie soit liée à une réduction de l'émiettement de la solidarité nationale. Celle-ci devenant alors de plus en plus contractuelle et inscrite dans la durée.

Chaque terre d'outre-mer pourrait ainsi choisir son statut. Librement négocié entre les parties et entériné par la loi. Seule, la besoule vers l'indépendance continuant à exiger une consultation des « populations concernées ».

On trouvera peut-être que ces brèves réflexions sur le devenir de l'outre-mer français font une part trop large à l'institutionnel, voire donc au politique.

Mais comment ne pas prendre conscience qu'il n'y a d'économie qu'à travers de l'institutionnel. Ne pas se souvenir, par exemple, que la

Guinée était au jour de son indépendance le territoire le plus « riche » de tous ceux de l'Afrique française...

Pour construire demain l'outre-mer, il convient que la nation parle « vrai » et clair. Et que les élites qui, entre-temps, ont assuré le destin de ces territoires cessent de s'accrocher à des mythes : la « sacralité » « départementalisation », la « domination économique et politique des « intérêts » issus des « structures coloniales », « l'exploitation égoïste » des richesses de l'outre-mer, l'unité indissoluble des entités issues de l'histoire...

Depuis 1981, deux progrès marquants ont été réalisés. Le premier tient à la réinsertion dans le jeu politique et institutionnel de la pensée et de l'idéologie de ceux qui pensent l'avenir en termes d'autonomie et d'indépendance.

L'autre a été accompli par la mise en œuvre de la décentralisation qui a confronté l'ensemble des responsables locaux aux diverses réalités... une classe de vrais responsables politiques est en formation.

Parallèlement, une race d'acteurs économiques doit se mettre en place : ce ne sont pas des études et des modèles se greffant sur tous ceux déjà existants, des débats d'ajout à tous ceux qui se sont tenus sur le développement économique qui permettent à celui-ci de féconder l'outre-mer. Mais, la multiplication des agents de développement dans un cadre général de responsabilité et de liberté dans chaque terre d'outre-mer.

Cette mutation passe par l'institutionnel. Par le sentiment que doit avoir chacun de nos concitoyens d'outre-mer qu'il assume librement son destin. Qu'il ne tient qu'à lui de l'orienter différemment ou de jouer, mais avec lucidité et courage, la continuité dans un cadre relevant du droit commun des collectivités locales de la République. En sachant qu'il aura à payer, quelque soit son choix, le prix de ce choix. La nation lui doit une attitude et un langage clairs. Il lui sera redevable en retour d'une réponse précise et sans ambiguïté.

(*) Sous ce pseudonyme se cache un haut fonctionnaire astreint à l'obligation de réserve.

Martinique : l'union presque partout !

De notre correspondant

Fort-de-France. — La Martinique est le seul département français où l'union règne presque partout pour le scrutin législatif. La gauche avait donné l'exemple dès le mois de décembre. Sa liste, emmenée par le maire de Fort-de-France, M. Aimé Césaire, député apparenté socialiste, rassemble le Parti progressiste martiniquais (PPM), les dirigeants de la fédération du PS, les communistes locaux (RCM) et d'autres composantes de la gauche antillaise. Cette entente devrait permettre au maire socialiste de Duca, M. Maurice Louis-Joseph Dogné, d'entrer au Parlement dans la foulée de M. Césaire.

Du coup, la droite martiniquaise, qui se disputait, n'a eu d'autre choix que de faire bloc, à quelques individualités près. C'est le maire de Marigot, M. Michel Renard, qui dirigera la liste de l'union départementaliste. Son élection est assurée. En revanche, celle de son second, M. Jean Maran, maire UDF de Sainte-Lucie, n'est que possible.

L'UDF, allié à certains non-inscrits et même à certains élus RPR, a obtenu en contrepartie que M. Renard ne soit pas aussi tête de liste pour les élections régionales, comme les instances nationales du RPR l'avaient prétendu. Y compris à l'intérieur de son parti, on préfère souvent savoir le bouilliant maire de Marigot à Paris plutôt qu'à son trou-

ver à portée de ses vives interventions quotidiennes. Le RPR a donc choisi comme tête de liste régionale le docteur Pierre Petit, maire de Morne-Rouge, conseiller régional et général.

Mais aux régionales l'électorat de droite sera également courtisé par une liste conduite par le secrétaire départemental de la CGC, M. Emmanuel Argo, député du CDS, qui fait cavalier seul faute d'avoir obtenu une place d'éligible sur la liste RPR-UDF. De même, trois listes indépendantistes sollicitent les électeurs de gauche aux régionales, alors qu'à l'extrême droite le Front national ne participera qu'au scrutin législatif.

ETIENNE MARIE.

Guadeloupe : entre notables

De notre correspondant

Pointe-à-Pitre. — Six listes briguent les quatre sièges de député. A droite, l'ancienne présidente du conseil général, Mme Lucette Michaux-Chevry (div. dr.), fondatrice du LPG (Le Parti de la Guadeloupe), bénéficie du soutien du RPR dans sa concurrence avec le député apparenté UDF sortant, M. Marcel Estrada, qui fait équipe avec le président du conseil régional sortant, M. José Monstache, lequel vient de quitter le RPR, où il était contesté.

A gauche, la situation est aussi conflictuelle. Le PS, qui a récupéré en la personne de M. Félix Protop (douzième sur la liste régionale) un ancien dissident, a choisi pour tête de liste aux législatives le député sortant, M. Frédéric Jaton, maire des Abymes, secondé par le président du conseil général, M. Dominique Larilla, qui dirige la liste régionale. Du côté du Parti communiste guadeloupéen (PCG), le calque est le même. Le député sortant,

M. Ernest Moutoussamy, se trouve en première position sur la liste législative et en seconde sur la liste régionale, que conduit M. Jérôme Cléry, maire de Basse-Terre et vice-président du conseil général.

En marge de ces querelles de notables, l'électorat de gauche est également sollicité par une liste intitulée « Culture et développement » constituée par un pied-noir, profes-

seur de philosophie, M. Laurent Farrugia, qui s'adresse aux « créolophones » et autres intellectuels.

La seule nouveauté est la participation au scrutin d'une liste du Front national dirigée par M. Rémy de Heinen, pilote de ligne, exerçant dans l'île de Saint-Barthélemy. Comme prévu les indépendantistes boycottent le scrutin législatif.

ALAIN GILLES.

La Réunion : les vieux travers

De notre correspondant

Saint-Denis. — MM. Paul Vergès, Michel Debré, André Thien-Ah-Koon : c'est le trio gagnant réunionnais pour les législatives, que donne la proportionnelle, avant même le scrutin. Les choses seraient donc simples si la loi n'avait pas créé deux postes de député supplémentaires dans le département. Cette nouveauté brouille les cartes et fait ressortir de manière criante les travers de la vie politique locale avec sa dose de paternalisme ou de clientélisme. Ne voit-on pas, en effet, certains candidats organiser des tombolas gratuites pour faire gagner des montres à l'issue des réunions publiques ?

Fait sans précédent dans l'île, la campagne électorale envahit le marché publicitaire. Par pages entières dans les journaux ainsi que sur les ondes des radios privées, l'opposition, et la gauche soignent leur image de marque. Le nouveau « look » tropical, c'est « La droite sympa », slogan de la liste France-Réunion-Avenir (FRA), menée à l'américaine par un bariste sans investissement de M. Raymond Barre, M. Thien-Ah-Koon, maire du Tampon. Mais les effets de vocabulaire cachent au détour d'un champ de cannes de féroces luttes d'influence. A droite comme à gauche, on s'empoigne avec frénésie.

Basculement

Dans l'opposition, un basculement s'opère entre deux générations d'hommes politiques. Etape fébrile d'une guerre ouverte où les amis d'hier deviennent les pires adversaires du jour. « Debré assassine la démocratie », « Debré-Marcos-Papa Doc même combat » proclamaient lundi 3 mars des banderoles devant les grilles de RFO-Réunion assaillies par les partisans de M. Thien-Ah-Koon (le Monde du mardi 4 mars). Slogans communistes ? Le PCR ne les rendrait pas, mais ils provenaient en vérité des sympathisants de la liste concurrente de celle de l'union RPR-UDF.

L'ancien premier ministre contre-attaque en criant à la trahison et renvoie pêle-mêle anciens giscardiens ou baristes dans le camp des « séparatistes ».

A gauche également, le couple PCR-PS ne file pas le parfait amour. Depuis trois ans, les communistes réunionnais s'achèment à se démarquer de leurs anciens alliés socialistes. Mais la formation dirigée par M. Vergès subit le contrecoup de la politique qu'elle a cautionnée pendant deux ans, et, surtout, elle doit faire face aux attaques, aussi bien internes qu'externes, suscitées par

l'attitude du secrétaire général du parti tendant à imposer ses deux fils (Laurent et Pierre Vergès) sans lien avec les législatives et les régionales) à des postes-clés.

Isolée face aux critiques de l'opposition et du PCR, la fédération socialiste est à la recherche d'un second souffle. Les socialistes locaux sont ceux qui ont le plus à perdre. En effet, après avoir recueilli seulement 17,85 % des voix au premier tour des législatives de juin 1981, ils avaient réussi à faire élire M. Wilfrid Bertille au second tour, grâce à l'union de la gauche et au ralliement de certains maires de droite au candidat socialiste après que celui-ci se fut engagé à défendre le statut départemental de l'île. Aujourd'hui, leurs handicaps sont tels que la réflexion de M. Bertille devient problématique.

Régionales : l'enjeu principal

La bataille pour les régionales a pris de toute façon le pas sur les législatives. Instrument de la décentralisation, le conseil régional a aujourd'hui la main sur les grands rouages de l'économie et gère un budget de 738 millions de francs. La présidence du conseil régional, Mario Hozar (Ea au bénéfice de l'âge en 1983) s'achève dans une atmosphère assez confuse, et les prétendants au fauteuil — M. Marc Gérard pour la liste RPR-UDF et M. Pierre Lagourgue pour la liste FRA — ne se font pas de concessions. L'avantage est pour l'heure en faveur de M. Lagourgue (ancien député), actuel premier vice-président, dans la mesure où communistes et socialistes lui accordent quelque sympathie.

ALIX DJOUX.

Guyane : chacun pour soi

La Guyane aura cette fois deux députés. Le député apparenté socialiste sortant, M. Elie Castor, président du conseil général, conduit la liste formée par la principale composante de la gauche locale, le Parti socialiste guyanais (PSG). Il s'opposera à une droite d'union puisée par son secrétaire départemental, M. Paulin Bruné, qui concurrencera, au nom de l'UDF, M. Serge Paillet, conseiller général UDF de Kourou. Les indépendantistes guyanais ne participent qu'aux élections régionales.

هكذا من الأصل

... des élus de l'UMP. A Saint-Pierre, ...
... des élus de l'UMP. A Saint-Pierre, ...
... des élus de l'UMP. A Saint-Pierre, ...

presque partout

... des élus de l'UMP. A Saint-Pierre, ...
... des élus de l'UMP. A Saint-Pierre, ...
... des élus de l'UMP. A Saint-Pierre, ...

entre notables

... des élus de l'UMP. A Saint-Pierre, ...
... des élus de l'UMP. A Saint-Pierre, ...
... des élus de l'UMP. A Saint-Pierre, ...

union : vieux travers

... des élus de l'UMP. A Saint-Pierre, ...
... des élus de l'UMP. A Saint-Pierre, ...
... des élus de l'UMP. A Saint-Pierre, ...

... des élus de l'UMP. A Saint-Pierre, ...
... des élus de l'UMP. A Saint-Pierre, ...
... des élus de l'UMP. A Saint-Pierre, ...

... des élus de l'UMP. A Saint-Pierre, ...
... des élus de l'UMP. A Saint-Pierre, ...
... des élus de l'UMP. A Saint-Pierre, ...

Guyane chaque jour

... des élus de l'UMP. A Saint-Pierre, ...
... des élus de l'UMP. A Saint-Pierre, ...
... des élus de l'UMP. A Saint-Pierre, ...

DÉFENSE DE LIRE "CHARITÉ BUSINESS" SOUS PEINE DE MORT

"Charité Business est un ouvrage profondément raciste"
HITLER

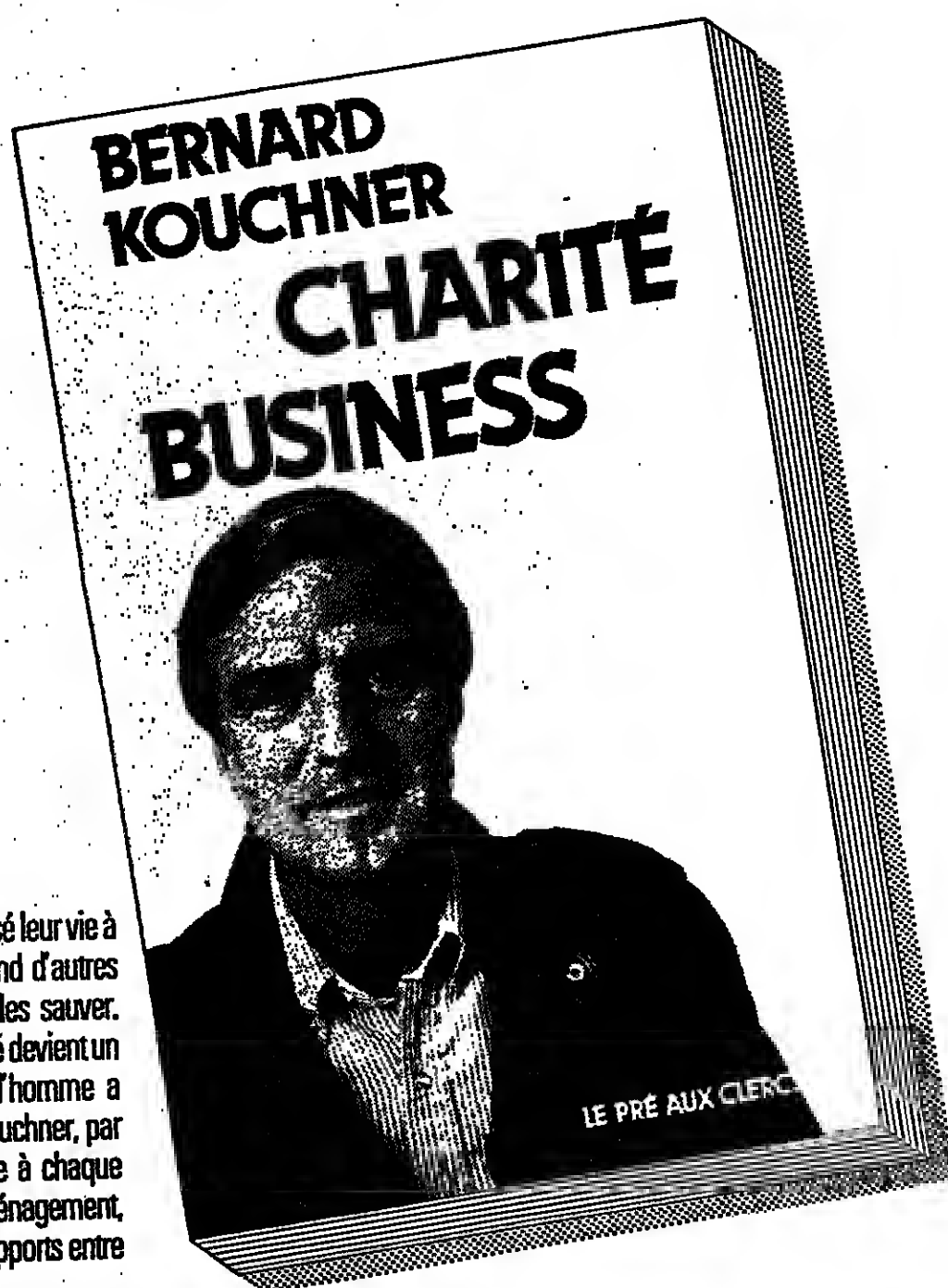
"Le livre de Bernard Kouchner est une insulte à la vie"
EICHMAN

"Cet ouvrage est l'œuvre d'un fou dangereux"
NERON

"Ce livre est une atteinte aux droits de l'homme"
STALINE

"Jeanne d'Arc, Bernard Kouchner, même bucher!"
L'EVEQUE CAUCHON

"Bernard Kouchner est un animal sans morale"
SOMOZA



Il y a des hommes qui ont passé leur vie à prendre celle des autres, quand d'autres hommes passent leur vie à les sauver. Aujourd'hui, même si la charité devient un business, elle reste ce que l'homme a inventé de mieux. Bernard Kouchner, par ses phrases qui font mouche à chaque ligne, nous emmène sans ménagement, voir l'incroyable réalité des rapports entre les hommes.

Bernard Kouchner sera l'invité du Journal inattendu sur RTL, samedi 8 mars à 13 h.

LE PRÉ AUX CLERCS

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

POLITIQUE

M. MITTERRAND A « L'AUTRE JOURNAL »

« Ce que nous avons fait depuis 1981 permettra à la gauche de gouverner durablement »

L'Autre journal du mercredi 5 mars publie la deuxième partie de l'entretien que M. Marguerite Durand et M. François Mitterrand ont eu le 23 janvier (le Monde du 28 février).

M. Mitterrand remarque : « La France a été généralement à droite, conservatrice. Parfois elle se prend de passion pour la gauche, quand ses besoins profonds sont trop désemparés, contrariés par la société conservatrice. Alors les verrous sautent. Cela arrive de temps en temps, mais pas souvent. Ce que nous avons fait depuis 1981 permettra à la gauche - c'est un des objectifs que je recherche - de gouverner durablement. Les Français s'habituent à considérer qu'il y a des changements qui sont sains, une ouverture d'esprit qui est bonne, qui est heureuse pour tout le monde, et qu'il y a, en face, des intérêts qu'il faut juguler. Vous vous souvenez des 200 familles en 1936, ça avait fait image, ça avait cristallisé l'opinion de gauche. Eh bien ! des premiers gestes de l'opposition d'aujourd'hui, peut-être le premier, - ça paraît insensé, - serait, si elle gagnait, de récupérer aussitôt 10 à 15 milliards sur l'impôt et de les remettre dans la poche des 100 000 Français les plus riches. C'est dérisoire ! C'est ridicule ! Faire une erreur psychologique aussi lourde ! Comme ce ne sont pas des gens sots, et que les politiques qui prennent ces décisions ne sont pas les milliardaires en question, c'est donc qu'il y a autre chose, un respect de la puissance de l'argent ou une soumission. La France conservatrice ne fait pas le détail. »

A propos de la Commune de Paris, M. Mitterrand estime que

c'était « à la fois magnifique et désolant. Quand on a l'armée de Thiers en face de soi et qu'on s'est pas fichu d'avoir deux canons au même endroit parce qu'il faut que les sections violent, et qu'aucune section, naturellement, ne veut se défaire de son canon, comment élaborer une stratégie ? J'aimerais bien que la gauche se pose quelquefois le problème ! »

Le chef de l'Etat consacre une longue partie de l'entretien au racisme et à l'immigration. Il déclare : « Le Psa, il exprime ce qu'il pense, certainement. A partir de là, il exploite une situation par démagogie : pour conquérir le pouvoir, il emploie n'importe quel moyen, n'importe quel argument. Par exemple, il constate qu'il y a une certaine intolérance à des réalités vécues. Le grand ensemble, à l'époque du Ramadan, où l'on entend par les fenêtres, la nuit, une musique lancinante, cela provoque des irritations. On n'a pas les mêmes habitudes, pas les mêmes mœurs, pas les mêmes horaires, et le voisinage exaspéré. Le démagogue constate cette situation et cherche à en tirer avantage. Il trouve une audience là où ce voisinage est ressenti comme difficile. Et l'insécurité, phénomène propre aux villes, aux entassements humains - et non pas phénomène propre à l'origine sociale des gens, - permet une exploitation sans vergogne. »

Il affirme : « Il y a très peu d'excès racistes en France. Il y a des minorités raciales mais elles débordent rarement sur le reste de la nation entière... »

La France, dit le président, « est un pays qui absorbe. Il absorbe tout. Et de ce qu'il absorbe il fait quelque chose d'original. Une catalyse, c'est toujours extraordinaire. Vous savez, moi, je ne m'inquiète pas du tout des apports extérieurs de populations, je n'ai pas du tout l'impression que va s'échapper je ne sais quelle valeur - d'ailleurs vague - qui serait l'âme française. L'âme française, elle est faite de ça aussi, de ces apports, et c'est très bien. Elle a une force en tant que telle qui fait que les autres se fondent en elle, très vite. Je sais qu'on dit que c'est vrai pour des volants comme les Italiens, les Espagnols, les Portugais, mais que ça n'est pas vrai des autres. Nous n'avons pas, en effet, de problèmes avec cette immigration-là, la plus nombreuse. On n'y pense même pas. Mais on dit : « les Nord-Africains, les Maghrébins, c'est autre chose (...). C'est peut-être autre chose, ça sera plus lent, mais je ne vois pas pourquoi il y a un casus ne se produirait pas. Il y a, c'est évident, des faits de civilisation, de religion, de mentalité, qui retardent la fusion, l'absorption. Mais elle est inéluctable. C'est pour cela que je ne m'effraie pas du tout. C'est normal, pour les Portugais, que l'intégration aille aussi vite : ça fait des siècles, et même des milliers d'années, qu'on se fréquente. Il y a eu mille frottements. Nos langues ont la même origine romane. Et puis nous avons la même tradition religieuse. Pour les Arabes, il faudra peut-être une ou deux générations de plus ; mais ce n'est pas dramatique, par rapport à la suite des temps. »

VINGT-TROIS ASSASSINATS DU GAL DEPUIS 1984 AU PAYS BASQUE FRANÇAIS

Les « bavures ordinaires » de truands au rabais

Un membre présumé du GAL (Groupe antiterroriste de libération), Alain Dossange, vingt-six ans, a été condamné, le mercredi 5 mars, à trois ans de prison ferme pour tentative d'évasion par le tribunal de grande instance de Pau.

Repéré pour avoir participé à une tentative d'attentat contre un artisan de Saint-Jean-Pied-de-Port, il avait tenté de s'évader le 1^{er} février 1985.

De notre envoyé spécial

Bayonne. — Cinq bombes, au même instant, dans la nuit : à cette réplique-là, nul ne s'attendait. La nuit, ici, était devenue comme une salle habitée. De famille en famille, le Pays basque se soulevait en attendant la « saison » touristique sacrée-sainte, qui ne s'annonce pas trop mal. Greffiers obligés du carnage, policiers, magistrats et observateurs entreprenaient leur sanglante comptabilité : en deux ans, les tirs du GAL (Groupe antiterroriste de libération) ont laissé derrière eux vingt-trois cadavres, dont huit complètement étrangers à la question basque.

Nul ne supposait donc que le meurtre, le 17 février, de Catherine Brion, seize ans, et de Cristobal Machicote, berger, soixante ans, déclencherait en retour une « suite hile » des nationalistes basques français d'Iparratarrak. Ce double meurtre, après tout, était une bavure ordinaire. Tout autant que l'assassinat, le 1^{er} janvier 1984, d'un employé de la SNCF, Jean-Pierre Lebe, on le 29 mars 1985, d'un palissadeur, Benoît Pécastaing, seulement coupable de s'être arrêté dans un bar fréquenté par des réfugiés espagnols.

Une bavure si ordinaire ! Ce soir-là, Catherine Brion, étudiante parisienne en mal de retour à la terre, et

D'autre part, l'organisation clandestine Iparratarrak a revendiqué les cinq attentats commis dans la nuit du 2 au 3 mars, et annonce la poursuite de la « lutte armée » pour l'indépendance du Pays basque.

Ces attentats faisaient suite à la double « bavure » meurtrière du GAL, qui a coûté la vie, le 17 février, à une adolescente et à un berger de soixante ans. Ces deux meurtres portaient à vingt-trois le nombre des victimes du GAL depuis deux ans.

Cristobal Machicote n'en veut, dans le petit village de Bidarray, signer les brebis. Sur un chemin creux, des teneurs embusqués - deux ? - s'apprentent à repartir, après avoir guetté en vain, tout l'après-midi, le retour d'un réfugié espagnol qui habite une maison voisine.

Des villageois, dans la journée, ont pourtant repéré le manège des teneurs. A plusieurs reprises, la voiture, immatriculée en Espagne, a traversé le village. Mais nul ne s'en est inquiété, derrière les murs blancs. Parents et proches des réfugiés traversent couramment la frontière pour leur apporter des vivres. Dans ces villages frontaliers, on est habitué au manège des contrebandiers et des passeurs, et le manège est une règle de bon voisinage.

Donc, le carnage. Les teneurs brochant leurs armes sur la 2 CV. Le berger et l'adolescente meurent sur le coup et on leur fait un bel enterrement. Sans ministre. Sans préfet. Sans même un vague attentat de sous-préfecture. Pas davantage que Jean-Pierre Lebe ou Benoît Pécastaing, ces deux-là

Une « bravade »

Survenant quelques semaines après cette première remembrance officielle de leurs amis espagnols, la nuit blême d'Iparratarrak apparaît comme une bravade au « grand

AU BAR BATXOKI

« Nous avons notre train à 21 h 25 : il a donc fallu tirer... »

De notre correspondant

Bayonne. — Le Groupe antiterroriste de libération (GAL) ne fait plus recette. Les succès de la police judiciaire, le courage des passants, qui n'hésitent pas à poursuivre les assassins en fuite, vingt-deux tueurs à juger aujourd'hui en prison : les commanditaires espagnols ont dû mal à recruter. Les tristes français et les amis de l'OAS et du SAC qui composaient, depuis 1975, l'essentiel des commandos anti-basques refusent aujourd'hui les contrats qui leur sont proposés.

Il faut aller loin pour trouver des vocations, là où la nouvelle des échecs successifs du GAL n'est pas encore parvenue. Les « pistoleros » qui ont fait feu, le 8 février à Bayonne, puis, cinq jours plus tard, à Saint-Jean-de-Luz, étaient des Portugais. Ainsi, par exemple, Paolo Figueiredo, né en Angola il y a vingt-cinq ans, stylo paracritique, cheveux ras, il ne s'explique toujours pas sa présence à la prison de Gradignan : « L'homme qui m'a contacté, moi, et mes trois copains, nous a bien assuré qu'il s'agissait d'une mission semi-officielle, et que la police française fermerait les yeux. Il ne s'agissait alors que d'enlever des individus dangereux. C'est seulement quelques heures avant de réaliser le contrat qu'on nous a

dit qu'il fallait tuer. Nous avons traversé toute l'Espagne. Il était difficile de reculer. »

Pourtant, Paolo Figueiredo et ses amis reculent : dans le bar désigné par leur « contact » de Bayonne, trop de femmes et d'enfants. Ils reviennent donc bredouilles vers leur commanditaire de Saint-Sébastien, « ils nous a traités de mancoes [pédérastes], racontent-ils au juge d'instruction de Bayonne. Finalement, on a accepté de repartir le lendemain soir. Au bar Batxoki, il y avait aussi une femme et des fillettes. On a attendu qu'elles s'en aillent. Mais l'heure tourne, et nous avions notre train à 21 h 25. Il a donc fallu tirer... »

Bilan : six blessés, dont le vœu d'un réfugié basque, Juan Otegui, tué par le GAL six mois plus tôt, et sa fille âgée de quatre ans.

Le 13 février, ils rejoignent à Saint-Jean-de-Luz. Pas tous, car l'un des membres du commando a « craqué ». Paolo Figueiredo rentre d'abord seul dans le bar de la Consolation pour s'assurer de la présence de leur cible. Puis il revient quelques instants plus tard avec ses deux complices, mais ils sont alors à la porte, en couverture. Quand, 2 kilomètres plus loin, près de la gare, des policiers l'interceptent, il ne tente même pas de s'enfuir.

PHILIPPE ETCHÉVERRY.

e'aurait eu droit à la compassion de la République. La guerre sale.

Des bavures devenues ordinaires depuis que les succès policiers contre le GAL - trente arrestations - ont obligé les commanditaires des assassinats à recruter des truands au rabais, « rouleurs de mécaniques de bars de la zone. Fini le temps des « contrats » précis, visant des dirigeants d'ETA dûment identifiés, passés à des « professionnels », maraudeurs en bordelais. Pour quelques dizaines de milliers de francs, le GAL recrute aujourd'hui des demi-séjournés qui oublient leur blouson dans leur chambre d'hôtel, avec leurs papiers d'identité, et s'enfuient à pied après les fusillades.

Le « front unique »

Après ce double meurtre, on s'attendait, bien sûr, aux inevitables - et à peu de choses près, interchangeables - communiqués indignés, comme un seul homme, pointue chaque flambée de violence en Pays basque. On s'attendait à quelques jours d'effulgence parmi les abertzales (patriotes), militants, côté français, de la cause basque. Eventuellement à une riposte de l'ETA, là-bas, à Victoria ou Bilbao, mais guère plus. De cette guerre que se livrent l'ETA et certains services de police espagnols, - commanditaires probables du GAL en dépit de leurs dénégations - des deux côtés de la Bidassoa, les clandestins français d'Iparratarrak étaient toujours restés à l'écart.

Les quelque huit cents réfugiés espagnols de l'ETA eux-mêmes, soucieux de préserver leur « sanctuaire » du Pays basque nord, ne cachent pas leurs réticences à voir le « petit frère » d'Iparratarrak troubler ce sanctuaire. Pour la première fois, aussi nettement, ils l'ont même publiquement exprimé voici quelques semaines, dans un communiqué

frère ». Pour la première fois, les papiers de bombes français font, tout à fait explicitement, référence, dans leur tract de revendication, aux « sinistres meurtriers » du GAL. Et les victimes des attentats se comptent exclusivement parmi les « complices » de ce dernier.

« Ancien membre de l'OAS, barbouze du SAC », voilà pour M. Simon Eliotche, ancien joueur de pelote basque et qui avait le tort de ne pas cacher ses opinions antinationalistes. Sa porte a été souillée par une bombe lors d'un rassemblement, bienveillant à l'égard du GAL : « Voilà pour les deux policiers dont les véhicules personnels ont été vus ».

Enfin, « les notables politiques qui se livrent à des déclarations ignominieuses justifiant quasiment les attentats du GAL » : voilà pour M. Jean-Pierre Destradre, député (PS) et pour le RPR, dont les personnalités ont subi des dégâts. « S'en prendre au PS, ici, alors qu'en Espagne nous ne l'avons jamais osé, quel sang dans la vide ! », s'indigne un réfugié espagnol.

Ces attentats surviennent enfin à moins de deux semaines d'un scrutin où la branche légaliste du mouvement présente, sous le sigle EMA (Ezkerreko mugakideak abertzaleak), des listes aux élections législatives et régionales. EMA, qui se refuse à condamner ces attentats, se trouve ainsi placé dans une situation pour le moins ambiguë. M. Destradre a pu manquer de l'exploiter en accusant ouvertement EMA d'être à l'origine des attentats. Deux jours plus tard, EMA assignait au tribunal correctionnel de Bayonne. Mais l'ambiguïté des positions d'EMA, dont plusieurs membres adhérents à titre individuel, ne se dissipera sans doute pas par la voie judiciaire.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

Q'ELLES soient régionales, et que tout le monde s'en moque, ou qu'elles soient législatives et suscitent des fiots de paroles et d'images, ces élections sont également déloyales. Car on peut qualifier de déloyal un scrutin dont l'enjeu n'est pas clairement défini. En particulier dans des départements à forte représentation parlementaire, tels que les Alpes-Maritimes (9 sièges), les Bouches-du-Rhône (16), le Loire-Atlantique (10), les Yvelines (12) ou le Nord (24).

Avec le scrutin d'arrondissement (une circonscription : un élu, plus rarement une...), l'électeur sait à quoi s'en tenir. Ou du moins il sait à qui sa voix profite directement. Il le donne (ou il la refuse) à un homme et à une idée (aussi appelée étiquette). Il sait pour quel il vote, et pour qui.

Le scrutin de liste ne permet pas cela. Il affiche l'idée au détriment de la personne, de ceux qui seront chargés de la faire vivre. Plus précisément, encore que sans le dire, un tel scrutin présente, pour chacune des listes, quelle qu'en soit la couleur, trois catégories de candidats : les élus d'avance, les battus certains et les « p'tit bon qu'on, p'tit bon qu'on ». De sorte que, le 18 mars, les Français ne sont appelés à désigner que cette dernière catégorie. C'est ce qui avait permis au Nouvel Observateur du 14 février de donner la liste des « 448 députés déjà élus », sans grand risque d'erreur. Mais combien d'électeurs sauront que leur vote détermine leur choix : que le troisième ou le quatrième de cette liste, dont ils ne sauront peut-être rien, ce qui peut en « arranger certains... » Et comme l'élection de celui-là, l'obscure troisième ou quatrième, peut dépendre d'une poignée de voix, l'électeur ne se prononce que dans les marges. C'est le fusil à tir dans les coins.

Ces remarques n'ont pas grande importance et ne sauraient avoir le moindre effet. Tel n'est d'ailleurs pas leur but. Mais ce n'est pas un scrutin satisfaisant que celui qui n'est pas d'une transparence absolue ; que celui où une vedette permet de « tirer une liste » - selon l'élégante expression en vigueur - sur laquelle figurent parfois des gens dont à aucun prix on n'aurait voulu l'élection et dont on se trouve, tout pensif, l'électeur involontaire.

LES Belges, paraît-il, se passionnent pour les élections qui ont lieu dans leur prolongement méridional. Selon l'hebdomadaire bruxellois Pourquoi pas ?, ils connaissent sur le bout des doigts la géographie électorale française et ses vedettes. Ils voteront même, affirment les sondages, massivement pour le PS, s'ils étaient consultés. Curieux. Quand ils le sont, ils maintiennent leur propre PS à l'écart des affaires de l'Etat. La campagne officielle organisée à la télévision leur permettra de parfaire leurs connaissances. Les acteurs en sont parfois... gauches, d'autres à l'aise à l'excès, d'autres exaspérés, certains émeuvent ; le tout forme une rassurante image du pays français. On peut en rire, ou s'en dire lassé, mais c'est un merveilleux, un réjouissant spectacle démocratique que se donnent à eux-mêmes les Français.

L'art console de la guerre, le palais des infortunes militaires ; y compris de ne pouvoir s'y lancer qu'avec mesure. S'il ne s'exalte

pas dans la guerre, le monarque s'épanouit dans les bâtiments. Au point d'encourir la critique, tant financière qu'esthétique. La première est évidemment la plus facile à bayer. Si l'on avait attendu la prospérité générale pour élever des palais, pour édifier ce qui marque la succession des époques, des styles et de la pensée, l'Hexagone serait peuplé de cahutes, de parkings et de supermarchés ! Ce qui se nomme art, faite d'un terme moins vague, s'est toujours développé au détriment de l'utile, et parfois même du nécessaire. Mais, aujourd'hui ni hier, on ne connaît les excès de Louis XIV qui, en 1685, dépensa pour ses bâtiments la moitié du produit de la taille. Etant précisé que, cette année-là, le plus gros de Versailles est déjà accompli puisque le roi s'y est installé trois ans auparavant.

La critique touchant à l'esthétique est plus embarrassante et, de fait, chacun s'y empêtre. Il n'y a pas de plus vieille bataille, dans l'ordre de l'esprit, que celle de l'art et du goût. Du jour où l'homme s'est mis à créer de l'utile, strictement parlant ; du jour où, se saisissant d'un bréviaire d'art, il a emboufflé un flanc de rocher, pour l'orner, reproduire ou relater, un autre homme s'est penché sur ce rocher... et créa le rocaille. L'envol était pris d'un dialogue de semi-citoyens qui ne prendra fin qu'avec le dernier humain.

Goûts

A-T-ON jamais écrit un livre intitulé les Batailles du goût ? Simon, il faudrait des origines, raconterait, sur ce thème, les querelles, batailles, discussions, bagarres, débats, empoignades, disputes, controverses, différends, polémiques, guerres et tempêtes (1) qui ont jalonné l'histoire de la création. Ainsi connaîtrait-on davantage que les grands classiques du genre : les Andens et les Modernes, Hernani, les Bouffons, etc., tout cela, prétendument, au nom du bon goût.

C'est encore le bon goût qui est mis en avant dans les procès qui sont lancés - ou propre comme au figuré - entre François Mitterrand pour sa politique architecturale.

Sur ce point, beaucoup seraient surpris d'apprendre que, parmi les modèles que paraît se donner François Mitterrand, Napoléon III figure au premier rang. Le président cette trop volontiers la prince-président comme le plus grand bâtisseur qu'il ait connu. Paris, pour ne pas en venir ce qu'il ordonne et laisse. Il est à ce propos significatif que François Mitterrand ait choisi de reprendre, pour l'achever, une entreprise commencée sous Napoléon III, mais qu'il abandonna : les fouilles de la cour Carrée du Louvre, conduites par Berty en 1888, mais qui remblaya ce qu'il avait découvert.

Ce n'est pas là-dessus qu'on lui cherchera noise. Dès 1977, bien avant ce tournant du 10 mai où l'on passa à des ténérès à la lumière, la commission du Vieux Paris avait suggéré le même chose. Les querelles

sont ailleurs. La plus récente porte sur cet ensemble de colonnes que Buren avait commencé d'implanter, comme des cheveux sur la tête d'un cheveu, dans l'une des cours - à colonnades... - du Palais-Royal. Ce dessin culturel a été interrompu le 20 février par le tribunal administratif de Paris qui ordonne la suspension des travaux.

Le litige, comme souvent, mêle la politique et l'esthétique. S'y est ajouté le droit, qui complique la situation plus qu'il ne la clarifie. La politique, ce ne vaut pas la peine d'en parler. Comme l'écrivait un bon bourgeois dans le journal qu'il tint durant le siège de Paris en 1870 : « Il faut que Paris s'occupe toujours de quelque chose, mais jamais pendant longtemps. »

L'ESTHETIQUE est déjà plus embarrassante. Dans le cas particulier, il s'agit d'une affaire de cohabitation entre une bâtisse séculaire et un « ensemble » tout contemporain. Ne serait-on pas tenté d'appliquer le principe énoncé dans la Déclaration des droits de l'homme sur la liberté de chacun qui finit où commence celle d'autrui ? Mais, là encore, il est des cohabitations miraculeuses que rien n'annonçait avant qu'elles ne fussent acquiescées. Parmi les cohabitations qui échouent, il en est de deux ordres : celles que l'on peut interrompre sans dommage (une statue, un vague ornement, une « animation » comme disent certains qui confondent le cirque et l'architecture)... et toutes les autres, qu'il n'est d'autre issue que de détruire ou de garder. C'est le cas des colonnes de Buren qui n'existent que pour être là où l'extérieur veut les mettre et pas du tout les démentir. Ce à quoi refusent de se soumettre les deux associations qui ont obtenu une première victoire avec la suspension des travaux.

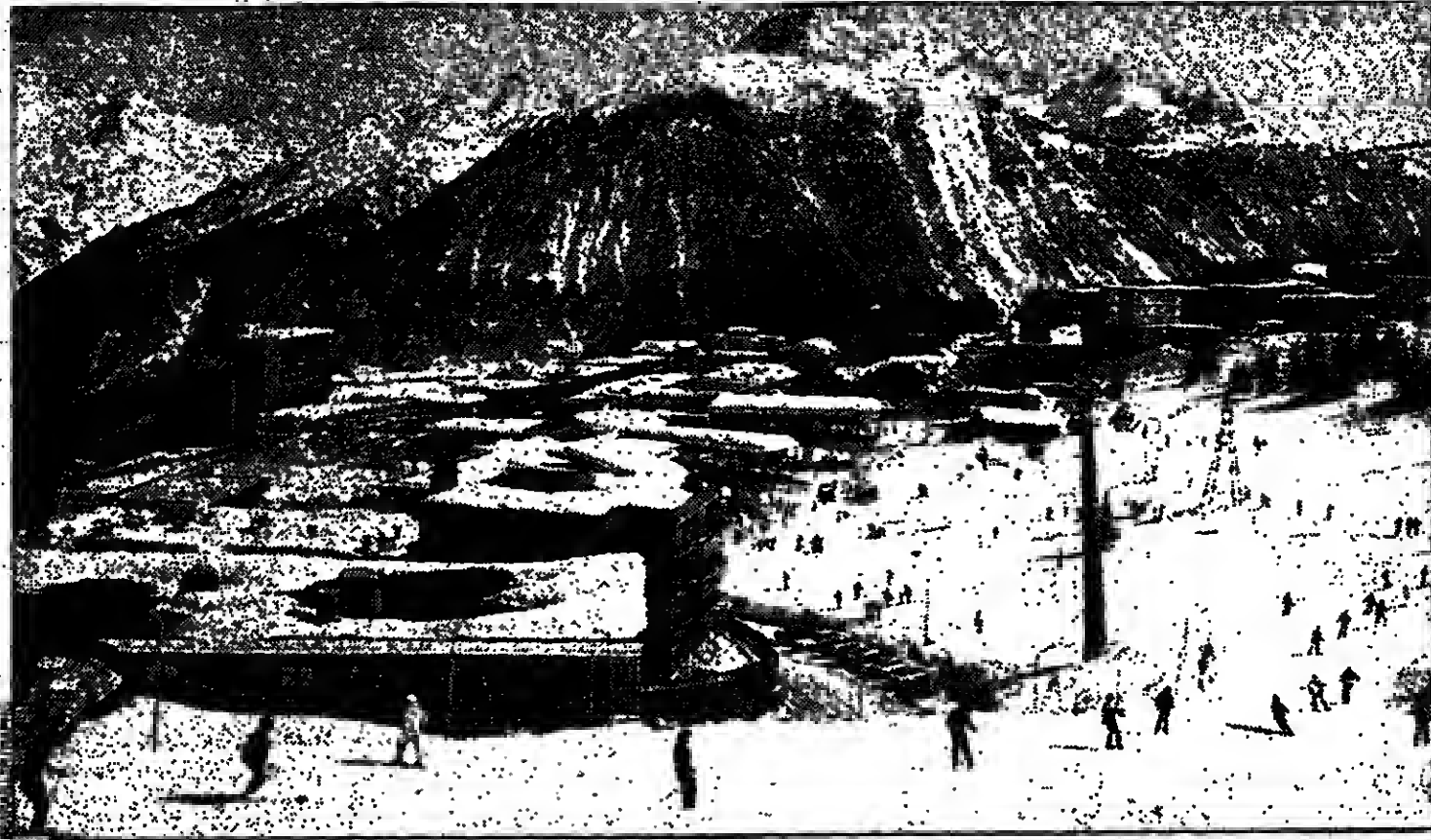
Celle-ci a été naturellement acquiescée pour des raisons de procédure, parce que telles ou telles formalités n'avaient pas été respectées. Non moins naturellement, l'affaire a été portée, en appel, devant le Conseil d'Etat. Le Conseil d'Etat, aussi nommé Assemblée du Palais-Royal puisqu'il y siège, craint-il d'avoir à trancher un litige dont la source se situe sous ses fenêtres ? Il y a en effet peu ou pas d'exemples, à l'exception des dossiers d'épuration dont il eut à connaître à la Libération, que le Conseil soit à ce point juge et partie.

Une chose est sûre, le Haute Juridiction prend son temps pour se prononcer, plus qu'il n'est d'usage en de pareilles circonstances. Pour parler cru, ça fait jaser.

Ce ne sont là, quoi qu'on pense, que péripéties. Il est sain qu'une émotion culturelle provoque autant de débats que le signature d'un traité, ou le choix d'une alliance. Il est sain, contrairement à ce que raconte on ne sait plus lequel des dirigeants de l'UDF, que l'Etat s'en mêle. Il ne faut pas lire d'avantage que la table des matières des livres d'histoire pour ignorer que, si l'Etat ne le soutient pas en permanence, l'art s'éteint. Il vaut mieux, de droite ou de gauche, un mince de la culture bouillonnante, amoureuse de son apogée, qu'un fadasse sous-secrétaire d'Etat aux beaux-arts, façon André Cornu, triste et régulier symbole de l'intérêt que le IV^e République portait à la culture. Si c'est là l'ambition de la droite, sous la réserve qu'il faille la prendre au sérieux, qu'on le dise tout de suite.

(1) La liste n'est pas limitative.

Virage alpin



Station godille des années 70, Courchevel se met à l'heure des sports de glisse.
En prenant des airs de village suisse. En restant un rendez-vous international « branché ».

La dernière trouvaille des promoteurs immobiliers pour vendre des appartements à la montagne ? C'est le studio-cabane version alpine de la maison de poupée et de la boîte à sardines réunies. Comme le prix du mètre carré construit en altitude augmente de façon vertigineuse, ils n'ont pas eu d'autre solution, pour limiter les coûts, que réduire les surfaces. Mais ces chapiers des neiges ne déchainent pas l'enthousiasme des investisseurs. L'idée de passer une semaine aux sports d'hiver à quatre dans 20 m² n'a rien, d'excitant. Bref, l'immobilier

alpin a connu des jours meilleurs. Pourtant, un promoteur de la région de Montiers a le sourire : André Fenestraz, qui bâtit dans le luxe. Pendant que ses confrères cherchent désespérément à comprimer espace et prix, il vient de lancer un programme de grand standing : douze chalets de 150 à 500 m² à 2,5 millions de F minimum. Et il a déjà des clients.

A Courchevel, on raconte l'histoire avec une certaine fierté. Manière de dire qu'en dépit des aléas la station est toujours la « locomotive » des sports

l'explosion des sports d'hiver, mais qui est un « moins » décevant.

Toute la philosophie du service des pistes mis en place à partir de 1954 par Emile Allais, puis développée successivement par Jean Catalain et Jean-Pierre Pecchia, repose sur un travail systématique de la neige, destiné à assurer le plus grand confort possible de glisse aux skieurs. « On nous reproche de raser les bases », dit Jean Catalain, mais les statistiques montrent que les gens utilisent très peu les pistes non entretenues. Au cœur de l'hiver, les cinquante-quatre engins passent donc sans relâche, puis brisent la croûte glacée le printemps venu. On vient du monde entier s'inspirer des techniques mises au point ici.

Les avantages du travail de préparation des pistes en été (remodelage au bulldozer, cassage des cailloux, engazonnement) sont incontestables l'hiver venu. Surtout en début de saison, lorsque l'enneigement est insuffisant (six fois sur les quinze dernières années). La production de neige artificielle — qui a coûté 4 millions de francs en 1983 aux exploitants départementaux des remontées — sur quelques 40 hectares de piste accédant à Courchevel 1850 accentue encore ce confort.

Les pistes « noires » — Chantrossa, les Suisses, les couloirs de la Saulire, l'Epaule de la Vizelle, les Jockys, la Jaso-Blanc, les Marmottes — sont cependant en quantité insuffisantes pour les amateurs de sensations fortes. L'équipement du valon des Avals, qui est accessible en ski de printemps, permettrait de pallier cet inconvénient en ouvrant une éventuelle possibilité de liaison avec Pralognan. « Malheureusement, il faudrait pénétrer légèrement dans le parc de la Vanoise. L'environnement a donc mis son veto, alors que les autres administrations étaient favorables », regrette Noël Pachod, premier adjoint au maire.

Les possibilités de développement les plus naturelles apparaissent donc sur la vallée des Allues avec l'équipement à moyen terme de l'aiguille du Vallon et du moot de la Chambre, qui démultiplierait les possibilités de la Saulire.

En attendant ces réalisations, le meilleur atout de Courchevel reste les possibilités de liaison hors piste (1) avec les domaines de Méribel et des Menuires-Val-Thorens, qui sont exceptionnelles à partir du mois de mars.

ALAIN GIRAUDO.

(1) Formule « Ski de printemps » sept jours, de 1 190 F à 2 350 F. Remarque : Office du tourisme, tél. 79-08-00-29.

Neige confort

Pour l'hiver 1986-1987, les fabricants de matériels font appel à une technologie de pointe.

Rien de fondamental ne changera pour l'hiver 1986-1987 dans le matériel des skieurs. Ils évolueront sur les mêmes spatules, ils seront retenus par des fixations identiques et les chaussures ne connaîtront que de rares évolutions. Le Salon international des articles et de la mode sports d'hiver (SIG), qui s'est tenu à Grenoble du 2 au 5 mars, n'aura cette année encore pas révélé de grandes innovations. Il traduit par contre un mouvement général de sophistication et de technicité de plus en plus grandes du matériel livré aux skieurs. Fruits de la compétition et des recherches menées dans les laboratoires, les skis comme les chaussures tendent à devenir des produits de haute technologie.

Ainsi, dans ses spatules, la firme Dynastar introduit des structures et des systèmes répondant à presque toutes les exigences des skieurs : le « contact-système » permet d'éliminer les vibrations du ski, l'« airflo-système » évite les battements des spatules souples, la mousse acrylique assure la légèreté et la vivacité, le Revlar donne plus de confort, une semelle à haut poids moléculaire permet une meilleure glisse. Enfin, pour rendre les skis plus maniables, dociles et agréables, la préparation « micron-finish » comprend une série d'opérations de ponçage des semelles, un affûtage différencié des carres entre le talon, le patin et la spatule, enfin le traitement chimique de la semelle.

Dynamique est tout aussi exigeant pour ses produits comme son nouveau « ski Pradige VR 35 », résultat d'un cocktail tonique qui associe la fibre Revlar pour la résistance, la fibre de carbone pour la légèreté, les carres élasti-

ques pour la précision, et utilise comme structure porteuse du ski la boîte de torsion qui donne accrochage et vivacité et le système Tubular pour assurer le meilleur contact possible skineige.

Tous les fabricants (1) font, à l'initiative de Rossignol, la chasse aux vibrations internes du ski, qui nuisent à son accrochage et aux vibrations affectant la tenue du ski dans les courbes. Dans ce domaine, notamment, Rossignol conserve une avance technologique confortable.

En dehors du système italien Nava qui enserrant un chausson dans lequel viennent s'insérer confortablement le pied et le bas de la jambe, avec une tige rigide, les fixations de sécurité ont très peu évolué depuis quatre ou cinq ans. Les énormes investissements qu'exige la mise au point de nouveaux produits expliquent probablement cet attentisme. Mais l'offensive toute récente de la Nava pourrait assier d'autres vocations inventives, affirme-t-on chez le français Salomon comme chez l'autrichien Tyrolia. Quant à la fixation électronique apparue chez Marker au début des années 80, elle n'a toujours pas été commercialisée.

La chaussure de ski devient à son tour de plus en plus technique et fait appel à des innovations souvent audacieuses. Première constatation : 80 % désormais des chaussures vendues sont à entrée arrière, ce qui assure un confort très supérieur au détriment toutefois de la précision du déplacement à ski. Cela explique d'ailleurs que les athlètes de haut niveau — à l'exception du Luxembourgeois Marc Girardelli — n'aient pas pour l'instant adopté

ce type de structure, préférant entrer dans leurs chaussures... par le haut.

Nordica, qui affirme n'avoir jamais investi autant de ressources et de capital technique pour créer sa collection 1986-1987 de chaussures, lance sur le marché un système très sophistiqué de positionnement du pied dans la coque. A l'aide d'une petite pompe intégrée à la chaussure, de l'air est introduit dans deux valves qui se gonflent pour envelopper le pied complètement possible la zone de la cheville et de l'avant-pied. Ce dispositif assure d'autre part une meilleure isolation thermique du pied, qui repose dans un chausson anatomique doublé en laine d'agneau et velours côtelé.

Gain de poids spectaculaire

Lors du Salon de Grenoble de 1985, Trappeur avait lancé la première chaussure de ski en carbone qui permettait un gain de poids spectaculaire (moins 20 %) et une qualité technique supérieure. La firme iséroise fait cette année bénéficier un plus grand nombre de modèles des avantages du carbone mais, surtout, Trappeur innove sur le plan de la sécurité en intégrant dans l'un de ses modèles le système Reco, qui permet de détecter beaucoup plus facilement les skieurs ensevelis par une avalanche.

L'antenne Reco placée dans la chaussure agit, en effet, comme un réflecteur lorsqu'elle est touchée par des ondes émises par les radars dont sont équipés un grand nombre de services de secours.

Le même souci a présidé, chez K-Way, lors de la création de sa

ouvelle combinaison de ski. Celle-ci se détecte sous la neige grâce à un réflecteur radar placé sur la jambe gauche. La combinaison dispose également d'un « bip » qui à la forme et le format d'un paquet de cigarettes et qui émet des sons détectables à l'oreille jusqu'à 1,50 mètre sous la neige ; ce « bip » se déclenche d'autre part manuellement ou automatiquement dans l'obscurité par cellule photo-électrique. Les fabricants de matériel de sports d'hiver devraient rapidement généraliser dans leurs produits ces systèmes de sécurité fort utiles pour les amateurs de ski hors piste, de plus en plus nombreux.

Les lunettes constituent aussi l'un des éléments importants de l'équipement du skieur. La société Carrera affirme avoir mis au point un procédé infailliable pour skier à l'aise par « jour blanc ». Le nouveau confort visuel par mauvais temps est assuré grâce à la combinaison de deux filtres de couleurs différentes. La suppression de l'effet « lumière blanche » serait permise grâce à l'absorption des ondes courtes de la lumière visible.

CLAUDE FRANCELLO.

(1) Pour la saison 1986-1987, un ski de haut de gamme sera vendu 2 000 à 2 200 francs. Mais certains « orfèvres du ski » proposent des spatules à plus de 3 000 F, comme l'« Express Revlar Carbon » de la société Lacrix, 640 baptisé la « Rolls Royce des neiges » (3 000 F). Les très bonnes chaussures feront l'hiver prochain un grand pas en avant pour atteindre une moyenne de 1 500 F. En effet, leur réalisation nécessite des opérations nombreuses et coûteuses de montage et d'installation d'une multitude de câbles, valves, tuyauteries... Quant à la fixation, son prix restera assez stable, mais il faudra compter entre 600 et 800 F pour un bon dispositif de sécurité.

net. Mais les gens « dans le coup », qui utilisent plus les guides gastronomiques que les plans des pistes pour orienter leurs pas, ne sont pas vraiment « branchés », et encore moins « câblés ». Affaire de génération.

En retard d'une glisse

Station-vedette des années 60/70, Courchevel risquait donc d'être la station ringarde des années 80. Avec son architecture « Juao-les-Pins », elle n'avait plus le look. Et avec ses pistes trop bien préparées, elle était en retard d'une glisse. Il fallait réagir.

Ancien pilote de chasse, le guide chamionard Roger Tousselet a donné le signal en transformant son hôtel tout béton, le Bellocote, en un douillet chalet suisse où il collectionne des trésors « brochant » à travers le monde. A la Caravelle, Jean-Louis Brocard a opté pour la carte tonique en installant squash, piscine et salle de musculation sous les boiseries de pin clair. Quand à Jean Bouvachon, il a plutôt fait confiance au talent culinaire de son fils pour donner une nouvelle jeunesse aux Arelles. Bref, insensiblement, l'ambiance de la station, qui assure son remplissage à 80 % par les hôtels, change. Les efforts d'aménagement de la circulation et des commerces y contribuent beaucoup, avec le recours systématique à des animations s'adressant aux hivernants et aux touristes.

Reste l'étiquette de ski facile qui était un « plus » à l'époque de

**PRINTemps
ETE**

AIR HAVAS BAS LES PRIX!

Tunis	à partir de 1 275 F*
Athènes	à partir de 1 650 F*
Istanbul	à partir de 1 990 F*
New York	à partir de 2 200 F*
Montréal	à partir de 2 350 F*
San Francisco	à partir de 3 800 F*

* Tarif A.R. pour un séjour minimum de 7 jours - Conditions générales dans le catalogue Air Havas. Prix au 1.03.86. En vente chez Havas Voyages - 15, rue de Rome, 75006 PARIS - Tél. : 45 22 68 10 et dans les 260 agences Havas Voyages.

HAVAS VOYAGES

هكذا من الأصل

Défi à Mickey et à Astérix

Le Jardin d'acclimatation à la recherche d'une nouvelle image de marque.



Partir

Au pays des Indiens

Huit jours au Canada. Une expédition en canot sur un chapelet de lacs. Chaque soir, bivouac sur la plage. Rapides, parcs rochers et oiseaux garantis. Les joies de l'eau blanche au bout du monde. Prix : 5 550 F.

• Voyages Wastels, 46, rue Berger, 75001 Paris, tél. 45-08-00-81.

Sentiers crétois

L'île du roi Minos est dominée par le mont Ida, où le Minotaure conversait avec Zeus... Mais la Crète, c'est aussi ces vieux bastions romains, vénitiens et byzantins qui ont nom : Héraklion, Rethymnon, Chania et Lassos. Quinze jours : 7 600 F.

• Explorer, 16, place de la Madeleine, 75008 Paris, Tél. 42-66-66-24.

Cap sur l'Irlande

Dublin mais aussi Galway, les falaises de Moher, Killarney, la trouée de Dunluga, Kiltarlin, Sneem et ses maisons peintes, Kinnara avec ses écuries chaudes du Gulf Stream. Bref, l'Irlande. Neuf jours. Prix : 7 635 F.

• SIP Voyages, 1, rue Garancière, 75006 Paris, tél. 43-29-56-70.

Chine traditionnelle

Canton, Hongkong, Shanghai et Pékin. Mais aussi le rivage des Perles, le jardin du mandarin Yu, la Cité interdite, la Grande Muraille et les tombeaux des Ming. Douze jours en Chine. Prix : 12 950 F.

• Catalogue Kmai, chez toutes les agences de voyage.

Rio à la carte

Départ tous les vendredis sur Varig ou Air-France. Une fois à Rio, on grimpe sur le Pain de Sucre, on visite le jardin botanique ou le Musée des beaux-arts. Sans oublier, bien sûr, les plages. Prix : 7 450 F. Ce prix comprend le transport, l'hôtel (neuf nuits) et le petit déjeuner ainsi que les transferts.

• Varig, 27, avenue des Champs-Élysées, tél. 47-23-55-44.

Rendez-vous à Essendilène

Moins connu que le Hoggar, le Tassili N'ajjer offre une grande variété de paysages : forêts de pierres sculptées par l'érosion et canyons profonds. Les célèbres peintures rupestres de Jabbarien attirent le visiteur. On vit au rythme simple des nomades. On voyage à pied ou à dos de chameau. Au bout du neuvième jour on atteint Essendilène. Prix : 9 400 francs.

• Club Aventure, 122, rue d'Assas, 75006 Paris, tél. 46-34-22-60.

Cimaises pour un week-end

Oublier le quotidien en compagnie de Goya, Rembrandt, Turner et Vermeer. Voyages de France et d'autre-mer propose pour chaque fin de semaine de visiter un musée. Barlin (5 450 F), Amsterdam (4 700 F), Istanbul (5 000 F), Leningrad (5 250 F), Madrid (4 600 F), Venise (5 300 F), Vienne (5 650 F) et Prague (4 900 F). De beaux week-ends.

• Voyages de France et d'autre-mer, 13, rue Anber, 75009 Paris, tél. 47-23-31-19.

AVEC 1 700 000 entrées en 1985, le Jardin d'acclimatation est le premier parc de loisirs français. Mais avec cette cascade de projets d'ouvertures de parcs d'attractions aux quatre coins de la région Ile-de-France, le jardin du bois de Boulogne est aujourd'hui un peu oublié.

Menacé même dans les prochaines années car la concurrence sera sévère. Ici 20 hectares. Là-bas, à Cergy-Pontoise, 60 hectares pour accueillir « les contes et légendes français » ; à Plailly, près de Senlis, 200 hectares réservés à Astérix ; et à Marne-la-Vallée, 250 hectares pour loger Mickey, Donald, Pluto et leurs amis. Pour faire face à ces mastodontes, dévoreurs de budgets et de visiteurs, M. Jean Use, le nouveau responsable du Jardin d'acclimatation, a de nombreux projets.

Ainsi les jeux et les attractions dispersés à travers le jardin tentent désormais d'être plus éducatifs. Les petits citadins découvriront le monde agricole de demain. La ferme miniature sera aménagée à cet effet. Des expositions seront organisées pour présenter, par exemple, les dernières découvertes en matière d'évolution génétique.

La nouvelle piste autoroutière, qui donne l'occasion aux jeunes adeptes des mini-motos d'apprendre à conduire, développera l'éducation de la sécurité.

A plus long terme, le jardin retrouvera une vocation de parc. Le visiteur admirera des collections de plantes et de fleurs. Un parc japonais sera dessiné et un jardin aquatique unique en Europe trouvera place non loin du petit train.

Enfin on pourra, excellente initiative, suivre des cours sur les plantes médicinales et, ainsi, renouveler ses connaissances sur l'herboristerie. Jean-Jacques pas mort.

Le fantastique aux portes de Paris. En 1867, on y dénombre 110 000 animaux. Trois ans plus tard, pendant le siège de Paris, mammifères, palmipèdes, oiseaux, coqs et poules seront tous abattus par les Parisiens affamés. Repeuplé après la guerre, le Jardin d'acclimatation connaît de nombreuses transformations et accueille des manifestations ethnographiques. Mais la société a des difficultés financières et le jardin tombe peu à peu en ruine.

...Achéti, il ne retrouve son lustre passé qu'en 1927. Après la seconde guerre mondiale, il faut, encore, repartir de zéro. En 1952,

une nouvelle société obtient la concession du jardin. Désormais, celui-ci ne doit plus faire double emploi avec le zoo de Vincennes. Il devient un parc de promenade et de loisirs de plein air dont les attractions doivent avoir « un caractère instructif, sportif et familial ». Depuis, il n'a guère changé. On se souvient encore que, peu de temps après son inauguration, un chroniqueur parisien de l'époque écrivait : « Je n'osais parler partout que du Jardin d'acclimatation. Il est impossible de trouver un plus joli but de promenade ».

JEAN PERRIN.

Accueil

Mais, vingtième siècle oblige, la carte maîtresse de M. Use semble bien être le rôle d'accueil que le jardin jouera dans les prochaines années. Pour les participants à un séminaire mais aussi pour certains exposants aux Salons ouverts au CNIT, à la porte Maillot ou à la porte de Versailles, qui voudront personnaliser et rendre plus agréables leurs réceptions. A cet effet, l'otarium sera transformé en une salle de réunion.

Que les amoureux du jardin un peu nostalgiques se rassurent. Ces innovations ne troubleront pas sa bonne marche. Il y aura toujours le petit train, la rivière enclavée, le merveilleux village d'Astérix, la grande maison de poupées, le village des automates, le guignol, les glaces déformantes, la grande volière et plus d'une cinquantaine de manèges. Ce vieux jardin - il a cent vingt-six ans - fait désormais partie de la famille. Il se porte bien. Quel petit Parisien ne se souvient pas d'avoir, un dimanche matin, couru dans ses allées et élimé ses fonds de culotte sur ses toboggans ?

Le village gaulois installé près des guichets d'entrée est aujourd'hui tout un symbole. Le jardin résiste au temps et aux épreuves. La grosse artillerie de banlieue qui prépare la civilisation dite des loisirs ne sera qu'un épisode dans l'histoire de ce parc urbain qui en a vu d'autres. Il est inauguré avec faste le 6 octobre 1860 par l'empereur Napoléon III. Le jardin est dû à l'initiative de la Société d'acclimatation créée au début du dix-neuvième siècle par un groupe de savants passionnés par la génétique animale.

Cette société aspire à « peupler nos champs, nos forêts et nos rivières d'hôtes nouveaux ». Elle a donc besoin d'un parc expérimental équipé pour l'élevage d'animaux et la culture des végétaux.

PHILATÉLIE n° 1938

Hommage aux femmes...
...par un timbre-poste qui, en guise de symbole, est dédié à la « vierge rouge », Louise Michel (1830-1905), révolutionnaire et héroïne de la Commune de Paris (1871). Elle fut déportée en Nouvelle-Calédonie, amnistiée en 1880.

1880. Née à Vroncourt-la-Côte, dans la Haute-Marne. Vente générale le 10 mars (16/86).
1,50 F, noir, rouge.
Format 36x22 mm. F. 50. Manquette réalisée par Hugues Sainson, gravure de Cécile Guillaume. Taille-douce, Périgueux.

Mise en vente anticipée les :
- 8 et 9 mars, de 9 h à 18 h, par le bureau de poste temporaire ouvert à la Maison d'information des femmes, 7, rue du Jura, Paris 13^e et au 53, av. d'Iéna, Paris 15^e.
- 8 mars, de 8 h à 12 h, à la R.P. 52, rue du Louvre, Paris 1^{er}, et au bureau de Paris 41, 5, avenue de Saxe, Paris 7^e, de 10 h à 17 h, au Musée de la poste, 34, bd de Vaugrard, Paris 15^e. Boîtes pour « P.J. ».

Calendrier des manifestations
• 69 000 Lyon, forum, 11/1^{er}.
• 62 000 Liège, stade, 25/1^{er}.
• 58 000 Nevers, SNCF, 8-9/1^{er}.
• 58 000 Nevers, SNCF, 14/1^{er}.
• 75 000 Paris, France, 17 et 19/1^{er}.
• 35 000 Rennes, 28/11-2/12/1^{er}.
• 39 100 Dole, temple, 1/12/1^{er}.
• 68 000 Colmar, Ego, 3/12/1^{er}.
• 21 000 Dijon, expos., 7/12/1^{er}.
• 70 400 Caen, sur, 9/12/1^{er}.
• 29 122 Font-Croix, 12-15/12/1^{er}.
• 75 015 Paris, Fr.-H., 14-15/12/1^{er}.
• 44 000 Nantes, stade, 19/12/1^{er}.

* Voir « Bureaux temporaires », le Monde du 9 mars et du 6 juillet 1985.

• **COMMÈRES** : une série poste aérienne, de cinq valeurs, souligne le cinquantième de l'UTA. 25, 75, 100, 125 et 1 000 F (CFA), sujets divers. Impression offset, par Edita, d'après documents photos.

• **POLYNÉSIE** : série poste de trois valeurs illustrées par des « crustacés ». Crabe violoniste, 18 F ; Bernard l'Hermite, 29 F ; Crabe cocotier, 31 F (CFF). Imprimées en offset, quadrichrome, par Cartor, d'après documents locaux.

« Cité des sciences et... »
de l'Industrie-La Villette. Sa construction n'a été suspendue en 1973. Puis, à la suite d'une étude approfondie, entre 1978 et 1979, le rapport de M. Maurice Lévy fut approuvé en conseil interministériel, présidé par M. V. Giscard d'Estaing, le 20 décembre 1979. La poursuite de sa réalisation a été également l'avis de M. Mitterrand en 1981. Signifiait que le volume de l'un de ses bâtiments seulement est trois fois celui du Centre Pompidou. Vente générale le 17 mars (17/86).

3,90 F, bleu-gr., gris fct, bleu, r.
Format 48 x 27 mm. F. 25. Dessiné et gravé par Jacques Gauthier. Taille-douce, Périgueux.

Mise en vente anticipée les :
- 14 et 15 mars, de 14 h à 20 h, au bureau de poste temporaire ouvert à la Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Carion (espace d'accueil général, accès par le métro Porte-de-la-Villette), Paris-19^e.
- 14 mars, de 8 h à 19 h, et 15 mars, de 8 h à 12 h, à la R.P. 52, rue du Louvre, Paris-1^{er}, et au bureau de Paris 41, 5, avenue de Saxe, Paris-7^e. Boîtes pour « P.J. ».

ADALBERT VITALYOS.

Faites le 36.15.91.77
Tapez. Funi
FUNITEL
Marrez-vous avec votre Minitel.

TIBET
LES PREMIERS TREKKINGS
(Lhasse - Kathmandou - Mont Kalash - Kham - gorges du Tsangpo)
A partir de 15 500 F
TERRES
16, rue St-Victor
D'ADVENTURE
75005 PARIS
Tél. : 43-29-94-50

SAHARA PASSION
Des escapades inoubliables...
de dunes en caravane
de rêve en rêve
à pied... souvent en 4x4... parfois
à cheval...
NOMADE
Brochure 3
50, av. des Ternes - 75017 PARIS
Téléphone : 43-29-06-00 (17 h - 20 h)

VOLCANS
VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE

fnac VOYAGES
DOCUMENTATION
DÉTAILLÉE PAR CORRESPONDANCE A
FNAC VOYAGES, 6 BD DE SEBASTOPOL
75004 PARIS - TÉL. 42.71.31.25
(Ecrire très lisiblement)
Nom et Prenom _____
Adresse _____
Voyages de 8 à 22 jours,
de 6 200 à 17 000 F.

En appartement ou à l'hôtel
40 Résidences et Hôtels en France
la brochure Résidotel
VACANCES 86
est à votre disposition !
Découvrez cette annuaire, joignez
votre adresse, la brochure avec ses
promotions vous sera livrée.
31, rue de la Commune de Paris
93200 Aubervilliers Cedex - (1) 48 23 00 00

Faites le 36.15.91.77
Tapez. Funi
FUNITEL
Marrez-vous avec votre Minitel.

Le Monde PHILATÉLIS
Les les mois, les
missions, les
raies et les cours
qui savent pour
être patrimoine
ADY DI PRIN
ESTHÉMATIQ
RÉSISTANCE AF

d'is
97

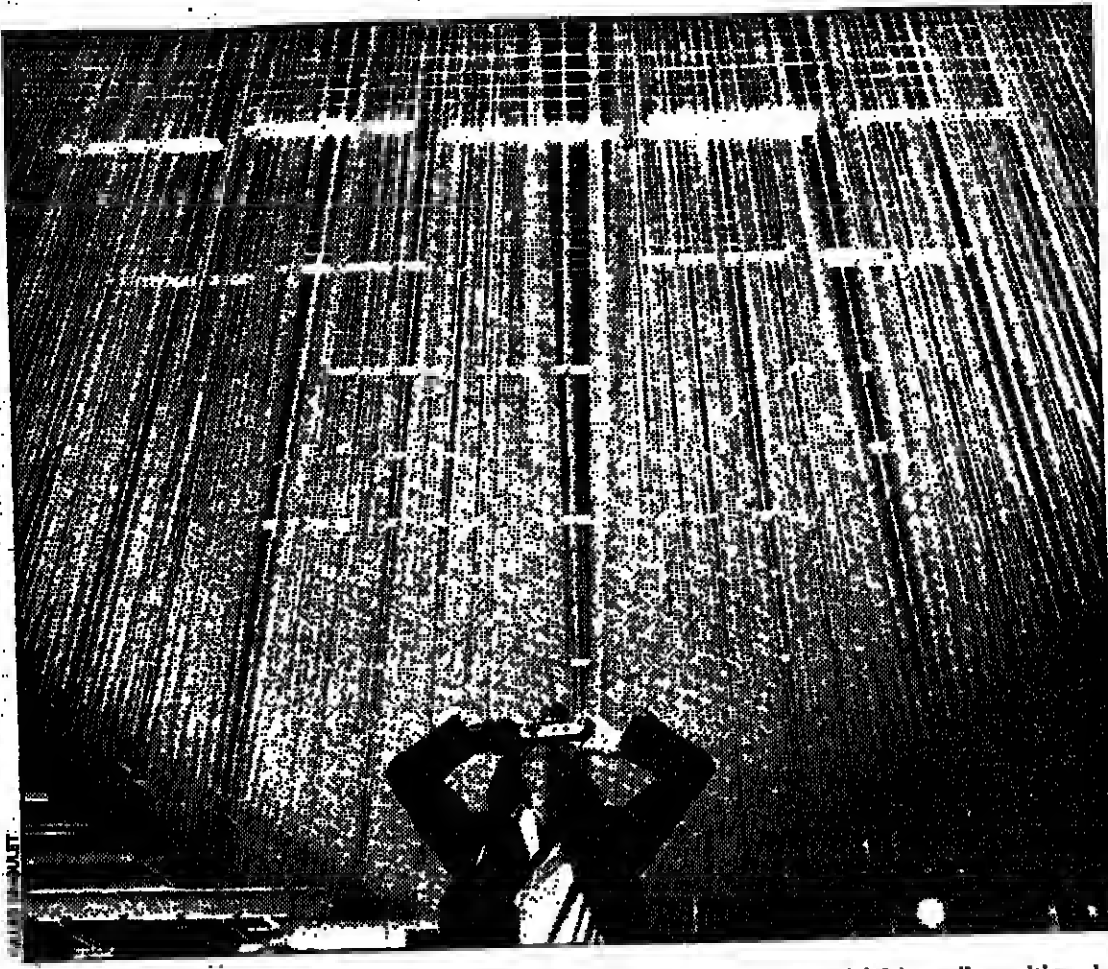
stéril
marque.

Pour des déclics de choc

Les appareils photo se sont mis à l'heure des puces.

Il y a tout juste un an, l'informatique apparaissait dans les appareils photographiques, avec le lancement du Minolta 7000, premier reflex 24x36 à micro-ordinateur incorporé (le Monde du 9 mars 1985). Aujourd'hui cette petite révolution est déjà presque passée dans les habitudes. Minolta a commercialisé un second appareil similaire, le modèle 9000. Les autres constructeurs se préparent à suivre, et d'abord les deux grands de la photo, Canon et Nikon. Dans quelques semaines, les deux firmes lanceront, l'une le Canon T-90, un reflex à exposition programmable, l'autre le Nikon F-501, un appareil à mise au point pilotée par microprocesseurs.

Le Canon T-90 est un appareil qui, au premier abord, ressemble à tous les reflex modernes. Tout au plus note-t-on la présence d'un gros écran à cristaux liquides sur le capot et l'absence du traditionnel levier d'entraînement de la pellicule, qui est remplacé par un moteur électrique. Mais les conditions d'utilisation du T-90 sont différentes de celles des appareils conventionnels. Quelques touches et une petite molette permettent à l'utilisateur de programmer une technique de prise de vue parmi celles qui sont en mémoire dans le boîtier : sélection de la vitesse et du diaphragme avec affichage des valeurs sur l'écran à cristaux liquides, sélection d'une vitesse qui permettra le réglage automatique du diaphragme (système dit de priorité à la vitesse) ; sélection d'un diaphragme qui permettra le réglage automatique de la vitesse



(système de priorité au diaphragme), choix d'un automatisme total vitesse/diaphragme parmi sept programmes par le constructeur, affichage de la pose longue. Dans tous ces cas, le photographe doit aussi sélectionner un mode de mesure de la lumière

parmi trois possibles : mesure dans tout le champ de visée (dite intégrale), mesure sur 13 % de la zone centrale de visée (dite sélective) et mesure sur 3 % seulement de cette zone (dite spot).

Effet spécial

Quel que soit le programme demandé, le travail de l'appareil est suivi dans le viseur grâce à l'affichage des paramètres en service. A partir de ces informations, le photographe peut programmer des corrections, par exemple pour tenir compte d'un grand contraste d'éclairage ou pour créer un effet spécial. Lorsqu'un automatisme à priorité est en service, l'opérateur peut aussi demander un fonctionnement cybernétique : dans ce cas, les circuits électroniques modifient automatiquement le choix du photographe (par exemple le diaphragme affiché dans l'hypothèse du système de priorité au diaphragme). Cette modification intervient alors si la lumière est trop intense ou trop pauvre pour le réglage préférentiel choisi.

L'opérateur peut encore programmer diverses opérations comme la surimpression (possibilité de superposer plusieurs images), la prise de vue à fréquence rapide (jusqu'à 4 ou 5 images par seconde). En utilisant un flash électronique spécifique (le Canon 300 TL), le photographe dispose de cinq nouvelles possibilités d'exposition, dont certaines se combinent avec les programmes du boîtier. En particulier, et pour la première fois, il peut demander à l'appareil de doser à la fois la durée de l'éclair et la vitesse de l'obturateur afin d'équilibrer l'exposition du sujet

(par l'éclair) et l'exposition du fond (par la lumière ambiante).

Ce sont ainsi plus d'une centaine de possibilités qu'offre le Canon T-90. Cette performance est obtenue avec deux micro-ordinateurs, l'un travaillant en permanence pour contrôler les fonctions du boîtier, l'autre travaillant durant les prises de vues pour régler l'exposition, en temps réel si nécessaire (par exemple l'exposition pendant la prise de vue au flash). Cette dernière unité traite une grande quantité d'informations avec l'aide d'une mémoire morte de 50 kilo bits et d'une mémoire vive de 1,5 Kbit (1). Le Canon T-90 compte encore d'autres circuits de grande capacité : six circuits LSI (Large Scale Integration) et quatre circuits intégrés.

Quatre-vingt-seize cellules

C'est un appareil très différent mais tout aussi complexe que propose Nikon avec le F-501. En ce qui concerne l'exposition, le boîtier est relativement classique, avec un réglage manuel et des réglages automatiques (choix entre plusieurs programmes). Son originalité réside dans le système de mise au point automatique de la distance, qui repose sur un micro-ordinateur constitué essentiellement d'un microprocesseur central disposé dans le boîtier et de microprocesseurs périphériques placés dans les divers objectifs.

Le microprocesseur central (un 8 bits) contrôle toutes les fonctions de l'appareil, et en particulier la mise au point. Il traite les mesures de distance que transmet l'objectif à un analyseur. Celui-ci

est constitué de 96 cellules sur lesquelles se forme l'image et qui nous schématisons - détectent les variations de netteté, cette netteté étant maximale lorsque la mise au point est parfaite. A partir des informations reçues, le microprocesseur détermine le réglage de l'objectif par déplacement motorisé d'un groupe de lentilles.

Parmi les informations nécessaires à ce réglage, certaines sont propres à l'objectif : sa distance focale, le déplacement de ses lentilles... Elles sont communiquées par le microprocesseur de 4 bits intégré à chaque optique. Les appareils Minolta 7000 et 9000, qui sont aussi à mise au point automatique, font appel à une mémoire morte incorporée à chaque objectif pour transmettre ces informations. Mais une mémoire morte - c'est sa caractéristique - ne peut pas être modifiée et ne traite pas de données variables. Le système du Nikon est plus sophistiqué, car le microprocesseur est un élément actif. Ainsi, au fur et à mesure du déplacement des lentilles lors de la mise au point, peut-il transmettre les valeurs de mouvement et permettre son contrôle par le microprocesseur central.

Le microprocesseur permet aussi une action rapide. Ainsi, l'appareil a-t-il été doté d'une mise au point permanente utilisable avec les sujets sportifs : un skieur fonce vers le photographe, le microprocesseur règle la distance au fur et à mesure qu'il se rapproche. De même, avec le flash Nikon SB-20, la mise au

point automatique reste possible, y compris dans l'obscurité.

Autre caractéristique originale : le Nikon F-501 conserve la baionnette des autres boîtiers Nikon. De ce fait, l'automatisme de la mise au point est possible avec presque tous les anciens objectifs : il suffit de fixer sur ces objectifs un convertisseur (le TC-16A) qui est équipé d'un microprocesseur et de commandes.

Outre la mise au point automatique, le Nikon F-501 autorise les réglages manuels et semi-automatiques de la distance. L'appareil offre d'ailleurs bien d'autres possibilités. Chez Nikon, comme chez Canon ou Minolta, la génération des reflex qui voit le jour est destinée à des utilisateurs avertis. Il n'y a pas de dialogue possible avec le micro-ordinateur de l'appareil pour un amateur qui n'en connaît pas le langage. Mais nous ne sommes qu'au début d'une évolution. La puissance des microprocesseurs augmentera avec les années.

Le temps n'est plus très éloigné où le grand public pourra lui aussi bénéficier de la sophistication de ces nouveaux reflex, véritables centraux informatiques.

ROGER BELLONE.

(1) La mémoire morte stocke les données permanentes non modifiables comme les programmes fixes d'exposition établis par le constructeur. La mémoire vive reçoit les données variables extérieures comme les mesures de lumière. La capacité de ces mémoires dépend du nombre d'unités d'information ou bits qu'elles peuvent recevoir.

Le Monde DES PHILATÉLISTES

Tous les mois, toutes les nouvelles émissions, les expositions, les ventes et les cours. Tout ce qu'il faut savoir pour mieux gérer votre patrimoine philatélique.

LADY DI, PRINCESSE DES THÉMATIQUES • LA RÉSISTANCE AFGHANE

En vente chez votre marchand de journaux



Vienne

ville de congrès
8 vols par semaine au départ d'Orly-Sud. En Première classe comme en classe Touriste, Austrian Airlines vous offre un service de grande qualité. Et le confort de ses DC9.

Austrian Airlines
Austrian Airlines, Orly-Sud.
Réservations : (1) 42.66.34.66

fjords d'islande avec votre voiture

car-ferry "Norrona" de la SMYRIL LINE
Départs de Danemark
Norvège ou Shetland
Votre agent de voyages ou agent général
Voyages AGREPA
42, rue Etienne-Mercet
75002 Paris Tél. : 45.08.51.50

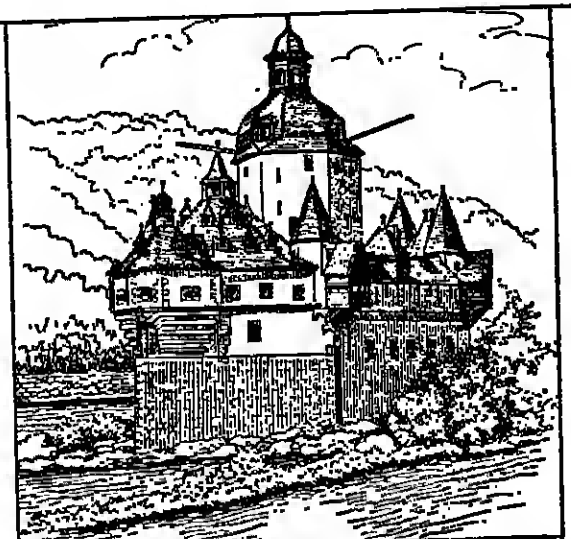
RÉSIDENCES

COTE D'AZUR
Mer 600 m. Puits Studios. Parking. Pisc. 2 pers. 1100 F/sem. 2 sem. 1715 F. 4 sem. 2770 F (cf. vac. scol.).
ROI SOLIEL
153, boul. Kennedy, 06600 ANTIBES.
Tél. 93-61-68-30.

PLAGE DU MIDI
Locations de vacances. Départ gratuit. M. Buisson, 34 VALRAS. 67-37-33-94.
STATION DE SKI ALPIN, FOND
Locations tous types. Tarifs avantageux. Ag. Nicolas CHARLOT 1690. T. 92-58.48.45. 85260 SAINT-MICHEL-DE-CHAILLOL.

du 7 au 16 mars 1986 FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE ILE DE CHATOU

près de Paris.
Accès direct R.E.R. Chatou.
organisée par le Syndicat National du Commerce de l'Antiquité et de l'Occasion.
Tél. 4770.88.78



A TOUT PRIX.
A TOUS LES PRIX.

ALLEMAGNE

Le pays où la détente est égale à l'attente, c'est l'Allemagne. Nos brochures 86 contiennent mille idées originales pour que votre séjour devienne un événement.

SEJOUR EN BAVIERE

7 nuits, chambre et petit déjeuner en haute saison. 410 Francs*

LOCATION EN FORÊT-NOIRE

1 semaine en bungalow, pour 4 personnes en juillet-août. 1638 Francs*

CIRCUIT CHATEAUX DE BAVIERE - FORÊT-NOIRE

8 jours en autocar de luxe, pension complète. 5675 Francs

WEEK-END AU BORD DU RHIN ROMANTIQUE

3 nuits, chambre et petit déjeuner en haute saison. 303 Francs*

Je désire recevoir votre documentation sur :
locations ☐ séjours ☐ circuits ☐

Nom _____

Rue _____

Code Postal _____

Ville _____

DZT DEUTSCHE ZENTRALE FÜR TOURISMUS EV
Office National Allemand du Tourisme
4, Place de l'Opéra 75002 Paris - Tél. : (1) 47.42.04.38

مكتبة من الأصل

مكتبة الأصل

JEUX

échecs

N° 1167

Le parcours du fou

(Tournoi IBM, Vienne, 1986)

Blancs : Fischer
(Tchécoslovaquie)
Noirs : Nunn (Grande-Bretagne)
Défense est-indienne
Système Taimanov

1. d4 C64 21. Cc2 h6 (m)
2. c4 g5 22. Rf1 F87
3. Cc3 Fg7 23. Fd1 (u) h5g5
4. d4 d6 24. h5g5 Fxg5
5. Cc3 0-0 25. Fg8 Fg7
6. Fd2 26. Fxg8 Txg8
7. 0-0 Cc6 27. Txb5+ Rg7
8. d5 (a) Cc7 28. Fg3 Dc7
9. Cc1 (b) Cc7 (c) 29. Tc2 Fb6
10. Cc3 30. Dd2 Rb7 (p)
11. Fd2 (d) C6 (e) 31. Cxg4 (g) Exg4
12. F3 Cc4 32. Cxg4 Tc7
13. Tc1 Tc2 33. Tc2 Tc6
14. Tc1 Tc2 34. Fxh6 Dxc6
15. Tc1 Tc2 35. Tg2 (r) Dd4
16. Tc1 Tc2 36. Dg3 (s) Dd1+
17. Tc1 Tc2 37. Rf2 Dd4+
18. Tc1 Tc2 38. Dd1 Ff5
19. Dg1 Cg7 39. Txb5 Dd3+
20. Fd1 (l) Cc5 40. Td2 abandon.

NOTES

a) Les Blancs ont le choix entre le maintien de la tension au centre par 8. Fd3 et la fermeture du centre par 8. d5 (système Taimanov-Aronin).

b) Dans les années 50, on jouait le plus souvent 9. Cc1 : puis on s'intéressa à 9. b4 ; à partir de 1967, on donna la préférence à 9. Cc2 jusqu'à ce que Taimanov choisisse la continuation 9. Fd2 contre Fischer. Actuellement, la mode est de nouveau au système classique avec 9. Cc1, coup qui interdit la manœuvre Ch5 tout en libérant le pion 1.

c) Plus précis que 9... Cc8.

d) Cette idée de Nadjorf, dans sa partie contre Uhlmann en 1956 à Moscou, est encore aujourd'hui considérée comme supérieure à 11. exf5 et à 11. f3.

e) Si 11... f4 ; 12. Fg4 ; si 11... c5 ; 12. f4.

f) Dans cette variante, les Noirs poursuivent toujours par 12... f4 et, après 13. g5, g5 : 14. gxh6, gxh6 : 15. Tg1, Cg6 ; 16. Ch5, Tc7 ; 17. Dc2, Cc8 ; 18. a4, h5 ; 19. Cc2, Ff8 ; 20. h3, Tg7 ; 21. Cxg7, Fd7 ; 22. Ch5, Ch4 ; 23. Dd5, Rb8 ; 24. a5, g4 : la position est

signée : 25. h5g4, h5g4 ; 26. Fxg4, C66 ; 27. Cg7, Cxg4 ; 28. Fxg4, Fxg4 ; 29. Cxg4, Txg4 ; 30. Tc2, Dg5 (Miles-Sax, Londres, 1980). Les Noirs ne souhaitent pas entrer dans la stratégie fondée sur l'avance des pions de l'aile-R.

g) Empêchant tout contre-jeu sur la colonne g.

h) Cherchant à bloquer les pions de l'aile-R avant de revenir sur l'aile-D. Ce plan est souvent joué par Fischer.

i) Ainsi s'explique le départ du R en h8 : maintenant le Fg7 peut devenir actif en h5.

j) Avec l'idée : 16... Fb6.

k) Mais voici que ce sont les Blancs qui entreprennent d'attaquer sur l'aile-R via h4, Th1, Dg1, Rf2.

l) Notez bien la profondeur de ce coup du F-R, qui ne vise pas seulement à se défendre de l'entrée du Cg7 en h5 par Cc2.

m) Cette contre-attaque paraît bien gagner un pion, mais, dans l'ouverture des lignes qui aura lieu, bien malin qui peut dire quel est le R le plus exposé.

n) Si 23. gxh6 ? Rf7, et l'initiative tombe dans les mains des Noirs. Maintenant surgit la menace 25. Cc6xh4, exf4 ; 26. Cxh4 et 27. Fg3+.

o) Quel joli parcours : c2, d1, a4, e8 et g6.

p) Le R quitte la dangereuse diagonale a1-h8, mais sa sécurité sur la colonne h n'est pas garantie.

q) Un sacrifice dont la correction est indiscutable.

r) Menace 36. Tg6.

s) Menace 37. Dxc6 mat.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1166
V. Vlasenko, 1984.

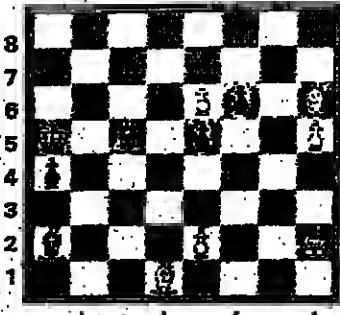
(Blancs : Rf1, Fd1 et b1. Noirs : Rh1, Fg8, Fb7, b4, g5, h4.)

1. Fd4+ ; Rb2 ; 2. Fd5+ ; Rb3 ; 3. Ff5+ ; Rb4 ; 4. Rg1, Fd5 ; 5. Fd3, Fg2 ; 6. Fd5h1 ; 7. Fg1, b2 ; 8. Fxh2, b5 (si 8... Rg3 ; 9. Fd5+ ; Rf3 ; 10. Fd5+ ; 9. Fxh5, Ff3 ; 10. Ff1+ ; Rg3 ; 11. Fd5 mat.

ÉTUDE

V. NEUSTADT

(1929)



BLANCS (6) : Rb2, Fd1 et h6, Fc2, h6, h2.

NOIRS (6) : Ra4, Fd2 et g5, Fc5, h6, a4.

Les Blancs jouent et gagnent.
CLAUDE LEMOINE.

bridge

N° 1165

Rectification immédiate

Quand on joue un chelem et que l'on a besoin d'un squeeze pour la deuxième levée, on a intérêt à donner à l'adversaire la levée à laquelle il a droit, comme dans cette donne d'un championnat de la Côte d'Azur. Et il faut faire cette « rectification du compte » le plus tôt possible si l'on veut que l'adversaire ne trouve pas la parade.

♠ R9853
♥ D74
♦ R4
♣ A62
N 1074
O 963
E 938
S DV73
♠ ADV
♥ AR5
♦ 1063
♣ R1084

Onest entame le 6 de Pique (doubleton). Sud prend le Valet et joue le 3 de Carreau pour l'As d'Ouest qui continue tout. Comment Tristrides, en Sud, a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A PIQUE contre toute

défense ? Onest aurait-il pu, au début, faire chuter ce chelem ?

Réponse :
A moins de trouver par exemple Dame et Valet de Trèfle secs ou un honneur sec en Ovest (hypothèse également improbable), la meilleure chance de se procurer une deuxième levée est que le même adversaire ait le Valet de Carreau et la garde à Trèfle, c'est-à-dire quatre Trèfles. Toutefois, si c'est Est qui a le Valet de Carreau, il suffira pour le squeeze qu'il ait simplement les deux honneurs à Trèfle. Après quatre tours à Pique et trois à Cœur, le déclarant tire le Roi de Carreau et le dernier atout :

♠ 9 A62 ♦ DV7
♥ 10 R108

Est défait le 7 de Trèfle et, telles que les cartes sont (deux Trèfles seulement en Ovest), le déclarant ne peut pas se tromper même s'il jette un Trèfle de sa main, car c'est le 6 de Trèfle qui devient maître.

Si Ovest avait refusé de prendre au premier tour à Carreau, le chelem aurait chuté, car, si le déclarant continue Carreau, Ovest n'aura qu'à prendre et rejoindre Carreau. Pour cette raison, il faut jouer Carreau immédiatement car, à ce stade du jeu, il sera difficile pour le flanc de trouver la bonne défense.

Dangereuse routine

Cette manche jouée au Club St James à Londres, a été gagnée parce que le déclarant n'a pas réfléchi suffisamment au début du coup, et cette négligence a été fatale.

♠ V10
♥ A42
♦ RDV2
♣ DV72
N 72
O RD76
E 10985
S 1052
♠ AD8643
♥ 108
♦ 4
♣ R876
N 993
O V953
E 763
♣ 93

Ann. : N. dom. Pers. vuln.

Ouest Nord Est Sud
2- 10 passe 1 SA
3- 3 SA passe passe...

Ouest ayant entamé le 6 de Pique pour le 7 d'Est, comment Mollo propose-t-il de jouer pour gagner TROIS SANS ATOUT contre toute défense ?

Note sur les enchères :
Nord avait une enchère difficile sur « 2 Piques ». Théoriquement il aurait dû déclarer « 3 Piques » (pour que Sud dise « 3 SA » avec un arrêt à Pique), mais il craignait de faire jouer « 4 Cœurs » à Sud si celui-ci avait quatre cartes dans cette couleur. D'autre part, si Ovest avait une couleur affranchie à Pique, il aurait peut-être passé sur « 1 SA » et il était donc probable que Sud avait un arrêt à Pique. Quant au contre de pénalité sur « 2 Piques », il est exclu quand on

sait que Sud n'a pas pu dire « 1 Pique » sur « 1 Carreau ».

COURRIER DES LECTEURS

« La Corde raide de São Paulo » (n° 1157).

« Il y a dans cette donne, écrit Paul Fourrier, un autre miracle car il y a une deuxième façon de gagner ce petit chelem à Carreau en faisant un transfert de garde à Pique : on joue la Dame de Pique du mort couverte et coupée afin que Ouest soit seul gardé dans les couleurs noires et subisse ce squeeze d'affranchissement ».

♠ V106 ♦ RD10 ♠ A98V10 ♦ A7
♦ 9 ♦ V9853

Atout Carreau. Le mort joue le 10 de Cœur maître et le déclarant fait encore quatre levées... »

PHILIPPE BRUGNON.

dames

N° 271

Les yeux fermés

Championnat des Pays-Bas, 1985
Blancs : docteur P. Roozenburg
Noirs : P. Tuk
Ouverture : Bartolotti

1. 33-28 18-22 15. 32-27 (h) 20-24
2. 38-33 12-18 16. 37-32 8-12 (i)
3. 43-38 (a) 7-12 17. 33-28 2-8
4. 31-27 (b) 22-31 18. 38-33 (j) 14-20
5. 36-27 17-22 (c) 19. 25-14 9-20
6. 28-17 11-21 20. 42-38 12-17
7. 37-26 19-23 21. 41-36 (k) 5-8 (l)
8. 49-43 1-7 22. 35-38 (m) 36-44
9. 41-37 (d) 14-19 23. 45-40 44-35
10. 46-41 18-14 24. 33-29 (n) 23-34
11. 34-29 (e) 23-34 25. 39-38 35-24
12. 39-38 18-23 (f) 26. 27-21 16-27
13. 44-39 12-18 27. 30-27 38-44
14. 38-25 7-11 (g)

NOTES

a) Le GMI Wierma affectionne 3. 31-26 (7-12) ; 4. 37-31 (19-23) ; 5. 28-19 (14-23) ; 6. 32-27 (23-28) ; 7. 34-29 (20-24) ; 8. 29-20 (15-24) ; 9. 40-34 (1-7) ; 10. 34-30 (9-14), etc. [Wierma-Van Harten, Tournoi open d'Amsterdam, juillet 1979].

3. 42-38 et ses suites sont mieux connues, parmi lesquelles 3... (7-12) ; 4. 47-42 (1-7) ; 5. 31-26 (20-24) ; 6. 34-30 (11-23) ; 7. 40-34 (13-18) ; 8. 30-25 (9-13) ; 9. 34-30 (4-9) ; 10. 39-34 (14-20) [unité de faute par le maître King au tournoi parisien, en janvier 1963] ; 11. 25-14 (9-20) ; 12. 30-25 [attaque insuffisamment étudiée dans ses conséquences, assez difficile à déjouer] (24-30) ; 13. 35-24, a1 (19-23) [ce non (20-40)] ; 14. 43-34, a2, a3 (13-19) [l'une des phases les plus aiguës du mécanisme] ; 15. 25-14 (22-27) ;

16. 32-21 (23-43) ; 17. 49-38, a4, a5 (16-27) ; 18. 14-23 (18-49) ; dame et+.

17. 13. 25-14 (30-39) ; 14. 43-34 (22-27) ; 15. 32-21 (23-43) ; 16. 48-39 [si 49-38, les Noirs dament, après (16-27), à 49, comme ci-dessus] (16-27) ; 17. 14-23 (18-47) ; dame et+.

a2) 14. 28-19 (39-28) ; 15. 32-23 [si 25-14, suite analogue] (18-29) ; 16. 25-14 (13-24) puis (10-19), N+2 et+.

a3) 14. 25-14 (10-19) ; 15. 43-34 (22-27) ; 16. 32-21 (23-43) ; 17. 49-38 (16-27), N+1.

a4) 17. 14-23 (18-47) ; dame et+.

a5) 17. 48-39 (16-27) ; 18. 14-23 (18-47) ; dame et+.

Ce dédale de variantes fait donc apparaître que, sur l'attaque 30-25 au douzième temps, les Noirs forcent au moins le gain du pion.

Après 3. 42-38 (7-12) ; au troisième temps, voici une continuation immédiate moins tumultueuse, parmi des centaines, 4. 31-26 (19-23) ; 5. 28-19 (14-23) ; 6. 47-42 (1-7) ; 7. 37-31 (22-28) ; 8. 33-22 (17-37) ; 9. 41-36 (14-19) ; 10. 46-41 (10-14) ; 11. 41-37 (11-17) ; 12. 39-33 (6-11), etc. [Faulhaber-Fabre, classement mobile, 1934, au Damier parisien].

b) A ce stade de la partie, le double enchevêtrement par 4. 32-27 est inopé-

rant, les Noirs possédant la pièce 19, 14, 10 pour réagir aussitôt par (19-23).

c) Tout indiqué pour déloger les Blancs du centre et porter un de leurs pions à 26 (pièce à la bande).

d) 9. 32-28 (14-23) ; 10. 39-33 (7-11) ; 11. 44-39 (30-25) livre le coup simple de gain 12. 28-22 (18-27) ; 13. 32-21 (16-27) ; 14. 34-30 (25-34) ; 15. 40-16, +.

e) Le ton monte d'un cran sur cette attaque, qui ouvre d'innombrables perspectives de systèmes de jeu.

f) Choix classique dans cette occupation sans retard du centre.

g) Le désir de se servir du pion 26 passé, pour l'instant.

h) Un pion taquin qui valorise la présence du pion à 26.

i) 16... (11-17) ; 17. 41-36 (5-10), les Blancs exécuteraient-ils le coup de dame en 7 temps ? 18. 25-20 (14-25) ; 19. 35-30 (24-44) ; 20. 45-40 (44-35) ; 21. 39-29 (23-34) ; 22. 39-34 (35-24) ; 23. 27-21 (16-27) ; 24. 32-25 (9-14) ; 25. 35-35 (13-19) ; 26. 35-13 (8-19), B+1 après la prise de la dame ; mais le gain restait à démontrer.

j) Partie de type classique, parfaitement connue du docteur Roozenburg, ancien champion du monde.

k) Coup positionnel dans lequel on ne saurait voir un tenté de faute, à ce niveau.

l) Contre toute attente, les Noirs livrent le coup de dame, dont le mécanisme, enrichi d'un temps, a été donné à titre d'exemple ci-dessus.

m) Les yeux fermés pour le docteur Roozenburg.

n) L'une des caractéristiques de ce jeu très classique mécanique.

o) Sans espoir de prendre la dame.

Problème
L. TEVAN 1953



Les Blancs jouent et gagnent en 10 temps.

A noter que les « derniers coups », le pion à 32 se trouvent alors à 37, est 66 (27-31) ; 37-32 puis (31-37) comme dans la position du diagramme.

• Solution (difficile) : 29-23 (37-46), les Noirs dament 23-18 (37-46).

premier maillon saute à la faveur d'un temps de repos] (12-23) 33-29 [création d'un nouveau temps de repos] (24-22) 34-30 (46-28) 39-34 [effacement des Blancs au vu de la formation d'un croche] (28-25) 49-44 (50-48) 30-25 [le croche] (48-30) [la dame aura subi quatre déplacements successifs pour permettre aux Blancs d'exploiter dans un original enchevêtrement de trois ratés spectaculaires] 35-11 (17-6) 26-10 [une ratée par composition et dont la particularité tient à l'art d'avoir amené un pion à 22, et un pion à 23] (4-15) 25-21, etc. +. Tous les problèmes de L. Tevan se classent dans le haut de gamme et permettent aux nouveaux débutants de mieux saisir les subtilités et certaines finesses de l'art du problème.

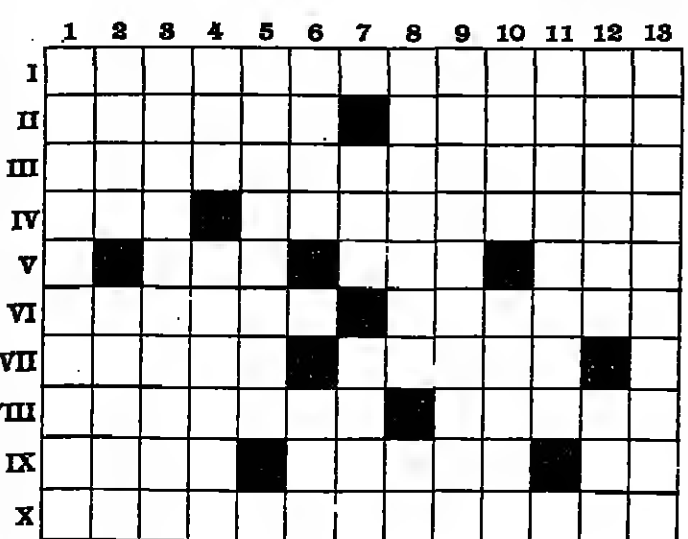
JEAN CHAZE.

• Pour obtenir la liste des ouvrages didactiques et recueils en langue française, les lecteurs peuvent s'adresser directement à Jean Chaze, « La Pastorelle », bâtiment D, boulevard de Pasteur, 07000 Privas.

Sur demande, seront joints gratuitement deux opuscules conçus par la FFED pour franchir rapidement le premier cap de l'initiation (connaissance des règles internationales et de la signification des chiffres, des lettres et des signes conventionnels).

MOTS CROISÉS

N° 396



ANACROISÉS®

N° 396

SOLUTION DU N° 395

Horizontalement
I. Afrique du Sud. - II. Prévu. Grêle. - III. Pageots. Bits. - IV. Ay. Stéfanes. - V. Réa. Antan. Ri. - VI. Turc. Sagouin. - VII. Ergoline. Sée. - VIII. Utile. Saur. - IX. Entrée. Degré. - X. Naïen. Moue. - XI. Treussilient.

Verticalement
1. Appartement. - 2. Frayeur. Nar. - 3. Reg. Argus. - 4. Ives. Cotres. - 5. Quola. Tissa. - 6. Ustensile. - 7. Sazné. Mi. - 8. Dg. Rage. Dol. - 9. Urbino. Seul. - 10. Sein. Usagée. - 11. Ulérieur. - 12. Dessinéant.

FRANÇOIS DORLET.

SOLUTION DU N° 395

Horizontalement
1. DEIOPSS. - 2. EIMORSU (+1). - 3. AFILNOT. - 4. EILLINT. - 5. BEIGIST. - 6. AEEGMRRU. - 7. AEIRRSU. - 8. EEEGLNSU (+1). - 9. EINORSTY. - 10. AAINRSS. - 11. EEEGNS (+2). - 12. EFLOQUU. - 13. CEHIOE. - 14. ADEGINU. - 15. DEGNNOU. - 16. EEEELNP. - 17. AACFISS (+1). - 18. AEIRRS (+4).

Verticalement
19. DEEGORU. - 20. AAEFLR (+1). - 21. AAINNOT (+1). - 22. EILPUX. - 23. AEGLSU (+3). - 24. EINOQU. - 25. EELNSSU. - 26. EILLNNS. - 27. AEGIMNR (+1). - 28. AEILLLOV. - 29. AELLRU. - 30. EGGOSU (+1). - 31. EEEGINST (+1). - 32. EEEGHNU. - 33. EEEEMNU. - 34. AEEPPSS. - 35. AEEISV. - 36. EENRST (+1). - 37. ADEFIRS (+1).

SOLUTION DU N° 395

Horizontalement
1. DESAVEU. - 2. PROHIBA. - 3. NAVICULE, algue microscopique. - 4. URBAIN (BRUINA BURINA). - 5. UREMQUE. - 6. INCITE. - 7. BRUNANTE, épongeuse (canadassine). - 8. FRAIERA (RAREFIA). - 9. VANNERAS. - 10. CERU. - 11. OREMUS (MEROUS MOEURS MORUES REMOUS). - 12. CAUSALUX. - 13. AYMARAS, langues indiennes. - 14. BAUHINIA, fleur des tropiques. - 15. IMITAIS. - 16. FEAGISTE (PIGEATES). - 17. EXERESSE.

Verticalement
18. DANOISE (ANODISE). - 19. COALISE (SOCIALE). - 20. NURSERY. - 21. SERVICES. - 22. REMOISE (ISOMERS MOIRERS). - 23. ECUMANT. - 24. VECUTES. - 25. VESANIES, maladie mentale (ENVIASSE VANISEES VEINASSE). - 26. EMBRUNS. - 27. CLAPET (PLACET). - 28. ROUQUINE. - 29. RAUCHA, remise à section d'une galerie de mine. - 30. BEARNAIS. - 31. NAISSAIN. - 32. ANNUELS (ANNULES). - 33. EXCLAVIER.

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.

Le mariage de la musique et de l'image

FR 3, c'est trois fois... plus créatif



Pierre Boulez.

NOUS croulons sous les vidéos-clips ! Il y en a d'abord « Bonsoir les clips » sur Antenne 2, puis le « Top 50 » sur Canal Plus, et maintenant, avec l'arrivée de TV 6, une véritable avalanche de clips, spots et autres jingles. Sans parler de la « 5 ». Le vidéo-clip, ce joueur de flûte qui enveloppe nos enfants, est presque à cent pour cent anglo-saxon. A tel point que le Conseil supérieur de la musique a récemment poussé un cri d'alarme : « La chanson française recule partout ! »

Il faut rendre hommage à FR 3 pour son opiniâtreté à ramener à contre-courant. Non seulement la chaîne de la décentralisation encourage les initiatives locales (comme la création, à Toulouse, de l'opéra *Moussourgi*, de Marcel Landowski) et les présentations nouvelles (comme les versions abrégées des grandes œuvres lyriques — la *Favorita*, *Orphée*, *Thaïs* — au Muséum), mais elle recule pas devant les expériences originales, même difficiles.

De mois de mars sera particulièrement faste pour les mélomanes. FR 3 accueillera sur son antenne trois productions de l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA), qui tentent, avec les moyens propres à la télévision, de faire découvrir ou de mieux faire connaître une œuvre et une musique peu familières en public : *Répons-Boulez*, *Tokyo Melody* et *L'Heure espagnole*.

La première émission est sans doute la plus difficile d'accès, mais aussi la plus intéressante du point de vue visuel. Dans son film *Répons-Boulez*, Robert Cahen présente la dernière œuvre du compositeur français, qui fait appel à l'ordinateur. « *Répons* est comme une bougie en face de plusieurs miroirs », a écrit Pierre Boulez. « Tout à coup, la bougie devient multiple, ainsi qu'on peut la voir dans la salle des miroirs de certains châteaux ». Le film traduit cela au moyen d'images décalées ou synchrones, réalistes ou surréelles (images de Boulez en train de diriger, du pianiste, de la nature, de la mer, d'un homme qui court, images superposées, retravaillées par la vidéo). Le résultat est onirique, mais c'est aussi une lecture de cette partition parmi d'autres, et on peut regretter l'imposition au téléspectateur d'une « vision » qui lui enlève ses propres fantasmes.

« Debussy disait qu'il aimait les images autant que la musique », rappelle le musicien Ryuichi Sakamoto, le sujet du deuxième film, *Tokyo Melody*. Pour lui, l'image joue aussi un rôle capital (il écrit des musiques de film). Connus au Japon pour avoir lancé le groupe Yellow Magic Orchestra, Ryuichi Sakamoto est devenu célèbre à l'étranger pour avoir joué aux côtés de David Bowie dans le film *D'Alina Furry*, pour lequel il a également écrit la musique.

Le portrait de lui réalisé par Elizabeth Lennard dans *Tokyo Melody* est une mosaïque d'images, sonores et mouvantes, le montrant en concert, au studio d'enregistrement, composant chez lui, à l'aide d'ordinateurs et de synthétiseurs, et dans la ville de Tokyo, où il se prête à des mises en scène de son propre imaginaire. Fils de son époque, il fait remarquer que « la musique est partout : au café, dans les grands magasins, dans les ascenseurs ». Avec, comme résultat, un morcellement de la musique, qu'on n'écoute plus du début à la fin, mais par fragments.

Cela influe sur sa manière de composer. « Autrefois, dit-il, on composait la musique dans l'ordre, de la première à la dernière note. Mais aujourd'hui on peut commencer par le milieu. Le temps n'est plus linéaire. Il y a plutôt une masse de temps décomposé, et la composition



Ryuichi Sakamoto.

consiste dès lors à recomposer tout cela après coup, comme on veut. »

La troisième œuvre, *L'Heure espagnole*, de Maurice Ravel, que l'on verra à la fin du mois, quoique plus classique par le sujet, fait preuve d'innovation par le traitement. Cette comédie musicale en acte sera présentée à la télévision à l'aide des moyens technologiques nouveaux et d'un mélange de procédés visuels : dessin, image projetée, manipulation d'image réelle, animation, etc. Dans un décor d'imagerie enfantine, les personnages apparaissent, disparaissent et se transforment, créant un monde de délire absurde que Ravel n'aurait pas désavoué.

Bref, ces trois émissions musicales produites par l'INA offrent un bon exemple de ce que la télévision peut apporter d'original à la création artistique. « La télévision n'est pas seulement le moyen de transmettre ou de rendre compte de créations et de spectacles existants par ailleurs », déclare Claude Guisard, directeur du département de création et de recherche de l'INA. Elle doit aussi utiliser toutes les ressources de l'audiovisuel pour faciliter l'accès aux œuvres et en créer de nouvelles. » Objectif atteint.

ALAIN WOODROW.

● *Répons-Boulez*, le samedi 8 mars à 23 h (diffusé en simultané sur France-Culture) ; *Tokyo Melody*, le dimanche 9 mars à 20 h 30 ; *L'Heure espagnole*, le dimanche 30 mars à 20 h 30, sur FR 3 (diffusée en simultané sur France-Musique).

Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier.

■ A VOIR ■ GRAND FILM

DIMANCHE 9 MARS

Le Dernier Train de Gun-Hill ■
Film américain de John Sturges (1958), avec K. Douglas, A. Quin, C. Jones, E. Hollman, B. Dexter.
TF 1, 20 h 30 (90 mn).

Un shérif veut se venger des assassins de sa femme, dont l'un est le fils d'un rancher, son vieil ami. Affrontement psychologique, action, bruit et fureur, influence de pas mal d'autres westerns. A voir surtout pour les acteurs.

Le Ministère de la peur ■■

(Espions sur la Tamise) Film américain de Fritz Lang (1943), avec R. Milland, M. Reynolds (v.n. sous-titré, N.).
FR 3, 22 h 30 (85 mn).

Un homme sort d'une maison de santé après un séjour à une clinique et se trouve pris, à Londres, dans une ténébreuse affaire d'espionnage. D'après le Ministère de la peur, de Graham Greene, un itinéraire démentiel à travers un réseau nazi en Angleterre en temps de guerre. Et une vision tragique de la condition humaine. Génial.

LUNDI 10 MARS

La Nuit américaine ■■

Film français de François Truffaut (1973), avec J. Basset, V. Cortes, A. Stewart, J.-P. Aumont, J.-P. Léaud.
TF 1, 20 h 30 (115 mn).

Sous le nom de Ferrand, Truffaut tourne un film aux studios de la Victorine à Nice, et nous montre comment cela se passe. Problèmes techniques, problèmes humains, interférence de la vie privée des acteurs et des membres de l'équipe sur la création d'une fiction. Cette admirable réalisation pirandellienne est pleine d'une sensibilité, d'un grand amour du cinéma, que Truffaut a transmis à tous ses élèves.

Vous n'avez rien à déclarer ? ■

Film français de Leo Joannon (1937), avec Raimu, A. Alamu, P. Brasseur, S. Fédre, H. Guisel, S. Bataille (N.).
FR 3, 18 h 05 (90 mn).

Un jeune homme timide n'a pu consommer son mariage, à cause de

L'intrusion d'un douanier dans le train de son voyage de nocces. La veuveille gauloise de grand-papa, avec des interprètes fabuleux.

Le Clan des Siciliens ■
Film français d'Henri Verneuil (1968), avec J. Gabin, A. Delon, L. Ventura, I. Demick, A. Nazzari, E. Cogan.
FR 3, 20 h 35 (115 mn).

Un shérif veut se venger des assassins de sa femme, dont l'un est le fils d'un rancher, son vieil ami. Affrontement psychologique, action, bruit et fureur, influence de pas mal d'autres westerns. A voir surtout pour les acteurs.

MARDI 11 MARS

Un dimanche à la campagne ■■

Film français de Bertrand Tavernier (1984), avec L. Ducas, S. Azema, M. Aumont, G. Mouch, M. Chautempe.
A 2, 20 h 35 (90 mn).

Un dimanche de fin d'été en 1912. Un vieil homme retiré à la campagne reçoit, comme d'habitude, son fils et la famille de celui-ci. L'arrivée, non prévue, de sa petite-fille, vient tout bouleverser. Entre le réalisme psychologique le plus délicat et l'avocation proustienne des sensations enfouies dans la mémoire, un des plus beaux films français des années 80.

Les Dents de la mer ■

Film américain de Steven Spielberg (1975), avec R. Scheider, R. Shaw, R. Dreyfuss, L. Gary, M. Hamilton.
FR 3, 20 h 35 (120 mn).

Une station balnéaire est terrorisée par un requin gigantesque. Trois hommes partent en bateau pour le détruire. Le grand frisson de la peur collective américaine, avec un monstre quasi symbolique. Crossover de la mise en scène, à la frontière du réalisme et du fantastique. Spielberg a été lancé par cet énorme succès commercial.

MERCREDI 12 MARS

Un bruit qui court ■

Film français de Jean-Pierre Sentier et Daniel Laloux (1982), avec J.-P. Sentier,

D. Laloux, Florence, P. Baillet, R. Dubillard.

FR 3, 23 h 10 (90 mn).
Deux fonctionnaires du ministère du Travail ont été oubliés sur une île déserte où ils ont installé leur propre univers. Fable sociale au comique farfelu. Délire des images et des acteurs.

JEUDI 13 MARS

Pain, amour et jalousie ■

Film italien de Luigi Comencini (1954), avec G. Lollobrigida, V. De Sica, R. Risso, M. Merini, V. Riento (N.).
A 2, 20 h 35 (95 mn).

Le marchand des logis chef et le « Bersagliere » de Pain amour et fantasie ont des difficultés pour épouser respectivement le sage-femme Annarella et le carabinier Stelluti. Comédie villageoise dans l'esprit et le style de la précédente.

Planète interdite ■

Film américain de Fred McLeod Wilcox (1955), avec W. Pidgeon, A. Francis, L. Nielsen, W. Stevens, J. Kelly.
FR 3, 20 h 30 (85 mn).

En 2200, le voyage d'une équipe américaine sur une mystérieuse planète où une autre expédition a disparu depuis vingt ans. Naïveté, charmes et conceptions morales de la science-fiction hollywoodienne des années 50. Truquages intéressants, musique électronique et robot vedettes.

VENDREDI 14 MARS

A nous la liberté ■

Film français de René Clair (1931), avec R. Cordy, H. Marchand, F. Rolla, P. Olivier, A. Michaud (N.).
A 2, 23 h (60 mn).

Un prisonnier s'évade et devient un puissant industriel capitaliste. Un ancien compagnon de pénitencier entre comme ouvrier dans son usine. Satire du machinisme et du progrès technique non contrôlés. Par le biais de la comédie, René Clair a traité sérieusement, sous l'humour, des problèmes sociaux qui préoccupaient le monde en pleine crise économique.

Samedi

8 mars

TELEVISION FRANÇAISE

1

8.00 Bonjour la France ; 9.00 A votre service (et à 9 h 45) ; 9.30 Cinq jours en Bourse ; 10.30 Reprise : Performances (diff. le 5 mars) ; 11.00 Haute de gamme, magazine de la musique en simultané avec France-Musique : hommage à Georges Brassens, avec le quatuor Enesco et le guitariste R. Dymos ; 12.00 Tournez-moi ; 12.50 La séquence du spectacle ; 14.25 Série : la Croisière s'amuse ; 15.15 Dessin animé : Astro le petit robot ; 15.45 Tiercé à Sable-Cloud ; 15.55 Temps X, magazine de la science-fiction ; 16.50 Série : Blanc, bleu, rouge ; 17.45 Trente millions d'amis ; 18.20 Automoto ; 18.50 D'accord pas d'accord (INC) ; 19.00 Les trois premières minutes ; 19.35 Dessin animé : Tom et Jerry.

20.00 Journal ; 20.30 Tirage du loto.
20.35 Téléfilm : Vie Male.
De T. Toelle, d'après le roman de J. Knittel, adapt. de J. Graser, avec M. Adorf, M. Demers, M. Vukotic...
Dédié aux sagas familiales sont les favorites du petit écran. Cette nouvelle série en trois parties vit son drame au cœur d'un petit village suisse. Jonas Laurets, maître d'une scierie sans avenir, est devenu alcoolique et terrorise sa famille. Seule la cadette échappe à ses sévices.

Droit de réponse : Revue de presse.
Emission de Michel Polac.
Revue de presse exceptionnelle avec des journalistes étrangers, et des journalistes spécialisés de la télévision, pour parler des nouvelles chaînes : P. Romani (« Il Giornale », Italie), Y. Toussaint (« Soir » de Bruxelles), J. Mendes (« Diário de Lisboa », Portugal), R. de Weck (« Die Welt », Allemagne), E. Lehmann (« La Suisse »), M. Dobbs (« Washington Post »), P. Pericks (correspondant de la télévision néerlandaise), Paul Webster (correspondant du « Guardian », Grande-Bretagne), E. Mougeotte (« Télé 7 Jours »), A. Remond (« Télérama »), B. Faivre d'Arcier (président du directoire de la « 7 »).

0.00 Journal.
0.15 Ouvert la nuit. Série : Les Incorruptibles.

10.40 Journal des sourds et des malentendants ; 11.00 Le journal d'un siècle, de L. Bérut. Édition 1941 ; 12.00 A nous deux ; 12.45 Journal ; 13.25 Série : Cosmos 1999 ; 14.15 Récit A2, Les mondes engloutis, Télécha ; 14.50 Les jeux du stade (cyclisme, saut à ski, squash, football, Nancy-Nantes) ; 17.00 Les carnets de l'aventure (le Pion de la fournaise : ski volcanique) ; 17.50 Série : Loterie ; 18.40 Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19.00 D'accord, pas d'accord (INC) ; 19.05 Emissions régionales ; 19.30 Casse-noisette.

20.00 Journal.
20.35 Champs-Élysées.
De M. Drucker.
Spécial Serge Lama.

21.55 Alfred Hitchcock présente : « Prisonniers ».
De C. C. Rowe.

22.25 Magazine : Les enfants du rock (et à 23.45).

Spécial Madonna, en seconde partie. Herbie Hancock en concert au Hammersmith Odeon de Londres (23.45).

Un portrait de la coqueluche des rockers : Madonna, suivi d'un concert où le versatile Herbie Hancock mélange le jazz et la musique électronique. Un régal, sauf pour les puristes...

23.30 Journal.

ANTENNE 2

2

Espace 3 : 12.30 Les pieds sur terre, magazine agricole ; 13.15 Connexion, émission de l'ANPE-ONISEP ; 14.00 Forum gestion des PME-PMI ; 14.30 La caisse nationale d'assurance-maladie ; 14.14 Rencontre avec Mihnea ; 15.00 Médias d'avenir ; 15.45 Les coulisses de la réussite ; 16.00 Championnat de France de natation.

17.30 Émissions régionales.
Programmes autonomes des douze régions sauf à 18.55 où l'on verra sur tout le réseau Mighty Mouse, et à 19.55 Recettes de Gil et Julie.

19.30 Campagne électorale.
20.05 Disney Channel.

Cocktail de dessins animés et divers programmes de Walt Disney Channel, la grande soirée familiale et... le célèbre feuilleton « Davy Crockett ».

21.55 Journal.
22.20 Feuilleton : Dynastie.

Faux certificat de mariage, évanouissement, photos compromettantes, juste ce qu'il faut pour relancer le suspense d'un feuilleton sans fin.

23.10 Musiclub.

En simultané avec France-Musique : Boulez-répons avec l'Ensemble contemporain, sous la direction de P. Boulez, sol. P.-L. Aimard, A. Neveux, M.-C. Jumeat.

(Lire notre article.)

FRANCE 3

3

7.30 à 19 h 30, rediff. des émissions de la veille (7.30, C'est beau le vie, et à 11.30 et 15.30) ; 8.30 Flamingo road, (et à 12.30 et 16.30) ; 10.15 Arabesque, (et à 13.30 et 17.30) ; 10.30, Grand prix, (et à 14.30 et 18.30).

19.30 Cinq sur cinq, programme musical ; 20.30, Cherchez la femme, variété ; 22.30, Le grand show du sport, magazine sportif.

23.30 Rediff. des programmes de la soirée.

FRANCE 5

5

● RTL, 20 h, Série : Les deux font la paire ; 21 h, A vous de choisir : Mac-Arthur, le général rebelle, film de J. Sargent, ou l'Évasion du capitaine Schuerter, film de L. Johnson ; 23 h 5, Variétés : Starline.

● TF6, 20 h, Knight Rider ; 21 h, Série : Voyage en enfer ; 22 h 45, Monte-Carlo zoom ; 23 h 5, Sky Trax.

● RTL, 20 h, Le jardin extraordinaire ; 20 h 35, Un amour de Coccinelle, film de R. Stevenson ; 22 h 20, Le mot de la fin.

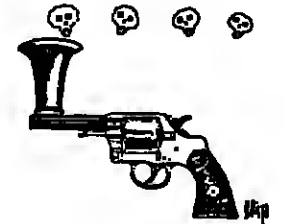

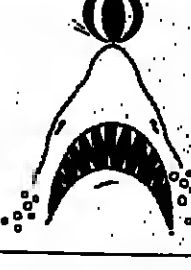
● TSR, 20 h 5, Série : Maguy ; 20 h 40, Maigret se défend ; 22 h 30, Sports ; 23 h 30, Vaguerie, film de J. Farrow.

PÉRIPHÉRIE

PÉRIPHÉRIE

هكذا من الأصل

TELEVISION

	Dimanche 9 mars	Lundi 10 mars	Mardi 11 mars
TELEVISION FRANCAISE 1	<p>8.00 Bonjour la France; 9.00 Emission islamique; 8.15 A Bible ouverte; 9.30 Orthodoxie; 10.00 Présence protestante; 10.30 Le jour du Seigneur; 11.00 Messe célébrée à Champigny-sur-Marne (94), prédicateur: Père Dominique Nicolas; 12.00 Téléfoot 1.</p> <p>13.00 Journal. 13.25 Série: Staraky et Hutch. 14.15 Les habits du dimanche. 15.05 Alice au pays des merveilles. 15.30 Tiercé à Auteuil. 15.45 Sports dimanche. Cyclisme. 36 Paris-Nice, dernière étape, ascension du col d'Eze. 16.45 Scoop à la une. Avec Jean-Luc Lahaye. 17.35 Les animaux du monde: Sais-moi, mais petit casard. 18.05 Série: Pour l'amour du risque.</p> <p>19.00 7 sur 7. Magazine de la semaine de J. Lazzi et Anne Sinclair, présenté cette semaine par Anne Sinclair. Invité: M. Jean Daniel, directeur du Nouvel Observateur.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma: le Dernier Train de Gun Hill. Film de John Sturges.</p> <p>22.05 Sports dimanche. L'actualité sportive du week-end.</p> <p>23.05 Journal.</p> <p>23.20 C'est à lire.</p> 	<p>10.55 Le chemin des écoliers (CNDP); 11.15 Antiope 1; 11.45 La Une chez vous; 12.00 Tournez...manège.</p> <p>13.00 Journal. 13.50 Série: Dadas (redif.). 14.40 La maison de TF 1: jardinage, travaux d'entretien, maquillage, l'équipement des voitures, recettes de cuisine...; 15.30 Téléfilm: le Maître de l'eau, d'E. Lindberg, avec R. Logan. Et la Cumbala... (Ce téléfilm américain, d'espionnage fut diffusé en 1983, dans le cadre d'une série, « Sloane, agent spécial ». Sloane, dont il est difficile de résister aux charmes); 17.00 La chance aux chansons: 17.25 Feuilleton: La cardinal de velours. (premier de six épisodes d'un feuilleton qui sort de la graine. Vaut le détour); 18.25 Mini-Journal, pour les jeunes; 18.40 Feuilleton: Santa Barbara; 19.05 La vie des Botes; 19.30 Campagne électorale.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma: la Nuit américaine. Film de François Truffaut.</p> <p>22.05 Etoiles et toiles. Emission de F. Mitterrand et M. Jousado. Quatre portraits de femmes de cinéma à l'occasion du festival des films de femmes du 14 au 23 mars à Créteil: Rose Lacau Pansini, celle qui au lendemain de la guerre quitta la scène pour monter un studio de cinéma à Nice; Lois Weber, une star méconnue du cinéma muet; Mal Zetterling, l'actrice et réalisatrice suédoise, interviewée en 1985 lors du tournage d'« Amores »; Dorothy Arner, réalisatrice des années 30 dont le nom n'était pas inconnu d'Hollywood. On imagine déjà l'enthousiasme de Frédéric Mitterrand pour ces quatre noms du cinéma...</p> <p>23.25 Journal.</p> <p>23.40 C'est à lire.</p> <p>23.55 RFE: Quand l'entreprise fait du cinéma.</p>	<p>10.25 RFE: Elf à la Une; 10.55 Le chemin des écoliers (CNDP); 11.15 Antiope 1; 11.45 La Une chez vous; 12.00 Tournez...manège.</p> <p>13.00 Journal. 13.50 Série: Dadas (redif.). 14.35 Transcont-nental, magazine des voyages: du Sénégal aux Etats-Unis en passant par la Chine, avec M. de la Grange, productrice de l'émission « Les animaux du monde » et J. Lavière, photographe, écrivain. 15.55 Reprise: Contre-enquête (diff. le 19 février). 17.00 La chance aux chansons. 17.25 Feuilleton: le Cardinal de velours. 18.25 Mini-journal, pour les jeunes. 18.40 Feuilleton: Santa Barbara. 19.05 La vie des Botes. 19.30 Campagne électorale.</p> <p>20.00 Journal. 20.30 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>20.35 Les grands écrans de TF 1: Cigalon. D'après Marcel Pagnol, réalisation G. Folgoas, avec M. Galbreu, A. Ferréol, R. Caré (redif.). Les célèbres mésaventures d'un restaurateur, face à la concurrence d'une cuisine bon marché. Blessé dans son amour-propre de cuisinier, retiré dans un petit village de Provence, M. Cigalon saura-t-il gagner le pari de prendre tous les clients de l'auberge de l'ex-blanchisseuse du village?</p> <p>22.10 Les grandes aventures de l'industrie. Séries de J.-R. Albertin, J.-P. Cottet, M. Jager et G. Luzzani. Les armes des conquérants. Cette dernière émission laisse entrevoir ce que sera l'avenir de l'industrie. Un avenir encore plus difficile, où celui qui ne saura pas faire face aux nouvelles technologies, à la concurrence... devra s'éclipser. Une émission qui traite des enjeux du développement industriel: la question de l'emploi et de l'indépendance.</p> <p>23.05 Journal.</p> <p>23.20 C'est à lire.</p>
ANTENNE 2	<p>9.00 Informations et météo; 9.10 Gym tonic; 9.45 Les chevaux du tiers; 10.00 Récré A2 (Bibifoc; Mafalda; Zarro; L'empire des cinq); 11.30 Dimanche Martin: Entrez les artistes.</p> <p>12.45 Journal. 13.20 Tout le monde le sait. 14.30 Série: Magnum. 15.20 L'école des fans. 16.15 Kiosque à musique. 17.00 Téléfilm: le Joueur, avec Kenny Rogers. 18.30 Stade 2. 19.30 Feuilleton: Maguy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Les enquêtes du commissaire Maigret: l'Amie de M^{me} Maigret. D'après G. Simonon, réal. M. Cravenne. Avec J. Richard, A. Tanguy. Comment M^{me} Maigret aide son illustre époux à résoudre l'énigme de l'homme dans un calorifère...</p> <p>22.00 Magazine: Projection privée. Marcel Jullian reçoit Jean Denisse, astronome, professeur au Collège de France.</p> <p>22.40 Musiques au cœur: A l'école... de Vienne. Magazine d'E. Ruggieri. Pour illustrer l'exposition « Vienne 1880-1938 » du Centre Pompidou, l'Ensemble Intercontemporain interprète « la Nuit transfigurée », de Schoenberg, compositeur né à Vienne en 1874.</p> <p>23.20 Journal.</p>	<p>5.45 Télématin; 9.00 RFE; 9.15 Antiope; 10.20 Reprise: Apogées; 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2; 11.35 Itinéraires, de S. Richard: Etats-Unis, les Chicacos de Los Angeles; 12.00 Journal et météo; 12.05 Jeu: l'Académie des neuf.</p> <p>12.45 Journal. 13.30 Feuilleton: La vallée des peupliers; 14.00 Aujourd'hui la vie (A voir, avec Jean Le Poulain, nouvel administrateur de la Comédie-Française); 15.00 Feuilleton: Hôtel; 15.50 C'est encore mieux l'après-midi; 17.30 Récré A2 (Lutulu et Lirili; Cobra, Téléchat); 18.00 Série: Ma sorcière bien-aimée; 18.30 C'est la vie; 18.40 Jeu: Des chiffres et des lettres; 18.50 D'accord, pas d'accord (INC); 19.05 Emissions régionales; 19.30 Campagne électorale.</p> <p>20.00 Journal. 20.30 Loto sportif.</p> <p>20.35 Les cinq dernières minutes: la boucle perdue. De J. Comot, réal. C. Loursis. Avec J. Dohary, M. Eyraud, N. Alari... Trois morts dans une chambre d'hôtel: accident, négligence ou crime? Le commissaire Cabrol et l'inspecteur Ménardou mènent l'enquête.</p> <p>22.10 Série documentaire: Nombre et lumière. Quatre émissions de l'INA sur les nouvelles images, proposées par P. Queau. Deuxième émission: les images du corps. Comment représenter un acteur en images de synthèse? Le film « l'Unique », qui montre Julia Migenes-Johnson en hologramme, deviendra-t-il réalité? On fait des progrès étonnants.</p> <p>23.05 Journal.</p>	<p>6.45 Télématin; 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2; 11.35 Les carnets de l'aventure (Y a pas de malice); 12.00 Journal et météo; 12.05 Jeu: L'Académie des neuf.</p> <p>12.45 Journal. 13.30 Feuilleton: La vallée des peupliers. 14.00 Aujourd'hui la vie (A voir). 15.00 Feuilleton: Hôtel. 15.50 C'est encore mieux l'après-midi. 17.30 Récré A2 (Téléchat; Image imagine; C'est chouette; Superdoc; Les mondes engloutis). 18.00 Série: Ma sorcière bien-aimée. 18.30 C'est la vie. 18.40 Jeu: Des chiffres et des lettres. 19.05 Emissions régionales. 19.30 Campagne électorale.</p> <p>20.00 Journal et Loto sportif.</p> <p>20.35 Cinéma: Un dimanche à la campagne. Film de Bertrand Tavernier.</p> <p>22.10 Pour ses jeux et pour commenter l'actualité cinématographique, Pierre Tchernia a invité Bernadette Lafont, Marie-Christine Barrault, Lambert Wilson, Roland Giraud.</p> <p>23.20 Journal.</p>
FRANCE RÉGIONS 3	<p>9.00 Debout les enfants. 10.00 Mossique: spécial femmes: Après la parole magazine, un reportage d'une heure réalisé par Simone Bittou, un regard très intime sur les jeunes filles immigrées - turques, portugaises, vietnamiennes, algériennes... - l'amitié, l'amour, la vie. Emotion.</p> <p>12.00 D'un soleil à l'autre, magazine agricole. 13.00 Emissions régionales.</p> <p>15.00 Sports: Netation. Championnats de France à Reims, en direct de la piscine Bréguigny. 16.20 Emission pour les jeunes. Les Entouchés, Lucky Luke, Génies en herbe. 17.30 Décibels, avec Flaming Ends, Bad Losers, French Resistance, Boris Karloff... 18.00 Culture clip. Le magazine de la culture qui bouge, agité Populux, avec Dakyo, éditeur africain à Paris. Au programme, le textile assisté par ordinateur, la péniche opéra, casting... 18.30 Documents secrets. Jeu de Pierre Bellemare. 19.15 Emissions pour les jeunes. Le Manège enchanté. Mackintosh, La minute de spirale. 19.30 RFO hebdo.</p> <p>20.00 Série: Fousourires. Une sélection des meilleurs dessins humoristiques mondiaux (dernière émission).</p> <p>20.35 Document: Tokyo Melody. Film réalisé par Elisabeth Lennard. Coproduction FR 3/INA. (Lire notre article.)</p> <p>21.25 Aspects du court métrage français. Les voisins s'aiment pas la musique, de J. Fansten. Un accordéoniste qui dérange, des enfants qui s'amusent... Journal.</p> <p>21.55 Journal.</p> <p>22.30 Cinéma de minuit: le Ministère de la peur. Film de Fritz Lang. Prélude à la nuit. Chant élégiaque, par R. Benedetti, violoncelle, N. Weyder, piano.</p>	<p>18.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. Souf à 16 h 05, où l'on verra sur tout le réseau le film Vous n'avez rien à déclarer?, de Léo Joannon; à 17 h 35, Actualité de judo; à 17 h 45, La cuisine des marins; à 18 h 55, Mighty Mouse; 19.30 Campagne électorale. 20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 Cinéma: le Clan des Siciliens. Film d'Henri Verneuil.</p> <p>22.40 Journal.</p> <p>23.05 Urbis: HLM que l'aima. Magazine de la ville de J. Cazaube. Avec l'historien Roger-Henri Guerrand et les rubriques: Paris-jardin 1911; Retracer le sillon: Il est beau mon HLM; La gestion ou le social; Habiter la croquette; Voyeurs de ville: Nouvelles urbaines.</p> <p>23.40 Prélude à la nuit. Sonate n° 8 en ut mineur opus 13 « Pathétique », de Beethoven, par Bruno-Léonard Gelber, piano.</p> 	<p>11.00 Espace 3.</p> <p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h, où l'on verra sur tout le réseau: l'Age en fleur; à 17 h 15 Dynastie; à 18 h 55 Mighty Mouse.</p> <p>19.30 Campagne électorale.</p> <p>20.05 Les jeux. 20.30 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>20.35 Cinéma: Les Dents de la mer de Steven Spielberg.</p> <p>22.40 Journal.</p> <p>23.10 Emissions régionales. Alsace: Focals et regards; Aquitaine: Soirée régionale; Bourgogne-Franche-Comté: Bas les masques et boîte à films; Limousin-Poitou-Charentes: Artisans sans frontières; Lorraine-Champagne-Ardenne: La terre au ventre; Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon: Les mélodies du malheur et les jardins d'Enlil; Nord-Picardie: Process et public; Normandie: Une journée avec Alain Leprieux; Paris-Île-de-France: Art magique à Blois; Provence-Côte d'Azur-Corse: Médicale; Rhône-Alpes-Auvergne: Au fil de l'aventure, descente des rivières du Québec.</p> <p>0.05 Prélude à la nuit. « Nigun », d'Ernest Bloch, par D. Erlik, violon, et P. Cas-sard, piano.</p> 
LA 5	<p>7.30 à 19.30, redif. des émissions de la veille. (7.30 Cinq sur cinq, programme musical, (et à 11.30 et 15.30); 8.30 Variétés: Cherchez la femme, (et à 12.30 et 16.30); 10.30 Le grand show du sport (et à 14.30 et 18.30).</p> <p>19.30 Les Schtroumpfs, dessins animés; 20.30, Les dimanches du cinéma: Le beaujolais nouveau est arrivé, film de J.-L. Voulfow (1977) (et à 0.30); 22.30, La 5 en concert: l'Orchestre philharmonique de la Scala (Mendelssohn-Bartholdy) (et à 2.30).</p> <p>23.30 Série: L'homme de l'Atlantide.</p>	<p>7.30 à 19.30, redif. des émissions de la veille. (7.30, Série: l'Homme de l'Atlantide (et à 11.30 et 15.30); 8.30, film: Le beaujolais nouveau est arrivé (et à 12.30 et 16.30); 10.30, le Cinq en concert (et à 14.30 et 18.30).</p> <p>19.30 Jeu: C'est beau la vie; 20.30, Lundi superstars: American gigolo, film de P. Schirader (1980); 22.30 Série: la Cinquième Dimension.</p> <p>23.30 Rediffusion des programmes de la soirée.</p>	<p>7.30 à 19.30, Redif. des émissions de la veille. 7.30, C'est beau la vie (et à 11.30 et 15.30); 8.30, film: American gigolo (et à 12.30 et 16.30); 10.30, Série: La Cinquième Dimension (et à 14.30 et 18.30).</p> <p>19.30 Jeu: C'est beau la vie; 20.30, Fantastique mardi: Star trek, film de R. Wise (1939); 22.30, Jonathan, magazine de l'aventure.</p> <p>23.30 Redif. des programmes de la soirée.</p>
	<p>● RTL, 20 h, l'Ordinateur des pompes funèbres, film de G. Pires; 21 h 55, Grand écran.</p> <p>● TMC, 20 h, Série: « V »; 21 h, l'Attente, film de D. Mann; 22 h 40, Forum; 23 h 5, Sky Trax.</p> <p>● RTB, 20 h 5, Domino; Téléfilm: Un amour obsédant.</p> <p>● TSR, 20 h, Série: Au nom de tous les miens; 20 h 55, Dis-moi ce que tu lis; 22 h, Le corps parchemin.</p>	<p>● RTL, 20 h, Dynastie; 21 h, Série noire: le Salon du prêt-à-saigner.</p> <p>● TMC, 20 h, Dynastie; 21 h, Téléfilm: Un flingue pour un flac.</p> <p>● RTB, 20 h, Ecran-témoins: Mol, Christiane F., treize ans, drogue, prostitution, film de U. Edel, suivi d'un débat sur la désintoxication.</p> <p>● RTB-TÉLÉ 2, 20 h 5, Le temps retrouvé: vacances turquoises; 20 h 30, Théâtre wallon: Ma tante a chu.</p> <p>● TSR, 20 h 15, Spécial cinéma.</p>	<p>● RTL, 20 h, Cinéma: Doc Holiday, film de F. Perry; 22 h 45, Le Petit Bougnat, film de B. T. Michel.</p> <p>● TMC, 20 h, Les deux font la paire; 21 h, l'Homme de nulle part, film de P. Chéreau.</p> <p>● RTB, 20 h 5, Billet de faveur: Une rose au petit déjeuné; 22 h 5, Le Louvre, le plus grand musée du monde.</p> <p>● RTB-TÉLÉ 2, 21 h, Cinéma espagnol: El Sur, film de V. Erice.</p> <p>● TSR, 20 h 10, Série: Hill Street Blues; 21 h 5, Mario Botta, la passion de construire; 22 h, Regards: autour de la Réforme; 22 h 55, Bote.</p>

Mardi
11 mars

Mercredi

12 mars

10.15 Antiope ; 10.45 Salut les petites loups ; 11.45 La Une chez vous ; 12.00 Tourné... manège.

13.00 Journal ; 13.50 Vitamine (dessins animés, feuilleton, variétés) ; 15.55 Série : Les nouvelles aventures de Vidocq ; 17.00 La chance aux chansons ; 17.25 Feuilleton : Le cardinal de velours ; 18.25 Mini-journal, pour les jeunes ; 19.30 Feuilleton : Santa Barbara ; 19.00 La vie des Botes ; 19.15 L'été sportif ; 19.20 Tirage du Tac-O-Tac ; 19.30 Campagne électorale.

20.00 Journal ; 20.30 Tirage du Loto.

20.35 Feuilleton : Grand-Hôtel.
De J. Kerschbaur, scénario et dialogues A.-M. Damamme, avec D. Mesguich, M. Green, E. Bayle.
Dernier épisode — ouf ! — d'un feuilleton bien langoureux, malgré les mille péripéties que traverse le petit monde du Grand-Hôtel.

21.30 Par la force des choses : la négligence des hommes.
Série de R. Comman, avec le concours d'Haron Tazieff.
Difficile d'aborder en trois heures toutes les catégories de risques naturels. L'idée maîtresse de cette série apparaît très nettement dans ce deuxième épisode : la prévention, seule façon de protéger les populations et les équipements indispensables à l'activité économique. De très nombreux témoignages illustreront cette thèse si chère à Haron Tazieff, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs.

22.30 Performances de l'humanité culturelle de M. Cardon.
Le géopoliticien Yves Lacoste est invité en direct du café viennois, le soir même de son inauguration au Centre Georges-Pompidou. Ce café a été réalisé à partir de « citations » de cafés viennois anciens, par l'architecte autrichien Karl Moser, à l'occasion de l'exposition Vienne 1880-1938.

23.00 Journal.

23.15 Halley France.
Emission de M. Chazotte et G. Goulan (à propos du passage de la comète).

6.45 Télématin ; 9.00 Récré A2 (Hédi, Lulu et Lili) ; Gertrude en Chine ; les Schtroumpf ; Pac Man ; X'or... ; 12.00 Journal et météo ; 12.05 Jeu : L'académie des neufs.

12.45 Journal ; 13.30 Feuilleton : La vallée des paupiers.

14.00 Téléfilm : Pour l'amour de Marco, d'après le livre de H. Pinter, réal. G. Holstom.

15.35 Récré A2 (les Schtroumpf, les Pompiers, Clémentine ; Flip bouc).

17.00 Magazine : Terre des bêtes.

17.30 Superplateau : Propaganda, Michel Berger, F. Cabrel.

18.00 Série : Ma sorcière bien-aimée. 18.30 C'est la vie. 18.40 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.00 D'accord pas d'accord (INC). 19.05 Emissions régionales. 19.30 Campagne électorale.

20.00 Journal.

20.35 Le grand échiquier.
De Jacques Chancel, la rentrée de Charles Aznavour, avec Yves Dutail, Enrico Macias, Plácido Domingo, Liza Minnelli.
Pour ceux qui aiment Charles le Téméraire, grand défenseur de la chanson française et pourfendeur des vidéoclips américains. Il nous parlera de ses goûts et, surtout, il chantera une vingtaine de ses succès.

23.15 Journal.

17.00 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions. Sauf à 17 h où, l'on verra sur tout le réseau : L'Age en fleur ; à 17.30 Fragile rock ; à 18.55 Mighty Mouse.

19.30 Campagne électorale. 20.05 Les Jeux.

20.35 Au nom de l'amour (et à 22.30).
Emission de Pierre Bellemare.

Le patterning, méthode de rééducation découverte vers les années 50 par le docteur américain Donnan, le principe part d'une intuition : s'il y a lésion cérébrale on peut par une stimulation active rétablir la fonction interrompue en utilisant les structures nerveuses saines que l'homme a en réserve dans son cerveau ; mais pour cela il faut apprendre ou réapprendre aux enfants handicapés les gestes lents que l'enfant sans problème accomplit de lui-même. Une méthode encore méconnue en France.

21.35 Thalassa.
Magazine de la mer, de Georges Pernoud.
Bons baisers d'Australie, reportage d'Alain Le Garrec et Dominique Duchâteau, la répétition générale de la baie de Perth, les futurs challengers et défenseurs de la Coupe America disputant le Championnat du monde des 12 m J1, Marc Pajot et son bateau French-Kiss vont affronter leurs principaux rivaux.

22.20 Journal.

23.10 Cinéma : Un bruit qui court.
Film de Jean-Pierre Sentier.

0.40 Prélude à la nuit.
« Sérénade n° 4 », premier mouvement de Mozart par l'ensemble Meir Shifely.

7.30 à 19.30 Rediffusion des émissions de la veille : 7.30 Jeu : C'est beau la vie (et à 11.30 et 15.30) ; 8.30 Film : Star Trek (et à 12.30 et 16.30) ; 10.30 Jonathan, magazine de l'aventure (et à 14.30 et 18.30).

19.30 Jeu : C'est beau la vie ; 20.30 Feuilleton : Flamingo road ; 21.30 Série policière : Inspecteur Derrick ; 22.30 Big Bang, magazine scientifique.

23.30 Rediffusion des programmes de la soirée.

• RTL, 20 h, Les routes du paradis ; 21 h, Fanfan la Tulipe, film de Christian-Jaque.

• TMC, 20 h, Série : Falcon Crest ; 21 h, Téléfilm : Kim.

• RTL, 20 h, Business, business, magazine économique ; 21 h, Série : Miami Vice ; 21 h 45, Coup de film ; 21 h 55, Cargo de nuit.

• RTL-TÉLÉ 2, 20 h, Caméra sports.

• TSR, 20 h 10, Ces merveilleux fois volants dans leurs drôles de machines, film de K. Amakin ; 22 h 25, Télescope ; 23 h 20, Football.

Jeudi

13 mars

11.15 Antiope ; 11.45 La Une chez vous ; 12.00 Tourné... manège.

13.00 Journal. 13.50 Série : Dallas (redif.). 14.35 Reprise : Les animaux du monde : ma caméra chez les abelles (reportage au cœur de la ruche, diffusé en 1978). 15.05 A votre service. 15.25 Quarté en direct de Saint-Cloud. 15.35 A cœur ou à raison (redif. du spécial « Étoiles et toiles » à propos de la mort mystérieuse de Marilyn Monroe). 17.00 La chance aux chansons. 17.25 Feuilleton : Le cardinal de velours (redif.).

18.25 Mini-journal, pour les jeunes. 18.40 Feuilleton : Santa Barbara. 19.05 La vie des Botes. 19.30 Campagne électorale.

20.00 Journal.

20.35 Infovision.
Magazine de la rédaction de TF1 proposé par A. Denvers, R. Pic, J. Decoroy, M. Albert, B. Laize.

Au sommaire : La chasse aux bracos de l'ivoire, le massacre d'éléphants, hippopotames, rhinocéros... en République centrafricaine ; Quand passe la comète... ; La rage d'estive, à propos du Salon du livre ; Fragile Tunisie, l'avenir d'un pays trente ans après la proclamation de son indépendance. Une livraison variée de reportages à chaud.

21.45 Feuilleton : Maître du jeu.
De K. Connor et H. Hart, scénario et dialogues : J. Nation et P. Yurich, avec D. Cannon, H. Hall, L. Langland.
Le dernier épisode confirme le ton de ce feuilleton américain, où le jeu, la jalousie, le meurtre sont plus présents que l'amour maternel...

23.00 Journal.

23.15 C'est à lire.

6.45 Télématin ; 10.00 RFE ; 10.15 Antiope ; 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2 ; 11.35 La télévision des télé-spectateurs ; 12.00 Journal et météo ; 12.05 Jeu : L'Académie des neufs.

12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : La vallée des paupiers. 14.00 Aujourd'hui la vie. (Ailleurs : Amsterdam).

15.00 Feuilleton : Hôtel. 15.50 C'est encore mieux l'après-midi. 17.30 Récré A2 (Téléchat ; Image imagine ; Mes mains ont la parole...). 18.00 Série : Ma sorcière bien-aimée. 18.30 C'est la vie. 18.40 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.05 Emissions régionales. 19.30 Campagne électorale.

20.00 Journal. 20.30 D'accord, pas d'accord (INC).

20.35 Cinéma : Pain, amour et jalousie.
Film de Luigi Comencini.

22.10 Le Magazine.
Préparé par J.-L. Sapozito, présenté par M. Honorin.
Au sommaire : le GAL (une enquête sur le Groupe antiterroriste de libération) ; la guile de l'emploi (la morphopsychologie) ; Venice... la plaquée de Folon.

23.30 Journal.

23.50 Ces images venues de l'espace.
Spécial comète de Halley.

11.30 Espace 3, RFE.

17.00 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h où, l'on verra sur tout le réseau l'Age en fleur ; à 17 h 30, Edgar, le détective cambrioleur ; à 18 h 55, Mighty Mouse.

19.30 Campagne électorale. 20.05 Les Jeux.

20.05 Nuit de la comète (et à 22 h 35).
Nuit spéciale en direct de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette.

Ce spectacle de Patrick Camus se déroulera en deux parties et durera... cinq heures ! Grâce à une coproduction FR3-France-Inter, des journalistes se trouveront à Paris, à Darmstadt, à Moscou... De la musique, jazz et classique, en attendant l'apothéose : des images du noyau de la comète de Halley. Au cours de cette soirée, on découvrira également la nouvelle Cité des sciences et de l'industrie de La Villette.

20.30 Cinéma : Planète interdite.
Film de Fred Wilcox.

22.10 Journal.

22.35 Nuit de la comète.
Cette deuxième partie sera composée de documents et de débats sur : La grande peur de 1910 : Mythes et superstitions de la comète ; Le grand rendez-vous de 1986 : Les nouvelles technologies.

1.30 Prélude à la nuit.
« Symphonie n° 7 », d'Alexandro Scarlatti, par l'Orchestre national de chambre de Toulouse, dir. G. Armand.

7.30 à 19.30, redif. des émissions de la veille (7.30, C'est beau la vie (et à 11.30 et 15.30) ; 8.30, Feuilleton : Flamingo Road (et à 12.30 et 16.30) ; 9.30, Inspecteur Derrick (et à 13.30 et 17.30) ; 10.30, Big bang, magazine scientifique (et à 14.30 et 18.30).

19.30 Jeu : C'est beau la vie ; 20.30 Jeu : Pentathlon ; 22.30, Magazine : Mode, etc.

23.30 Rediffusion des programmes de la soirée.

• RTL, 20 h, Dallas ; 21 h, Mash, film de R. Altman.

• TMC, 20 h, Cinémagazine ; 20 h 25, Série : Max la Menace ; 21 h, Cours après moi, téléfilm de H. Needham.

• RTL, 20 h, Autant savoir : les industries propres ; 20 h 25, Le miroir se brise, film de G. Hamilton ; 22 h 10, Cinémusée.

• RTL-TÉLÉ 2, 20 h, La collaboration ; 21 h 30, Planète des hommes.

• TSR, 20 h 10, Temps présent : Jura bernois ; 21 h 45, Dynastie ; 23 h, La nuit de la comète.

Vendredi

14 mars

7.45 RFE.

10.65 Le Chénin des écoliers ; 11.15 Antiope 1 ; 11.45 La Une chez vous ; 12.00 Tourné... manège.

13.00 Journal ; 13.50 Série : Dallas (redif.) ; 14.35 Temps libres... à la communication du télégraphe au satellite. L'émission a été réalisée au Carrefour international de la communication (CIC), où l'on peut voir sur un mur toutes les télévisions du monde (et à 16 h 25) ; 16.00 Série : Au nom de la loi ; 17.00 La chance aux chansons ; 17.25 Feuilleton : Le Cardinal de velours (redif.) ; 18.25 Mini-journal, pour les jeunes ; 18.40 Feuilleton : Santa Barbara ; 19.05 La Vie des Botes ; 19.30 Campagne électorale.

20.00 Journal.

20.35 Variétés : Les soleils noirs de Julien Clerc.
Emission de N. Courtois et B. Soulé (redif.).
La tournée de Julien Clerc en Afrique, puis à Londres. Rencontre avec le grand batteur Doucou N'Diaye Rose et ses cent percussionnistes (on ne les verra pas tous), avec Alpha Blondy en Côte-d'Ivoire... De « Macumba » à « Mélissa », Rythme, percussions, un voyage qui se termine avec Gainsbourg !

21.35 Multisport.
Emission du service des sports préparée et présentée par T. Roland.

Attention, la soirée pourrait être modifiée si TF1 retransmet le match de football : les émissions précédentes seraient annulées.

23.30 Journal.

23.45 TSF (Télévision sans frontière)
Alpha Blondy : la nouvelle musique reggae de la Côte-d'Ivoire restituée par l'humour entre deux tons d'un chanteur et musicien qui mêle le rythme à la dérision.

6.45 Télématin ; 10.30 Antiope ; 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2 ; 11.35 Reprise : Terre des bêtes ; 12.00 Journal et météo ; 12.05 Jeu : L'Académie des neufs.

12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : La vallée des paupiers ; 14.00 Aujourd'hui la vie (en forme, avec François Valéry) ; 15.00 Feuilleton : Hôtel ; 15.50 C'est encore mieux l'après-midi ; 17.30 Récré A2 (Téléchat : Shera, Superdoc ; Lulu et Lili) ; 18.00 Série : Ma sorcière bien-aimée ; 18.30 C'est la vie ; 18.40 Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19.05 Emissions régionales ; 19.30 Campagne électorale.

20.00 Journal et loto sportif.

20.35 Feuilleton : Espionne et taise-toi.
De L. Lignères et C. Watton, réal. C. Boissol. Avec G. de Capitani, C. Denner, S. Grimaldi, J. François...
Pour arrondir ses fins de mois, Agnès décide de reprendre son service dans l'espionnage.

21.30 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème : votez pour la poésie, votez Jean Tardieu, sont invités : Jean Tardieu (Marguerites, poèmes inédits 1910-1985), Philippe Fauré (Moi j'étais femme dans les tableaux de Modigliani), Marie-José Hamy (Nouvelle poésie contemporaine, choisie par Jean Breton).

22.50 Journal.

23.00 Ciné-club : A nous la liberté.
Film de René Clair (cycle : la France de l'avant-guerre).

17.00 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h où, l'on verra sur tout le réseau l'Age en fleur ; à 17 h 30, Un naturaliste en campagne ; à 18 h 55, Mighty Mouse.

19.30 Campagne électorale ; 20.05 Les Jeux ; 20.30 D'accord, pas d'accord (INC).

20.35 Série : Madame et ses filles.
De R. Bernard, scénario et dialogues de R. Caron et D. Van Cauwenberg. Avec F. Dörner, E. Colla, J.-P. Castaldi...
Une lune de miel troublée à cause d'une belle robe... Il ne semble pas que ce nouvel épisode soit parti pour relever cette série « minuscule ».

21.40 Vendredi : l'enfant-télévision.
De J.-C. Eich, L. Sablio et D. Colonna.
Depuis quelques semaines, les chaînes se multiplient. Les jeunes Français, comme les Britanniques et les Américains ont maintenant leur chaîne TV6. Il fallait donc relancer l'éternel débat « Les jeunes et la télévision ». Une équipe a enquêté dans une école du quinzième arrondissement de Paris et a testé les réactions des enfants, des parents et des enseignants face aux images de la télévision.

22.35 Journal.

22.55 Espace francophone.
Fallois-et-Fusina, la république des rois.
Oskar Kokoschka.
Evocation du peintre graveur et écrivain, né en 1886, à l'occasion de l'exposition sur Vienne au Centre Pompidou.

23.35 Prélude à la nuit.
« Sonate en sol majeur n° 1 opus 14 n° 2 » de Beethoven par A. Faldes au piano.

7.30 à 19.30, Redif. des émissions de la veille (7.30, C'est beau la vie (et à 11.30 et 15.30) ; 8.30, Jeu : Pentathlon (et à 12.30 et 16.30) ; 9.30, Mode, etc. (et à 14.30 et 18.30).

18.30 Jeu : C'est beau la vie ; 20.30, Feuilleton : Flamingo Road ; 21.30, Arabesque, série de suspense ; 22.30, Grand prix, magazine auto-moto.

23.30 Rediffusion des programmes de la soirée.

• RTL, 20 h, Série : Falcon Crest ; 21 h, L'ami Maupassant ; 22 h 5, Liza, film de M. Ferreri.

• TMC, 20 h, Série : Le renard ; 21 h, Série : Les Sackotts.

• RTL, 20 h 5, Feuilleton : la Taupe ; 21 h, Grand écran : De si gentilles petites bêtes (le bison blanc).

• RTL-TÉLÉ 2, 21 h, Arts magazine ; 21.30, Théâtre-clubs : Elle disait dormir pour mourir.

• TSR, 20 h 10, Tell quel ; 20 h 45, Le Mur de l'Atlantique, film de M. Camus ; 22 h 25, Les visiteurs du soir : Peppino Russo, directeur photo ; 23 h 30, Cliff and the Shadows.

TÉLÉVISION
FRANÇAISE
1ANTENNE
2FRANCE
RÉGIONS
3LA
5

PÉRIPHÉRIE

هكذا من الأصل

CANAL+

Images glacées

Nuit qui n'en finit plus de durer. Silence profond que seul vient rompre le sifflement du bizzard. Nulle vie apparente dans cette immensité de glace et de neige. Mais que viennent les premiers rayons du soleil de mars, alors cessent huit mois d'engourdissement : l'Arctique s'éveille. Lentement d'abord. Puis en une sorte d'explosion qui, soudain, fait sortir de leurs tanières, enfouies sous les congères, les animaux de ce désert blanc, royaumes de l'ours polaire, somptueux, l'un des plus grands carnivores de la planète. Éclatement de la nature aussi qui, brusquement, rentre du cri de millions d'oiseaux venus du sud tandis que, libérés de leur prison glacée, surgissent des fonds marins les licornes de mer, les phoques marbrés, les morues. Fête, cruelle bien souvent, de cette brève période de lumière dont le soleil de minuit marque l'apothéose.

Mystère de ce Grand Nord sauvage que lève pour nous le reportage réalisé par Mike Salisbury et Hugh Miles pour la BBC. En trois émissions (la première, déjà diffusée la semaine dernière, peut encore être regardée dimanche à 7 h), ces deux spécialistes de la vie animale nous conviennent à une saga admirablement réussie, aux images d'une rare précision, d'une beauté émouvante et impressionnante. Ils posent aussi une question capitale : comment préserver l'équilibre naturel de cette région - peut-être la dernière du globe que l'on n'a pas encore défigurée - contre les agressions du monde moderne ?

ANITA RINO.

● Le royaume des glaces, deuxième partie, le 8 à 17 h 05, ouit du 13 au 14 à 1 h 25 ; troisième partie, le 15 à 17 h.

Sélection

SPORT, VARIÉTÉS

Les KO de Canal Plus, nuit du 8 au 9 à 3 h 15, le 10 à 22 h 30 ; Basket américain, le 9 à 16 h 10, le 10 à 23 h 30 ; Boxe en direct de Las Vegas, nuit du 10 au 11 à 2 h 55.

Zénith spécial d'une heure avec Johnny Hallyday et Fanny Ardant pour le film « Conseil de famille », le 13 à 19 h (en clair).

Les films

LE RETOUR DE L'ABOMINABLE DOCTEUR PHIBES

— Film anglais de Robert Fuest (1972), avec V. Price, R. Quay. Le 8 à 23 h, le 10 à 11 h 5.

Après dix ans d'hibernation, il veut ressusciter sa femme et cherche un élixir en Égypte. « Folies 1830 » et festes égyptiennes, pour un délire d'horreur.

LE JOUR DU DAUPHIN

— Film américain de Mike Nichols (1973), avec G. C. Scott, T. Van Devere. Le 9 à 17 h 45, le 12 à 9 h 20, le 13 à 22 h 30.

Des dauphins auxquels on a appris à parler sont enlevés pour servir à un complot contre le président des États-Unis. Angoissante politique-fiction d'après Robert Merle.

PÉRIL EN LA DEMEURE

— Film français de Michel Deville (1985), avec N. Garcia, C. Malavoy. Le 9 à 20 h 30, le 12 à 23 h 10, le 14 à 15 h 10.

Un jeune guitariste est manipulé par une étrange famille. Forces occultes et fantasmes pervers. Mise en scène, interprétation, superbes. Césars 1986 du meilleur réalisateur et du meilleur montage.

BONS BAISERS DE HONG KONG

— Film français de Yvan Chiffre (1975), avec les Charlots. Le 11 à 20 h 35.

Les Charlots, agents secrets, doivent retrouver la reine d'Angleterre, enlevée avant un voyage à Hongkong. Amusante parodie des films de James Bond.

L'ANTI-GANG

— Film américain de Burt Reynolds (1981), avec G. Reynolds, V. Gesaman. Le 12 à 21 h.

Un policier d'Atlanta décline une grosse affaire dans laquelle se trouve compromis le futur gouverneur. Thriller politique avec scènes de violence.

LE SEXE FOU

— Film italien de Dino Risi (1973), avec G. Giannini, L. Antonelli. Le 13 à 20 h 35.

Neuf sketches sur les anomalies sexuelles vécues dans dix milieux différents. Comique burlesque.

HE WALKED BY NIGHT

— Film américain d'Alfred Werker (1984), avec R. Basehart, S. Brady. Le 14 à 21 h.

Deux policiers de Los Angeles cherchent à arrêter un dangereux criminel. Celui-ci est un jeune homme d'aspect inoffensif. Film noir impressionnant par son réalisme urbain, très peu connu.

LES REPRISES

Pour les films suivants, lire nos commentaires parus dans les suppléments précédents.

MON DIEU, COMMENT

SUS-JE TOMBÉE SI BAS ? — Film italien de L. Comencini (1974). Le 8 à 9 h 10, le 9 à 9 h 15, le 14 à 22 h 20.

FURY

— Film japonais de N. Oshima (1982). Le 8 à 9 h 50, le 11 à 8 h 30, le 13 à 15 h 35.

LA FEMME FLAMBÉE

— Film allemand de R. Ven Ackerson (1983). Le 8 à 9 h 25, le 11 à 15 h 30, le 12 à 0 h 50.

THE OEUVIL IN MISS JONES

— Film américain de G. Demiano (1973). Le 8/9 à 2 h 5, le 13 à 0 h 15, le 14 à 0 h.

POURQUOI PAS

— Film français de C. Serreau (1977). Le 8/9 à 4 h 15, le 11 à 14 h.

DELIT DE FUITE

— Film américain de C. Braverman (1982). Le 8 à 8 h 50, le 14 à 15 h 30.

LES COMPÈRES

— Film français de F. Veber (1983). Le 9 à 10 h 20, le 11 à 22 h 15, le 14 à 14 h.

L'EXPRESS DU COLONEL VON RYAN

— Film américain de M. Robson (1985). Le 9 à 10 h 20, le 11 à 22 h 15, le 14 à 14 h.

BOY MEETS GIRL

— Film français de L. Cerex (1984). Le 10 à 8 h 15, le 13 à 10 h 5.

VIVE LES FEMMES

— Film français de C. Confortat (1983). Le 10 à 16 h 15.

UN DIMANCHE DE FLIC

— Film français de M. Vianey (1982). Le 10 à 20 h 35, le 13 à 14 h, le 14 à 8 h 25.

TV 6

La 6 a est en retard. La 6 a est à la traîne. Et la bonne surprise qu'elle avait provoquée en apparaissant sur nos écrans un beau samedi de février, avait même son lancement officiel le samedi suivant, risque de se transformer, en cette déception, en cruelle déception. « La mise en place sera progressive », disent ses responsables, qui revendiquent la sagesse de cette construction « ébrique par briques ». Ils introduiront, semaine après semaine, les nouvelles émissions dans la grille publiée la semaine dernière dans nos colonnes et annonçées sans doute un peu trop hâtivement.

Ouverte de 14 heures à minuit chaque jour, l'antenne démarre avec « 6-Tonic », un programme de clips composé d'une succession de « modules » de vingt secondes originelles (une bande-annonce de cinéma, des a-jingles a, et quatre clips musicaux). Le programme se poursuit par une émission hiphop NRJ (18 h-19 h et 22 h-23 h) dans laquelle les téléspectateurs sont appelés à élire leurs vidéo-jockeys préférés... Les clips succèdent aux clips. L'on se soule de musique et l'on meurt d'impatience, et l'on se dit qu'un bon concert, un magazine, ou un film musical nous ferait rudement plaisir en attendant la chaîne 24 heures sur 24...

France-Culture

SAMEDI 8 MARS

- 2.00 Les nuits de France-Musique : femmes folles, femmes fatales.
7.02 Ave de recherche.
9.10 Carnet de notes.
11.00 Concert (en direct du Grand Palais à Paris) : œuvres de Henry VIII, Corral, anonymes, Sytt et Dowland par E. Kirkby, chant, A. Rooley, luth.
12.05 Désaccord parfait : débat « Le tempérament au temps de J.S. Bach » : concert : œuvres de Couperin, J.S. Bach, Menuet.
15.00 Le temps de jazz : jazz à l'ouest : Hexagonal, SOS Quintet et C. Tisserand Sextet.
16.00 Spécial « Musiciens ».
18.00 Concert « Musiciens » (en direct du Grand Palais) : œuvres de Britten, Hindemith, Tiers, Schubert, par A.B. Chaves, alto, et F. Pierre, harpe.
19.05 Les cinglés du musé-hall : Spécial Gregorinacis.
20.04 Avant-concert.
20.30 Concert (donné à Berlin le 23 juin) : « Concerto pour piano et orchestre n° 2 en si bémol majeur », « Fantaisie pour piano, chœur et orchestre en ut mineur », « Symphonie n° 7 en la majeur », de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de la radio de Berlin, dir. R. Chailly, sol. A. de Laroche, piano.
22.30 Les soirées de France-Musique : le chant plaintif : à 23 h 05, Ex-Libris : à 1 h, les Hollywoodiens.

DIMANCHE 9 MARS

- 2.00 Les nuits de France-Musique : « Voix de femmes ».
7.02 Concert-promenade : musique viennoise et musique légère.
9.10 Musiques sacrées.
10.00 Mozart : 1791-1985 : l'ange de Salzbourg.
12.05 Magazine international.
14.05 Spécial « Musiciens » : airs de cour, par N. Spieth, clavecin, S. Boulton, chant, A. Maunette, violon.
17.00 Comment l'antenne-vous ? : la musique au pays des brouillards, œuvres de Purcell, Harvey, Pearson, Brou.
19.05 Jazz vivant : le Sextet Unit de Michel Portal.
20.04 Avant-concert.
20.30 Concert (donné au Symphony Hall de Boston le 1^{er} mars) : « Octave », de Verdia ; « Penthede », de Carter ; « Résonance », de Hoeller ; « Terna », de Donatoni ; « Symphonie de chambre n° 1 », de Schoenberg, par l'Ensemble intercontemporain, dir. P. Boulez.

DIMANCHE 9 MARS

- 2.00 Les nuits de France-Musique : femmes folles, femmes fatales.
7.02 Ave de recherche.
9.10 Carnet de notes.
11.00 Concert (en direct du Grand Palais à Paris) : œuvres de Henry VIII, Corral, anonymes, Sytt et Dowland par E. Kirkby, chant, A. Rooley, luth.
12.05 Désaccord parfait : débat « Le tempérament au temps de J.S. Bach » : concert : œuvres de Couperin, J.S. Bach, Menuet.
15.00 Le temps de jazz : jazz à l'ouest : Hexagonal, SOS Quintet et C. Tisserand Sextet.
16.00 Spécial « Musiciens ».
18.00 Concert « Musiciens » (en direct du Grand Palais) : œuvres de Britten, Hindemith, Tiers, Schubert, par A.B. Chaves, alto, et F. Pierre, harpe.
19.05 Les cinglés du musé-hall : Spécial Gregorinacis.
20.04 Avant-concert.
20.30 Concert (donné à Berlin le 23 juin) : « Concerto pour piano et orchestre n° 2 en si bémol majeur », « Fantaisie pour piano, chœur et orchestre en ut mineur », « Symphonie n° 7 en la majeur », de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de la radio de Berlin, dir. R. Chailly, sol. A. de Laroche, piano.
22.30 Les soirées de France-Musique : le chant plaintif : à 23 h 05, Archives : Hermann Scherchen : à 1 h : Champ d'étoiles, voyage à travers le chant.

DIMANCHE 9 MARS

- 2.00 Les nuits de France-Musique : « Voix de femmes ».
7.02 Concert-promenade : musique viennoise et musique légère.
9.10 Musiques sacrées.
10.00 Mozart : 1791-1985 : l'ange de Salzbourg.
12.05 Magazine international.
14.05 Spécial « Musiciens » : airs de cour, par N. Spieth, clavecin, S. Boulton, chant, A. Maunette, violon.
17.00 Comment l'antenne-vous ? : la musique au pays des brouillards, œuvres de Purcell, Harvey, Pearson, Brou.
19.05 Jazz vivant : le Sextet Unit de Michel Portal.
20.04 Avant-concert.
20.30 Concert (donné au Symphony Hall de Boston le 1^{er} mars) : « Octave », de Verdia ; « Penthede », de Carter ; « Résonance », de Hoeller ; « Terna », de Donatoni ; « Symphonie de chambre n° 1 », de Schoenberg, par l'Ensemble intercontemporain, dir. P. Boulez.

LUNDI 10 MARS

- 2.00 Les nuits de France-Musique.
7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
9.05 Le matin des musiciens : à l'ombre d'un grand cœur ou l'opéra français « de tous les jours », le drame lyrique français.
12.10 Le temps de jazz : Gil Evans.
12.30 Concert (Musiciens) : œuvres de Frescobaldi, Vivaldi, Uccellini, Elber, Gabriel, Rost, Martini par « la Montovana ».
14.02 Répertoire contemporain : Ichimura, Kawarumi.
15.00 Les chants de la terre : magazine des musiques populaires et traditionnelles.
16.30 Les après-midi de France-Musique : Edison Denisov.
17.00 Spécial « Musiciens ».
18.02 Avis aux amateurs.
19.10 Premières loges : œuvres de Berlioz, Beethoven, Mozart, Wagner, Puccini, par Georges Joustra, ténor français (1892-1968).
20.04 Jazz d'aujourd'hui : vient de paraître.
20.30 Concert (en direct de la salle Gaveau à Paris) : sonate en mi bémol majeur, de Haydn, adagio en si mineur de Mozart, « Six Baguettes » de Beethoven, Improvisé en ut majeur, Salsa Danes allemandes, Deux Écosseuses, Improvisé en la bémol majeur de Schubert, par Jos van Immerseel, pianoforte.
23.00 Les soirées de France-Musique : Pedro de Freitas-Branco : à 0 h, Musique de minuit, Jean-Claude Pennerier.

MARDI 11 MARS

- 2.00 Les nuits de France-Musique.
7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
9.05 Le matin des musiciens : à l'ombre d'un grand cœur ou l'opéra français « de tous les jours ».
12.10 Le temps de jazz : Gil Evans.
12.30 Concert (donné le 9 décembre 1984) : œuvres de J.S. Bach par Sigiswald Kuijken, violon.
14.30 Les enfants d'Orphée : le bruiteur, Côté Jardin, magazine de l'opéra.
15.00 Les après-midi de France-Musique : Edison Denisov, avec la participation du compositeur : à 17 h, musique à Saint-Marc.
17.00 POUR FRANCE-MUSIQUE : Musique à découvrir (en direct du Grand Auditorium) : les violoncelles de l'Ensemble orchestral de Paris, œuvres de Taira, Florentz, Lacharra, Decoust.

France-Musique

SAMEDI 8 MARS

- 2.00 Les nuits de France-Musique : femmes folles, femmes fatales.
7.02 Ave de recherche.
9.10 Carnet de notes.
11.00 Concert (en direct du Grand Palais à Paris) : œuvres de Henry VIII, Corral, anonymes, Sytt et Dowland par E. Kirkby, chant, A. Rooley, luth.
12.05 Désaccord parfait : débat « Le tempérament au temps de J.S. Bach » : concert : œuvres de Couperin, J.S. Bach, Menuet.
15.00 Le temps de jazz : jazz à l'ouest : Hexagonal, SOS Quintet et C. Tisserand Sextet.
16.00 Spécial « Musiciens ».
18.00 Concert « Musiciens » (en direct du Grand Palais) : œuvres de Britten, Hindemith, Tiers, Schubert, par A.B. Chaves, alto, et F. Pierre, harpe.
19.05 Les cinglés du musé-hall : Spécial Gregorinacis.
20.04 Avant-concert.
20.30 Concert (donné à Berlin le 23 juin) : « Concerto pour piano et orchestre n° 2 en si bémol majeur », « Fantaisie pour piano, chœur et orchestre en ut mineur », « Symphonie n° 7 en la majeur », de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de la radio de Berlin, dir. R. Chailly, sol. A. de Laroche, piano.
22.30 Les soirées de France-Musique : le chant plaintif : à 23 h 05, Archives : Hermann Scherchen : à 1 h : Champ d'étoiles, voyage à travers le chant.

DIMANCHE 9 MARS

- 2.00 Les nuits de France-Musique : « Voix de femmes ».
7.02 Concert-promenade : musique viennoise et musique légère.
9.10 Musiques sacrées.
10.00 Mozart : 1791-1985 : l'ange de Salzbourg.
12.05 Magazine international.
14.05 Spécial « Musiciens » : airs de cour, par N. Spieth, clavecin, S. Boulton, chant, A. Maunette, violon.
17.00 Comment l'antenne-vous ? : la musique au pays des brouillards, œuvres de Purcell, Harvey, Pearson, Brou.
19.05 Jazz vivant : le Sextet Unit de Michel Portal.
20.04 Avant-concert.
20.30 Concert (donné au Symphony Hall de Boston le 1^{er} mars) : « Octave », de Verdia ; « Penthede », de Carter ; « Résonance », de Hoeller ; « Terna », de Donatoni ; « Symphonie de chambre n° 1 », de Schoenberg, par l'Ensemble intercontemporain, dir. P. Boulez.

LUNDI 10 MARS

- 2.00 Les nuits de France-Musique.
7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
9.05 Le matin des musiciens : à l'ombre d'un grand cœur ou l'opéra français « de tous les jours », le drame lyrique français.
12.10 Le temps de jazz : Gil Evans.
12.30 Concert (Musiciens) : œuvres de Frescobaldi, Vivaldi, Uccellini, Elber, Gabriel, Rost, Martini par « la Montovana ».
14.02 Répertoire contemporain : Ichimura, Kawarumi.
15.00 Les chants de la terre : magazine des musiques populaires et traditionnelles.
16.30 Les après-midi de France-Musique : Edison Denisov.
17.00 Spécial « Musiciens ».
18.02 Avis aux amateurs.
19.10 Premières loges : œuvres de Berlioz, Beethoven, Mozart, Wagner, Puccini, par Georges Joustra, ténor français (1892-1968).
20.04 Jazz d'aujourd'hui : vient de paraître.
20.30 Concert (en direct de la salle Gaveau à Paris) : sonate en mi bémol majeur, de Haydn, adagio en si mineur de Mozart, « Six Baguettes » de Beethoven, Improvisé en ut majeur, Salsa Danes allemandes, Deux Écosseuses, Improvisé en la bémol majeur de Schubert, par Jos van Immerseel, pianoforte.
23.00 Les soirées de France-Musique : Pedro de Freitas-Branco : à 0 h, Musique de minuit, Jean-Claude Pennerier.

MARDI 11 MARS

- 2.00 Les nuits de France-Musique.
7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
9.05 Le matin des musiciens : à l'ombre d'un grand cœur ou l'opéra français « de tous les jours ».
12.10 Le temps de jazz : Gil Evans.
12.30 Concert (donné le 9 décembre 1984) : œuvres de J.S. Bach par Sigiswald Kuijken, violon.
14.30 Les enfants d'Orphée : le bruiteur, Côté Jardin, magazine de l'opéra.
15.00 Les après-midi de France-Musique : Edison Denisov, avec la participation du compositeur : à 17 h, musique à Saint-Marc.
17.00 POUR FRANCE-MUSIQUE : Musique à découvrir (en direct du Grand Auditorium) : les violoncelles de l'Ensemble orchestral de Paris, œuvres de Taira, Florentz, Lacharra, Decoust.

JEUDI 13 JANVIER

- 2.00 Les nuits de France-Musique : Bal de minuit à Vienne.
7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
9.05 L'oreille en collapomp.
9.20 Le matin des musiciens : à l'ombre d'un grand cœur ou l'opéra français « de tous les jours ».

MERCREDI 12 MARS

- 6.00 Musique légère.
7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
9.05 Le matin des musiciens : à l'ombre d'un grand cœur ou l'opéra français « de tous les jours ».
12.10 Le temps de jazz : Gil Evans.
12.30 Concert (donné le 5 octobre) : œuvres de Schubert, Ravel, Szymanowski, Strauss, par U. Haischer, violon, S. Koshien, piano.
14.02 Jeunes solistes : œuvres de Mozart, Brahms, Szymanowski, par P. Rebad, violon, C. Delmas, piano.
15.00 Accusé-musique : dictionnaire des onomatopées.
16.30 Les après-midi de France-Musique : Edison Denisov, avec la participation du compositeur : à 17 h, musique à Saint-Marc.
19.12 Répertoire italien : Verdi, Storace.
19.30 Spirales, magazine de la musique contemporaine.
20.04 Jazz d'aujourd'hui : Où jouent-ils ?
20.30 Concert (donné en l'église Saint-Germain-des-Près, le 21 février) : « Le Jugement dernier », oratorio pour soli, chœur et orchestre, de Charpentier ; « Judith », oratorio pour soli, chœur et orchestre, de Carissimi, par la Grande Écurie et la chambre du Roy, le Chœur régional Nord-Pas-de-Calais, l'Ensemble vocal Yves Dulac, dir. J.-C. Malgoire, sol. P. Cantor, Poulenc, A. Mellon, J. Elwes.
22.30 Les soirées de France-Musique : le chant plaintif : à 23 h 5, Jazz-club en direct du New Morning.

JEUDI 13 JANVIER

- 2.00 Les nuits de France-Musique : Bal de minuit à Vienne.
7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
9.05 L'oreille en collapomp.
9.20 Le matin des musiciens : à l'ombre d'un grand cœur ou l'opéra français « de tous les jours ».

LE TEMPS DE JAZZ : GIL EVANS

- 12.30 Concert : Festival Clément Jenuquin de Châtelleraut (donné le 3 septembre) : œuvres d'Attaignant, Rippa, Jenuquin, Arcadelt, par P. O'Dette, luth.
14.02 Répertoire contemporain : Kolb, Benhamou.
15.00 Les chants de la terre, magazine des musiques traditionnelles et populaires.
15.30 Les après-midi de France-Musique : Edison Denisov, avec la participation du compositeur : à 17.00, Musique à Saint-Marc.
18.12 Répertoire italien : Verdi.
18.30 Répertoire, magazine de la guitare, la guitare et son histoire.
20.04 Jazz d'aujourd'hui : le bloc-notes.
20.30 Concert : « Le Adorno », Radio-France et le Théâtre des Champs-Élysées) : « Ophélie », poème symphonique n° 4 de Liszt, Symphonie n° 4 en sol mineur de Mahler, par l'Orchestre national de France, dir. V. Neumann, sol. J. Veredy, soprano.

LES SOIRÉES DE FRANCE-MUSIQUE : à 0.00, Allemagne années 80.

VENDREDI 14 MARS

- 2.00 Les nuits de France-Musique : « Le Nuit de Cendrillon ».
7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
9.05 Le matin des musiciens : à l'ombre d'un grand cœur ou l'opéra français « de tous les jours ».
12.10 Le temps de jazz : Gil Evans.
12.30 Concert-lecture (jeunes compositeurs) : œuvres de Kargamek, Tarrugi, Cornu par C. Rousse-Aleat, piano, J.-M. Hecquet, contrebasse, O. de Lharent, percussion, P. Gato-Lima, violoncelle.
14.02 Répertoire contemporain : Mayr, Rhodes.
14.30 Les enfants d'Orphée : le bruiteur.
15.00 Histoire de la musique.
16.00 Les après-midi de France-Musique : Edison Denisov, avec la participation du compositeur.
19.10 Les musées en dialogue, magazine de la musique ancienne.
20.04 Jazz aujourd'hui : dernière édition.
20.30 Concert (donné le 1^{er} septembre, église de Saint-Marc) : « Saba pour orchestre n° 2 en si mineur », de J.S. Bach, « Concerto pour piano et orchestre n° 1 en sol mineur », de Mendelssohn, « Symphonie n° 4 en mi mineur », de Brahms, par l'Orchestre symphonique de Saint-Marc, dir. M. Atzmon, sol. E. Leontakis, piano, J. Rada, flûte.
22.20 Les soirées de France-Musique : « Les Pêcheurs de perles » : à 0 h, Musique traditionnelle : Radio-France et l'Union de l'Inde, hommage à Nidhi Banerjee, grand airtista bengali.

LE TEMPS DE JAZZ : GIL EVANS

- 12.30 Concert : Festival Clément Jenuquin de Châtelleraut (donné le 3 septembre) : œuvres d'Attaignant, Rippa, Jenuquin, Arcadelt, par P. O'Dette, luth.
14.02 Répertoire contemporain : Kolb, Benhamou.
15.00 Les chants de la terre, magazine des musiques traditionnelles et populaires.
15.30 Les après-midi de France-Musique : Edison Denisov, avec la participation du compositeur : à 17.00, Musique à Saint-Marc.
18.12 Répertoire italien : Verdi.
18.30 Répertoire, magazine de la guitare, la guitare et son histoire.
20.04 Jazz d'aujourd'hui : le bloc-notes.
20.30 Concert : « Le Adorno », Radio-France et le Théâtre des Champs-Élysées) : « Ophélie », poème symphonique n° 4 de Liszt, Symphonie n° 4 en sol mineur de Mahler, par l'Orchestre national de France, dir. V. Neumann, sol. J. Veredy, soprano.

LES SOIRÉES DE FRANCE-MUSIQUE : à 0.00, Allemagne années 80.

VENDREDI 14 MARS

- 2.00 Les nuits de France-Musique : « Le Nuit de Cendrillon ».
7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
9.05 Le matin des musiciens : à l'ombre d'un grand cœur ou l'opéra français « de tous les jours ».
12.10 Le temps de jazz : Gil Evans.
12.30 Concert-lecture (jeunes compositeurs) : œuvres de Kargamek, Tarrugi, Cornu par C. Rousse-Aleat, piano, J.-M. Hecquet, contrebasse, O. de Lharent, percussion, P. Gato-Lima, violoncelle.
14.02 Répertoire contemporain : Mayr, Rhodes.
14.30 Les enfants d'Orphée : le bruiteur.
15.00 Histoire de la musique.
16.00 Les après-midi de France-Musique : Edison Denisov, avec la participation du compositeur.
19.10 Les musées en dialogue, magazine de la musique ancienne.
20.04 Jazz aujourd'hui : dernière édition.
20.30 Concert (donné le 1^{er} septembre, église de Saint-Marc) : « Saba pour orchestre n° 2 en si mineur », de J.S. Bach, « Concerto pour piano et orchestre n° 1 en sol mineur », de Mendelssohn, « Symphonie n° 4 en mi mineur », de Brahms, par l'Orchestre symphonique de Saint-Marc, dir. M. Atzmon, sol. E. Leontakis, piano, J. Rada, flûte.
22.20 Les soirées de France-Musique : « Les Pêcheurs de perles » : à 0 h, Musique traditionnelle : Radio-France et l'Union de l'Inde, hommage à Nidhi Banerjee, grand airtista bengali.

A bonne enseigne

Paul Chêne, ou la sagesse du chef.

PAUL CHÊNE, cuisinier! Ça, c'est une enseigne qui veut dire quelque chose! Ni restaurateur, ni traiteur, ni chef, ni « maître », pas de grosse tête sous la toque. Des années de fourneau chez les autres puis des années chez lui, à cette enseigne. L'enseigne de la certitude.

Une carte qui varie certes avec les saisons, le marché, mais qui ne change pas cependant dans sa seraine certitude de qualité. Et qui fait des familles retrouver ici la soupe de poisson avec sa rouille, les macarons frais au muscadet, les beignets de brandade, le merlan en colère, le rognon de veau trois montardes, le lapin dans sa gelée au risling, la daube de bœuf à l'ancienne, la poule au pot Henri IV. Mais aussi la barbotte grillée crème d'oursins, le pigeonneau rôti - Japon perdreau -, le carré d'agneau au poivre vert et bien d'autres plaisirs de cuisine au fil des saisons - les premières asperges, ici, sont signées Rosard et les premières truffes Joseph de Pesquidoux!

Les desserts, goûters en diable, des simples crêpes au sucre aux beignets de pomme gelée de groseille, du soufflé glacé au café aux sorbets « maison », peuvent, comme les plats, se lire sur la carte en deux ou trois mots... De nos jours cela est rare et, ce matin-là, j'avais lu sur une autre carte « potage de légumes taillés aux langoustines, citronnelle et tapioque » et « râble de lapin braisé, épaule farcie aux échalotes confites et sa croquette de cervelles ». Ouf! Eh bien non, la vérité comme la sagesse sont au côté du chef Paul, qui sait aussi, à côté d'une superbe carte des vins (en février il conseillait un moulin rothschild 1967 à 500 F - je le trouve sur d'autres cartes à 1500 F), proposer, en carafe, un parfait petit bordeaux 1982 (lalande de francac) à... 75 F!

Ainsi que le disait mon voisin de table : « Ici, c'est la fête! ». Sans appareil, sans le faste du faux confort mais dans la chaleur du plaisir de vivre, sous le bienveillant sourire d'un personnel affable - et presque aussi vieux, en ces murs, que le bon Paul Chêne, cuisinier!

Et qui se contente d'être un bon cuisinier de France. J'écris cela en pensant au concours du meilleur cuisinier de France, qui vient de se dérouler. Si vous voyez, sur une carte ou une publicité, que tel ou tel vient d'être promu, un bon conseil... fuyez! Fuyez, oui, car celui-là aura été distingué pour une omelette dont la recette est d'être fourrée d'œufs brouillés aux fines herbes et effilochée de sole, ladite omelette étant ensuite couverte de rondelles d'œufs durs et entourée de goujonnettes de ces mêmes filets de sole dans une sauce au vin blanc et au fumet des arêtes du poisson!

HOTEL TERME ALL'ALBA
13081 ABANO TERME (Padoue)
Tél. 049/910115-49641 2 places therm.
dont 1 conv. A noter les cuisines « tout sans direct, médic. Position unique, en centre. Complexe rénové. Toutes les chambres, bain/douche/WC, tél., bath, ar. vue panoram. Salles de séjour, bar, TV, 1 piscine, jardin, parc, sport, détente. Cuisine traiteur et caviar. Offres spéciales en hiver, été, juin, juillet, août. Ouvert toute l'année. Demandez le prospect!

Je songeais, en pensant à ce plat effrayant, à l'histoire, que raconte mon ami Jacques Mayran, du chef attendant des amis qui ne venaient pas. Et alors? Alors il a fait une omelette sans œuf! Celui-là n'aurait jamais été premier ouvrier de France!

Revenons à Paul Chêne, cuisinier, lui. Je sais que mon menu, quasi toujours le même, peut prêter à sourire : escargots préparés « maison », canard de Challans en civet, tagliatelles, plateau de fromage avec une pomme. Mais, à qui veut aborder sinon la nouvelle cuisine du moins de plus souples gourmandises, je conseille la soupe de légumes au safran avant les filets de sole. Cardinal et la tarte caramellisée. Avec un champagne Billecart-Salmon par exemple. Blanc excellent, rosé plus féminin encore si possible.

• Paul Chêne, 123, rue Lauriston (16^e). Tél. : 47-27-63-17. Fermé samedi et dimanche. Parking gratuit, 120, rue Lauriston.

LA REYNIERE.

Ma cuisine

Simplement quelques lignes à propos de ce très bon restaurant du 17^e et parce qu'Alain Donnat vient de mettre au point un menu-carte (choix : potages et entrées, poissons ou viandes, fromage et dessert pour 185 F). Et quel bon choix!

Avec des merveilles comme le tartare de merlu ou le gîteau de lapereau, le pot-au-feu de la mer, ou le bœuf à la ficelle, le flan d'avoine et sa crème pralin ou le granité au chocolat amer, entre autres plats que l'on retrouve aussi à la carte (compter 300 F a.c.).

• Ma Cuisine, 18, rue Bayen, Paris (17^e). Tél. 45-72-02-19 (fermé samedi midi et dimanche).

La Flamberge

J'aime fort que certains parlent de « repas de banalité » à

propos d'une carte intelligente et d'une cuisine de sagesse mijotée par un chef modeste autant que de talent. Ici, en effet, on ne vise pas à l'épate mais à la vérité, qu'il s'agisse d'un foie de canard landais au sauternes ou du simple contre-filet au poivre, d'une andouillette rôtie graine de moutarde ou du pigeonneau rôti à l'orange.

Les fromages viennent de la Ferme Saint-Hubert (on ne saurait mieux actuellement!) et les desserts sont nombreux, goûteux et copieux.

Le cadre étant confortable et plaisant, l'accueil aimable (même Loré, la fille des patrons, six ans, a le sourire en vous apportant la carte!), la cave intéressante. Comptez 300-350 F pour cette fête.

• La Flamberge, 12, avenue Rapp, Paris (7^e). Tél. 47-05-91-37 (fermé samedi midi et dimanche).

Le Chardenoux

Faut-il dire le mal aimé? Plutôt le mal connu, dans un quartier qui peut paraître lointain. Dans un cadre, méritant d'être classé, de bistrot fin de siècle, Alain Morel cuisine dans un style bien à lui une fricassée de langoustines à la crème de persil (57), le pudding à la moelle de bœuf (55), les noix de saint-jacques au soja (120), une tourte de canard (105) et bien d'autres merveilles qui peuvent être présentées dans un menu dégustation (7 plats) à 280 F.

• Le Chardenoux, 1, rue Jules-Vallès, Paris (11^e). Tél. 43-71-49-52 (fermé samedi et dimanche).

Pierre Vedel

Il a déménagé de sa rue des Morillons pour aller tout près, dans un cadre semblable à l'ancien (un peu plus de place et une

salle-salon). Sage entre tous, Pierre Vedel n'est pas de ces patrons-chefs qui s'endort en voyant trop grand le décor.

Lui, c'est dans l'assiette qu'il entend faire ses preuves : et les entrées (entre 40 et 48 F), les plats (entre 74 et 86 F), les desserts (entre 18 et 38 F), sont prix nets et bien tentants par leur originalité simple (salade de morue et pois chiches, salade de chou vert et rognon au porto, boudin de lotte comme à Bouzigues - Vedel est de Sète et réussit parfaitement l'allotie!, - tête de veau de Vauvargand, etc.). Belle cave de vins à prix sages (bordeaux de 79 à 90 F dont l'excellent pierbore 81, haut médoc). C'est l'occasion de déjeuner à la fois gourmands, gentiments intimes et à prix doux.

• Pierre Vedel, 19, rue Duranton, Paris (15^e). Tél. 45-58-43-17 (fermé samedi et dimanche). Parking extérieur, 98 rue de la Convention, sortie rue Duranton, à 125 mètres.

L. R.

MAISON

L'intérieur au Salon

Styles et formes contemporains.

L'ÉVÉNEMENT de mars, ce n'est pas seulement ce que vous croyez. C'est aussi l'ouverture d'Habiter 86, le premier Salon (destiné au public) de la création dans la maison. Non pas en tant qu'exercices de style décorés mais au niveau du vécu chez soi.

Le contemporain, on le connaît surtout par les photographies des magazines et par quelques boutiques. Du 8 au 16 mars, dans la grande halle de La Villette, seront réunies des centaines de créations en mobilier, luminaires, tapis, arts de la table et objets, qui cohabiteront harmonieusement. Et que l'on pourra découvrir, comparer, commander, on même emporter selon leurs formats.

Le Salon Habiter 86 est organisé et animé, conjointement, par l'UNIFA (Union nationale des industries françaises de l'ameublement), le Comité VIA (Valorisation de l'innovation dans l'ameublement) et le comité français des expositions. Pour réaliser cette exposition-vente d'un genre nouveau, l'une des tâches les plus ardues des organisateurs a été d'associer des partenaires aussi dissemblables que les créateurs, les éditeurs, les fabricants et les négociants. Autre pari sur le succès : la recherche de la qualité dans tous les domaines de la création française et étrangère. D'où une sélection des produits exposés, s'inspirant de l'expé-

rience réussie, en Belgique, par le Salon Intérieur de Courtrai.

Pour s'insérer dans l'exceptionnelle architecture de fonte et d'acier de la grande halle de La Villette, le Salon a adopté une présentation sobre, dans une harmonie de noir, de blanc et de gris. Les stands de vente, d'un module

Pour les amateurs de contemporain qui cherchent à définir leur socio-style, une présentation à la fois sérieuse et drôle a été conçue par le VIA et l'IPFA (Institut de promotion et d'études de l'ameublement). Daniel Rozensztrach, conseil en stylisme et en design, a réalisé quatre ambiances d'appartements. Circonscriptions



identique très déployée, sont ponctués d'espaces - baptisés « folies » - où sont exposés des ensembles de produits mis en ambiance par des décorateurs. Quelques signatures parmi d'autres : celles de Philippe Starck pour les Trois Suisses; de Marc Berthier pour la Maison de Marie-Claire; de Jacques Gourvenec pour Le Bilan et de Michel Moyzacy pour le Printemps.

quatre cellules triangulaires, ces décors représentent l'univers des « classiques » (chintz et canapé), celui des « re-centrés jeunes » (pin et high-tech), celui des « branchés » (sensibles aux signatures canons) et celui des « décalés », ne tolérant que les meubles-objets style Memphis. Cette animation socioculturelle s'accompagne d'un jeu, pour tester ses connaissances en matière de création contemporaine. Avec, chaque jour, un fauteuil de Pascal Murruque à gagner.

Le comité VIA participe également à l'exposition « C'est Harrods avec l'accent français », consacrée à différentes productions françaises. Jusqu'au 15 avril, les clients du grand magasin londonien découvriront un mobilier contemporain de qualité, disposé sur quatre cents mètres carrés. Parmi les créateurs français, représentés par leurs éditeurs, figurent Pierre Sala, Jean-Pierre Calières, Philippe Starck, Pelhaire et Pagnon, Jean-Michel Wilmette. Leurs meubles, de conception diverse, composent un ensemble représentatif du contemporain français.

JANY AUJAME.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

CHAMPAGNE Claude DUBOIS
A la propriété LES ALMANACHES
VENTE 51200 PERREY. Tél. 28-58-48-37
Vin vieilli en foudre. Tarif sur demande.

MERCUREY A.O.C.
12 bouteilles 1982 : 440 F TTC franco dom.
TARIF SUR DEMANDE - Tél. 1891 47-13-84
Louis Mercurio, viticulteur, 71500 Mercurio.

SAUTERNES 1^{er} GRAND CRU
« CHATEAU LA TOUR BLANCHE »
École de viticulture
BOMMES, 33210 LANGON
Tél. : 16 (56) 63-41-55

Tarif sur demande Vente directe
PRÉSENT AU SALON DE L'AGRICULTURE,
stand n° 881, allée N, hall 3.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06310 BEAULIEU-SUR-MER
LE VICTORIA **
80 chambres SDB/WC
Pension - 1/2 pension - séjours
Jardin, Accès mer, 2 piscines, TV - Bar.
Tél. (93) 01-02-20. Tél. 470303 F.

06500 MENTON
HOTEL DU PARC ***
Tél. : 93-57-66-66
Près mer, Centre ville. Parking.
Grand jardin. Cuisine française.
Déjeuner sur demande.

HOTEL MODERNE ***NN
Près mer. Sans pension. Tél. 93-57-30-02.

HOTEL DU PIN DORÉ **
Tél. (93) 38-31-00
Chambres et petits-déjeuners
Confort et accueil réputés
Le meilleur emplacement de Menton.
Centre ville et bord de mer. Près du
casino. Jardin ombragé. Piscine d'été.
Bar. Salons de TV. Tél. direct. Parking.

06230 VILLEFRANCHE-SUR-MER
Cet hiver sur la Côte d'Azur...
Hôtel LE VERSAILLES ***
dans un cadre privilégié,
terrasse dominant la mer.
7 jours/7 nuits en demi-pension :
1 000 F/pers. de Noël à Pâques
et conditions spéciales en janvier
et séjour de 4 jours.
Tél. : 93-01-09-56

Montagne

JURA
JOLI JURA VERT - 84-48-30-09
Pension complète, 1 semaine tout compris : 990 F. 1/2 pens. 112 F. Forf. enfant.
Hébergement L'HORLOGE
RN 78, 39130 PONT DE POITTE

LUBAC-EN-VALGAUDEMER
(Hautes-Alpes)
Hôtel LE SAN DE L'OURS ***NN
« Logis de France »
Vacances de Pâques à la neige. Détente
dans un cadre montagnard. Accueil et
cuisine des patrons. Ski de fond.
05500 SAINT-FUMIN
Tél. 93-55-23-45.

Italie

VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc.
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-32-133 VENISE.
Tél. : 411150 FENICE.
Directeur : Dante Apollonia.

Suisse

LAC MAJEUR - LOCARNO
GRAND HOTEL
COMPLÈTEMENT RÉNOVÉ.
Nouvelle piscine. Tennis. Au sein d'un
grand parc au centre de la cité.
Cuisine soignée. Dir. des 1985 A. COTTI.
Téléphone : 1941/93/33-02-82.
Tél. : 846143.

TOURISME

11210 PORT-LA-NOUVELLE
Magnifique plage sable fin du Midi.
Ses meubles, ses hôtels, ses résidences
S.L.O.T. - R.P. 20
Tél. 68-08-00-51.

SKJEE QUEYRAS ALT. 1 640 mètres
Le réve! S'écoutez-vous dans nos
forêts de mélèzes, fondue, patinez
dans un paysage fabuleux, randonnez,
usez vos pentes une spatule en
QUEYRAS, l'autre en ITALIE, ou tout
simplement... soleil, cuisine gourmande,
voilà de bon bois...
« LES FLETEROUS », s.s. NN
05460 RISTOLAS - 92-45-76-07.

COTE ATLANTIQUE

BAIE D'ARCACHON
VILLAGE VACANCES grand confort
CAMPING-CARAVANING
LE ROUMINGUE - 33138 LANTON
Tél. 56-82-97-48
Pension complète et demi-pension
(vin compris) - Self-service - Buffet
DÉTENTE - REPOS - ANIMATION
Détentes variées adultes et enfants.
Plage priv. et sur. - Mini-golf - Tennis
Initiation planche à voile - Excursions
Soirées dansantes - Ciné - T.V. - Pêche.
Réductions en juin et septembre.

INDE

Partager la vie quotidienne d'une famille
indienne. Et, par un programme de stages
et rencontres, vous ouvrir aux réalités de
l'Inde.
Du 20/7 au 17/8. Prix : 8000 F.
C'est ce que vous propose l'association
PERSPECTIVES ASIENNES
25, rue du Châteauneuf, 92200 NEUILLY
Tél. (1) 43-31-28-34.



DINERS			
• Ambiance musicale à l'Orchestre - P.M.R. : prix moyen des repas - J. H. : ouvert jusqu'à... heures			
RIVE DROITE			
LE MABARAH 43-54-26-07 72, bd Saint-Germain, 5 ^e arr.	12 h à 30. Spéc. INDIENNES et PAKISTANAISES : Biriani, Tandoori, PRDX KALI 84 : Mollat Curry de Paris. « GRILL D'OR 86 » de la gastronomie indienne.		
COFFENHAGUE F. dim. au 1 ^{er} étage FLORA DANICA Tous les jours au rez-de-chaussée	142, Champs-Élysées, 9, 43-59-20-41, de 12 heures à 22 h 30 SPÉCIALITÉS DANOISES et SCANDINAVES HORS D'ŒUVRE DANOIS - CANARD SAIS MIGNON DE REINE - FESTIVAL DE SAUMON		
EL PICADOR 43-47-28-57 80, bd des Batignolles, 17 ^e arr.	Déj., dîner J. 22 h. Spéc. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Zucchini, gruyère, bœuf, tomates fraîches. Environ 145 F. Ramené à 79,80 F a.c. avec spécialité.		

CUISINE BONNE FLUXION
CHEZ TOUTOUNE 5, rue de la Paix
(9) 43-35-54-81
F. dim. et lundi. Menu carte 120 F env. a. c.

LES HAUTES
42-33-06-72, J. 22 h
F. dim. et lundi midi.
24 h de la semaine, le
TIRÉS, POISSONS, GRILLADES de la mer.

LE GRAND CHINOIS
5, Av. de la République
75011 Paris 11^e arr.
« LE MEILLEUR CHINOIS DE PARIS »
LES CHINOIS DE LA CUISINE

Rive gauche
LES MARRONNIERS
53 bis, bd Arago (13^e) - 47-07-68-57
Son andouillette
Ses volailles de la ferme
Ses poissons (arrivage direct)
TOUS LES JOURS
UN NOUVEAU PLAT
Fermé le dimanche

مركز من الأصل

هكذا من الأصل

ÉDUCATION

UN DÉBAT FRANCE-CULTURE-« LE MONDE »

Tous bacheliers ?

« Tous bacheliers ? Oui, mais à quel prix. » Le débat public sur ce thème organisé par France-Culture et le Monde est diffusé sur cette chaîne vendredi 7 mars à 20 h 30. Y ont participé : M^{me} Yvette Arian, professeur de lycée professionnel, M. Claude

Durand-Prinborgne, directeur général des enseignements scolaires, M. Philippe Essig, président de la SNCF, M^{me} Marie-Christine Gagneux, architecte et M^{me} Mireille Poucet, rédactrice en chef de l'Espresso, M. Antoine Prost, historien.

Certains chiffres ont des vertus magiques. Les « 80 % » d'élèves un baccalauréat par le gouvernement pour l'an 2000 semblent promis à cet heureux destin. Pour les personnes réunies autour du micro, l'affaire est entendue : c'est oui aux 80 %. Mireille Poucet fait état de la satisfaction des lycéens - en particulier de ceux du technique, qui ne seront plus les « tarés du système ». Pour M. Essig, les 80 % sont « une chance pour les entreprises », qui auront du personnel mieux qualifié. Pour M. Durand-Prinborgne, c'est une nécessité de la compétition internationale. Mais il y a aussi une raison plus prosaïque qu'expose

Antoine Prost, sans crainte de vendre la mèche : « Il n'y a pas le choix, assure-t-il. De la façon dont la société est organisée, il n'y a de place nulle part pour les jeunes si ce n'est dans les classes. C'est le lycée ou la rue... »

Ainsi posé, le problème devient simple. Ce qui est moins est la question subsidiaire qui en découle. 80 % oui, mais comment ? Car chacun ressent bien qu'une telle extension du second cycle ne peut se faire en l'état. Il faut commencer par améliorer le fonctionnement de l'école et du collège pour qu'un plus grand nombre de jeunes parviennent

au niveau nécessaire. Il faut surtout modifier profondément les contenus et l'organisation de l'enseignement secondaire pour tenir compte de la diversité croissante des élèves : varier les programmes et les filières, construire des établissements conçus autrement pour permettre des pédagogies différentes et faciliter la vie en commun des adolescents. Il faut élargir l'esprit des lycées, donner plus d'autonomie et de responsabilité aux élèves, moderniser les méthodes de travail.

Adéquation formation-emploi

Et l'évidence apparaît bientôt que de tels changements ne s'arrêteront pas aux murs des lycées. C'est une évolution générale des mentalités qui est nécessaire. C'est une question de société. Pour M. Durand-Prinborgne, il faut rompre avec la tradition élitiste qui veut que pour être bonne, une formation doit être « rare, ancienne et polyvalente ». Il faudra s'habituer à l'idée que la formation sera démocratiquement répandue, qu'elle évoluera sans cesse et qu'elle pourra s'appuyer sur d'autres capacités que celles reconnues jusqu'à présent.

Pour M. Essig, il faudra apprendre à dissocier le diplôme et l'emploi. Les entreprises devront accueillir un personnel ayant un niveau élevé de qualification, même pour des tâches subalternes. C'est toute l'organisation interne et les relations de travail qui s'en trouveront modifiées.

Mais surtout c'est l'idée d'une adéquation directe entre la formation et l'emploi qui sera remise en cause. Le marché de l'emploi et la nature des métiers évoluent trop vite pour que les formations puissent espérer s'y adapter de façon rigoureuse. Désormais, on ne pourra plus refuser aux exécutants la mobilité qui est recommandée pour les dirigeants.

Quatre-vingts pour cent d'élèves au bac, c'est peut-être d'abord 80 % d'adultes - professeurs, patrons, parents... - qui devront changer quelque chose dans leur tête... Heureusement, ils ont un peu de temps pour s'y faire : les bacheliers de l'an 2000 ne sont encore qu'en maternelle...

F. G.

JUSTICE

Sept condamnations et trois relaxes dans l'affaire du Coral

Plus de trois ans après la découverte de « l'affaire du Coral », la dixième chambre correctionnelle de Paris a rendu, jeudi 6 mars, un jugement par lequel elle condamne sept des dix inculpés. Parmi eux, Claude Sigala, animateur de ce « lieu de vie » pour enfants indisciplinés ou mentalement handicapés, sanctionné de trois ans de prison dont un avec sursis pour « attentats à la pudeur, sans violence, sur mineurs de moins de quinze ans, avec la circonstance que les fonctions qu'il occupait lui conféraient autorité sur ces mineurs ». Il a indiqué son intention d'interjeter appel.

Le même délit a été retenu contre deux éducateurs, Jean-Noël Bardy, condamné à trois ans de prison dont un avec sursis, et Roger Cortès, condamné à dix-huit mois d'emprisonnement. Jean-Patrice Lantier, un ancien pensionnaire de l'établissement, est condamné à trois ans de mise à l'épreuve, alors que Dominique Labanme, en fuite, est condamné par défaut à trois ans de prison par le tribunal, qui a délégué un mandat d'arrêt à son encontre.

Gérard Durand a été condamné à trois ans de prison dont un avec sursis et Raymond Hurty à trois ans de prison. Pour ces deux derniers condamnés il s'agissait de faits commis à Paris et en Corse, sans rapport avec le Coral.

En dehors des éducateurs et de Claude Sigala, les anciens pensionnaires ou visiteurs réguliers du Coral sont reconnus coupables sans la circonstance aggravante des personnes « ayant autorité ». Mais certains sont en outre punis pour « attentats aux mœurs par excitation à la débauche ». Raymond Hurty devra payer 10 000 F de dommages-intérêts à la famille d'un mineur et, conjointement avec Gérard Durand, 10 000 F à une autre famille.

Enfin, Marie Sigala, l'épouse de l'animateur, Alain Chippello, médecin psychiatre, et Yves Renard, qui séjournerait au Coral, ont été relaxés, le tribunal notant qu'« il subsistait un doute » sur leur culpabilité.

En mai 1982, un ancien pensionnaire du Coral, cet établissement

situé à Aimargues (Gard), se confiait aux policiers de la brigade des stupéfiants et du proxénétisme en livrant un flot de « révélations » sur des actes de pédophilie qui auraient été commis dans plusieurs régions de France et notamment au Coral. Une information judiciaire ouverte le 6 octobre 1982 chez M. Michel Salzman, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, conduisit à de nombreuses inculpations et l'instruction, particulièrement tumultueuse, a duré jusqu'à la fin de l'année 1985.

Le 9 janvier 1986, l'affaire venait, enfin, devant la dixième chambre correctionnelle avec seulement dix inculpés, et les débats, à l'image de l'instruction, ont eu lieu dans un climat passionnel souvent outrancier. « Je n'ai jamais traité une affaire qui a connu un tel débordement d'hystérie collective », avait déclaré à la barre le commissaire Patrice Rioux, alors que le bouilliant animateur du Coral, Claude Sigala, défendait avec acharnement les « lieux de vie », une alternative à l'enfermement ou à la chimiothérapie intensive.

Permissivité

Si certains inculpés avaient reconnu partiellement avoir commis des actes de pédophilie, Claude Sigala a toujours nié les attouchements sexuels évoqués par trois enfants à l'instruction et à l'audience. Mais le tribunal présidé par M. Henri Malergue observe : « Les témoignages des pensionnaires de cet établissement sont incontestables, alors surtout qu'ils ont été faits librement, sans qu'aucune contrainte ait été exercée sur leurs auteurs. Ils sont précis et circonstanciés. Les accusateurs qu'ils révèlent sont, en tous points, concordants. » En outre, les magistrats commentent l'attitude de Claude Sigala en déclarant : « Il s'est toujours opposé à solliciter l'aggravation de son établissement auprès des autorités administratives pour éviter tout contrôle. Il a

écrit dans un ouvrage : « Ici nous avons des limites, pas celles de la loi... Tout est possible entre deux individus, quel que soit l'âge ou le sexe... »

Lors des Etats généraux des lieux de vie, qui ont eu lieu les 20 et 21 février 1982 à Nîmes, une plaquette était éditée proclamant qu'« aucun droit de regard d'une institution quelconque n'est accepté... En ce qui concerne la sexualité, tout peut se vivre, mais à la condition expresse que cela soit fait dans un esprit de totale liberté pour les participants d'une éventuelle rencontre amoureuse ».

En conséquence, les juges concluent : « De telles déclarations sont révélatrices de la permissivité qui régnait au Coral. »

MARC PORTEY.

FAITS DIVERS

A Lyon

UN JEUNE CAMBRIOLEUR EST TUÉ PAR DES GENDARMES

Un jeune cambrioleur, âgé de vingt-deux ans, Mustapha Kacir - de nationalité française, - a été tué dans l'après-midi du jeudi 6 mars, en bordure du parc de la Tête d'Or à Lyon, par une patrouille de gendarmerie.

Mustapha Kacir, en compagnie d'un complice qui a réussi à prendre la fuite, montait dans une voiture volée lorsqu'il a été surpris par une patrouille de gendarmes. Les deux hommes ont alors pris la fuite en courant et Mustapha Kacir a été atteint quelques dizaines de mètres plus loin par un pistolet, mais celui-ci n'a pas été tué.

C'est alors que les gendarmes, un instant distancés, rejoignent le fuyard, et que, après sommations, Mustapha Kacir, n'ayant pas jeté son arme, a été tué.

LE CARNET DU Monde

Réceptions

Quarante années de relations diplomatiques franco-hongroises. Son Excellence Károlyi Palotas, ambassadeur à Paris de la République populaire hongroise, a offert, jeudi 6 mars, un déjeuner en l'honneur de l'établissement. La France était représentée notamment par M. André Ross, secrétaire général du ministère des relations extérieures, et par M. Claude Arnaud, conseiller auprès du ministre.

Naissances

Christel et Alain NOURISSIER, Amélie et Diane, ont la joie de faire part de la naissance de Augustin, le 4 mars 1986, 30, rue Fessart, 92100 Boulogne.

Geneviève ZARKA, Olivier LEPAGE, ont la joie d'annoncer la naissance de Léa, le 28 février 1986, 57, rue de Charonne, 75011 Paris.

Fiançailles

On nous prie d'annoncer les fiançailles de Sophie de SÉGUR, fille du marquis de Ségur et de la comtesse de Pourtalès, née Sanchez de Laragot, avec M. Nicolas RIVENO, fils de M. Claude Riveno et de Mme, née McKee.

Mariages

M. et M^{me} Marc PARDESSUS ont l'honneur de faire part du mariage de leur fille Adeline avec M. Yannick JEANJEAN. Saumur, le 8 mars 1986, 23, rue Jean-Ackerman, Saint-Hilaire-Saint-Florent, 49400 Saumur.

Décès

Les fils, la famille et les amis de M^{me} Agnès AIGNAN, survivants en son domicile à Douvres-la-Délivrande (14), le 3 mars 1986.

Les obsèques religieuses seront célébrées samedi 8 mars, à 10 heures, en l'église Saint-Rémi de Douvres (14).

M^{me} René Denay, M^{me} Denise Braunschweig-Denay, M. et M^{me} André Braunschweig, M. et M^{me} Jean-Michel Braunschweig, M^{me} Stéphane et Julien Braunschweig, M. Hugues Antezier, Les familles Braunschweig, Manigler, de Léaumont, de Cornillon, et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de M. François BRAUNSCHWEIG, leur petit-fils, fils, frère, beau-frère, oncle, parent et ami, survenu à Paris, le 1^{er} mars 1986, dans sa quarante-deuxième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. 17, rue Vernet, 75008 Paris. 22, rue d'Arcueil, 75014 Paris. 14, rue Emile-Duclos, 75015 Paris. 60 bis, avenue de Breteuil, 75007 Paris. 11 A, rue du Montli-Veri, 75014 Paris.

M^{me} Henri Freppel, M. et M^{me} Denis Freppel, M. et M^{me} Thierry Weber, et leurs filles Olga et Sonia, ont la douleur de faire part du décès de M. Henri FREPPEL, leur époux, père et grand-père, survenu le 1^{er} mars 1986.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillois, le jeudi 6 mars 1986.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ferit ISCAN,

ont la douleur de faire part de son décès survenu le 3 mars 1986, à l'âge de cinquante-quatre ans.

La levée de corps a lieu vendredi 7 mars à son domicile, 17, rue du Général-Niox, Paris-16^e.

Les obsèques auront lieu dimanche 9 mars, à 16 heures, au cimetière de Montvalent, Lox (46).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ferit ISCAN,

professeur, chef d'atelier de dessin, survenu le 3 mars 1986.

M^{me} Pierre Pasquier, son épouse, M. Claude Pasquier, M. et M^{me} Bruno Pasquier, M. et M^{me} Régis Pasquier, M. et M^{me} Patrick Pasquier, et leurs enfants, M. et M^{me} Jean Pasquier, M. Etienne Pasquier, ses frères, belle-sœur et neveux, ont la tristesse de faire part du décès de M. Pierre PASQUIER, professeur honoraire au Conservatoire national supérieur de musique de Paris, officier de la Légion d'honneur, survenu le 5 mars 1986, à Neuilly.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Pierre de Neuilly, le lundi 10 mars, à 13 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part. 12, rue du Général-Cordonnier, 92200 Neuilly.

Le pasteur Jacques Terme, et ses enfants, Marie-Christine et Christophe Gay, Romain, leur fils, Eric Terme et Hélène Verdier, Le pasteur André Gall, Les familles Gall, Condam, Benedetti, La famille Stockli, font part du décès de Hélène TERME, née Gall, à l'âge de cinquante-deux ans.

Un service religieux sera célébré le 12 mars, à 16 h 30, en l'église réformée de Passantes, 95, rue de l'Ouest, Paris 14^e.

Ni fleurs ni couronnes. Des dons pourront être envoyés au Dénat, 102, boulevard Arago, 75014 Paris, CCP Paris 52-89 E.

63, rue Pernery, 75014 Paris.

Sacha, Natasha et Peta Vailant, ses enfants, M^{me} Mamella Maljenovsky, sa mère, M. Florad Maljenovsky, son frère, Le Révérend Père Igor Vernick, son oncle, Ses parents et amis, ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de M^{me} Alexandra VAILANT, née Maljenovsky, survenue brutalement le 5 mars 1986 dans sa cinquante-deuxième année.

Le service religieux aura lieu le mardi 11 mars 1986, à 10 heures, en l'église orthodoxe de la Résurrection, quartier des Batignolles, à Montmartre, à 11 heures, au cimetière des Batignolles, 15, rue des Sources, 92190 Montmartre.

Communications diverses

L'Association des écrivains croyants (AEC) organise une rencontre autour de Tadeusz Gortchikoff et de son dernier livre : *Parler de Dieu est dangereux* (Désolés de Brionne, 1985). Le mercredi 12 mars, à 18 h 30 précises : 18, rue de Varenne, 75007 Paris.

ESPACE

La comète dans un cocon

On attendait un noyau, on n'a vu qu'un cocon. La première image rapprochée d'une comète - celle de Halley - prise jeudi 6 mars par la sonde soviétique Véga-1 donne moins à voir que ne l'espéraient les optimistes, mais apporte une bonne moisson d'informations nouvelles, complétées par de nombreuses mesures faites par les appareils qu'emportait la sonde.

Véga-1 est passée à 8 930 kilomètres devant le noyau de la comète, à grande vitesse : 78 kilomètres par seconde. La sonde en a pris environ cinq cents au total - montre au centre une tache brillante, de forme quelque peu ovale, sur laquelle aucune structure n'est perceptible. La dimension de cette tache est d'environ 10 kilomètres. Il ne peut s'agir du noyau solide de la comète, et l'hypothèse qui s'est immédiatement imposée est l'existence autour de ce noyau d'un cocon de poussières, fines particules de glaces diverses arrachées du noyau par l'échauffement solaire. Une croissance est aussi visible, qui paraît traduire l'existence d'un jet de matière. Un spécialiste soviétique a émis l'hypothèse d'une coupure du noyau en deux. Mais elle n'est pas soutenue par les scientifiques français présents à Moscou.

Un appareil de mesure, un détecteur infra-rouge, s'est bien comporté, mais non sa télécommande, qui a envoyé des instructions aberrantes quatre minutes

avant le passage au plus près de la comète. Les mesures les plus précises ont de ce fait été perdues. Mais les résultats obtenus avant cet incident sont intéressants. La température est un peu plus élevée que prévu - on attendait des valeurs comprises entre - 170 degrés et - 140 degrés Celsius. Pour ce qui est de la composition, la présence d'eau et de gaz carbonique semble inscrite dans les résultats.

Une autre expérience portait sur les phénomènes électromagnétiques dans l'environnement de la comète, qui a montré de « magnifiques corrélations » entre les variations du champ magnétique et celles de la densité d'électrons et d'ions. Les chercheurs ont noté avec intérêt l'existence d'une zone de transition vide. Les particules venues du soleil n'y arrivent plus, et celles issues de la comète ne l'atteignent pas encore.

L'existence du cocon traduit une forte activité de la comète, ce qui est corroboré par la mesure des impacts de poussières sur la sonde, plus élevée qu'on ne l'attendait. Toutes ces mesures vont être reprises dimanche 9 mars, lors du passage de la sonde Véga-2, dont la caméra est plus sensible. Jeudi 13 mars, ce sera la sonde européenne Giotto qui frôlera la planète, à 500 kilomètres seulement du noyau.

M.A.

Le Pentagone inquiet pour ses satellites

(Suite de la première page.)

Mais si les vols des trois navettes restantes ne reprennent pas avant la fin de l'année, il semble exclu qu'ils puissent mettre en orbite tous les satellites qui leur sont nécessaires.

Le 28 août dernier, un satellite d'observation photographique KH-11 a été détruit dans l'explosion d'un lanceur Titan-34-D. D'après des experts, un seul de ces satellites, lancé en décembre 1984, serait encore opérationnel. Sa durée de vie est estimée à trois ans. Le Pentagone devait faire mettre en orbite cet été par une des navettes un satellite plus perfectionné, KH-12, qui serait trop lourd pour un lanceur Titan. Cinq satellites de ce type seraient actuellement en fabrication.

Claude de priorité

Pour ses autres besoins, le Pentagone dispose encore de sept lanceurs Titan-34-D. Il a été officiellement dit qu'ils étaient opérationnels, malgré l'échec d'août dernier : l'un doit mettre en orbite cet été deux satellites de communications. Divers lanceurs de moindre calibre sont aussi disponibles. Mais les militaires américains ont reconnu qu'ils ne suffiraient pas aux besoins de la défense. Doivent aussi être renouvelés certains satellites d'alerte avancée, qui surveillent depuis l'orbite géostationnaire l'éventuel départ de missiles soviétiques. Là encore, certains nouveaux modèles étaient prévus pour un lancement par navette et paraissent trop lourds pour les Titan-34-D. La perte de Challenger est ici d'autant plus grave que cette navette était la seule, avec Atlantis, à être aménagée pour le transport d'un propulseur Centaur, seul engin

capable de conduire ces nouveaux satellites vers l'orbite géostationnaire.

Malgré l'obstruction de la NASA, l'armée de l'air a obtenu, il y a un an, les 3 milliards de dollars nécessaires à la construction de dix lanceurs Titan-34-D-7, apparemment capables de mettre en orbite les plus lourds satellites actuellement fabriqués. Mais le premier de ces nouveaux lanceurs ne sera disponible qu'à la fin de 1988.

Les ennemis des militaires sont partagés par les clients civils de la NASA. Les satellites commerciaux sont en général moins lourds que les satellites militaires, et il existe encore un petit stock de lanceurs Atlas-Centaur disponibles. Certains industriels se tourneront peut-être vers la société ArianeSpace, qui pourrait, outre son programme actuel, mettre huit satellites supplémentaires en orbite avant la fin 1988. Mais les satellites prévus pour la navette ne peuvent en général pas être lancés par Ariane sans être modifiés.

Les scientifiques sont encore plus mal lotis. Le télescope spatial et les sondes planétaires ne peuvent être mis en orbite que par des navettes. Quand celles-ci seront à nouveau opérationnelles, il y a gros à parier que les militaires feront jouer leur clause de priorité.

MAURICE ARVONNY.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC cours avec explications en français ÉDITIONS DISQUES BBCM 8, rue de Bani - 75008 Paris

Dès le collège, au lycée, Travailleur L'HISTOIRE LITTÉRAIRE 1 et 2 2 n^{os} spéciaux du FRANÇAIS AUJOURD'HUI La revue de l'A.F.E.F. 45 F Association Française des Enseignants de Français, 101 rue Raspail - 75008 Paris

Le Monde SPORTS

Les gentils tifosi de l'Inter de Milan

Décor : le stade San Siro de Milan. Enjeu : une place en demi-finale de la Coupe de l'UEFA. Ambiance : chaude. Pourtant nul besoin d'exorciser les fantômes du Heysel. Ici les supporters sont « organisés ».

De notre envoyé spécial

Milan. — Depuis quelques minutes, San Siro grondait d'indignation. Parce que M. McGinlay, l'arbitre écossais, avait fait l'économie de plusieurs coups de sifflet à l'approche de la surface de réparation nantaise. Mais, quand à la 63^e minute, Marco Tardelli a repris en demi-volée une « tête » de Liam Brady marquant le deuxième but de l'Inter, le légendaire cratère de béton a montré de quelle éruption il était capable. En pratiquant un jeu collectif payant, en bouillant « à la nantaise » des Canaris frileux, l'Inter s'est reconstruit spectaculairement avec son public. « Un public exigeant, très critique, trop gâté par 20 ans de présence au plus haut niveau, beaucoup moins solidaire de son équipe dans l'adversité que celui du Milan AC », explique Saverio Guetta, un tifosi particulièrement heureux de la résurrection européenne de son équipe, après un parcours catastrophique en championnat d'Italie.

François de souche, Saverio Guetta aurait pu être un « miliste ». C'est-à-dire supporter du Milan AC. Le club noir et rouge était en effet celui de sa mère avant qu'elle ne se marie. En revanche, son père était un farouche partisan de l'Inter. Avant de s'installer comme médecin, celui-ci avait travaillé au service médical du club. M^{re} Guetta ayant

prestement remis ses fanions, les couleurs de la famille sont restées « nerazzuri ». « Le trait dominant du supporter de l'Inter est son conservatisme. Il est fidèle à son club et jaloux de ses traditions », explique Saverio Guetta, promu depuis trois ans supporter n° 1 du FC Internazionale.

A 29 ans, il est responsable du centre de coordination des clubs de supporters. Depuis son bureau cosmé du centre de Milan, il règne ainsi avec une dizaine d'autres salariés sur le bon fonctionnement de 745 associations qui regroupent 70 000 tifosi dans toute l'Italie, mais aussi à l'étranger. « Nous avons un club de supporters à Paris, un autre en Alsace et un troisième va se constituer la saison prochaine à Marseille », annonce Saverio.

Contre une cotisation annuelle de 8 000 francs (environ 40 F), chaque membre reçoit un « passeport de supporter ». Foulard, insignes, porte-carte, autocollant, etc. Sa carte lui donne priorité pour assister à un tarif préférentiel, aux matches.

Un code de déontologie

Les clubs de supporters de l'Inter de Milan ne se bornent pas à soutenir et à aduler Rummenigge et les autres stars de l'équipe. Ils organisent des manifestations sportives et culturelles (courses à pied, tournois d'échecs, excursions, etc.). Ils proposent aussi de drôles de cours de formation continue où « les supporters peuvent réviser les règles du football », car, estime Saverio Guetta, c'est souvent la méconnaissance du règlement qui engendre les problèmes de violence.

Depuis trois ans, il n'y a pas eu d'incidents à San Siro où, pour-

tant en rangs serrés derrière les banderoles portant le nom de leur club, les tifosi déchaînés soufflent le feu sans discontinuer pendant les 90 minutes du match. Depuis le drame du Heysel, la sécurité est l'obsession des dirigeants italiens. Les membres des interclubs s'engagent à respecter un « code de déontologie » stipulant que « l'adhésion implique de manifester son soutien dans les limites de la correction en refusant toute forme de violence et autres manifestations de vulgarité ».

Un tel encadrement n'a qu'une valeur morale. Et il n'engage que les supporters encartés. Mercredi, 300 ou 400 clubs seulement, dont les deux français, étaient représentés parmi les 45 000 spectateurs présents. La diffusion du match en direct à la télévision italienne et le froid avaient dissuadé les plus éloignés de faire le voyage. Les résultats décevants de l'Inter cette saison aussi.

Les gradins un peu dégarnis ont facilité le travail des 3 000 policiers répartis dans la foule. Trois d'entre eux, fonctionnaires de la « Polizia scientifica », bien calés sur leurs sièges réservés dans la tribune de presse, n'ont pas eu à fouiller les gradins avec le téléobjectif de leur caméra et de leurs appareils photo. Le premier but d'Altobelli avait établi, dès le premier quart d'heure, un consensus dans les tribunes. Celui de Karl-Heinz Rummenigge n'était plus que prétexte à hurler sa joie et à se montrer en accord avec le mot d'ordre qui fleurit en tête du programme 1985-1986 des clubs de supporters : « Engageons-nous à faire de chaque journée de championnat une fête du sport et de l'amitié ».

JEAN-JACQUES BOZONNET.

ENJEUX

1 963 074 dollars

C'est la fortune amassée par le Tchecoslovaque Ivan Lendl sur les courts de tennis en 1985. Depuis le début de sa carrière, le nouveau numéro un mondial a gagné 8 306 592 dollars, et il détient le record des gains en une année avec 2 028 650 dollars (plus d'un milliard et demi de centimes) en 1982. Pour sa part, Yannick Noah a gagné près de 400 000 dollars en 1985. En 1986, année de son deuxième grand chelem, l'Américain Rod Laver avait empoché 124 000 dollars. Seulement.

6351 milliards de lires

C'est la somme versée (environ 30 millions de francs) par Silvio Berlusconi, le PDG de Fininvest, pour prendre officiellement le contrôle (51 % des actions) du Milan AC.

1 000 pesos

C'est la mise minimale (17 F environ) pour jouer à l'Atrape, un concours de pronostics inséparable du Mexique à l'occasion du Mundial. La grille comprendra treize matches et pourra rapporter jusqu'à 500 millions de pesos (plus de 5 millions de francs).

750 dollars

A ce prix, les télévisions internationales pourront louer un mètre

carré de studio à T86 Mexico au cours du Mundial, si elles veulent réaliser des interviews ou des programmes spéciaux en plus des retransmissions de matches.

20 millions de francs

C'est avec ce budget musqué que l'équipe cycliste La Vie Claire, financée par Bernard Tapie, va prendre la route en 1986.

100 000 francs

C'est le montant que réclame Guy Roux, manager de l'AJ Auxerre, au Loto sportif à chaque fois que le nom de son club sera utilisé dans une grille de pronostic.

« La société du Loto sportif », estime-t-il, réalise chaque semaine de 4 à 7 millions de centimes de chiffre d'affaires sur le dos des trente-deux clubs dont elle utilise les noms gratuitement dans sa grille. Cette situation est anachronique et intolérable et devra être revue avant le début du prochain championnat.

3,54 milliards de dollars canadiens

Ce sera le montant de la facture finale des Jeux olympiques d'été à Montréal en 1976. En 1995, lorsque la dette sera liquidée, le coût initial

aura été multiplié par trente. A lui seul, le stade olympique reviendra à 1 milliard de dollars canadiens au lieu de 65 millions prévus. Une taxe spéciale sur les cigarettes, qui a déjà rapporté 870 millions de dollars depuis 1976, a en partie financé le remboursement de la dette.

651 000 dollars

C'est la somme des prix (environ 4 600 000 francs) qui pourront être gagnés sur le « circuit international de squash masculin » qui vient d'être créé à Londres par la Fédération internationale de squash (ISPA). En 1986, ce circuit comprendra dix-huit manifestations, dans quinze pays, promises par le nouveau « conseil des tournois internationaux de squash masculin ».

1 000 000 de couronnes suédoises

C'est le montant record du contrat de trois ans (environ 1 000 000 francs) qu'une firme suédoise spécialisée en informatique, Enaco Datacell, a offert à un jeune joueur de tennis, Nicklas Kulti, âgé de quatorze ans, qui passe pour un grand espoir dans son pays. En 1973, Björn Borg, âgé de dix-sept ans, avait signé son premier contrat avec la compagnie suédoise SAS, pour 1 somme de 50 000 couronnes (environ 50 000 francs).

LES HEURES DU STADE

Automobilisme

Super Stock-Car de Paris. — Au Palais omnisports de Paris-Bercy, samedi 8 à 20 h 30 et dimanche 9 à 15 h 30.



Basket-ball

Championnat de France. Phase finale (quatrième tour aller), samedi 8 mars. Déjà un sommet avec Monaco-Villeurbanne. Malheur au vaincu pour Antibes-Limoges. Pas de problème pour Orléans et Châlons, qui reçoivent Saint-Etienne et Tours.

Cyclisme

Paris-Nice. Dernière étape au col d'Eze, dimanche 9 mars (TF1 à 15 h 30, « Sports Dimanches », en direct).

Tirreno-Adriatico (Italie). — Jusqu'au 12 mars.

Football

Championnat de France. Première division (trente-deuxième journée), samedi 8 mars : Auxerre-Monaco, Nancy-Nantes, Paris-SG - Rennes, Bordeaux-Toulouse, Laval-Lille, Marseille-Metz, Lens-Sochaux. Les autres matches auront été disputés vendredi 7.

Coupe d'Afrique des nations. Phase finale au Caire et à Alexandrie (Egypte) entra l'Egypte, la Côte d'Ivoire, le Mozambique, le Sénégal, le Cameroun, l'Algérie, la Maroc et la Zambie. Du 7 au 21 mars.

Handball

Championnat du monde. Finale, samedi 8 mars, à Zurich (Suisse).

Natation

Championnat de France d'hiver à Rennes. Jusqu'au dimanche 9 mars (FR3, samedi 8 à 16 h et dimanche 9 à 15 h, direct).

Rugby

Championnat de France. Première division. Dernier tour, dimanche 9 mars. Dernières chances de qualification pour les seizièmes de finale programmées le 23 mars.

Ski alpin

Coupe du monde. Descente et géant messieurs à Aspen (Etats-Unis). Descente et géant dames à Sun King-Alta. Samedi 8 et dimanche 9 mars. Slaloms messieurs à Heavenly Valley et dames à Park City mardi 11 mars.

Sports équestres

Jumping International de Paris. Ou vendredi 14 au dimanche 16 mars au Palais omnisports de Paris-Bercy. Concours international de saut d'obstacles comptant pour la Coupe du monde Volvo.

Squash

International de France. Finale samedi 8 mars au stade Géo-André à Paris (A2 à partir de 15 h 30, « Les jeux du stade », sous réserve).

CIBLES

CYCLISME

Josette Leulliot : organisatrice de courses

Organiser des courses cyclistes, est-ce un métier pour une femme ? « Oui, la preuve... », répond Josette Leulliot, qui porte sur ses épaules le poids de Paris-Nice, première épreuve par étapes française de la saison. Cette jeune femme, douce, souriante mais énergique, a hérité de son père Jean Leulliot la passion du cyclisme et le goût de la lutte.



PHOTO ROBERT PIERRE RADIO FRANCE

Ancien coureur universitaire attiré par le journalisme, Jean Leulliot a consacré sa vie au vélo et lui a beaucoup apporté dans le domaine de l'innovation. On lui doit le Tour de France cyclotouriste, le Tour d'Europe, les compétitions open et une multitude d'organisations. Directeur de Paris-Nice, il rêvait de mettre sur pied un tour du monde afin de promouvoir la bicyclette sous toutes les latitudes — prologue aux Bahamas, course de côtes dans les rues de San Francisco, « contre la montre » au Japon avec un final sur la promenade des Anglais, — et, d'une certaine manière, il fut un précurseur de la mondialisation du cyclisme.

A sa mort, Josette Leulliot poursuivit l'œuvre paternelle en assurant la continuité de Paris-Nice et en s'efforçant d'en accentuer le caractère international. Pour cela, elle s'est battue, dans des conditions souvent difficiles, et, cette année, elle a présenté au départ une équipe 100 % américaine qui se produisit pour la première fois en France.

Ses ambitions ne se limitent cependant pas à cette épreuve au long passé où se retrouvent les vedettes du cyclisme professionnel. Elle organise aussi le Critérium des grimpeurs, la Route de France, le Grand Prix de France amateur et l'Etoile des espoirs, qui permettent aux jeunes talents de s'épanouir. « Conscier des champions, dit-elle, c'est bien, mais préparer l'avenir, c'est encore plus important ».

Paris-Nice 1986 se situe précisément dans cette perspective. Les premières étapes ont révélé un routier-sprinter français de vingt-deux ans, Bruno Woltinek, considéré d'ores et déjà comme le successeur d'André Darrigade.

JACQUES AUGENDRE.

JEU A XIII

Jacques Soppelsa : « Quarante ans d'injustice »

Née en 1934, la Ligue française de rugby à treize a été interdite en 1941 par le gouvernement de Vichy. Carton rouge pour cause de couleur politique approchant. Depuis la Libération, les essais du jeu à XIII pour retrouver son label de rugby à XIII n'ont jamais abouti. Les quinzistes, toujours bien placés près du pouvoir en place, ont défendu pied à pied leur exclusivité.

En éliminant Jacques Soppelsa à leur tête en juin 1984, les treizistes espéraient prendre l'adversaire à son propre jeu. En effet, président de la prestigieuse université Paris-I (Sorbonne), ce professeur de quarante-trois ans ne cache pas ses sentiments socialistes. Membre de la commission défense du PS, l'ancien talonneur de l'équipe de France fédérale monta aussitôt en première ligne. En juin 1985, l'assemblée générale de la Fédération vota de nouveaux statuts et devint Fédération de rugby à XIII. Coup de pied à suivre.

Mais, à l'Elysée, un quinziste infiltré veille. Arrêt de volée. André Laurent, directeur des sports, demande de « revenir à l'appellation de Fédération française de jeu à XIII » pour éviter « les risques de confusion avec la Fédération française de rugby ». Confirmé par un arrêté ministériel publié au Journal officiel le 6 février dernier, cet acte d'anti-jeu dope l'agressivité des treizistes. Ils contre-attaquent dès le 18 février devant le Conseil d'Etat pour « excès de pouvoir » grâce à une nouvelle recrue, défenseur de grand talent, M^{re} Jean-Denis Bredin. L'avocat historien a reçu de Jacques Soppelsa la mission de mettre fin à « quarante ans d'injustice ».

TENNIS

Jean-Paul Loth : les espoirs mis en fiche

Conscient que le tennis est incapable, dans le système actuel, d'ouvrir sa pratique à certaines catégories de jeunes, privées de structures d'accueil adaptées, Jean-Paul Loth, le directeur technique national IDTN de la Fédération française (FFT), a proposé un plan de détection de grande envergure : deux cents garçons et filles, âgés de dix et onze ans, participeraient dans chacun des quatre-vingt-quinze départements à des tests sélectifs.

Après contrôle physique et technique, les plus aptes des candidats — une trentaine — feront l'objet d'examen médicaux et psychologiques. Les huit meilleurs seront retenus. Durant un an, ils bénéficieront d'une leçon de tennis hebdomadaire et de deux entraînements. A la fin de l'année, la Direction technique nationale possèdera ainsi un fichier de sept cent cinquante noms.

Jean-Paul Loth et ses adjoints ont constaté que les jeunes de cet âge actuellement recensés au plan départemental ou régional manquent souvent de motivation, conséquence d'une usure prématurée. « La preuve est faite », affirme le DTN, « que pour devenir un joueur de haut niveau, il faut dix années d'entraînement. A dix ans, les meilleurs Français en totalisent souvent sept ou huit. Nos cadets possèdent ainsi des palmiers dont la progression ne peut plus suivre ».

Cette opération de prospection est ouverte aux vrais débutants. Afin que les lauréats bénéficient effectivement du système, ils ne devront pas demeurer à plus de 5 kilomètres de l'endroit où auront lieu les tests. Pour 1986, année de mise en place, les ambitions fédérales sont limitées à l'organisation de trente journées de détection. La première a eu lieu le 12 février à Orléans. Le financement de ces opérations — le coût d'une journée est estimé à 20 000 francs — est assuré par les crédits du Fond national de développement du sport (FNDS).

2200^F

Air et retour, départ de Paris, pour les

USA

(jusqu'au 28 février)

LE GUIDE DU VOYAGE

EN AMÉRIQUE est paru (et il est gratuit) !
Il comprend tous les tarifs de location de voitures et de camping-cars, les tarifs d'hôtels, les transports intérieurs. Des circuits à la carte. Des circuits en groupe. Des tours asistés. Des renseignements pratiques.

Si vous ne pouvez passer chercher votre guide gratuit à nos bureaux, nous vous l'envoyons contre 6,50 F en timbres.

PACIFIC HOLIDAYS : 45.41.52.58

34, av. Général-Leclerc, 75014 Paris — M^{re} Mouton-Duvernay

France Ménager :

Le magasin agréé pour l'électroménager.

Les prix compétitifs, les services, les conseils, la garantie et tous les avantages réservés aux adhérents face vous attendent chez France Ménager, 23, rue des Lombards, Paris 4^e. Téléphone : 48.87.73.37. Ouvert de mardi au samedi de 10 h à 19 h.

هكذا من الأصل

كذا من الأصل

culture

PATRIMOINE

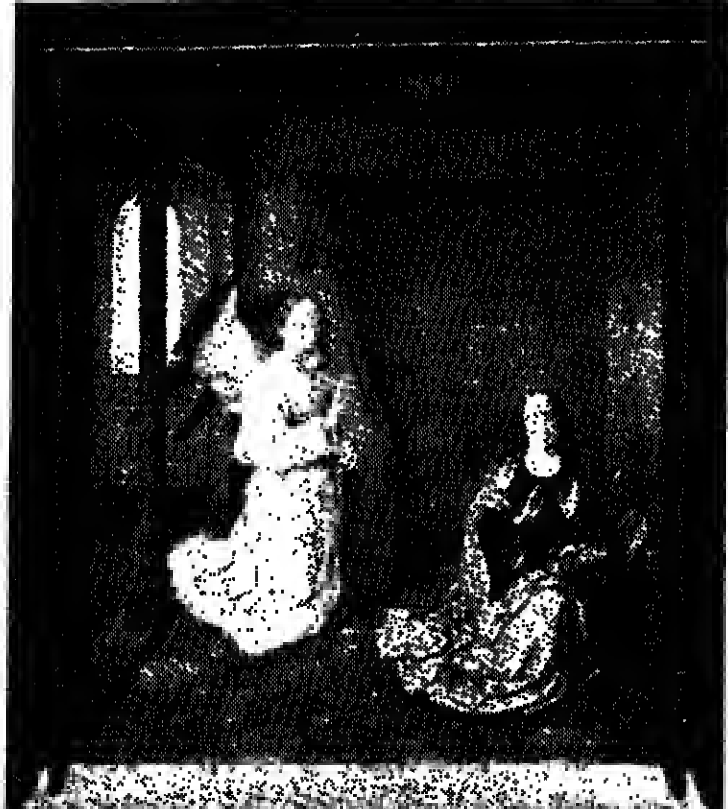
POLEMIQUE AUTOUR DE DEUX TABLEAUX SUSPECTS

L'« Annonciation » de Dirk Bouts serait un faux

« Voici un un et demi que l'affaire couvait. Aujourd'hui, elle explose... » Marchand de tableaux à New-York, un bureau faubourg Saint-Honoré, expert respecté, Alain Tarica est formel : « Un faux, un faux grossier, un faux doublement faux ! » Le Flamand Dirk Bouts n'aurait donc pas peint, dans la deuxième moitié du quinzième siècle, cette Annonciation vendue 7 millions de dollars en 1984 et que possède désormais, pour le meilleur et pour le pire, le Getty Museum de Malibu, en Californie. Il se pourrait d'ailleurs que, dans cette affaire, le faussaire lui-même se soit fait ben-ner. Voici l'histoire.

En avril 1980, une Résurrection attribuée à Bouts passe en vente chez Sotheby. Le collectionneur Norton Simon l'achète pour 4 millions et demi de dollars. On l'envoie : le tableau (une détermination ou « tem-pera » sur toile) est dans un état de conservation extraordinaire, alors que les quelques trente pièces parvenues jusqu'à nous et peintes selon cette technique, à la même époque, sont en ruine.

En septembre 1984, un marchand américain, Eugene Thaw, vend à Ronald Lauder (fils d'Esther Lauder et personnage influent au Metropolitan Museum) une autre « tem-pera » sur toile, une Annonciation, également attribuée à Bouts et aussi miraculeusement conservée. Simultanément, on apprend l'existence d'une troisième « tempera », de même attribution et au même état, dont le propriétaire refuse de se faire connaître. Derek Johns, le marchand anglais qui a mis ces trois tableaux sur le marché, s'interdit, lui, d'en révéler l'origine.



L'« Annonciation » de Dirk Bouts.

Ces œuvres ne sont pas tombées du ciel. En 1860, le conservateur de la National Gallery, Sir Eastlake, avait consigné dans ses notes, lors d'un séjour à Milan, l'existence de quatre « temperas » (dont, précisément, une Annonciation des anges) qu'il avait à l'époque attribuées à Van der Weydenen qu'il avait

renoncé, sauf une Mise au tombeau, à acheter en raison de leur très mauvais état. Mais comment expliquer que deux de ces tableaux, décrits voici plus d'un siècle comme des ruines, reparassent en parfait état ? Et à quoi attribuer d'évidentes disparités de facture entre l'Annonciation et la Résurrection ?

L'explication avancée par Alain Tarica est la suivante : les deux Bouts vendus à Londres et à New-York seraient l'œuvre, pour tout ou partie, d'un faussaire du début du siècle qui, après avoir peint la Résurrection, aurait laissé l'Annonciation inachevée. Un second faussaire, retrouvant cette Annonciation à une époque beaucoup plus récente et l'attribuant à Dirk Bouts, l'aurait achevée en effectuant ce qu'Alain Tarica appelle « un vrai travail de boucher » : le symbolisme iconographique de l'époque n'est pas respecté, le lit traditionnel est remplacé par un canapé, la bible négligemment posée sur un coffre, la taille de l'ange disproportionnée, les arrière-plans asymétriques, le baldaquin incomplet. Tout ici signale, selon Alain Tarica, l'ignorance et la hâte, tout va de guingois parce qu'en pièces rapportées. Alors que le premier faussaire, plus savant et mieux inspiré, serait Luigi Cavenaghi, un restaurateur milanais.

Convaincu par Alain Tarica, Ronald Lauder devait proprement restituer l'Annonciation à son vendeur avant que le tableau, exposé tout un mois au Metropolitan Museum, se retrouve au musée Getty. Alain Tarica allait néanmoins poursuivre sa croisière et trouver une aide vigoureuse en la personne de Geraldine Norman, critique d'art au Times qui, dans un article tout récent, dépose des conclusions sévères. Les premiers examens par infrarouge (le Getty Museum s'y était longtemps refusé) font, en effet, état d'une liberté totale moderne du coup de pinceau dans la partie supérieure du tableau et de l'absence de dessin préparatoire, détail tout aussi anachronique.

ANNE REY.

VARIÉTÉS

Montand à la « une » : élu

C'est une très bonne nouvelle : Montand chante ! Ce soir sur la première chaîne, à 20 h 35, pendant : sobriété-est minutes, face à une Anne Sincère sans attaques et sans défenses, Montand chante ! Le Candide péroratoire des « Dossiers de l'écran » (1983), le politologue sentencieux de « Vive la crise ! » (1985), l'oracle véhément de « La guerre en face » (1985), à neuf jours des élections législatives, refuse le piège tentant, s'abstient de battre le campagne, et chante.

Réalisant lui-même l'émission, dont il avait fait admettre qu'elle ne serait pas diffusée et serait même détruite si elle ne lui convenait pas, il a opté pour un avatar de la série « Questions à domicile ». On entre donc dans le fameux rez-de-chaussée de la place Dauphine, « la Roulotte ». Montand voulant éviter « le fracas verbal » a pris modèle nous dit-il, sur un spot publicitaire qu'il a apprécié au Japon. « L'écran est vide, on entend tic-tac, tic-tac, comme des battements de cœur. Puis : « Ces dix secondes de silence vous ont été offertes par Solka... »

On entre. Des bûches crépitent dans la cheminée. Bob Castella est au piano. Montand a un poil gris et les cheveux aussi, mais la voix de toutes les couleurs de la vie. Il chante : « Tout s'efface, les je t'aime à l'envers sur les buvards. » La caméra, pudique, caresse les photos sur les murs, Simone Signoret sourit, belle, complice. La caméra glisse sur le divan, près du feu, où elle s'assessait. Saleté d'imparfait. Trois tendres, quasi inédits. Ils sont signés David Mc Neil, en-

registrés il y a plus de deux ans, c'est vrai, avoue Montand : « La politique avait tout mangé, elle dépasse mon artisanat. De temps en temps, Anne Sincère pose une question, tout de même. Reprenant alors fugacement du service, c'est l'ancien syndicaliste italien, « le petit démi-got italien », Refrains connus. Lorsqu'on l'interroge sur le déclin de la chanson française : Montand e alors, en musique, des réponses éblouissantes : « Que resta-t-il de nos amours », « Rappelle-toi Barbara... »

Mais voilà, brisant l'enchantement, un couplet sur Reagan. Montand fustige « ces gens-là », mais avec douceur, ar-rogance, condescendance, éro-quant « le pauvre guignol qui vient de la série B ». Selon Montand, « l'ancien acteur jour en rôle, et sur beaucoup de points, le joue très bien ». Ce couplet n'est-il pas à rapprocher de la phrase : « L'année prochaine, il risque d'y avoir en France un tel pétage de câble que je me trouve dans l'obligation de me mouiller réelle-ment ? » Allons bon, ça le re-prend ? Montand président ?

Au téléphone, il dément : « Non. Mais, sans être encombré par la lourde mécanique d'un parti, si je peux représenter un tout petit courant, et en devenir le porte-parole, je le ferai. » Résumant soigneusement sa pensée, il conclut : « Il vaut mieux dire des conneries que de se taire quand il faut parler. »

D'accord. Enfin, presque. Chante plutôt, Montand. Chante. C'est là que tu es la majorité. Absolue.

DANIELE HEYMANN.
Vendredi 7 mars, TFI 20 h 35.

NOTES DANSE

Bouvier-Obadia au Théâtre de Paris

Cherchant à retrouver d'instinct des gestes oubliés et à rejouer à leur manière l'éveil cathodique de la conscience, Joëlle Bouvier et Régis Obadia suivent une voie qui n'est pas sans analogie avec le mouvement Butô.

Le couple recroqueville dans sa tanière et qui s'efforce de sortir de la torpeur primitive (Tête close) devenu horde errante dans un environnement hostile (Verté) atteint enfin le Royaume millénaire, refuge souterrain, projection peut-être de son imaginaire. Positions fustales, corps dénudés crispés dans des attitudes grotesques... le prologue suggère plutôt un état pathologique. C'est la nef des fous. Mais les trônes de Philippe Judin, la mise en scène de Marc Olivier avec ses tapis qui tombent des cintres lui donnent des allures baroques.

Tout un cérémoniel s'organise sur la musique de Vivaldi : élans, tournolements vertigineux, soubresauts cassés par des chutes brutales sur les jambes repliées... Le Royaume millénaire prend des allures d'opéra gestuel avec un final d'une grande beauté sur la voix de Jessye Norman. — M. M.

Théâtre de Paris. Jusqu'au 8 mars, 20 h 30, le 9 mars à 17 h.

MUSIQUE

« La Grotte d'Ali », à l'Opéra de Lyon

Bien long est le chemin qui mène à l'opéra contemporain... Sans se décourager, et sachant que c'est un chemin de douleur, l'Opéra de Lyon, après l'Écharpe rouge, d'Asperghis, traite La Grotte d'Ali, avec le même effet de vider instantanément ses salles.

Sur une pièce de Richard Demarcy, présentée au Festival d'Avignon, en 1974, un jeune compositeur, Mark Foster, c'en qui se mêle ethnique sud-asiatique, nationalité et jeunesse australiennes, apprentissage musical allemand, une vie active française, a composé une œuvre de quatre-vingt-dix minutes, inspirée d'Ali Baba et les 40 voleurs.

Il y avait quelques idées au départ : celle de la grotte aux richesses mystérieuses, refuge de puissances vitales, et dont on ressort plus léger et plus fort ; celle de la tentation de la marginalité et de la transgression, qui entraîne Ali le rêveur à pénétrer dans la grotte et à se séparer de son entourage matérialiste, celle du chef des voleurs vu comme un libérateur, un bandit bien aimé, une sorte de Zorro, idées doucement subversives capables de donner un air affranchi à ce spectacle moderne...

Mais elles sont noyées ou flottent à la dérive dans ce climat d'images, de paroles et de musique dépourvu de logique, de poésie et de vérité dramatique. — J. L.

Dernières représentations les 11, 13 et 14 mars.

OPERA DE PARIS
OPÉRA COMIQUE

CREATION MONDIALE

L'écume des jours

edison denisov d'après boris vian

15, 17, 20, 22 et 24 mars 1986 à 19h30. Renseignements 42.96.06.11

Le Centre national des lettres s'est installé au cœur du quartier de l'édition

A midi, l'inauguration officielle, le ministre, les discours : le soir et jusque tard dans la nuit, la fête, la beauté : le Centre national des lettres et la Maison des écrivains se sont installés, le jeudi 6 mars, sous les lambris fraîchement restaurés de l'hôtel d'Arvejan, rue de Verneuil, dans le septième arrondissement de Paris.

Avec les officiels et les discours, le rappel des activités du CNL qui faisait également son dixième anniversaire, M. Jack Lang, en inaugurant les nouveaux locaux, a insisté sur l'originalité de la jeune institution. Il s'agit de « favoriser l'écriture, l'édition, la diffusion et la lecture de livres de qualité en accordant des aides sous forme de prêts, subventions et bourses, dont l'attribution est proposée par des commissions réunissant des professionnels (écrivains, éditeurs, critiques, libraires) regroupés par spécialité ».

En fait, le CNL tend à corriger ce que l'application des seules lois du marché pourrait avoir de destructeur pour la création littéraire. En aidant des auteurs qui ne consistent pas la faveur des gros tirages malgré (ou à cause de) la qualité de leur production ; en épaulant des éditeurs qui ne pourraient pas entreprendre sans appui la réalisation de livres importants, mais nécessairement destinés à un public restreint ; en remboursant aux bibliothèques publiques, tout ou partie des frais engagés dans l'achat de livres rares ou venant de petits éditeurs ; en subventionnant des frais de traduction. Original dans son fonctionnement, le CNL l'est également dans son financement : ses ressources propres proviennent des recettes de deux taxes : l'une de 0,20 % versée par les éditeurs sur les ouvrages vendus au libraire, l'autre de 3 % sur la vente de tout matériel de reprographie. En dix ans, les aides accordées par le CNL ont été pratiquement multipliées par dix pour atteindre une centaine de millions de francs.

Mais la lourde nuée des chiffres a vite laissé la place dans la soirée à la seule sérénité de la fête. Accueilli par M. Jean Gattegno, directeur du livre et président du CNL, et par M^{me} Marion Julien, secrétaire générale, quelque deux mille invités ont

découvert le charme de ce petit hôtel du dix-huitième siècle, probablement promis à brève échéance à la décrépidité et à la démolition si le CNL n'avait décidé de l'acheter et d'entreprendre d'importants travaux de restauration. Opération coûteuse — un peu plus de 15 millions — mais parfaitement réussie. Les invités du CNL pouvaient heureusement louer, jeudi soir, entre le dix-huitième siècle, ses murs pastel, ses stucs reconstitués et sa douceur de vivre, et le vingt et unième siècle, ses murs d'images sur lesquels défilaient les portraits des grands noms de la littérature, ses forêts de livres à l'intérieur desquelles se glissaient, les musiciens qui interprétaient ou improvisaient dans les salons, et des comédiens qui disaient des textes de quelques-uns des meilleurs auteurs de ce temps qui avaient accepté d'écouter pour cette fête de la littérature.

Quelques remous de dernière heure autour de la Maison des écrivains n'ont pas altéré la sérénité de la fête. Même si, effectivement, tous les problèmes de financement de cette maison ne sont pas réglés, même si des querelles de personnes, indissociables de toute vie littéraire, ont surgi, les écrivains possèdent désormais, rue de Verneuil, un lieu de rencontre qui leur offrira également des services d'information juridique, sociales et professionnelles. Il va leur rester à apprendre à vivre ensemble.

PIERRE LEPAPE.

THÉÂTRE

DEUX NOMINATIONS

Bruno Boeglin à Grenoble

Bruno Boeglin a été nommé directeur du centre dramatique des Alpes, à Grenoble. Il prendra ses fonctions le 1^{er} juillet 1986.

Bruno Boeglin est Lyonnais. A Lyon, il fonde sa compagnie, la Mouche, installée dans un hangar misérable. Mais dès ses premiers spectacles, sa révélation personnelle singulière, sa poésie voyageuse, son humour déhanché. Il travaille avec le TNP, trouve une vieille salle, l'Eldorado, mais elle tombe en ruines et la ville refuse de l'abandonner. Pourtant il s'obstine, y monte Salinger, Malcolm Lowry, Dostoïevski et tous, en dehors même de la beauté des images, quelques chose enchante. Avec le CDNA, il coproduit Septem dies, d'après Garcia Marquez, Liliom — qu'on a pu voir à Gemier, — et dernièrement Six personnages en quête d'auteur, l'un des spectacles les plus forts de la saison. A Grenoble, Bruno Boeglin a trouvé sa place.

DENIS GUENOUN A REIMS

Denis Guenoun a été désigné pour succéder à Jean-Claude Drouot au centre dramatique de Reims à partir du 1^{er} septembre 1986.

Le ministère de la culture, en annonçant sa nomination, précise qu'il « devra prendre en compte les conclusions de l'étude que la ville et la région ont décidé de conduire

dans les prochaines semaines pour redéfinir leur politique théâtrale. » Après avoir travaillé avec Robert Giroud, Denis Guenoun a rassemblé sa compagnie, l'Attroupement. En 1978, Avignon ne parle que de leur spectacle, présenté « off », en plein air, Jules César.

Comme Ariane Mnouchkine, Denis Guenoun cherche la pureté du théâtre épique, la permanence des formes populaires. Lui-même est un conteur envoutant, qui écrit pour être parlé. A Strasbourg, il monte un Agamemnon qui ressemble à une tragédie paysanne. Puis il descend à Lyon, continue son travail, sans feu ni lieu mais avec du public. La troupe se sépare, Denis Guenoun va chercher un foyer à Marseille, sa ville natale, et le trouve à Châteauneuf, où il donne l'Enfide, superbe spectacle direct, raffiné, puissant, et, l'an dernier, le Printemps, gigantesque fiasco dont l'ambition folle est de raconter la Renaissance.

C. G.

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT

En coproduction avec les Ateliers Contemporains

LE PARC

Botho Strauss • Claude Régy

28 février au 23 mars à 19h30 • Dimanche à 15h • 47.27.81.15

Tempête

Arlette Namand

PASSIONS

mise en scène Jean-Paul Wenzel

43 28 36 36

anne SYLVESTRE

OLYMPIA BRUNO COQUATRIX

du 15 au 20 avril

LOCATION OUVERTE 42.61.82.25

CINÉMA

« CONTES CRUELS DE LA JEUNESSE », de Nagisa Oshima

Loin du vert paradis

Au chapitre intitulé « Bannis », Nagisa Oshima raconte dans quel état d'esprit il tourne, à vingt-huit ans, son second film jusqu'ici inédit en France : *Contes cruels de la jeunesse*. Un état d'exaspération devant le cinéma qui produisait les studios japonais d'alors, avec leurs drames familiaux stéréotypés, comme leurs jardins dans le décor. D'où cette décision radicale : éliminer la couleur verte « qui adoucit le cœur des gens », surtout le vert des pins dans le ciel, « ce vert informe et flou », ainsi que le bleu au-dessus du vert des pins : « Dans ce film, je n'ai absolument jamais montré le ciel au-dessus des toits des maisons ou vu par la fenêtre ».

Elle est bien bannie, en effet, la tendresse dans ces contes d'une jeunesse dont Oshima avoue : « La mienne débuta par l'échec ». Makoto est encore un adolescent quand elle se met à faire de l'auto-stop — un peu « poussé » — avec des inconnus ; puis elle rencontre Kiyoshi, un beau et mauvais garçon, qui lui apprend à tirer profit de ses balades. En moto, il suit la voiture de Makoto fait mine de céder à un bourgeois d'âge mûr, le surprend, tabasse le bourgeois et lui vole son portefeuille. Les deux jeunes gens, en cavale, dans la nuit ou passent comme des soleils les feux et les lumières de la ville, presque abstraits, ont des sils d'anges noirs. L'avenir est à eux, pour quelques heures. Guère plus.

Makoto est encoûté et un brave homme du volant se rebiffe, avertit la police. Tout finit, comme dans les meilleurs mélodrames, très mal, sur le plus sombre bitume. Quelques visions fugitives d'une manifestation contre le traité de sécurité nippon-américain laissent à penser qu'il y a en arrière-plan de longues résolutions sur la politique et l'époque. C'est un peu court, un peu naïf.

MICHEL BRAUDEAU.

« ROMANCE CRUELLE », de Eldar Riazanov

Une indigestion de vieille Russie

Ce film soviétique n'est pas dans la norme. Quel diable a donc visité son auteur, le modeste cinéaste Eldar Riazanov, qui n'est plus un gamin (soixante ans l'année prochaine), et qui était resté pauvre jusqu'à ce jour, tournant de gentilles choses comme *Garage* ou *Attention aux autos* ?

Romance cruelle, c'est exactement comme si un metteur en scène et son chef opérateur, à Moscou, aujourd'hui, avaient obtenu, on ne sait par quelle sorcellerie, de se faire transporter, sur un tapis volant, soixante-dix ou soixante-quinze ans en arrière, en tout cas avant 1917. Et là, en pleine ancienne Russie, c'est comme s'ils avaient littéralement « dévoré », avec leur caméra, toutes les beautés, toutes les splendeurs, tous les charmes, qui allaient disparaître quelques années plus tard.

Tout y passe, tous les signes extérieurs de richesse des grandes propriétés, des nobles, des grands bourgeois : les palais, les parcs, les robes fabuleuses plus belles que celles d'un Fortuny, d'un Point, les prodigieuses bijoux de Fabergé, l'abondance magnifique des repas sur les nappes brodées, dans des vaisselles d'or, les tableaux, les tentures ; et puis c'est aussi la splendeur des églises, des banques, le charme et le poids des campagnes, la luxueuse incroyable des bateaux qui se promènent sur le Volga...

La beauté et le luxe existaient aussi, en France, en Italie, en Angle-

terre, etc., mais jamais comme en Russie, semble-t-il, avec un tel degré de goût, de raffinement. C'est-à-dire que ce film, plan par plan, image par image, est comme une visite guidée des beautés de l'ancienne Russie, et cela sans aucun regard critique.

Le scénario, vague mûle d'une jeune et très belle femme que sa mère a fiancée à un blond faïssasse mais qui préfère un très vilain et riche fils de famille, macho et mûle, « qui a tant de charme » lui, ce scénario compte à peine. Larissa Gouzenova et Nikita Mikhalok jouent mal, mais il y a des dizaines d'actrices et d'acteurs, dans les studios soviétiques, qui sont bien plus forts (Nikita Mikhalok le sait, puisqu'il les emploie dans ses propres films).

Le film n'est pas là. Il est tout entier dans cette étonnante visite de la Russie d'avant Lénine. Quelques centaines de cartes postales, trop bien cadrées, mais super.

A part ça, lorsque de nos jours vous vous promenez, en mars, sur le stade qui a été construit juste au bord de la plage, à Leningrad, et que vous regardez les fils d'ouvriers, en veste noire capitonnée, le dimanche, qui s'éloignent à pied sur la mer gelée, avec la vieille babouchka et les enfants, et que tout cela plane dans un charme spécifiquement russe, eh bien ! c'est assez beau aussi, et c'est pour toutes les bourses.

MICHEL COURNOT.

COMMUNICATION

UN RAPPORT DU PRÉSIDENT DE TF 1

Faut-il spécialiser les chaînes publiques ?

Après le filtre qui a entouré l'arrivée de la « 5 » et de « TV6 », après les remous qu'ont déjà provoqués les prémisses de la « 7 », une chaîne publique, TF 1, entre dans la danse par la voix de son PDG, M. Hervé Bourges. Dans un rapport adressé au conseil d'administration par Antenne 2 et FR 3, il propose une meilleure harmonisation des programmes des chaînes publiques.

Ce document, conçu comme une base de discussion, a été adressé, le 18 février, par M. Bourges à M. Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, ainsi qu'à M. Jean Drucker, PDG d'Antenne 2 et de FR 3. Pourquoi ce rapport ? Il s'agit, surtout, nous a déclaré M. Bourges, de « prendre date ». Les motifs de sa démarche sont inscrits dans le préambule de sa note, épaisse de douze pages : « Une bataille vient de commencer » pour les trois chaînes de service public face à la nouvelle concurrence du secteur privé et « elles ne peuvent y aller en ordre dispersé ». Elles doivent « se concerter pour mieux coordonner leurs efforts ».

Selon le PDG de TF 1, seule, en effet, une action coordonnée entre les trois chaînes permettrait d'échapper à deux risques majeurs : d'abord ce qu'il appelle « la déperdition de chaînes », avec des programmes proches et des grilles « plus ou moins interchangeables » qui conduiraient à un « ensemble indifférencié et donc plus vulnérable ». M. Bourges donne, à ce sujet, l'exemple de la Lorraine,

où l'on constate que les téléspectateurs perçoivent leur univers télévisuel en deux blocs : celui de RTL-télévision et celui des chaînes françaises, regroupées comme faisant toutes un peu la même chose.

Autre danger : l'apparition de chaînes « si fortement coordonnées et si bien harmonisées » qu'elles apparaissent alors, aux yeux du public, comme « une seule proposition de programme en trois chaînes ». Dans ce cas, estime M. Bourges, « il semble difficile d'éviter qu'une des chaînes ne devienne progressivement la seule de grande audience ». Une petite phrase qui pourrait bien faire réfléchir les concurrents de la « Une ».

Pour répondre au défi actuel, le PDG de TF 1 propose la mise en place d'un « tronc commun tous publics » pour les trois chaînes avec « maintien de l'émulation » pour les genres (divertissements, variétés, fiction et information) et les heures de grande audience (18 heures-22 heures). Etant entendu que les deux « cœurs » de 20 heures et 20 h 30 doivent être maintenus en l'état. M. Bourges y tient tout particulièrement. D'une part, parce qu'il estime que le service public doit « respecter les habitudes de vie forgées par trente années de télévision » ; mais surtout parce qu'il est essentiel, selon lui, de « sauvegarder les tranches horaires » de ces tranches horaires, qui représentent la moitié du chiffre d'affaires de la RFP-TF1. Volume du même ordre pour la RFP-A2, indique le rapport. M. Bourges résume aussi la « diffusion simultanée des spots, afin que l'on n'échappe pas à la publicité en changeant de chaîne ».

Deuxième principe de base : chaque société doit s'efforcer de rechercher « une identité fortement marquée ». Cela passe, selon M. Bourges, par « la répartition négociée, hors tronc commun, des domaines de la connaissance et de l'activité humaine ». Cette répartition des rôles et des genres aurait notamment pour avantage de donner à chaque chaîne des « spécialités contribuant à lui forger une image distincte ». Cela permettrait aussi d'éviter les « redondances et les doubles emplois qui engendrent des gaspillages d'argent et des concurrences dans la recherche des talents ». Pour mettre en œuvre ces suggestions, M. Bourges propose de faire un inventaire des domaines bien (ou insuffisamment) traités par les trois chaînes.

Harmonisation en amont

Tout cela ne pourrait se faire que si l'on passe « d'une harmonisation en aval à une harmonisation en amont », alors qu'actuellement on se contente « d'aménagements mineurs », faits a posteriori, au lieu de les transférer d'emission d'une case horaire à une autre.

Il y a urgence à étudier ces problèmes et à adopter un calendrier rapide, conclut M. Bourges. Tel ne semble pas être l'avis de la Haute Autorité qui, en tout état de cause, déclare n'avoir jamais en l'intention de modifier quoi que ce soit avant les élections législatives. Des discussions sur l'harmonisation ont déjà eu lieu par le passé, mais sans déboucher sur une réflexion de fond. Une réunion avec des représentants des directions des trois chaînes devait avoir lieu ce vendredi 7 février.

Après-midi sur le rapport de M. Bourges.

Les débats seront sans doute serrés, car si Antenne 2 ni FR 3 ne semblent, en effet, prêts à abonder dans le sens du président de TF 1. L'une et l'autre se refusent à se laisser enfermer dans une spécificité qui risquerait de la conduire à l'asphyxie. Chat échaudé craint l'eau froide : A 2 comme FR 3 semblent se tenir sur leurs gardes depuis qu'en novembre dernier, M. Bourges, lors de sa conférence de presse annuelle, a développé la thèse selon laquelle, à côté de TF 1, « chaîne populaire de qualité », il pourrait y avoir une Antenne 2 « haut de gamme » et une FR 3 régionale (un peu laissée pour compte dans le schéma envisagé)...

A TF 1, on affirme que le rapport de M. Bourges ne reprend plus l'idée de « complémentarité de public » avancée en novembre (et fermement contre-carré par A 2), mais qu'il propose, aujourd'hui, une « complémentarité du genre ». Reste à savoir où se situe exactement la frontière entre les deux thèses... La question sera certainement discutée. Autre interrogation : ces problèmes n'auraient-ils pas mérité d'être abordés avant le 18 février ? Selon M. Jean Drucker, « on ne peut mieux défendre, aujourd'hui, le service public qu'en réunissant les conditions de qualité de programmes, d'audience et de bonne santé financière pour chaque chaîne, qui lui permettent de constituer une véritable contre-proposition au développement inductible et nécessaire du privé ».

ANITA RIND.

DE L'EXPLOITATION A LA PRODUCTION

La Caisse des dépôts renforce sa position sur le câble

Alors que la plupart des grands groupes de communication se battent autour des télévisions nationales hertziennes, la puissante Caisse des dépôts et consignations continue de miser sur les réseaux câblés et les services locaux. Un choix réaffirmé avec force par son directeur général, M. Robert Lion, à quelques jours des élections : « Notre engagement dans l'audiovisuel est sélectif mais durable. Nous restons présents, quel que soit le paysage politico-financier ».

Cet engagement date de 1982, époque à laquelle M. Lion incite le groupe à aller « moins vers le béton et plus vers la gestion des réseaux ». En novembre 1983, la Caisse des dépôts définit sa politique : en aval, devenir exploitant du câble aux côtés des collectivités locales ; en amont, investir, sur fonds propres, dans l'industrie de programmes. Les deux années suivantes sont consacrées à l'acquisition de savoir-faire dans ce nouveau domaine et à la formation de professionnels. Tâche ingrate et peu spectaculaire : dans le même temps, ses principaux concurrents, la Compagnie générale des eaux et la Lyonnaise des eaux semblent prendre une longueur d'avance.

Mais, aujourd'hui, la Caisse des dépôts refait surface et M. Lion peut annoncer : « Nous sommes opérationnels et prêts à passer à une phase d'investissements significatifs ». A travers sa filiale

C3D Communication, la Caisse des dépôts est présente dans sept réseaux à Rennes, à Paris, à Avignon, à Marseille, à Angers, à Nanterre-Genevilliers-Colombes et à Saint-Quentin-en-Yvelines. Elle est en discussion avec une dizaine d'autres collectivités locales dont Nantes, Toulouse et Bordeaux. Son objectif est d'obtenir d'ici à cinq ans 40 % du marché de l'exploitation sur un total de 70 réseaux.

Le risque est important : 30 à 50 millions de francs par site avec un retour sur investissement peu probant avant neuf à onze ans. La Caisse ne veut pas le prendre seule et s'associe, cas par cas, avec des partenaires locaux ou nationaux (la Lyonnaise des eaux à Paris, Bouygues à Saint-Quentin-en-Yvelines).

Le deuxième étage de la fusée est MédiaCité, une autre filiale rassemblant C3D, la Lyonnaise des eaux et Coditel, le plus gros exploitant de réseaux en Belgique. Elle offrira des services aux réseaux locaux : conseil, marketing, logiciels de gestion et surtout programmes de télévison achetés sur une base nationale et financés en partie par la publicité. L'intégration verticale se poursuit avec une société de capital-risque destinée à prendre des participations dans des entreprises de programmes. Cette fois, c'est la Caisse des dépôts qui souscrit directement 34 % des 80 millions de francs du capital d'In-

com, aux côtés du Crédit agricole, du Crédit lyonnais, du Crédit d'équipement des PME, d'Olivetti et de la Compagnie générale d'électricité et de bioproduit suisse CICOM de M. Jean-Pierre Nicole. Objectif : investir dans une trentaine d'entreprises comme elle l'a déjà fait pour Initial, MédiaCom ou Vidéo Duplication Maintenance.

Optique ou coaxial ?

Vient s'ajouter au dispositif Cofimage, une société de financement du cinéma et de l'audiovisuel (SOFICA), constituée avec le Crédit agricole, les banques populaires et la banque Stern. Créée au début de l'année, elle a drainé 30 millions de francs de fonds publics qui vont s'investir à 60 % dans la production de télévision et à 40 % dans celle de longs métrages.

Pour parachever le tout, la Caisse des dépôts et consignations devrait annoncer dans les semaines qui viennent la création d'une société de droits audiovisuels. Elle mobilisera des fonds importants pour acheter sur le marché international des films et des fictions et les revendre ensuite aux chaînes de télévision et aux réseaux câblés. De l'exploitation à la production en passant par toutes les formes de distribution, la Caisse a donc l'ambition d'occuper une place prépondérante dans la nouvelle économie de l'audiovisuel.

Cette stratégie ne semble pas affectée par les bouleversements continus du paysage audiovisuel. « Nous sommes convaincus que le câble est la solution aux problèmes de financement de l'audiovisuel », explique M. Bruno Chetallier, président de MédiaCité. « Et notre expérience des logements collectifs nous démontre en ce moment que c'est aussi la seule possibilité de recevoir les nouvelles chaînes dans de bonnes conditions ». La Caisse des dépôts ne s'alarme pas non plus des polémiques entre partisans du câble optique et défenseurs du câble coaxial. « Le câble ne sera rentable que si nous pouvons exploiter, outre la télévision classique, des services interactifs et des programmes à la carte », souligne M. Henri de Lapparent, président d'In-com. Seule la fibre optique permet de faire cela au meilleur coût, mais on ne passera pas d'un seul coup au tout optique. C'est aux PTT de nous garantir un niveau suffisant d'interactivité, quel que soit le mariage provisoire des technologies ».

Et si une nouvelle majorité politique décidait de démanteler le secteur et d'enlever aux PTT le monopole des réseaux ? « Nous nous faisons fort de trouver le financement nécessaire à la construction des réseaux pour répondre à la demande des collectivités locales », répond sèchement M. de Lapparent.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

NOMINATIONS

Borlin à Grenoble

Le conseil d'administration de la Compagnie générale des eaux a nommé M. Jean-Pierre Borlin directeur général de la filiale Grenoble. M. Borlin, 52 ans, a été directeur général de la Compagnie générale des eaux de la région Rhône-Alpes pendant six ans. Il a été nommé directeur général de la filiale Grenoble le 1er janvier 1986. M. Borlin a été nommé directeur général de la filiale Grenoble le 1er janvier 1986. M. Borlin a été nommé directeur général de la filiale Grenoble le 1er janvier 1986.

M. Borlin a été nommé directeur général de la filiale Grenoble le 1er janvier 1986. M. Borlin a été nommé directeur général de la filiale Grenoble le 1er janvier 1986. M. Borlin a été nommé directeur général de la filiale Grenoble le 1er janvier 1986.

LA FEMME ASSISE
mise en scène ALFREDO ARIAS
avec MARILYN MARINI, ALAIN SALOMON
du 11 au 23 mars et du 18 au 27 avril

LA NUIT DE MADAME LUCIENNE
mise en scène JORGE LAVELLI
avec FABIENNE BO, FRANÇOISE BRION,
MARIA CASARES,
MILAUD KHETIB, LILIANE ROVERE
THEATRE DE LA COMMUNE - 76.48.34.57

LA FEMME ASSISE
mise en scène ALFREDO ARIAS
avec MARILYN MARINI, ALAIN SALOMON
du 11 au 23 mars et du 18 au 27 avril

LA NUIT DE MADAME LUCIENNE
mise en scène JORGE LAVELLI
avec FABIENNE BO, FRANÇOISE BRION,
MARIA CASARES,
MILAUD KHETIB, LILIANE ROVERE
THEATRE DE LA COMMUNE - 76.48.34.57

LA FEMME ASSISE
mise en scène ALFREDO ARIAS
avec MARILYN MARINI, ALAIN SALOMON
du 11 au 23 mars et du 18 au 27 avril

LA NUIT DE MADAME LUCIENNE
mise en scène JORGE LAVELLI
avec FABIENNE BO, FRANÇOISE BRION,
MARIA CASARES,
MILAUD KHETIB, LILIANE ROVERE
THEATRE DE LA COMMUNE - 76.48.34.57

LA FEMME ASSISE
mise en scène ALFREDO ARIAS
avec MARILYN MARINI, ALAIN SALOMON
du 11 au 23 mars et du 18 au 27 avril

LA NUIT DE MADAME LUCIENNE
mise en scène JORGE LAVELLI
avec FABIENNE BO, FRANÇOISE BRION,
MARIA CASARES,
MILAUD KHETIB, LILIANE ROVERE
THEATRE DE LA COMMUNE - 76.48.34.57

LA FEMME ASSISE
mise en scène ALFREDO ARIAS
avec MARILYN MARINI, ALAIN SALOMON
du 11 au 23 mars et du 18 au 27 avril

LA NUIT DE MADAME LUCIENNE
mise en scène JORGE LAVELLI
avec FABIENNE BO, FRANÇOISE BRION,
MARIA CASARES,
MILAUD KHETIB, LILIANE ROVERE
THEATRE DE LA COMMUNE - 76.48.34.57

LA FEMME ASSISE
mise en scène ALFREDO ARIAS
avec MARILYN MARINI, ALAIN SALOMON
du 11 au 23 mars et du 18 au 27 avril

LA NUIT DE MADAME LUCIENNE
mise en scène JORGE LAVELLI
avec FABIENNE BO, FRANÇOISE BRION,
MARIA CASARES,
MILAUD KHETIB, LILIANE ROVERE
THEATRE DE LA COMMUNE - 76.48.34.57

LA FEMME ASSISE
mise en scène ALFREDO ARIAS
avec MARILYN MARINI, ALAIN SALOMON
du 11 au 23 mars et du 18 au 27 avril

LA NUIT DE MADAME LUCIENNE
mise en scène JORGE LAVELLI
avec FABIENNE BO, FRANÇOISE BRION,
MARIA CASARES,
MILAUD KHETIB, LILIANE ROVERE
THEATRE DE LA COMMUNE - 76.48.34.57

LA FEMME ASSISE
mise en scène ALFREDO ARIAS
avec MARILYN MARINI, ALAIN SALOMON
du 11 au 23 mars et du 18 au 27 avril

LA NUIT DE MADAME LUCIENNE
mise en scène JORGE LAVELLI
avec FABIENNE BO, FRANÇOISE BRION,
MARIA CASARES,
MILAUD KHETIB, LILIANE ROVERE
THEATRE DE LA COMMUNE - 76.48.34.57

théâtre

MARIE-STUART (45-08-17-80),
20 h 30 : Souvenirs de soleil : 18 h 30 :
le Président ; 22 h : Casse-Pipe.

MARIGNY (42-56-04-41), 20 h 30 : Napo-
léon.

MATHURINS (42-65-90-00). Grande
Salle, 21 h : le Résistant - Petite salle,
21 h : la Baie de Naples.

MICHEL (42-65-35-02), 21 h 15 : Pyjama
pour sa nuit.

MICHOUDÈRE (47-42-95-22), 20 h 45 : la
Prise de Berg-op-Zoom.

MOGADOR (42-85-45-30), 20 h 30 : la
Femme du boulanger.

MONTPARNAISE (43-20-89-90).
Grande Salle, 20 h 45 : les Femmes d'un
Jardin - Petite Salle, 21 h : Frédéric et
Voltaire.

NOUVEAU THEATRE MOUFFERT
(43-31-1-99), 20 h 30 : la Panthère

OPÉRA (47-57-57-50), 19 h 30 : la Traviata.

CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Théâtre, 19 h 30 : Le Père ; Théâtre Grand Théâtre, 20 h 30 : Madame la Présidente.

OPÉRA (47-57-57-50), 20 h 30 : Les Justes, D'A. Camille.

OPÉRA (47-57-57-50), 20 h 30 : Oncle Vanya.

TEAUPHOU (47-27-12-33), 21 h, Sri Aurobindo : A Great Soul of India ; Chénissade : Les Chénissades ; 16 h, Les Femmes de Tangyou, de F. Mazze ; 19 h, Jules Verne, de J. Vidal ; L'albun on plein boum, de F. Vidié ; L'albun ou mensonge ; 16 h, Archie Shepp, de V. Brannin, de 1905-1965 ; 19 h, Les Femmes de Tangyou (salle Garance) : 42-78-37-29, 17 h 30, Ettore Fieramosca, d'A. Blasetti ; 20 h 30, L'ignorant M., de M. Camerini ; 20 h 30, Les Femmes de Tangyou (salle Garance) : 42-78-37-29, 17 h 30, Concerts/spectacles : 20 h 30, Quatuor Arditi (Londres) ; Ch. Dench, F. Donatoni, E. Carter.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-33-33-33), 20 h 30, Ballet de l'Opéra de Shanghai (Les Chénissades de l'Opéra sur le mont Tchi).

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-72), 20 h 45 : le Dragon ; 18 h 30 : Paoli 20.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), 20 h 30 : Bajazet.

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17),
 20 h 45 : Terminer Hôpital.
ANTOINE-SIMONE BERRIAU (42-08-
 77-71), 20 h 30 : Lily et Lily.
ARCANÉ (43-38-19-70), 1 : 20 h 30 : La
 prisonnière. H : 21 h : Zoo story.
ARCS HÉBERTOT (43-87-23-23), 20 h :
 le Sexe taillé.
ASTELLE-THEATRE (42-38-35-53),
 20 h 30 : L'Amour en visière.
ATHÉNÉE (43-38-35-53), 20 h : Soixante
 et deux. H : 21 h : L'Indien cherche
 le Brooz.
BASTILLE (43-57-42-14), 20 h : 40 pay-
 sages fixes pour piqués.
BATAIERS (47-09-30-12), 21 h : Ligue
 d'improvisation française.
BOUVEILL (43-73-47-84), 20 h : Pas deux
 comme cela : 21 h 30 : Y'en a mar-
 ré-oué.
CARRE DE LA GARE (42-78-52-51), 20 h :
 Rififi dans les labours ; 22 h : La
 mort, le moi, le serud.
CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE

24-08), 18 h 30 : "Histoire terrible mais
inachevée de Norodum Sitathone, roi du
Cambodge". (42-39-36-36) ; 20 h 30 :
Passions selon Saint-Front.

CITÉ INTERNATIONALE (45-89-
38-69). Grand Théâtre, 20 h 30 : Lettres
d'un Inculte? Le Reserveur,
C'est pas la vie! (42-39-36-36) ; 20
h 30 : La Casa de Bernarda Alba.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-
43-41), 21 h : Reviens donner à l'Élysée.
CHAMPAGNE DES CHAMPS-FLORISSÉS
(47-20-08-26), 21 h : L'Age du moineux
est avancé.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22),
20 h 30 : les Intrigues d'Arléquin et
Colombine.

COMÉDIE DES FAMILLES (42-01-11-11),
20 h 30 : Richard Wagner; 22 h - Interviu-
viou.

DAUNOU (42-01-69-44), 21 h : Au
secours, elle me veut.

DÉCHARGES (42-36-00-02), 22 h 15 : Les
Femmes barbares; 20 h 30 : Proclat
d'intentions.

DIX HEURES (46-07-07-48) : La Femme
assise; 22 h : l'Homme de parenthèse.

DJAZZ-HUT THEATRE (42-36-47-47),
20 h 30 : Amour incertain.

EPECEIRE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie
est un songe - Charlotte la gourmande.

FONDATION DEUTSCHE DES AMIS
 infans; 21 h : Chate libre.
 MEURTHE (43-74-39-20), 20 h 30 :
 Mort à crédit.
 MONTAINE (43-74-40-21), 20 h 30 : les
 Filles Duval.
 SAINTE-MONTANASSE (43-22-
 16-18), 20 h 45 : la Gagne.
 GALERIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The
 Famosities.
 GRAND HALL MONTGUEIL (42-
 44-46), 20 h 30 : Un dessin d'Eury-
 clès.
 SAINTE-MONTANASSE (43-22-
 88-61), 18 h 30 : l'Esne.
 MUCETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la
 Comédie de la Peste; 20 h 30 : la Legion;
 21 h : Rhinocéros.
 LA BRUYERE (43-74-76-99), 21 h :
 Largo Desolato.
 IERRE-THÉÂTRE (43-96-55-83),
 20 h 30 : D'amour et d'un froide.
 JOURNAIRE (43-54-57-34), 18 h :
 le Comte de Paris; 20 h :
 20 h : le Chien sous le minier;
 21 h 45 : le Complète de Strany - II.
 19 h : Stratégie pour deux jambons;
 Petite salle : 21 h 30 : Ceux qui vivent
 que qui lentent.
 MAOLEINE (43-65-07-09), 21 h :
 Comte de mai; 22 h :
 MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : l'Eier-
 del Met.

MARIE-STUART (45-08-17-80),
20 h 30 : Souvenirs de soleil : 18 h 30 :
le Président ; 22 h : Casse-Pipe.

MARIGNY (42-56-04-41), 20 h 30 : Napo-
léon.

MATHURINS (42-65-90-00). Grande
Salle, 21 h : le Résistant - Petite salle,
21 h : la Baie de Naples.

MICHEL (42-65-35-02), 21 h 15 : Pyjama
pour sa nuit.

MICHOUDÈRE (47-42-95-22), 20 h 45 : la
Prise de Berg-op-Zoom.

MOGADOR (42-85-45-30), 20 h 30 : la
Femme du boulanger.

MONTPARNAISE (43-20-89-90).
Grande Salle, 20 h 45 : les Femmes d'un
Jardin - Petite Salle, 21 h : Frédéric et
Voltaire.

NOUVEAU THEATRE MOUFFERT
(43-31-1-99), 20 h 30 : la Panthère

lier.

PALAS-ROYAL (42-97-59-81), 20 h 45 :
Crain, volume.

POC (42-97-29-27), 21 h : *L'Ennemi* -
n° 19 : Les épreuves viennoises.

PORTE DE GENTILLY (45-80-20-20),
20 h 30 : Deux roues rouges au côté
doux.

POTINIERE (42-61-44-16), 21 h : Mimie en
quête d'auteur.

QUAI DE LA GARE (45-85-88-88), 21 h :
Le Regard observé, récit.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47),
21 h : *Le grand fleuve*.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-
21-93), 21 h : Nuit d'ivresse.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-
23-35-10), 21 h : *Confort interloire*.

TAI TAI L'ESSAI (42-78-10-79), II :
Le monde est un jeu.

TEMPLEURS (42-79-81-15), 20 h 30 :
Hôtel Azur.

THÉÂTRE D'EDGAR (43-22-11-02),
20 h 15 : *Le Babas-cadras*; 22 h : *Nous
n'avons pas eu de nuit de faire*.

THÉÂTRE DE L'ÉCALIER D'OR (45-
23-15-10), 20 h : *L'Assaut ou quar-
ante ans d'absence*.

THÉÂTRE DE FORTUNE, 21 h : *Vive la
peau de l'ours*.

THÉÂTRE GREVIN (42-86-84-87),
21 h : *Les carottes sont cuites*.

TH. LILAS (45-18-30), 20 h 30 : Le Veilleur de nuit.

TH. NOIR (45-46-91-93), 20 h 30 : Becquet de tous les corps.

TH. PARIS-CENT (46-47-30-50), 21 h : *Paris...elles nous parlent d'amour.*

TH. PARIS-VILLENT (42-02-02-68), 21 h : Financement.

TH. PLATINE (48-42-32-25), 20 h 30 : Soudain j'ai été dernier.

TH. DE LA PORTE-SAINT-MARTIN (46-47-37-53), 20 h 30 : Le Tambour.

TH. DE LA PORTE-SAINT-MARTIN (46-47-37-53), 20 h 30 : Les 11 Bal de Netherland; 21 h 30 : L'Ince crève l'écran.

THÉÂTRE DU ROND-POINT (42-56-70-80), 20 h 30 : *Le grand jeu* de Oly. Lescaud; 21 h 30 : *Petites Saïks*, 20 h 30 : Pour un oul ou pour un non; 18 h 30 : Diderot et l'abbé Bouthillier.

TH. DES LUMIÈRES (45-55-10-88), 20 h : *Electre*.

TOURTOUR (48-47-32-48), 18 h 30 : Gringatoire; 20 h 30 : Agatha; 22 h 40 : Les 11 Bal de Netherland.

TRISTAN BERNARD (42-22-08-40).

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-55), 20 h 15 : Tobi, la nuit. 21 h 45 : Au suivant : 22 h 22 h : Les jeux de la nuit.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), L 20 h 15 : Arelus = MC2; 21 h 30 : La salafza de l'Opéra Sam ; 22 h 30 : l'Eclaircie blanche... R 20 h 15 : les Cafés Menton ; 21 h 30 : Savez les bébés Femmes ; 22 h 30 : Deux pour le prix d'un.

CARL PÉDREGAL (43-20-85-11), L 20 h 15 : Tiens voilà deux bouddis ; 21 h 30 : Mangousses d'hommes ; 22 h 30 : Ordes de recat ; L 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : Le Chromosome féminin ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

GRENIER (43-30-68-01), 21 h : Poste euro-puy.

PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les films sont vagues ; 22 h 15 : Nous, en point.

SOMME-VIRGULE (42-78-67-03), 20 h 15 : Moi je raconte, mes parents racontent, mes amis racontent tout ça.

SENTIER DES HALLES (42-36-27-27), 21 h : La bagnonne qui venait du froid.

BOUFFES PARISIENS (42-66-63-24);
20 h 30 : Le Grand Orchestre du Splé-
ndeur.
BOURVILLE (43-73-47-84), 18 h 30 :
M. Allin.
CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-
76-77), 21 h : Chanson française.
CENTRE CULTUREL WALLONNE
-BRUXELLES (J.-F. 26-16), 20 h 30 :
M.-C. Vallez, J.-F. Reizmann.
CENTRE MANDAPA (45-89-01-60)
20 h 30 : S. Leger, M. Prasad.
CHEVREUIL (42-71-26-18), 42-71-
67-28, 22 h 30 : C. Sauvage.
DEMI-SETTE TLP (46-87-97-34), 20 h 30 :
Th. La.
GYMNASE (42-46-78-79), 21 h 30 :
Th. Loren.
MAISON DES CULTURES DU
CENTRE (45-44-72-30), 20 h 30 :
Chants Gauthal, Chant Mando.
OLYMPIA (47-42-25-49), 20 h 30 :
P. Bachelot.
MÉCÈNE, 22 h : P. Meigs.
PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90),
20 h 30 : Halden.
PÉGASE DE BUENOS AIRES (42-42-57-95),
22 h : A. Gould.
TROITORS DE BUENOS-AIRES (42-
60-44-11), 22 h 30 et 24 h : Cuarteto del
Centenario; 20 h 30 : Martin Saint-
Pierre.
CENTRE (42-45-11-22), 20 h 30 : Renaud.

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
(de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Café de la Danse (43-57-05-35)
20 h 30: le Cœur suspendu.

Centre Culturel Suisse (42-71-44-50), 20 h 30: Inscriptions.

Grande Halle de la Villette (48-84-40-26), 20 h 30: le Royaume millénaire.

Palais des Congrès (42-66-20-75)
20 h 30: Ballet du XX^e siècle (le Balais de la fée).

Théâtre-14 J.-M. Serreau (45-45-49-77), 20 h 45: Danses protégées pour réserve artificielle.

BASSIER SALE (42-33-37-71), 23 h :
Amar Study Group.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-
24-34), 22 h : J. Ruckner (Jazz).

CHALLIER DES LOMBARDS (43-26-
24-34), 22 h : Azmitia y su melao.

DUNOIS (45-84-72-04), 22 h : T. Piron,
Ch. Nicolas.

ELDORADO (42-08-23-50), 22 h : Nuit
rock.

GIBUS (47-00-78-88), 22 h, les Infidèles,
J. L. L.

L'HEURE BLEUE (42-72-95-63), 23 h :
Nomade Music.

MONTANA (45-48-93-08), 22 h : J.-M.
Bernard, R. Galeaze.

MONTGOLFIER (45-54-95-00), 22 h :
D. Bernand.

NIGHT MORNING (42-23-51-41), 22 h :
Lavelle.

PETIT JOURNAL (43-26-28-39),
21 h 30 : Quintette de Paris.

PETIT JOURNAL MONTMARNASSE
(43-21-56-70), 21 h 30 : Middle Jazz
Quintet.

LA FINITE (43-26-26-15), R. Bentejal.

LES CLUB (42-33-84-30), 21 h 30 :
M. Saury.

STAND BY (46-39-96-23), 21 h 30 : Zool
Fleischer Quintet.

SUNSET (42-61-46-60), 21 h 30 : Jazz
Raphaël Faus Quartet.

Th. des Champs-Élysées, 20 h : Orchestre national de France, dir. L. Slatkii (Bolcom, Dvorak, Chostakovitch).
Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 20 h 30 : M.-Cl. Vallez, J.-P. Resinout.
Eglise des Beilletes, 21 h : E. Kirby, A. Rooley (Downland, Lawes, Purcell).
L'Escapade, 20 h : Quatuor à cordes Parisi (C. Joubert (Haydn, Lutoslawski, Brahms)).
La Table verte, 22 h : Quatuor à cordes Parisi (Haydn, Mozart, Beethoven).

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-sept ans.

CHAILLON (47-04-24-24)
16 h, La rue sans joie, de G.-W. Pabst ;
Homage à Bette Davis : 19 h, Beyond the
Forest, de K. Vidor (vo) ; 21 h, l'Ambi-
cieuse, de C. Bernhard (vo).

BEAUBOURG (42-78-35-57)
Rétrospective W. Bros (1950-1985) :
17 h 15, Sciuscià, de V. de Sica (v.o.) ;
19 h : Rétrospective du cinéma suédois
1929-1985 : Interdit aux enfants, de
M.L. de Geer Bergenstråhlle.

LES CONDORS NE MEURENT PAS TOUS LES JOURS, film colombien de Francisco Norden (v.o.), Forum Orient-Express, 11* (42-33-42-36) ; Quintette, 5* (46-33-79-38).

CONTES CRUELS DE LA JEUNESSE, film japonais de Nagisa Oshima (v.o.), 14 Juillet Parasse, 6* (43-26-58-00) ; 14 Juillet Racine, 6* (43-26-19-68) ; 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81).

ELENI, film américain de Peter Yates (v.o.) : Gaumont Hallès, 11* (43-29-69-70) ; 14 Juillet Odéon, 6* (43-25-59-70) ; Pagode, 7* (47-05-13-15) ; Publicis Champagne-Elysées, 6* (43-76-23) ; Publicis Majestic, 6* (43-76-23).

Garc de Lyon, 12 (43-40-01-59);
UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44);
Cinéma Convention, 15 (48-28-42-27).

ENEMY, film américain de Wolfgang
Petersen (v.o.) : Forum, 1* (42-97-
14-14); Jullien Odéon, 6* (43-25-
92-83); Marignan, 6* (43-25-92-83);
92-83; Publicis Champs-Élysées,
6* (47-20-76-23); Biennvenue Mont-
parnasse, 6* (45-20-02) ; v.f. :
Saint-Lazare Pochette,
35-43 ; Français, 9* (47-70-33-30);
Mazéville, 9* (47-70-70-46) ; UGC
Garc de Lyon, 12 (43-36-23-44);
Favente, 15 (43-31-46-09); Mon-
tarnal, 14 (43-59-32-43); Monpar-
nasse Pathe, 14* (45-20-12-06);
Cinéma Convention, 15 (48-28-42-27);
Mallory, 17* (45-52-38-14);
Pathe Wexler, 19* (45-22-64-01);
Sordani, 19 (42-41-77-09); Gam-
ma, 20 (43-36-10-06).

LE JUSTICIER DE NEW-YORK
(**), film américain de Michael Winer-
nberg (v.o.) : Forum, 1* (42-97-
14-14); UGC Danton, 6* (42-25-
10-06);
56 (42-61-46); UGC Etoile, 6*
56 (43-53-16-16); v.f. : Rex, 2* (42-
36-43-39); UGC Monparnasse, 6*
56 (43-52-34); Marignan, 6* (43-
25-92-83); Paramount-Opéra, 9*
56 (47-43-56-31); Bastille, 10* (43-
54-40); Galaxie, 13* (43-40-80-
18-43); UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44).

Salle Gassan, 20 h 30 : N. Yepes (Sclati, Bach).
Temple de Pestemont, 20 h 30 : E. Fornace (Rameau, Weiss, Sor...).
Eglise Ste-Marie, 20 h 30 : D. Viglietti.
Eglise Ste-Deays du St-Sacrement, 20 h 15 : O. Piotti, Ch. Weiss, P. Pinaud (Couperin, Pergolèse).
Salle Cortot, 20 h 30 : E. Szw (Beethoven, Schubert).
Crypte Ste-Agnès, 20 h 30 : Ensemble Erwartung (Stravinsky, Berio).
Conservatoire Rachmaninoff, 20 h 30 : N. Bonnet (Markévitch).

AUBERVILLIERS, Th. de la Commune (48-34-67-67), 20 h 30 : la Femme assise
BORGNY, MC (48-31-11-45), 21 h
BOULOGNE-BELLANCOURT, Th. de la Commune (46-03-64-41), 20 h 30 : le Café
CERGY, Th. des Arts (30-30-30-33-33), 21 h : Phédra
CHATEAU-MALABRY, Th. du Cam-
pagnol (46-61-33-33), 20 h 30 : Vers
CITÉLÉ, Malin des Arts (48-39-49-94-94), 20 h 30 : Monsieur Turpin
ÉVRY, Hicogne (60-77-93-50), 20 h 30 : l'Orchestre de l'Île-de-France
GENEVILLIERS, Théâtre (47-93-93-93-93), 20 h 30 : Adieu Arabie
ESSY-LES-MOULINEAUX, Théâtre (47-93-93-93-93), 20 h 30 : Duet
MALAKOFF, Théâtre 71 (46-55-43-45) 20 h 30 : Entre deux portes
MONTREUIL, salle des Fêtes, 20 h 30 : Portal, Dejomette, Cincin, Jenny-Clark
Pepl. TEM (48-38-63-63), 20 h 30 : Por-
tugal
NANTERRE, Th. des Amateurs (47-29-29-29), 20 h 30 : la Ville
PAVILLONS-SOUS-BOIS, Espace des
Arts (48-43-10-30), 20 h 30 : It's about time
SAINT-DENIS, Th. G.-Philippe (42-43-43-43), 20 h 30 : l'écrou
TEM, pour son C&H, Etoile, salle de

89-22-11), 21 h : le Crime anglais.
SARCELLES, OC (34-19-54-30), 21 h :
 S. Dusseau, J.-B. Brunier, E. Fontenay,
 S. Klein (Mozart, Brahms).
SURESNES, Th. J.-Vilar (47-72-38-80),
 21 h : les Trois Jeanes.
LE VÉSINET, CAL (39-76-32-75), 21 h :
 Y. Henry (Schumann, Liszt).
VINCENNES, Th. D.-Sorane (48-77-
 64-04), 21 h : la Guéguère.
VITRY, Th. J.-Vilar (46-82-84-90), 21 h :
 Scènes dans la colline.

Les exclusivités

92-421) ; *Paranormal*, 14^e (43-35-21-21) ;
92-422) ; *Brasquero*, 14^e (43-35-21-21) ;
79-79) ; *Le 11*, 14^e (43-35-21-21) ;
Nation, 12^e (43-43-04-07) ; *Fauvergn*, 13^e (43-43-56-36) ; *Paule-Clédy*, 18^e (45-22-
62-62).

ALAIN QUATERMAN ET LES
MINES DU ROI SALOMON (A.v.) : *Forum Origin-Express*, 1^e (42-23-
42-23) ; *UGC-Océan*, 6^e (42-25-10-30) ;
Normandie, 8^e (43-53-01-83) ; *Le*,
Marseillais, 9^e (43-63-16-16) ; *Le*, *Reu*,

NOUVEAUX

23-44) ; *Mitral*, 14^e (43-30-95-52) ; *Mitral*, 14^e (45-39-
52-43) ; *Convention-Saint-Charles*, 15^e (45-79-33-00) ; *UGC Convention*, 15^e (45-79-33-00) ; *Images*, 18^e (46-32-04-24) ; *Scénario*, 14^e (41-77-99-
41-77-99) ; *Gambetta*, 20^e (46-36-
10-96).

LNK, film britannique de Richard
Franklin (1963) : *Gaumont-Hodou*, 3^e (42-23-42-23) ; *Le 11*, 14^e (43-35-21-21) ;
Huehette, 5^e (46-33-33-33) ;
Publicité Saint-Germain, 5^e (42-22-
72-50) ; *Ambassade*, 6^e (43-59-
10-40) ; *Le 11*, 14^e (43-35-21-21) ;
30-19) ; *Le 11*, 14^e (43-35-21-21) ;
42-42-60-33) ; *Bretagne*, 6^e (42-22-
42-22).

MONSIEUR BEAU-FRÈRE A TUE MA SEUR, film français de Jacques Rouffio : Forum Origin-Express, 1^{re} (43-35-43-26) ; Richelieu, 2^e (43-35-43-26) ; images, 1^{er} (43-35-47-94).

MONSIEUR BEAU-FRÈRE A TUE MA SEUR, film français de Jacques Rouffio : Forum Origin-Express, 1^{re} (43-35-43-26) ; Richelieu, 2^e (43-35-43-26) ; images, 1^{er} (43-35-47-94).

72-52) : Hantefeuille, 6 (46-33-79-38) ; Collège, 8 (43-59-26-46) ; Bandini, 14 (43-50-74-50) ; Panzer, 15 (43-51-36-40) ; L'Espresso (ex-Peramont), 13^e (43-60-18-03) ; Miramar, 14^e (43-52-80-52) ; Mizral, 14^e (43-59-32-43) ; Gaudin, 15 (43-59-32-43) ; 90-40) ; 14 juillet Beaumais, 15 (45-75-79-49) ; Paté Clichy, 18 (45-72-46-01).

MYSTÈRE, film italien de Carlo Vanzola, 1^{er} : Mermory, 9 (45-63-75-90) ; Martini, 9 (47-70-72-86) ; Peramont Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Galaxie (ex-Peramont Opéra), 10 (45-80-18-03) ; Peramont Opéra, 10 (45-80-18-03) ; Parisiens, 14^e (43-35-21-21) ; Convention Saint-Charles, 15^e (45-79-33-30).

ORCHESTRE NOIR, film belge de Yvonne Lenoir : Utopia, 9 (43-26-46-01).

FESTIVAL DU FILM FANTASTIQUE au cinéma Rex (Paris), 2^e (43-36-49-33). *(Se reporter à la rubrique festivals.)*

2* (42-36-83-93); UGC-Montparnasse
6* (45-74-94-96); Saint-Lazare-Pasquier
8* (43-87-35-43); Paradoxum-Opéra, 9
(47-42-56-31); UGC-Boulevard, 9 (45-
74-95-40); UGC-Gaire de Lyon, 12* (43-
43-01-59); Galérie, 13* (45-80-18-03)
UGC-Gobelins, 13* (43-36-23-44); Mi-
tral, 14* (45-39-52-43); Montparnasse
Panthé, 14* (45-20-12-06); Convention
Saint-Charles, 15* (45-79-33-00)
UGC-Convention, 15* (44-74-93-40)
Mailloil, 17* (47-58-24-24); Panthé
Wepler, 18* (42-22-46-01); Secrétan, 19
(42-41-77-99); Gambetta, 20* (46-36-

AMERICAN WARRIOR (A., v.f.): Mari-
vonne, 2^e (42-96-80-49); Paris-Cien, 10^e
(47-70-21-71).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.):
UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC
Emirages, 8^e (45-63-16-16). - V.F.
Arcades, 2^e (42-33-54-38).

ASTÉRIE ET LA SURPRISE DE
COUSAR (Fr.): Saint-Amand, 11^e (47-
00-89-16); h. sp.; Grand Paradis, 15^e (45-
54-46-83); Calypso, 17^e (43-80-18-03).

LE BAISER DE LA FEMME ARA-
BESSE (Brit., v.o.): Saint-Amand, 11^e
(47-00-89-16); Rialto, 15^e (46-07-
87-61).

LE PARRAIN DE SÉVILIA (AN, v.o.):

mount Falaise, 1° (42-57-49-20); Colibiste
 8° (43-55-28-16); 14-Juillet Bastille, 11°
 (43-50-31-11); Escorial, 13° (43-07-
 20-04); Garmont-Paraselle, 8° (43-35-
 30-40); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15° (43-
 75-79-79) — V.F.: Garmont Opéra, 2°
 (45-42-60-33).
BIRDS (A., v.o.): Quinette, 5° (46-33-
 33-33).
LES RESOURCES (A., v.f.): George V,
 8° (45-62-41-46); Mistral, 14° (43-39-
 52-43).
BLACKOUT (A., v.f.) 1°: Marivaux, 2°
 (42-96-40-04); City-Thompson, 8° (45-
 62-42-42-42).
BRAZIL (Brit. v.o.): Parisiennes, 14°
 (43-20-30-19); v.f.: L'Amiré, 9° (42-46-
 49-07).
CANEVAS LA VILLE (Fr.) v. Utopie, 5°
 (43-26-84-63).
CHORUS LINE (A., v.o.): UGC Danton,
 8° (45-62-20-33); UGC Casimir-Périer,
 8° (45-62-20-40) — V.F.: Rex, 2° (45-36-
 83-93); UGC Montparnasse, 8° (45-74-
 94-94); Tourelles, 20° (43-64-51-51).
COMMANDO (A., v.o.): City Triomphe,
 (ex-Paraselle), 8° (45-62-45-76).
 — Rex, 2° (42-36-93-93).
 — Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31).
CONTACT MORTEL (A., v.f.): Galérie,
 Boulevard, 2° (45-08-96-45).
CUORE (It. v.o.): Les Trois
 Luxembourg, 6° (46-33-97-77).

L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : La Géode, 1^{re} (42-45-66-00).

L'EFFRONTIE (Fr.) : Arcades, 2^e (42-33-54-58) ; Ciné-Beaumont, 3^e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6^e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8^e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9^e (45-74-95-40) ; UGC Gobelin, 13^e (43-36-23-44) ; Parmis-sons, 14^e (43-35-21-21).

L'ELU (A. v.o.) : Ciné-Beaumont, 3^e (42-71-52-36) ; Trois-Luxembourg, 6^e (46-33-97-77) ; Lincoln, 8^e (43-59-36-14) ;

ESCALIER C (Fr.) : UGC Marbeuf, 8^e (45-61-94-95).

LES FOLLES ANNÉES DU TWIST (franco-algérien) : Arcades, 2^e (42-33-54-38) ; Ciné Beaubourg, 3^e (42-54-38).

Boulevard, 9 (45-74-95-40) ; UCC-Grand
de Lyon, 12 (45-74-01-59) ; Olympique-
Marillyn, 14 (45-73-99-41) ; Images, 19
(45-72-47-94).

LA FORÊT VERMOREAUX (A. v.o.) :
L'Arrière, 4 (45-75-57-34).

LES PEUX D'HIMASTRUI (Jap. v.o.) :
Cité-Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Par-
nassien, 14 (45-35-21-21).

OLIGER ETS FROD (Il. v.o.) : Haute-
Garde, 14 (45-39-39-39) ; L'Arrière,
10 (45-12-51) ; Collin, 8 (45-39-29-46) ;
Bicentenaire Montparnasse, 15 (45-44-
25-02) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14 (45-89-
68-08).

LA GITANE (Fr.) : Forum Orient-
Express, 11 (42-33-42-26) ; Richelieu, 9
(42-33-56-70) ; Marignan, 8 (45-39-
92-82) ; France, 9 (47-70-33-88) ;
Nouveaux, 14 (45-39-39-39) ;
Saint, 14 (43-27-84-50) ; Montparnasse
Pathé, 14 (45-30-12-06) ; Gammon
Convention, 15 (48-28-42-27) ; Maillois,
17 (45-39-39-39) ; Cléchy Pathé, 18
(45-24-46-01).

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg. v.o.) :
Forum Orient-Express, 11 (42-33-
42-26) ; 14-Juillet, Parnassien, 8 (43-26-
58-38) ; 14-Juillet, 14 (45-39-39-39) ;
14-Juillet Bastille, 11 (43-37-90-81).

L'HONNEUR DES PRIZZI (A. v.o.) :
Action-Ecoles, 5 (45-23-72-07) ; UCC

LES LONGS MANTEAUX (Fr.) : Gaumont
Halles, 11* (42-97-45-70) ; Cam-
moun Média, 2* (45-67-17) ; Ciné-
lieu, 2* (42-33-56-70) ; Bretagne, 6*
(42-22-37-14) ; 14-Juillet Océan, 6* (43-
25-58-53) ; Ambassade, 8* (43-30-
19-08) ; 20-Juillet, 12* (43-30-15-
Nation), 12* (43-30-04-67) ; Fanwerze, 12*
(43-31-60-74) ; Gaumont Sud, 14* (43-
27-30-30) ; Gaumont-Convension, 15*
(42-27-37-17) ; 42-27-37-17, 17* (47-58-
24-24) ; Pathé Clichy, 18* (45-22-
46-01).

MACABORIS (It. v.a.) : Impérial, 2* (47-
32-32) ; Ciné Beaubourg, 3* (42-71-
52-52) ; Ciné Média, 17* (43-30-15-
25-52) ; UGC Océan, 6* (42-25-10-30) ;
UGC Rotonde, 6* (45-74-24-94) ; UGC
Biarritz, 8* (45-62-20-40) ; 14-Juillet
Basilie, 11* (45-37-90-81) ; 14-Juillet
Basilie, 11* (45-37-90-81) ; May-
Midi, 16* (45-25-27-06) ; V.F. ; UGC
Boulevard, 9* (45-74-95-54) ; UGC
Gobelins, 13* (43-36-23-44) ; Gaumont
Halles, 11* (42-97-45-70) ; Cammoun
30-40) ; UGC (Cammoun), 15* (43-35-
93-40) ; UGC, 2* (45-74-24-94).

LA MAIN DANS L'OMBRE (All. v.a.) :
Républic Chénas, 11* (48-05-51-33).

LE MÉDECIN DE GAFIRE (Sépia-
Nigéria, v.a.) : République, 11* (46-05-
30-30).

**MUSCULOR ET SÉRIE N° LE SECRET
DE L'ÉPÉE** (A. F.) : Saint-Lambert,
12* (45-32-91-58) ; 12* (45-32-91-58) ;

NATTY GANN (A. v.o.): George, V, 8 (45-62-41-46) - V.f.: Richelieu, 2 (42-33-56-70); François, 9 (47-70-33-88)
Fanvette, 13* (43-31-60-74); **Gammon Convention**, 15* (48-28-42-27).

PADRE NUESTRO (Esp. v.o.): **Reflexo**
 Logos, 5 (42-42-42-34).

PAULETTE (Fr.): **Forma Orient**
 Express, 1* (42-33-42-26); **Georgina V**
 8 (54-62-41-46); **François**, 9 (47-70-33-88); **Manville**, 9* (47-70-72-86)
Gammon Parmesan, 6 (43-35-30-40).

PEAU D'ANGE (Fr.): **Utopia**, 9 (43-26-84-65).

RAMBO II (A. v.l.) : Opéra Night, 2
(42-96-62-56).
RECHERCHE SUSAN, DESPESSE,
MENT (A. v.l.) : Cinoches, 6 (46-33-
10-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-
16-17) -- V.F. : Lumière, 9
(42-46-49-07).
RETOUR VERS LE FUTUR (A. v.l.)
Capri, 2 (45-08-11-69).
LA REVANCHE DE FREDDY (A. v.o.)
(*) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30).
UGC Biarritz, 3 (54-62-20-40) ; UGC
Ermating, 8 (45-63-16-16) ; V.F. : Rex, 2
(42-36-83-93) ; UGC Normandie, 6
UGC Boulevard, 9 (45-74-93-80)
UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; UGC

KEVLINIAN (A., v.a.) : UGC Normandie, 1° (43-29-50-33); Odéon (ex-Paramount), 6° (43-25-59-83); Gaiety Champs-Élysées, 8° (43-59-04-67); Kinoparadise, 11° (43-00-50-50) v.f.; Paramount, 12° (47-00-50-53); Méliès, 14° (43-00-89-52).

LES RIPOUX (Fr.) : Locomarin, 6° (44-57-34).

ROCKY IV (A., v.a.) : UGC Normandie, 1° (45-53-16-16) v.f.; Rex, 2° (42-36-83-33); Gaîté Rochelandet, 1° (48-78-83-33); Gaiety Opéra, 9° (47-62-56-31); UGC Gobelin, 13° (43-36-23-44); Gaiety Paramount, 6° (43-35-30-40).

ROMANCE CRUELLE (Sov. v.a.) : Exploitation, 1° (43-52-50-87); Comédia, 2° (45-22-80-07); UGC Maréchal, 6° (45-61-94-95).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.a.) : Studio de la Harpe, 5° (44-34-25-52); Gaiety Ambassade, 8° (43-59-39-39); Exploitation, 1° (45-22-80-07); Gaîté, 13° (45-80-18-03).

ROUGE BAISER (Fr.) : Cinéches, 6° (46-33-18-82); UGC Maréchal, 6° (45-61-94-95).

SANS TON NI LOÛ (Fr.) : Latina, 4° (42-78-47-86); 14-Juillet Odéon (ex-Paramount), 1° (45-25-59-83); UGC Maréchal, 6° (45-61-94-95).

SHOAH (Fr.) : Olympic, 14° (45-43-

SOLEIL DE NUIT (A., v.o.) : Saint-Germain Studio, 5* (46-33-63-20) ; Ambassade, 8* (43-39-19-08) ; George V, 8* (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14* (43-20-30-19) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-79-79) ; v.f. : Gaitmout Opéra, 2* (47-62-60-33).

LE SOULDER DE SATIN (franco-portugais, v.o.) : Bonaparte, 6* (43-26-12-12).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escorial Parcours, 13a (47-07-72-04).

97-49-70); Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33); Studio de la Contrescarpe, 5^e (43-25-78-37); George-V, 8^e (45-62-41-46); Gaumont Sud, 14^e (43-27-84-50).

LES SUPERVISEURS DE MIAMUS (1944)

TARABUSTO, v. (48-76-17-77).
TARDIEU, E. L. MAUDRON, J. MAGNIÈRE, (A. v.o.): Napoléon, 17° (42-67-63-42).
THE SHIP AROUND THE CORNER (A. v.o.): Action-Christian, 6° (42-29-10-20).
TOKYO GA (All. v.o.): Saint-André-des-Arts, 6° (42-26-80-25).
TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.): Forum, 11° (42-97-53-74); Impérial, 2° (47-42-72-52); Coprét, 5° (45-06-11-11).
TROUSSEAU, G. (A. v.o.): Les Femmes d'Albi, Ambassade, 6° (43-59-19-08); Georges, 11° (45-62-41-46); Saint-Lazare-Panque, 6° (43-57-33-43); Nation, 12° (43-43-43-43); Océan, 11° (43-43-43-43); Paramount Orfèvres, 14° (43-40-40-40); Convention Saint-Charles, 15° (45-79-33-00); Victor Hugo, 16° (47-27-27-27); Pathé Clichy, 17° (45-22-46-01).
TURTLE BATH (A. v.o.): Ciné Beau-bourg, 3° (42-71-32-36); UGC Odéon, 6° (42-25-10-30); UGC Rotoquad, 6° (43-45-45-45); UGC Biarritz, 6° (45-62-20-40).
TUTTI FRUTTI (A. v.o.): Marignan, 6° (43-59-82-82); Parisiennes, 14° (43-35-43-43).
UNE CRÉATURE DE RÉVE (A. v.o.): City Triomphe, 8° (45-62-45-76); v.f.: Marinova, 2° (42-96-30-40).

CABARET (A., v.a.) : Cabaret-Victoria, 14 (45-08-94-14), v.h. 30.

LA NUIT PORTE-JARRETTIELLES (*)
Fr. : Cabaret-Victoria, 14 (45-08-94-14), v.h. 30.

PALE RIDER (A., v.a.) : Calypso, 17 (43-30-30-31), 18 h.45.

PANIQUE A NEEDLE-PARK (*)
Fr. : St-Lambert, 19 (45-32-91-66).

PANCS, TEXAS (A., v.a.) : Cirochos St-Lambert, 19 (45-32-91-66), 19 h.20.

HOCKEY HOCKEY PICTURE SHOW (*)
(*) (A., v.a.) : La Gaieté, 52 (43-54-72-71), 22 h.25, 01 h.25.

KUSTY JAMES (A., v.a.) : Boite à Films, 17 (46-22-44-21), 19 h.30.

TALKING (Sov., v.a.) : Denfert, 14 (43-21-41-01), 16 h.30.

AJOURD HUI
19h 25 sur FR 3

TAM-DAM

Droits de Beauté
par
Cécile C. B.

NE MANQUEZ PAS
À REN

M. Météo a perdu le nord

Glenn Gould, le plus grand pianiste de son époque, a écrit : « J'ai découvert la musique de Beethoven à l'âge de 12 ans. C'était une révélation. »

(1) Cette phrase, attribuée par suite à Talleyrand, est en fait d'Antoine Boulay de la Meurthe, à propos de l'exécution du duc d'Enghien, en 1804.

NE MANQUEZ PAS SUR FR3:
LA RENAULT 21
DÈS 11 H LE SAMEDI 8 MARS.

LES URGENCES DU 17 MARS

Chômage : les contraintes d'un ajustement rapide

Si le chômage constitue le principal sujet de préoccupation aux yeux de l'opinion publique, les partis politiques ne lui accordent pas la première place dans les programmes électoraux.

Cette attitude s'explique, si elle n'est pas comprise par beaucoup de Français, et à commencer par les 2,3 millions d'entre eux qui pointent à l'ANPE. Pour autant, et au-delà des discours globalisants comme il en reflète régulièrement, personne ne s'aventure non plus à avouer que la situation de l'emploi, déplorable, a peu de chances de s'améliorer. La croissance, trop faible, et la poussée démographique, vigoureuse pour plusieurs années encore, ne laissent que peu d'espoir, alors que, à la crise alimentaire par les chocs pétroliers, a succédé un ample mouvement de reconstruction. Les mutations en cours bouleversent toutes les prévisions et obligent à la modestie.

Au mieux, c'est à une gestion rigoureuse qu'est condamné le gouvernement quel qu'il soit, s'il veut préserver le potentiel d'emploi. La moindre erreur d'appréciation, la plus petite disposition maladroite, et on a failli le constater avec le gou-

che des premières années - c'est l'ensemble de l'édifice qui est ébranlé. On ne peut prendre des paris au risque de déstabiliser le marché du travail.

Les menaces sont suffisamment inquiétantes avec la tendance à la constitution de trois grandes catégories de salariés dans la population active. La première, la mieux préservée, se trouve dans les activités les plus compétitives et s'attache solidement à son poste. Par sa formation, portée par les nécessités de l'exportation par exemple, elle profite des meilleures perspectives. La deuxième, la plus dominante, regroupe tous ceux qui, âgés ou peu formés, ont perdu leur emploi et vivent depuis dans le chômage de longue durée. La troisième, celle qui fait l'objet des plus grandes préoccupations, comprend les jeunes et les femmes qui, arrivant sur le marché du travail, n'ont d'autre possibilité que de vivre d'emplois précaires. Employés dans les activités de service ou dans certaines industries tournées vers le marché intérieur, ils sont peu qualifiés, sous-utilisés et font d'incessants aller et retour entre le chômage et un petit boulot.

Tenter d'empêcher cette division des actifs devrait être « l'ardente obligation » de tout gouvernement, et il n'est pas sûr que, de ce point de vue, les socialistes aient démenti, surtout après les plans de rigueur.

Une politique plus réaliste

Une fois évanouis les effets les plus spectaculaires du « traitement social », obtenus grâce à l'interdiction anticipée d'activité des plus anciens (pré-retraite FNTS, contrats de solidarité, retraite à soixante ans) et aux mesures pour les jeunes, le gouvernement n'a pu se maintenir « sur la crête des deux millions de chômeurs ». Mais il n'a pas vite mené une politique, sans doute plus réaliste, qui lui a permis de contrôler l'évolution du chômage, à défaut de pouvoir le maîtriser. Proches des mécanismes normaux, bien des mesures ont permis des adaptations. Les stages en alternance pour les jeunes, décidés par le CNPF et les organisations syndicales (sauf la CGT), ont constitué une « révolution tranquille », l'entreprise étant enfin reconnue comme un lien d'apprentissage.

Les TUC, les travaux d'utilité collective, parfois critiqués, ont inauguré une voie nouvelle. Les créations d'entreprises, y compris par les chômeurs (70 000 en 1985), se multiplient. Il semble bien que les associations et le secteur des services para-sociaux non marchands dans l'ensemble aient développé l'emploi (+1,5 % en un an), tout comme, vraisemblablement, les administrations territoriales avec la décentralisation. Ce qui expliquerait que les effectifs en activité dans un emploi diminuent moins que les années précédentes.

Au total, le chômage a légèrement reculé sur un an (-45 000 chômeurs de janvier à janvier 1986, en données corrigées) et celui des jeunes a régressé de 10 points environ en pourcentage. Désormais débarrassés de nombreux amers, le marché du travail s'allège plus rapidement sur les moindres oscillations. Mais, si cela revient à dire que le chômage enregistre vite la conséquence d'une bonne tendance, cela signifie qu'il sera tout aussi sensible à un retournement conjoncturel.

ALAIN LEBEAUE.

Logement : un financement problématique

Le logement et son financement auront été totalement absents de la campagne électorale, et c'est tout juste si les programmes des uns et des autres y font allusion. Le PS compte continuer la politique menée par petites touches depuis deux ans, et l'opposition fait mine de croire que l'abrogation de la loi Quilliot - ou son remplacement par un texte du même genre - assortie de quelques incitations fiscales et d'une modification de l'impôt sur les grandes fortunes, pourraient relancer l'activité de la construction.

Le retour de la confiance devrait suffire à rendre compétitif un investissement dont la rentabilité immédiate se situe bien au-dessous des rendements des obligations et des valeurs boursières. Tout ce qu'on peut en retenir, c'est qu'une neutralité fiscale ne décourageant pas l'épargne de s'investir dans la construction au profit d'autres activités économiques est évidemment un préalable à tout espoir de reprise du secteur.

Autrement graves sont les problèmes que pose l'efficacité des systèmes de financement du logement mis en place par la loi de 1977, sachant que l'aide de l'Etat au logement a atteint un plafond qu'elle ne devrait pas dépasser. Rappelons que cette aide atteint grosso modo 90 milliards de francs répartis par tiers entre l'aide à la pierre (prêts locatifs aidés ou PLA, et prêts à l'accession à la propriété ou PAP), l'aide à la personne (allocation-logement sociale, allocation-logement familiale et aide personnelle au logement ou APL), et enfin l'aide fiscale.

C'est l'APL, née de la réforme du financement du logement de 1977 qui pose désormais des problèmes de deux ordres. Des problèmes aux familles qui se sont endettées pour accéder à la copropriété et des problèmes au budget de l'Etat.

LES FAMILLES

La réforme de 1977 a été mise en place à une époque où l'inflation était forte, où les taux d'intérêt ne cessaient de s'élever, et où le pouvoir d'achat des familles diminuait régulièrement. L'inflation gonflait l'année après année, l'importance des remboursements de prêts aidés par le pouvoir d'achat. La loi de 1977, a instauré un système où les premières annuités de remboursement sont faibles, montant en régime au fil du temps (la progression des remboursements, à partir de la troisième année varie de 4 à 8 %).

L'APL, fonction à la fois des revenus et de la composition de la famille, doit permettre de faire face à ces dépenses. Ces dépenses sont d'autant plus lourdes qu'aujourd'hui le pouvoir d'achat stagne et que l'inflation a considérablement diminué. De plus, au fil des dernières années, en grande partie, pour soutenir le secteur du bâtiment en déconfinement, l'octroi de PAP a été facilité pour des familles aux ressources très réduites, d'autant plus fragiles devant des dépenses supplémentaires : le départ de la maison d'un enfant (qui fait baisser l'APL) coïncide avec la hausse des mensualités et c'est la catastrophe.

Avec le prêt conventionné (qui ne comprend ni plafond de ressources, ni aide à la prime de l'Etat, mais ouvre droit à l'APL), un phénomène analogue se produit. Près de 5 % des accédants à la propriété seraient actuellement en difficultés (retard de paiement de plus de deux mensualités) et plus de 90 % de ces

familles en difficultés auraient des revenus très faibles (deux fois le SMIC ou moins). Dans le pire des cas, celle se termine par la vente de la maison tant rêvée devenue un cauchemar financier.

On envisage... et les banques elles-mêmes le réclament - un changement de structure des prêts (du même genre que celui décidé pour les organismes d'HLM) diminuant le montant des annuités de remboursement et allongeant jusqu'à vingt-cinq ans, la durée du prêt. Il faudrait de plus, comme le fait déjà le Crédit foncier (cent huit achats en 1985) organiser le rachat à un prix convenable des maisons vendues, faute pour les accédants d'avoir pu régler leurs dettes. Il y aurait plusieurs milliers par an.

LE BUDGET

Pour éviter que les mesures (sauf nouvelle hausse de l'inflation) des mesures de ce type ne réduisent pas le problème que pose l'APL au budget national. Le système supposait qu'après sa mise en régime, le nombre des bénéficiaires de l'APL se stabilise, l'arrivée de nouveaux accédants étant compensée par la sortie du régime, grâce à la hausse de leurs revenus, des premiers bénéficiaires.

Le phénomène devait être le même dans le parc social local, les loyers les plus élevés des constructions neuves étant compensés par l'APL. De plus, la réhabilitation des HLM, permettant l'entrée dans le nouveau régime, conduisait de nombreux organismes, au nom de la bonne gestion, à réhabiliter, pour un faible coût, les immeubles les moins dégradés et habités par des locataires à très faible revenu, afin qu'une grande majorité d'entre eux touchent l'APL.

Un système explosif

Dans l'esprit des auteurs de la loi de 1977 (née du rapport d'une commission présidée par M. Raymond Barre) un ménage devait cesser de bénéficier de l'APL au bout de cinq à six ans en locatif, au bout de trois à quatre ans en accession. Après neuf ans de fonctionnement, personne ne peut dire qu'il n'est « sorti » du système. On dénombre 1 256 000 ménages bénéficiaires (dont 563 000 locations) et cela coûte près de 11,5 milliards de francs annuels à la collectivité. Dans le budget 1986, ce sont 8,4 milliards de francs qui

ont été inscrits, auxquels il faudra ajouter 1 milliard de francs venu du 0,9 % logement patronal via le fonds national d'aide au logement, le reste étant apporté par les caisses d'allocation familiale.

Le système est explosif. L'ensemble du parc social de logements est à terme susceptible d'accueillir des bénéficiaires d'APL. Les allocations-logement versées aux locataires du parc HLM ancien ne peuvent que diminuer. Il n'est en tout cas plus question d'unifier les aides personnelles comme un généreux rapport de M. Badet (1) et une expérimentation menée dans une quinzaine d'organismes d'HLM le laissent espérer : cela coûterait beaucoup trop cher.

Quant à l'accession à la propriété, si on voit dans la « solvabilisation des ménages » par l'APL, en PAP comme en prêts conventionnés, le seul moyen de relancer l'activité du bâtiment, il n'y a pas de raison qu'elle se fasse sans une APL croissante.

Pourtant, les barèmes de l'APL trop généreusement augmentés de 25 % en 1981, restés stables en 1982, ont baissé en pouvoir d'achat en 1983 et en 1984 pour revenir au niveau de ce qu'ils étaient avant l'arrivée des socialistes au pouvoir. La tentation sera grande en juillet prochain, de ne pas réajuster cette APL comme on l'avait promis et d'en tasser peu à peu le montant : ce serait alors au détriment de ceux qui se sont engagés dans la construction de leur maison et on risquerait d'augmenter dangereusement le nombre des victimes de l'accession à la propriété.

Comment en sortir? Revoir les conditions d'ouverture de droit à l'APL en cas de travaux locatifs, inventer des barèmes adaptés à tous les cas de figure (achat de logement ancien avec un peu, beaucoup, pas du tout de travaux...). Les socialistes pensent à une réforme du système sans bouleversement. Les partisans de l'opposition parlent d'une meilleure répartition des aides sans autre précision. Après les élections, le gouvernement, quel qu'il soit, devra y penser sérieusement. Cela n'attendra pas des années.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) Député socialiste de la Loire, président de la fédération des Officiers publics d'HLM.

CONJONCTURE

SELON L'INSEE

Les ménages sont plus optimistes

Les ménages français sont dans l'ensemble plus optimistes qu'il y a un an dans leur perception de la conjoncture (évolution des prix, de leur situation financière personnelle, du niveau de vie ou du chômage), indique l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) dans sa dernière enquête auprès des ménages.

L'évolution la plus favorable est enregistrée dans le domaine des prix. « Depuis le début de 1985, on enregistre des mouvements d'opinion importants et tous concordants qui conduisent les différents indicateurs à des niveaux jamais atteints depuis vingt ans », souligne l'INSEE.

L'opinion des ménages s'est encore améliorée sur l'évolution des prix passés, et 80 % des ménages anticipent une déflation, ou une stabilisation de la hausse des prix. En outre, moins d'un tiers des ménages redoutent une déflation du niveau de vie, et une large majorité envisage une stabilisation dans les mois qui viennent.

En ce qui concerne l'emploi, on a assisté en janvier à « une renouveau sensible des indicateurs d'opinion », selon l'INSEE. C'est la poursuite d'un mouvement de redressement enregistré depuis le creux du milieu de 1984. L'INSEE indique que 57 % des ménages estiment que la situation de l'emploi s'est détériorée dans les six derniers mois, contre 70 % en novembre dernier. Le regain d'optimisme est encore plus manifeste pour l'évolution du nombre de chômeurs dans les mois qui viennent.

Vis-à-vis de leur situation financière personnelle, les ménages manifestent une optimisme relatif. Un peu plus de 60 % estiment que leur situation est stationnaire, un peu moins de 60 % bouclent juste leur budget. L'arbitrage entre épargne et consommation fait apparaître à nouveau un mouvement de préférence pour l'épargne, qui s'était talant en 1985, note enfin l'INSEE. Les intentions d'achat de voitures sont en retrait par rapport à janvier 1985. Cette indication est inquiétante pour le marché automobile, qui s'est déjà mal comporté l'année dernière.

Nominations

● A Nestlé-France, M. PHILIPPE VÉRON, quarante-neuf ans, a été nommé président du groupe Nestlé en 1982 et il a fait la plus grande partie de sa carrière en France. Nestlé-France réunit les filiales du groupe multinational en France : Sodep-Nestlé, Gulgo, France-Glaxo, Indus, Chambourcy-La Roche aux Fées, Gloria, Lait-Mant Blanc.

● A l'Association des ingénieurs des Ports et Chaussées, M. MICHEL TERRIER, quarante-sept ans, a été élu président. Ingénieur en chef des Ports et Chaussées, il est actuellement vice-président délégué du syndicat des transports parisiens. L'association rassemble deux mille ingénieurs, dont 1 500 en activité.

● Chez Morgan Grenfell France, M. JEAN-PIERRE SOUVIRON a été nommé président directeur général. Né en 1938, M. Souviron, polytechnicien, ingénieur en chef des mines, a été conseiller dans différents cabinets ministériels avant de prendre la direction des affaires industrielles et internationales à la direction générale des télécommunications de 1974 à 1978, puis d'être nommé directeur général de l'industrie. Début 1982, il entrerait chez Matra comme directeur délégué, puis chez Olivetti comme consultant. Morgan Grenfell est une grande banque d'affaires britannique.

● Chez British Leyland, M. GRAHAM DAY a été nommé président par le ministre britannique du commerce et de l'industrie. Il remplace Sir Austin Bide, qui part à la retraite, et aura la mission de mener à bien la privatisation de l'entreprise. M. Day, un Canadien de cinquante-deux ans, était depuis 1983 président des chantiers navals britanniques qu'il avait restructurés.

De la désinflation... à la croissance

(Suite de la première page.)

En France, les taux d'intérêt réels (hors inflation) sont les plus élevés qu'on ait connus, dépassant 10 % pour certains prêts à la construction et 20 % à la consommation, ce qui multiplie les incidents de paiements chez les emprunteurs des années 1981, 1982 et 1983, et pèse sur le compte d'exploitation des entreprises. La Banque de France, qui abaisse son taux à une cadence

de 2 points par an environ, répugne à le faire plus rapidement malgré une accélération de la désinflation, qui place la hausse des prix sur une pente de 1,8 % sur les six derniers mois.

Si cette tendance se prolonge, les taux d'intérêt français deviendront insupportables et même usuraires. En tout cas, le marché financier de Paris anticipe à fond une diminution du taux, qu'il juge inévitable : sur le marché des obligations, on pleure folie, les rendements tombent à moins de 9 % viennent buter sur les taux du court terme, ce qui est malsain et même dangereux. Quant aux banques, dont le taux de base est resté fixé à 10,60 % depuis novembre dernier, elles s'attendent, sans plaisir, à se voir demander une nouvelle diminution, à des niveaux où leur compte d'exploitation va souffrir : c'est la rançon de la désinflation.

C'est donc sûr, les taux d'intérêt baissent et vont baisser dans le monde, mais avec prudence. La Banque fédérale d'Allemagne a réduit de 5 milliards de marks (15 milliards de francs) le plafond de son escompte réservé aux banques pour ne pas gonfler la masse monétaire. La préoccupation est la même en France, où les entrées de devises font dérailler la dette massive. Aux Etats-Unis, enfin, grande est la perplexité de la Réserve fédérale, dont le président, M. Paul Volcker, redoute les effets de la baisse du dollar, qu'il qualifie de « dangereuse ». L'envoie du billet vert a pesé sur les prix intérieurs en réduisant le coût des importations, et sa chute peut avoir l'effet inverse, d'où sa réticence à diminuer son taux d'escompte. Mais, s'il ne le fait pas, le niveau élevé des taux américains risque de faire remonter le dollar et, cela, la Maison Blanche et le Congrès ne le veulent pas.

FRANÇOIS RENARD.

ÉNERGIE

REVIREMENT DE LA POLITIQUE GAZIÈRE BRITANNIQUE

Les compagnies exploitantes des champs de gaz situés dans la zone britannique de la mer du Nord pourront exporter directement leur production sur le continent européen, lorsque British Gas Corporation sera privatisée. Cette décision annoncée à la Chambre des communes, le 6 mars, par M. Peter Walker, secrétaire à l'énergie du gouvernement de M. Thatcher, constitue un revirement dans la politique britannique.

Jusqu'ici, les compagnies étaient contraintes de faire atterrir les gazoducs en Grande-Bretagne. Ce dispositif rendait leurs exportations en Europe, mais il permettait aussi à British Gas de leur acheter leur production à un coût inférieur de quelque 40 cents américains par million de BTU (3,20 dollars contre 3,65 dollars environ).

M. Walker a indiqué qu'il examinerait « au cas par cas » les propositions d'exportation des compagnies avant de les autoriser. La conséquence de cette partie de son avantage pour British Gas, privatisée, devrait se traduire, à terme, par une égalisation des prix. Ce faisant, cela devrait permettre une meilleure planification par les compagnies exploitantes, et du moins, espère le gouvernement de Sa Majesté, un renforcement de l'exploration.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base + limit	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-U...	6,8788	+ 35	+ 50	+ 240 + 340
SE-U...	6,8783	+ 192	+ 172	+ 311 + 273
Ym(100)...	3,8232	+ 75	+ 80	+ 170 + 194
DM...	3,8751	+ 94	+ 108	+ 198 + 218
Flm...	2,6789	+ 58	+ 66	+ 120 + 135
F.R.(100)...	15,0175	+ 544	+ 398	+ 731 + 577
F.S.	3,6267	+ 136	+ 136	+ 277 + 303
L(1 000)...	12,324	+ 295	+ 295	+ 784 + 824
F. franc...	9,2628	+ 355	+ 355	+ 669 + 696

TAUX DES EUROMONNAIES

	7 1/2	7 3/4	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2
	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2
SE-U...	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
Flm...	10 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
F.S.	2	2 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
L(1 000)...	16	17	18 3/4	19 3/4	18 1/4	19	16 5/8	17	17
F. franc...	8 3/8	8 5/8	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

VOUS ÊTES AU COURANT ?

LE NOUVEAU CHEQUE DÉJEUNER PASSE À 30F!!!

chèque déjeuner

C'EST UNE INVITATION À DÉJEUNER?

Le chèque déjeuner passe à 30 F. Pour l'entreprise cela équivaut maintenant à une économie annuelle de 1 650 F par salarié. Pour chaque salarié c'est un avantage de 3 300 F par an totalement net d'impôt. Voilà 3 bonnes raisons pour déjeuner chèque.

déjeunez chic, déjeunez chèque.

DÉCOUVREZ LES NOUVEAUX AVANTAGES DU CHEQUE DÉJEUNER ! Documentation gratuite sur simple demande. Pour ce bon ou votre carte : CHEQUE DÉJEUNER, BP 555, 75831 Paris Cedex 17, Tél. (1) 46.04.56

Nom Société

Adresse

كندا من الأصل

ÉTRANGER

EN RFA

Riposte unanime des syndicats à la réforme du droit de grève

De notre correspondant

Bonn. — Les syndicats ouest-allemands ont franchi, jeudi 6 mars, un degré de plus dans leur opposition au projet de loi sur la réforme du droit de grève en RFA. L'appel de la confédération des syndicats ouest-allemands (DGB), plusieurs centaines de milliers de personnes ont cessé momentanément leur travail pour participer à des manifestations organisées dans près de deux cent cinquante villes ouest-allemandes.

Dans un pays où les grèves ont toujours gardé un caractère exceptionnel, l'action du DGB n'est pas seulement mise en cause par les dirigeants de la majorité et du patronat, qui accusent les syndicats de sortir du cadre de leurs attributions normales. Une vive polémique a même éclaté sur son aspect légal.

Bien que des actions du même type aient déjà été déclinées, notamment à la fin de l'année dernière, par le syndicat IG Metall, jamais la riposte du mouvement syndical dans son ensemble n'a été aussi massive. La révolte contre le projet du gouvernement a suscité en son sein une union sacrée que les dirigeants d'IG Metall et du DGB n'avaient pu réaliser en 1984 lors des grèves de la métallurgie sur la semaine de travail de trente-cinq heures. Les organisations les plus modérées du DGB ont été à leur tour convaincues d'avoir affaire à une volonté bien établie du gouvernement de réduire la marge de manœuvre en cas de conflit.

En Allemagne fédérale, les grévistes sont pris en charge financièrement par leurs syndicats pendant la durée de la grève. Les victimes des arrêts de travail (par look-out ou cessation d'activité de leur usine) sont pris en charge par l'office fédéral du travail. Cette règle a coûté fort cher aux caisses de chômage en 1984. En étendant leur

mouvement chez les sous-traitants de la métallurgie, les dirigeants d'IG Metall avaient, en effet, entraîné la paralysie de secteurs entiers d'activité.

Sous prétexte de la « neutralité » de l'office du travail, le gouvernement a voulu rétablir une sorte de balance en obligeant les syndicats à prendre en charge tous les travailleurs d'une même branche affectés par une grève, qu'ils soient ou non officiellement grévistes, si le motif du mouvement les concerne tous. Il en résulterait pour les caisses des syndicats une lourde charge supplémentaire qui réduirait d'autant leur capacité à entamer un conflit.

A un an des élections législatives, le chancelier Kohl se retrouve confronté à une résistance qu'il n'avait pas su prévoir, du moins dans son ampleur, et qui ne laisse pas d'être embarrassante. Le Parti social-démocrate, qui a annoncé qu'il abrogerait la nouvelle loi en cas de victoire, peut compter sur un thème en or pour sa campagne électorale.

L'avertissement ne peut pas être pris à la légère par les dirigeants du Parti chrétien-démocrate. L'ampleur inattendue de la défaite subie aux élections municipales du dimanche 2 mars en Schleswig-Holstein leur a démontré que les brillants résultats enregistrés par l'économie en matière de croissance et de lutte contre l'inflation ne suffisaient pas à assurer leur réélection.

M. Helmut Kohl compte sur le temps en espérant que la polémique atténuera d'elle-même. Il souhaite du coup en terminer le plus rapidement possible, c'est-à-dire avant l'été, avec les délibérations du Bundestag. C'est ce qu'il est venu réaffirmer jeudi à Bonn à une conférence de presse au cours de laquelle il a souligné qu'il était prêt à de nouvelles suggestions, sans remettre en cause la substance du projet de loi.

HENRI DE BRESSON.

AUTOMOBILE

LE RETOUR EN FORCE DES CABRIOLETS L'art de créer un marché

Le cabriolet, c'est le *walkman* des constructeurs automobiles : quand il n'y a pas de produit, il n'y a pas de marché. Ou si peu. La preuve : quand Peugeot sortit sa Samba cabriolet, il fit d'un coup passer le marché français de 2 500 véhicules en 1981 à 4 700 en 1982. Depuis, l'absence de nouveauté a fait se tasser de nouveau ce petit créneau à 2 500 unités en 1985.

Aussi la sortie coup sur coup de deux cabriolets, — une 205 en mars chez Peugeot, une Super 5 cet été chez Renault — présentés au cinquante-sixième Salon international de l'automobile de Genève (du 6 au 16 mars), risque de faire exploser le marché français en 1986 et 1987. Peugeot mise sur 4 000 ventes en une année de commercialisation. Renault, plus prudent, n'en escompte que la moitié.

Certes, ce véhicule très sensible à la mode, voire un tantinet snob, ne représente qu'une part infime des immatriculations totales (de l'ordre de 0,2 %). Encore la France n'est-elle pas le pays le plus traditionnellement amateur de cabriolets, comme le sont la RFA (17 600 immatriculations en 1985), la Grande-Bretagne (8 500) ou l'Italie (4 200). Mais l'objectif d'un modèle cabriolet n'est pas de faire du volume. Bien au contraire. Voiture de prestige, son prix importe relativement peu : les deux versions de la 205 Peugeot cabriolet seront vendues selon la motorisation 85 500 F et 97 600 F.

● L'union départementale CGT désavoue l'accord Flammarion qui sera renégocié. — M. Daniel Collet, secrétaire général de l'union départementale CGT d'Ille-et-Vilaine, a mis en cause, le 5 mars, l'accord d'aménagement du temps de travail accepté par le secteur CGT de l'usine Flammarion de Redon (le Monde du 4 mars). « L'accord signé chez Flammarion n'est pas un bon accord pour les salariés », affirme M. Collet, qui reprend les critiques de sa confédération et considère que « c'est l'employeur qui est le grand bénéficiaire ». Jugant « honteuse et insultante la campagne organisée par les médias », le responsable CGT annonce « la décision du syndicat CGT d'entreprendre de demander la réouverture de négociations » pour modifier l'accord.

A une époque où chaque constructeur s'ingénie à « saucissonner » sa clientèle en segments de marché spécifiques, le cabriolet constitue dans une gamme un élément non indispensable, du moins complémentaire. Chez Peugeot, il s'ajoute à la trentaine de versions que compte la 205 : chez Renault, il sera la vingt-sixième version de la Super 5.

Plus encore que chez Peugeot, où le cabriolet est de tradition depuis soixante ans, cette nouveauté va donner un sacré coup de fouet à l'image de la Régie, à un moment où M. Georges Besse, PDG de Renault, l'a bien compris puisque c'est lui qui a pris, à la fin de l'année dernière, la décision de lancer ce cabriolet. Renault rejoint ainsi de près de trente ans ses derniers cabriolets, Floride et Caravelle, remontant à 1959 (si l'on excepte l'Alliance, cabriolet commercialisé seulement aux États-Unis).

Outre son prix, qui sera inférieur au cabriolet de base Peugeot, Renault aura sans doute un atout sur sa rivale 205 : l'absence d'arceau, qui en fait une vraie découpe mais utilise à renforcer sa structure. Renault a travaillé avec le belge EBS (Ernst Borg Systems), un des rares carrossiers qui était encore disponible et qui a l'avantage d'être à deux pas de l'usine belge de Renault à Haren, où seront produits les châssis. Peugeot, lui, a fait découper sa berline par un carrossier qui lui est familier, l'italien Pininfarina.

Nostalgie ou goût de la balade à l'air libre, les cabriolets ont la vie plus dure qu'on ne l'avait pensé il y a dix ans. Ni les règles de sécurité ni la crise de l'énergie n'ont en raison de cette voiture « coup de cœur ». Le succès de la Golf Volkswagen, de la Visa Citroën, de la Talbot Samba ou de la Fiat Ritmo l'ont prouvé sur le Vieux Continent. Tant que ceux de leurs concurrents outre-Atlantique, où le marché des « convertibles » — puisque telle est la terminologie locale — est resté au début des années 80 avec de nouveaux modèles chez Chrysler (Dodge Le Baron), bientôt imités par General Motors (Cavalier, Sunbird) et Ford (Mustang), et a atteint en 1985 quelque 70 000 ventes sur un total proche de 11 millions de véhicules.

CLAIRE BLANDIN.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Philippe Veron, nommé Président de Nestlé France

M. Philippe Veron, quarante-neuf ans, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, licencié en droit, a été nommé président de Nestlé France, qui réunit les filiales du groupe Nestlé en France (SOPAD Nestlé, Grigoire, France Glaces Finaud, Chambourcy-La Roche-aux-Fées, Gloria, Lait Mont-Blanc, etc.).

Il succède à M. René Jenny, qui, atteignant l'âge de soixante-cinq ans, prendra sa retraite prochainement après quarante-deux ans d'activité au sein du groupe Nestlé, où il a notamment exercé les fonctions de directeur général de France Glaces Finaud, directeur général puis président de SOPAD et président de Nestlé France. M. René Jenny continuera d'exercer ses mandats d'administrateur dans les sociétés du Groupe.

M. Veron, entré dans le groupe Nestlé en 1962, a fait la plus grande partie de sa carrière en France, avant d'assumer, de 1981 à 1985, la direction de la zone Afrique-Moyen-Orient au siège de Nestlé S.A. à Vevey (Suisse).

Bull

RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GROUPE BULL POUR 1985

Paris, le 3 mars 1986. Au cours de sa réunion du 26 février 1986, le conseil d'administration de la Compagnie des machines Bull (CMB), société mère du groupe Bull, a pris connaissance des résultats consolidés du groupe pour l'exercice 1985. Le résultat net est un profit de 110,2 millions de francs, contre une perte de 489 millions de francs en 1984. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'élève à 16,1 milliards de francs, dont 5,8 milliards à l'étranger. La croissance du chiffre d'affaires a atteint 18,5 % par rapport à l'année 1984.

Les dépenses totales brutes consacrées à la recherche et au développement ont représenté, comme lors de l'exercice précédent, un montant de l'ordre de 10 % du chiffre d'affaires consolidé.

Le conseil, par ailleurs, proposera à la prochaine assemblée générale des actionnaires des mesures tendant à l'actualisation du bilan de la société.

L'activité du groupe Bull en 1985, ses résultats et ses perspectives seront commentés par J. Stern et F. Lorentz, lors de la conférence de presse internationale qui aura lieu le 13 mars 1986 à la Foire internationale de Hanovre.

(Publié) AVIS ILE DE RÉ

Projets de classement parmi les sites

Il sera procédé, du lundi 24 mars 1986 au mardi 22 avril 1986 inclus, à une enquête préalable au classement parmi les sites classés de l'île de Ré, située sur le territoire des communes d'Arzon-Ré, Loix-Ré, Les Portes-Ré, Saint-Clement-des-Bellevues, Saint-Martin-de-la-Croix et La Flèche.

M. le Délégué régional à l'architecture et à l'environnement est chargé de conduire cette enquête.

Le dossier établi pour chaque projet de classement sera déposé pendant la durée de l'enquête, à la mairie de la commune sur laquelle le projet est soumis, ainsi qu'à la préfecture de la Charente-Maritime.

Toute personne pourra en prendre connaissance aux jours et heures d'ouverture des bureaux des mairies concernées et à la préfecture de la Charente-Maritime, chaque jour ouvrable de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

Pendant un délai couvrant du premier jour de l'enquête au vendredi 14 mars 1986 inclus, soit du lundi 24 mars 1986 au mardi 12 mai 1986 inclus, toute personne intéressée pourra adresser, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ses observations au préfet, commissaire de la République du département de la Charente-Maritime, 1^{er} division, 4^{ème} bureau, 38, rue Pasteur, 17000 La Rochelle, ou au délégué régional à l'architecture et à l'environnement, 8, rue Jean-Jaures, 85000 Fontenay.

Pendant ce même délai, et selon les mêmes modalités, les propriétaires concernés feront part au préfet, commissaire de la République du département de la Charente-Maritime, ou au délégué régional à l'architecture et à l'environnement, de leur consentement ou de leur opposition au projet. A l'expiration de ce délai, le silence du propriétaire équivaudra à un défaut de consentement.

Vu, le Préfet, Commissaire de la République, Signé : Bernard GRASSET.

15-16 MARS EXPOSITION INTERNATIONALE De 10 h à 20 h

VENTE - ÉCHANGE MINÉRAUX

FOSSILES PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX

HOTEL PARIS-HILTON

(au pied de la Tour Eiffel) 18, av. de Suffren - PARIS-15^e

فكرنا من الأصل

RAZEL

Lettre aux actionnaires

(Résumé)

Depuis l'introduction en Bourse le 22 octobre dernier, les résultats de 1985 de Razel ont évolué favorablement, dépassant les prévisions annoncées, notamment grâce à un bon dernier trimestre en France :

	1984	1985	Progr.
Chiffre d'affaires TTC	1 199	1 357	13,1
Marge brute	109	117	7,3
Bénéfice net	30	36	20

Avec 80 MF, les investissements nets de l'année ont en progression sur 1984 (69,2 MF) ; ils ont été entièrement autofinancés.

Le carnet de commandes en progression de 11 % à fin 1985 sur l'exercice antérieur permet d'espérer une augmentation du chiffre d'affaires. Razel va participer, comme mandataire de l'ensemble des entreprises, à la réalisation du Barrage Réservoir Anbe au sein du même leadership que pour le barrage de Grand Maison.

L'implantation régionale se poursuit avec une prise de participation majoritaire dans la société Bianco en Savoie, après celles de Soter (Langnedoc) et Star (Pays de Loire). Le chiffre d'affaires de Bianco atteint 80 MF.

Le conseil d'administration envisage de proposer à l'assemblée générale ordinaire de mai 1986 un dividende de 20 F par action hors avoir fiscal, en augmentation de 11 %, et de proposer ensuite, après l'assemblée générale extraordinaire d'augmenter le capital par attribution d'actions gratuites après détachement de coupons à raison de 1 action nouvelle pour 10 anciennes, jouissance 1^{er} janvier 1986.

Compagnie de raffinage et de distribution TOTAL FRANCE

RÉSULTATS DE L'EXERCICE 1985

Le conseil d'administration de CRD Total France a arrêté comme suit les comptes de l'exercice 1985 au cours de sa séance du 5 mars 1986. Il est rappelé que Total France fait partie de la fusion de la CFI et de sa filiale T.C.D.F. intervenue le 20 décembre 1985, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1985.

En millions de francs (MF)	Exercice 1985	Pour comparaison exercice 1984
Résultats hors effet de stocks et avant reprise de PFC	-1 159	-2 076
Effet de stocks	-1 657	+1 085
Résultat comptable avant reprise de PFC	-2 816	-991
Reprise de PFC	+1 766	+ 947
Résultat	-1 050	- 44
Capacité d'autofinancement	-2 324	- 652

Bien qu'un redressement par rapport à celui de 1984, le résultat hors effet de stocks et avant reprise sur la provision pour fluctuations des cours, reste déficitaire de plus de 1 milliard de francs.

Sont à l'origine de cette situation : — la régression des ventes (20,9 Mt contre 21,8 Mt en 1984) ; — l'insuffisance du premier semestre des marges de raffinage résultant des prix relatifs des bruts et des produits sur les marchés internationaux ; — le contrôle des prix du fioul domestique.

— et surtout l'aggravé de la concurrence au niveau de la distribution.

En sens inverse, le résultat de l'exercice 1985 a bénéficié de l'usage favorable d'un litige fiscal et de profits exceptionnels sur cession d'actifs.

L'effet de stocks relatif a été enregistré au deuxième semestre. A l'inverse, le déficit économique relatif est apparu, pour l'essentiel, au premier semestre.

Le résultat comptable après reprise de PFC (déductible à 1 050 MF) : l'AGO qui structure sur les comptes de l'exercice aura — en conformité avec les résolutions prises par l'AGE du 20 décembre 1985 — à imputer ce montant au compte d'ordre apparaissant au bilan d'ouverture de Total France. De ce fait, le report à nouveau restera inchangé, soit : - 562 MF.

L'effet de stocks négatif enregistré en 1985 résulte, à titre principal, de la baisse de la parité dollar contre franc, baisse qui n'est accentuée en fin d'année. Vérification a été faite, selon les méthodes usuelles, que la valeur marchande des stocks au 31 décembre restait supérieure à leur valeur comptable à cette date. Toutefois, en raison de la baisse des prix des produits pétroliers depuis le début de l'année, la valeur de réalisation en 1986 des stocks existant au 31 décembre 1985 serait inférieure d'environ 2 000 MF à leur valeur dans les comptes de la compagnie à cette date, sur la base des prix pratiqués en France en janvier et février.

La capacité d'autofinancement étant négative à hauteur de 2 300 MF, plusieurs mesures ont été prises en cours d'année pour assurer à la compagnie un niveau de ressources financières suffisant :

- deux emprunts obligataires de 500 MF chacun ont été émis ;
- une augmentation de capital de 485 MF a été réalisée au quatrième trimestre ;
- enfin, Total France a bénéficié de la part de sa maison mère, T.C.F.P., d'un concours financier de 250 MF qui a pris la forme d'un prêt participatif.

Compte tenu de la situation apparaissant au début de 1986, le problème du rattachement des fonds propres de Total France sera examiné avec T.C.F.P.



UNIBAIL

Le conseil d'administration a arrêté le 4 mars 1986 les comptes de 1985. Les chiffres caractéristiques de l'exercice sont les suivants :

	1984	1985	VARIATION
(en MF)	(en MF)	(en %)	
Immobilisations brutes :			
Immeubles en crédit-bail	1 068	1 245	+ 16,5
Patrimoine locatif	425	443	+ 4,2
TOTAL	1 493	1 688	+13,0
Chiffre d'affaires E.T. :			
Recettes de crédit-bail	197	226	+14,7
Recettes du patrimoine locatif	56	62	+11,3
Produits financiers et divers	1	3	N.S.
TOTAL	254	291	+14,5
Engagements de l'exercice :			
Contrats de crédit-bail	199	204	+ 2,5
Patrimoine locatif	31	56	+80,6
TOTAL	230	260	+13,0
Résultats :			
Marge brute d'exploitation	123	144	+17,5
Bénéfice d'exploitation	71	80	+13,3
Bénéfice net après opérations exceptionnelles et impôts	74	84	+13,3

Le conseil a décidé de proposer la distribution de 85 % de la somme soumise à obligation de distribution, comme les années précédentes. Après déduction des plus-values sur trois ans, cela permet de répartir 70,44 millions de francs, soit un dividende de 44,50 F par action par rapport à 42,40 F en 1984 (+ 4,95 %).

cde COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

Le conseil d'administration de CDE, réuni le 5 mars 1986 sous la présidence de M. Paul Dufour, a examiné les comptes de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 1985. Il a procédé à cette occasion à un examen approfondi de la situation financière de la société et des contraintes qui pèsent sur son action à venir.

L'ensemble des produits de gestion de l'exercice a augmenté de 8,2 %. Dans ce domaine, l'analyse de chacun des deux secteurs d'intervention de CDE pour 1985 marque une situation contrastée : — s'agissant du secteur public, la baisse des aides à la pierre accordées par l'Etat sous forme de prêts à l'accession à la propriété (PAP) ainsi qu'une diminution de la part de marché occupée par CDE dans l'ensemble des PAP distribués par CDE dans l'ensemble des PAP distribués par CDE ont conduit à une réduction de 36 % de la production par rapport à l'année dernière. Au total, l'exercice a fin 1985 (63 milliards de francs) marque un premier pas par rapport au niveau atteint à fin 1984 (63,6 milliards de francs) et fin 1983 (63,6 milliards de francs) ;

— à l'inverse, l'activité dans le secteur privé s'est élevée à un niveau largement supérieur à celui atteint l'exercice précédent ; le montant des prêts accordés a progressé d'environ 60 % en 1985, tandis que l'exercice des prêts gérés augmentait d'environ 12 % d'un exercice à l'autre, passant de 16,5 milliards de francs à 18,5 milliards de francs. La marge financière de ce secteur a progressé de 12,8 %.

De leur côté, les dépenses de gestion augmentent de 9,4 %, dont 6,8 % pour les frais de personnel et 2,6 % pour les autres dépenses de fonctionnement et d'investissement. Ce taux de croissance important reflète l'engagement de la société dans un vaste programme d'investissements destinés à améliorer sa productivité et sa compétitivité en développant les applications informatiques et bureaucratiques et surtout en étendant les implantations régionales.

En contrepartie de cet effort qui vise à développer sa pénétration sur les marchés, CDE se doit de réduire de façon sensible la progression de ses charges de gestion courantes. Cette action sera menée en concertation avec les partenaires sociaux et l'ensemble du personnel.

L'exercice a par ailleurs été caractérisé par une accumulation des difficultés financières rencontrées, par de nombreux emprunts appartenant aux catégories socio-professionnelles les plus modestes. Cette situation, qui pèse sur le compte de résultats, est due en grande partie aux effets de la désinflation sur l'endettement des ménages. Les emprunteurs les plus touchés sont ceux qui, au cours des exercices antérieurs, ont contracté des emprunts à des conditions comportant de fortes progressivités, raisonnables à l'époque où ils ont été souscrits, mais qui apparaissent aujourd'hui plus difficiles à supporter qu'il était possible de le prévoir à l'origine. En conséquence, d'importantes provisions ont été constituées en 1985 pour couvrir les pertes constatées et les risques sur les créances : 133 millions de francs contre 70 millions de francs pour 1984.

Compte tenu de cette forte progression des provisions, le résultat courant de l'exercice passe d'un excédent de 48 millions de francs à un déficit de 14 millions de francs.

Cependant, la réalisation de plus-values de cessions de titres permet de dégager un bénéfice net de 38 millions de francs, contre 22 millions de francs en 1984.

Deux cas particuliers, le conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale de limiter à 6 francs par action le montant de dividende, qui était de 10 francs pour 1984. Le dividende 1985 a déjà fait l'objet d'un versement, sous forme d'acompte, dès décembre 1985.

Institution financière spécialisée dans le domaine du logement, CDE doit aujourd'hui faire face à une conjoncture difficile. Il dispose d'atouts importants pour y parvenir : l'importance de sa mission permanente de service public dans le domaine des prêts à l'accession, le développement accru du secteur privé facilité par la décentralisation, la qualité et le métier du personnel ainsi que la modernisation des moyens matériels, enfin la compression des dépenses de gestion courantes ainsi que de lignes d'actions qui lui permettent d'envisager l'avenir avec confiance.



IMMOFFICE

Réuni le 21 février 1986 sous la présidence de M. Jean-Michel Combes, le conseil d'administration d'ImmoOffice a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1985.

Au cours de cette période les engagements se sont accrus de 311 millions de francs pour atteindre un montant cumulé de près d'un milliard et demi de francs, dont 37,8 % en crédit-bail et 62,2 % en location simple.

Les recettes de crédit-bail et de location simple se sont élevées à 16,5 millions de francs en progression de 20,5 % sur celles de l'exercice précédent.

Le bénéfice d'exploitation est de 61,3 millions de francs, en augmentation

de 11,5 % sur celui de 1984. Le bénéfice net est de 62,5 millions de francs.

Compte tenu de l'augmentation du capital consécutive à la distribution en actions nouvelles d'une part importante du dividende afférent à l'exercice 1984, le bénéfice par action a progressé de 7,5 %.

Le conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 15 mai prochain de fixer le dividende par action à 31,80 F contre 30,00 F l'an dernier, en offrant aux actionnaires de recevoir ce dividende, à leur choix, soit en numéraire soit en actions de la société.

FLASH BANQUE

Ancher dans notre situation au 2 janvier 1986 :

- Un total de bilan net consolidé de 28,8 milliards de F (+ 3,1 F en 1 an).
- 28,8 milliards de F (+ 3,1 F en 1 an).
- A l'actif 14,1 milliards de F (+ 1,1 F en 1 an).
- A la passif 14,7 milliards de F (+ 2,0 F en 1 an).

Aut. Cassat. 6,7 milliards pour les fonds propres (+ 0,8 F en 1 an).

Les dépôts à vue des entreprises (+ 11,9 %). Les dépôts épargne (+ 11,9 %). Les dépôts épargne (+ 11,9 %). Les dépôts épargne (+ 11,9 %).

Les capitaux permanents passent de 5,4 milliards à 7,8 milliards de F (+ 44,4 %).

Crédit du Nord

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant

6 MARS

PARIS 6 mars

Succès de la séance du matin Actions en hausse : + 1,4 %

Pour son démarrage officiel le 6 mars, la séance du matin, qui se déroule chaque jour de 9 h 30 à 11 heures, a connu un incontestable succès. Le volume d'affaires était important et l'indicateur instantané, en hausse de 0,6 %, reflétait la progression de nombreux titres tels que Valéo, Accor, Michelin.

Ensemble, les valeurs de l'indice ont progressé de 1,4 %, à la clôture, à 3 433,16 points, contre 3 382,16 à la veille. Le volume d'affaires était de 1 589,9 millions d'actions, contre 1 545,5 millions la veille.

Parmi les valeurs les plus actives de la séance figuraient, avec des chiffres d'affaires de 2 à 3,4 millions de titres, les sociétés suivantes : West Air, IDEM, American Home, Gulf State, Eastman Kodak.

Dès le premier son de cloche marquant l'ouverture de la séance, la cote a progressé. Les professionnels ont enregistré avec satisfaction la baisse d'un demi-point du taux de la Bundesbank, suivie, quelques heures plus tard, par des baisses de taux d'intérêt aux États-Unis et en France. On a vu se redresser les cours de la Bourse de New York et la Bourse de Paris.

La séance a été marquée par la progression de nombreux titres, chacun sur sa propre dynamique. Parmi les valeurs les plus actives de la séance figuraient, avec des chiffres d'affaires de 2 à 3,4 millions de titres, les sociétés suivantes : West Air, IDEM, American Home, Gulf State, Eastman Kodak.

NEW-YORK Reprise

L'annonce de baisses généralisées des taux d'intérêt internationaux après l'annonce de la réduction du taux d'escompte onts-allemand a entraîné la reprise de Wall Street, où l'indice Dow Jones des valeurs industrielles s'est redressé à la clôture, à 1 696,60 points, en hausse de 9,94 points sur la veille. Le volume d'affaires est resté étoffé, puisque 1 589,9 millions d'actions ont été échangées, contre 1 545,5 millions la veille.

Parmi les valeurs les plus actives de la séance figuraient, avec des chiffres d'affaires de 2 à 3,4 millions de titres, les sociétés suivantes : West Air, IDEM, American Home, Gulf State, Eastman Kodak.

Dès le premier son de cloche marquant l'ouverture de la séance, la cote a progressé. Les professionnels ont enregistré avec satisfaction la baisse d'un demi-point du taux de la Bundesbank, suivie, quelques heures plus tard, par des baisses de taux d'intérêt aux États-Unis et en France. On a vu se redresser les cours de la Bourse de New York et la Bourse de Paris.

La séance a été marquée par la progression de nombreux titres, chacun sur sa propre dynamique. Parmi les valeurs les plus actives de la séance figuraient, avec des chiffres d'affaires de 2 à 3,4 millions de titres, les sociétés suivantes : West Air, IDEM, American Home, Gulf State, Eastman Kodak.

VALEURS

Cours	Différence
Actions au comptant	
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252

VALEURS

Cours	Différence
Actions au comptant	
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252

VALEURS

Cours	Différence
Actions au comptant	
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252

VALEURS

Cours	Différence
Actions au comptant	
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252

SECONDE MARCHÉ

Cours	Différence
Actions au comptant	
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252

Hors-cote

Cours	Différence
Actions au comptant	
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252

COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

Le Comptoir des Entrepreneurs, qui a été créé en 1975, a pour but de faciliter l'accès des entreprises à la Bourse de Paris. Il a été créé en 1975, à la suite de la fusion de la Société des Entrepreneurs et de la Société des Industriels.

Le Comptoir des Entrepreneurs, qui a été créé en 1975, a pour but de faciliter l'accès des entreprises à la Bourse de Paris. Il a été créé en 1975, à la suite de la fusion de la Société des Entrepreneurs et de la Société des Industriels.

VALEURS

Cours	Différence
Actions au comptant	
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252

VALEURS

Cours	Différence
Actions au comptant	
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252

VALEURS

Cours	Différence
Actions au comptant	
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252

VALEURS

Cours	Différence
Actions au comptant	
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252

VALEURS

Cours	Différence
Actions au comptant	
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252

SECONDE MARCHÉ

Cours	Différence
Actions au comptant	
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252

INDICES QUOTIDIENS

Indice	Cours	Différence
Indice CAC 40	3 433,16	+ 51,00
Indice CAC 100	1 696,60	+ 9,94
Indice CAC 200	1 589,90	+ 1,40

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Taux	Cours	Différence
Taux de l'escompte	10,00 %	- 0,50 %
Taux de la Bundesbank	10,00 %	- 0,50 %
Taux de la Fed	10,00 %	- 0,50 %

COURS DU DOLLAR À TOKYO

Cours	Différence
Dollar (en yen)	160,95 / 170,45

Étrangères

Cours	Différence
Actions au comptant	
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252

Étrangères

Cours	Différence
Actions au comptant	
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252

Étrangères

Cours	Différence
Actions au comptant	
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252

Étrangères

Cours	Différence
Actions au comptant	
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252

Règlement mensuel

Cours	Différence
Actions au comptant	
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252

COTE DES CHANGES

Cours	Différence
Actions au comptant	
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Cours	Différence
Actions au comptant	
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252
Alcatel	257
A.S. (St. Germain)	252
Air France	252

مركز من الأصل

مكذبا من الأصل

Le Monde

L'esprit tranquille du chancelier Kohl

De notre correspondant

Bonn. — Tout va bien dans le meilleur des mondes : le chancelier Kohl sait, à ses heures, être vaillant. Du moins, que les syndicats mobilisés à la même heure contre un gouvernement, que son parti vienne d'enregistrer un nouvel aversissement lors des élections municipales de Schleswig-Holstein ou que le président de la République fédérale lui-même s'inquiète des récents d'antisémitisme apparus ces derniers mois dans les rangs de son propre parti. Avec la certitude de gagner les prochaines élections législatives de janvier 1987 cheville au corps, le chancelier ne sait qu'une chose : il est dans la bonne voie.

Helmut Kohl n'argumente pas. Il parle par incantations, en niant les problèmes. Il s'y entend à merveille pour décourager ses adversaires avec une constance de volonte de fond. Ces grandes manœuvres qui sont pour beaucoup de chefs d'Etat les conférences de presse sont avec lui une véritable épreuve de force... contre l'ennui. Sa dernière en date, la deuxième de l'année, jeudi 6 mars, a été un petit chef-d'œuvre du genre. La moitié de l'assistance avait capitulé avant la fin et quitté la salle.

Le chancelier se déclare persuadé que l'électorat saura reconnaître le bon chemin au moment voulu, c'est-à-dire dès les élections régionales de Basse-

Saxe, en juin prochain. L'économie marche bien, affirme-t-il ; jamais les relations avec la France et les Etats-Unis n'ont été meilleures : le sommet de Genève, c'est lui ; il n'y a pas d'antisémitisme en Allemagne fédérale, et à attendre, « l'esprit tranquille », l'instruction des plaintes en parjure déposées contre lui par le député vert Otto Schily dans le cadre de l'affaire Flick.

On finit presque par se demander si l'on n'a pas revêtu les remous observés dans son propre parti. Deux heures avant la conférence, dans la même salle de conférences, le député vert avait déposé ses propres conclusions des travaux de la commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Flick. Reprochant aux autres partis politiques leur « obstruction » dans la recherche de la vérité, M. Schily a estimé que les agissements du groupe Flick n'avaient été « nullement une exception exotique », et qu'ils portaient en eux « le danger d'une destruction des institutions parlementaires démocratiques par l'intérieur ». Il a affirmé que l'on devait parler, à propos de l'affaire Flick, de « corruption politique de grande envergure », et accusé les partis eux-mêmes d'avoir sciemment ignoré la Constitution en acceptant des dons illégaux. Ces graves accusations n'ont pas mérité une seule allusion au cours de la conférence de presse du chancelier.

HENRI DE BRESSON.

L'ENQUÊTE SUR L'ASSASSINAT D'OLOF PALME

Les deux Yougoslaves interpellés au Danemark l'avaient été par erreur

De notre correspondante

Copenhague. — La police d'Else-
neur a libéré, jeudi 6 mars vers 21 heures, deux Yougoslaves qu'elle avait interpellés au début de l'après-midi à l'arrivée du ferry-boat d'Helsingborg, à la suite d'un coup de téléphone venu de la rive suédoise — d'en face. A l'embarquement, en effet, un douanier avait trouvé à l'un des deux voyageurs, qui roulaient dans une Porsche rouge immatriculée en RFA, une ressemblance frappante avec le portrait-robot de l'assassin supposé d'Olof Palme. Un recoupement minutieux de l'emploi du temps des deux « suspects », deux hommes d'affaires résidant à Los Angeles et à Hambourg, devait

démontrer qu'ils n'avaient rien à voir avec le meurtre. Comme l'a indiqué le commissaire qui a dirigé ces investigations, ils seront indemnisés du préjudice subi.

Le quotidien conservateur de Copenhague *Berlingske Tidende* ainsi que trois correspondants de journaux nordiques ont reçu des appels téléphoniques d'un inconnu, qui leur a annoncé, dans un suédois approximatif, que l'ancien premier ministre social-démocrate Anker Jørgensen — actuellement chef de l'opposition au Danemark — mourrait dans une semaine. Les trois journalistes ont été d'autant plus troublés qu'ils ont chacun un numéro de téléphone secret.

CAMILLE OLSEN.

DANS L'INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE

Les exportations françaises ont augmenté de 62 % en 1985

Tous secteurs confondus, les commandes à l'exportation reçues en 1985 par l'industrie aéronautique française sont en augmentation de 62,2 % par rapport à celles des années précédentes.

« C'est une situation brillante mais un peu préoccupante », a expliqué le président du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS), M. Jacques Benichou, qui est aussi président-directeur général de la Société

nationale d'étude et de construction de moteurs d'avion (SNECMA). La baisse des prix du pétrole et la diminution du dollar frappent de plein fouet des clients traditionnels, comme les pays du Golfe.

En 1985, les commandes enregistrées de l'étranger ont atteint un montant global de 61 648 millions de francs, au lieu de 37 985 millions en 1984. Par groupes d'activité, la répartition est la suivante : 27 316 millions de francs pour les cellules et les avions complets ; 12 406 millions pour les moteurs ; 10 494 millions pour les missiles ; 5 994 millions pour les équipements électroniques ; 4 130 millions pour les hélicoptères, et 1 308 millions pour l'espace. Durant la même année, en revanche, le chiffre d'affaires a pratiquement stagné (environ 70 milliards de francs, au lieu de 68 milliards en 1984), car ce chiffre d'affaires traduit des mouvements de livraisons liées à des résultats relativement médiocres de commandes signées en 1983-1984.

Sur l'ensemble de la production de 1985, la part civile s'est élevée à environ 40 %, pour une activité militaire de l'ordre de 60 %. « C'est une évolution intéressante », a souligné M. Benichou, car, dans le domaine militaire, nous dépendons de fournisseurs extérieurs sur lesquels nous avons très peu de pouvoir.

Le consortium européen Airbus Industrie a notamment vendu quatre-vingt-deux avions en 1985 et la SNECMA, associée à la société américaine General Electric, a placé mille dix-huit réacteurs CFM-56, ce qui lui a permis de prendre 25 % du marché mondial des réacteurs de forte puissance. Dans le même temps, la part des pays étrangers a représenté 67 % des commandes militaires. « C'est un pourcentage d'exportation, par rapport au montant global des commandes, qui est inégalé dans le monde », a constaté le président du GIFAS, qui a estimé que c'était à tort que l'on considérait, ici ou là, la société Dassault comme finie.

Sur le vif

Le grand O

Qu'est-ce qu'on peut rigoler dans les vestiaires, à la gym ? L'autre jour, j'étais en avance pour le cours de 13 heures, alors j'ouvrais *Time Magazine*. Et je tombe tête baissée dans un papier décapant sur le grand O, l'orgasme baladeur des années depuis 1900. A la Belle Époque, on croyait qu'il était vaginal. Surtout, les féministes ont gommé comme des bêtes : pas du tout ! Leur zizi, les mecs n'avaient pas de quoi en être fiers. Il n'y avait que pour le plaisir, terminé. Vous savez où ils croient que ça se passe aujourd'hui, les Américains ? Entre les oreilles ! Mais comme ils sont pas absolument sûrs, ils conseillent de triper toutes les manettes du tableau de bord, histoire de faire décoller la paranoïa.

Je le dis, le fou rire me prend. Une copine sort de la douche et me demande ce que j'ai à me poiler. Je lui raconte. Plaisé, elle était :

— Et le point G, ils en parlent ?

— Oui, ils disent que l'Allemand qui a cru mettre la main dessus après la dernière guerre a dû se planter. Ça va faire quarante ans qu'ils essaient de la retrouver. Un jour, ça y est, ils

l'ont. Le lendemain, non, ils l'ont paumé.

— Qui, si ?

— Ben, les blouses blanches, les savants. C'est du travail de laboratoire.

— Sur des souris ?

— Si tu veux. Des prostituées. Elles sont payées pour.

— A l'heure ou au compteur ?

— A l'heure avec une prime de rendement. Si l'attache doit contraindre minette, c'est le droit à un bonus. Et si y'a pas que ça. Dans les emplois, ils ouvrent le capot des cadavres pour essayer de comprendre comment on est fabriqué.

— Depuis quand tu sais qu'ils boulaient qu'ils trouvaient, ils vont bien finir par piger, tu crois pas ?

— Pas forcément. Les mortels ne parlent pas. Les filles ont intérêt à la boucler. T'inquiète ! Le plus vieux secret du monde est bien gardé.

— N'empêche. C'est assez marrant, avoue. Leur organe, les hommes ont réussi à le localiser il y a des millions d'années. Pas le nôtre. S'ils étaient faits comme nous, ils en seraient encore à chercher leurs genoux.

CLAUDE SARRAUTE.

EN SEINE-SAINT-DENIS

M. Ralite censuré !

« Voter pour Jack Ralite, ce sera notre vote. » Les électeurs de Seine-Saint-Denis ne l'ont probablement jamais cette phrase dans un tract du PCF ou dans une page de publicité de la presse locale avant le 16 mars. Et pourtant, elle existe. Elle figure dans un texte de soutien à l'ancien ministre communiste de l'emploi, tête de liste du PCF aux régionales dans ce département. Un appel signé par une cinquantaine de personnalités internationales : Français, Italiens, Allemands — du monde des arts et de la culture. Il y avait dans le lot Marcello Masetto et Ettore Scola. Il y avait même, le sectarisme n'étant pas de mise, douze personnes signataires d'un autre appel, lancé celui-là en faveur de M. Jack Lang, ministre socialiste de la culture.

Mais, selon certains communistes du département, « le secrétaire du comité central du parti a intervenu à Ralite de la rendre public ». Ce texte ne faisait référence ni au PCF ni à la Seine-Saint-Denis, ni à M. Jean-Claude Gaysot. Il aurait donc, paraît-il, été jacté comme « une opération » lancée contre M. Gaysot, tête de liste du PCF aux législatives. Et par voie de conséquence, comme « une opération » dirigée contre la direction du parti puisque M. Gaysot, présenté comme « un poutin » de M. Marchais, est membre du bureau politique et secrétaire du comité central depuis le dernier congrès de février 1985.

Ce n'est un secret pour personne, les deux hommes ne se voient pas un amour immodéré.

Certains électeurs communistes locaux, ne comprenant pas très bien pourquoi M. Ralite n'a pas été choisi pour conduire la liste législative, auraient l'intention de s'en expliquer au moment de glisser leurs bulletins dans les urnes, le 16 mars.

Voilà « une opération » qui va sans doute ravir M. Alain Lipietz, tête de liste communiste des Verts et des Alternatifs — vive la cohabitation ! — pour *Ecologie 93* en Seine-Saint-Denis.

Jeudi, le fédérateur départemental du PCF déclarait n'être « pas au courant » de cet appel censuré de M. Ralite.

O. B.

Bourse du matin

INDICATEUR : + 1,45 %

Les transactions étaient très actives dans la matinée avec un ton résolument orienté à la hausse. L'Oréal, Michelin et Compagnie bancaire se sont distingués avec des hausses supérieures à 5 %.

A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 7 MARS

Indicateur de séance (%) : + 1,54

VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	383 90	386 50	388
Agropar	122 10	122 10	122 10
Alcatel	521	517	518
Alstom	412 50	410	417
Banque Paribas	1080	1100	1146
Banque	1515	1515	1515
Bouygues	974	974	972
B.S.N.	3270	3280	3320
Carrefour	3280	3270	3250
Cheminex S.A.	1140	1150	1155
Club Méditerranée	471	471	478
Danone	1070	1080	1080
ELF-Aquitaine	219	221 50	221 50
Elf	2145	2145	2170
Elf-Lorraine	933	935	1005
L. Valtan S.A.	1000	995	992
Médoc	227	228	2430
Midi	5080	5180	5180
Midi-Hennery	2088	2125	2125
Neop. Métal	739	739	812
Oréal	3045	3140	3220
Pernod-Ricard	516	525	550
Pugnot S.A.	888	905	914
Santel	848	848	848
Suez-Panier	528	533	534
Télédiffusion	3035	3065	3065
Thomson-C.S.F.	320	348	351
Total France	327	328	328 50
T.S.T.	2470	2480	2505
Veolia	578	580	580

Le numéro du « Monde » daté 7 mars 1986 a été tiré à 515 320 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

AUX ASSISES DE L'ARDÈCHE

Applaudissements intempestifs

De notre envoyé spécial

Privas. — A la veille du verdict, qui doit être prononcé ce vendredi 7 mars dans la soirée, le procès de Pascal Blanc, le « tueur de l'Ardèche », a été marqué par un incident.

Le bâtonnier Yves Perrin, du barreau de Privas, représentant une des parties civiles, avait suggéré, dans sa plaidoirie, une peine de réclusion à perpétuité. Les familles des deux campeurs assassinés par Pascal Blanc, le 8 avril 1983, saluèrent, de la salle, cette plaidoirie par des applaudissements nourris. Emportés par le mouvement général, une des femmes composant le jury applaudissait elle aussi, contrevenant ainsi aux dispositions de l'article 311 du code de procédure pénale, qui, s'il autorise les assesseurs et les jurés à poser des questions, ajoute que ceux-ci « ont le devoir de ne pas manifester leur opinion ».

« Un nouveau bateau au secours des réfugiés en mer de Chine. — Le bateau Cap-Anamur-II, affrété par les organisations françaises Médecins du monde et ouest-allemande comité Cap Anamur, est arrivé mercredi 5 mars en mer de Chine pour accueillir des réfugiés de la mer vietnamite », a annoncé le président du comité Cap Anamur, M. Rupert Nendack. — (AFP).

RODIN
TISSUS
"COUTURE"
L'originalité et l'esprit de la mode
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

CHUTE DU DOLLAR !
LE DOLLAR
Tout comprendre sur le dollar.
HATIER

Un vrai roman fleuve : le Rhin
5 JOURS 4 PAYS
En cabine, 2 lits bas. Soit privés.
5 414 F.
K.D.

Découvrez, en privilège, un vrai roman fleuve : le Rhin. Possédez-vous pour la Lorelei, percez la mystère de la Forêt Noire, laissez-vous porter durant 3, 4 ou 5 jours par le romantisme et la majesté des sites. A bord d'un bateau confortable et spacieux (cabines à 2 lits bas, douches et WC privés), remontez paisiblement le cours de l'Europe et profitez d'une parfaite organisation des excursions lors des escales à Strasbourg, Colmar, ou Rocher du Dragon, dans les vignobles... Un récit passionnant, une édition de luxe à réserver de suite... chez votre agent de voyages.

En Belgique : D.K.T. Rue de la Madeleine, 63 - 8. 1000 BXL
Tél. (02) 51 38 395.

Pour une documentation gratuite, merci d'adresser votre carte de visite avec ce bon à l'Agent général CROISIRHIN 9 Rue du Rbg St-Honoré 75008 PARIS
Tél. (1) 47 42 52 27

1000 Kms légendaires à découvrir.

TOUS LES ÉLÉMENTS EN VRAI BOIS
avec ou sans armure-fer ou 2 pièces, nombreuses combinaisons possibles. Style ou Contemporain : Chêne, Aulx, Merisier ou Laque.
CAPÉLOU
37, Av. de la République 75001 PARIS
Tél. (1) 43.57.46.35 Métro : PARMENTIER

PIANO : LE BON CHOIX
• Vente à partir de 8.900 F ou 218,21 F par mois* (Crédit souple et personnalisé).
• Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.
• Location à partir de 235 F par mois.
• Service après-vente garanti.
Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.
hamm
La passion de la musique.
139, rue de Rennes, 75006 PARIS. Tél. 45 44 38 66 Parking à proximité.

UN IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE APPRENEZ LE CHINOIS EN CHINE
dans une grande université Pékin, Shanghai, Canton... PLACES LIMITÉES
UN AN 28.500 F. UN SEMESTRE 15.500 F + droits d'inscription. Logement compris. CEFES, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly. 47.45.08.19 ou 47.22.54.84.

QUEL MICRO CHOISIR ?
300 micros de 650 à 65 000 F
ORDINATEUR INDIVIDUEL
Mars 86 - 25 F chez votre marchand de journaux
A B C D E F G